

HISTOIRE DE LA GAUCHE COMMUNISTE 1912-1919

DES ORIGINES, À TRAVERS LE PREMIER CONFLIT IMPÉRIALISTE, À
L'IMMÉDIAT APRÈS-GUERRE

PREMIÈRE PARTIE

LA LIGNE HISTORIQUE DE LA GAUCHE COMMUNISTE DES ORIGINES
JUSQU'À 1919 EN ITALIE

[*Edizioni Il programma comunista, 1964. Traduction, numérisation et notes par François Bochet, publiées dans la revue (Dis)continuité en 2004*].

PRÉAMBULE

Dans ce travail, nous voulons suivre la ligne de la formation du parti politique de la classe prolétarienne et de son influence sur les événements, tout au long d'une période assez longue pour pouvoir établir une comparaison utile entre l'orientation que le parti se donnait et les événements successifs, en tirant les enseignements des vicissitudes et des crises mêmes du parti dans ses rapports avec toute la société dans laquelle il se meut.

Une étude semblable, de même qu'elle doit tendre à être la plus étendue dans le temps, doit être établie sur une vaste étendue spatiale et prendre en compte le jeu des forces internationales. On ne pourrait pas tirer d'utiles conclusions du mouvement italien si l'on ne le considérait pas comme partie inséparable du mouvement européen et même mondial dans ses différentes étapes.

Il existe des histoires et des historiques du socialisme italien même récents et traités avec diverses méthodes ; le renvoi à ceux-ci sans les citer nous suffit pour avertir que notre narration ne doit pas être analytique et détaillée, elle ne doit pas non plus devenir une chronique des événements particuliers, tant intérieurs qu'extérieurs, qui touchent le parti ; mais nous suivrons une ligne à grands traits, les plus essentiels, et nous arriverons à une grande synthèse sans se référer à tout le matériel de faits utilisé et compulsé, et même directement obtenu, par le travail du groupe collectif qui a mené ce travail à bien.

Dans la première période de vie du mouvement socialiste en Italie, nous suivrons les épisodes de l'opposition entre deux formes qui se posent comme des objectifs à ce mouvement ; l'une est celle du parti politique ouvert à laquelle on accède quand on se décide à opérer sur la ligne d'un programme ; l'autre est la forme ouvriériste dans le sens où le mouvement, avec des formules diverses, adhère strictement à la qualité d'ouvrier de ses membres, forme également exclusive – même si ce caractère est secondaire – dans le sens où elle repousse absolument l'adhésion de quiconque ne possède pas cette caractéristique sociale d'être un ouvrier.

Puisque nous devons nous occuper d'un tel dualisme, il est bien d'établir, pour s'engager immédiatement dans la bonne voie qui nous conduira jusqu'à notre objectif, que ce phénomène s'est rencontré dans tous les pays et qu'il domine l'histoire de tous les partis socialistes d'Europe pendant plus d'un siècle ; ce ne sera donc jamais sur l'expérience concrète d'un seul pays que l'on pourra en faire un bilan sur lequel fonder des conclusions générales. Pour nous, il est évident, a priori, que la forme historique propre du parti prolétarien révolutionnaire est la forme ouverte dans laquelle un lien unique et uniforme lie au parti chacun de ses adhérents, sans stratifications ni discriminations, comme la suite le mettra en relief. Tout

marxiste et dialecticien commence son exposition avec des données et des faits au moyen desquels il doit convaincre, ayant déjà devant lui sa propre conclusion, précise et bien formée.

Il est banal d'observer que la forme d'association politique basée sur l'opinion et avec pour but l'action politique est elle-même dérivée de la grande révolution bourgeoise avec ses fameux clubs et que l'originalité du mouvement socialiste résiderait dans le fait de souligner que le discours doit dorénavant s'adresser non pas à l'individu générique de la société humaine, mais aux membres d'une classe donnée. Cette version serait une version froide et non dialectique de la fonction des classes dans l'histoire dont notre doctrine a fait en effet un de ses points cardinaux.

1. ORIGINE DU MOUVEMENT PROLÉTARIEN INTERNATIONAL.

Si nous parcourons à nouveau l'histoire de l'Internationale ouvrière telle qu'elle se préparait dans la première moitié du dix-neuvième siècle, nous verrons que la première forme à s'esquisser est justement celle des *sociétés de propagande*, sociétés en général secrètes imitées de la *charbonnerie*, nées en de nombreux pays, reliées entre elles et ayant pour programme celui de pousser jusqu'à ses extrêmes conséquences les principes idéologiques de la révolution libérale ; égalité, justice, fraternité. Avant d'arriver à la Ligue des Communistes fondée vers 1847 par des militants de divers pays, composée en grande partie d'ouvriers, mais aussi d'intellectuels, et à laquelle adhèrent Marx et Engels, nous rencontrons des formes bâtardes dont les deux fondateurs du socialisme scientifique se détachèrent bien vite, comme la Ligue des Bannis, celle des Justes, celle des Droits de l'Homme, et ainsi de suite. Bien vite un abîme se creusa entre ces idéologies humanitaires, philanthropiques, illuministes et même christianisantes d'une part et la nouvelle théorie apte à pénétrer d'elle-même le mouvement prolétarien anticapitaliste de l'autre ; et le premier exemple de parti prolétarien se rencontra non pas en Angleterre, première nation capitaliste développée (le chartrisme, malgré ses indéniables liens avec le prolétariat déjà développé, avait encore des caractères aclassistes), mais en France avec le concours d'exilés de divers pays. Ce fut justement la Ligue des Communistes qui pour la première fois se convainquit du principe selon lequel il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire sans une théorie révolutionnaire autonome ; elle tint son premier congrès durant l'été 1847, puis un second en novembre-décembre de la même année, au cours duquel différents projets furent présentés : après dix jours de débats le projet de Marx et de Engels, qui était *le Manifeste du Parti Communiste*, fut adopté à l'unanimité, et c'est à lui que nous nous rattachons encore aujourd'hui, en étant bien certains qu'il s'agit d'une histoire non pas de textes littéraires, mais bien de mouvements collectifs et sociaux, pour embryonnaire qu'en fût la première organisation.

Un tel document contient à la fois une théorie complète de l'histoire sociale humaine et un programme défini de la lutte pour la transformation sociale, et il en indique de façon positive les moyens et les voies. Il ne suppose pas un auteur ou un penseur dans les écrits duquel le futur devra puiser des révélations, mais il déclare déjà émaner d'un organisme collectif, qui s'appelle *parti politique*, organisme né de la nécessité historique des événements ; il ne se lie pas à l'histoire et au destin d'une seule nationalité ou d'une seule langue, mais il se place de façon déclarée sur une base internationale de batailles et de conquêtes.

Puisque nous tenons également à affirmer que nous savons à l'avance où nous conduira la voie droite et continue sur laquelle nous posons maintenant le pied, et puisque le résultat de la vaste démonstration que nous entreprenons n'est pas original et n'est pas le fruit de spéculations sans but, mais qu'elle existe intégralement dans les concepts de notre école politique internationale, nous prendrons, comme exemple de cette synthèse et de cette concomitance nation par nation du caractère avec lequel le mouvement révolutionnaire antibourgeois se forme partout, le petit chapitre introductif de la classique *Histoire de la Social-démocratie allemande* de Franz Mehring, en en traduisant ça et là nous-mêmes, par plus grande sécurité, quelques extraits directement de l'édition originale allemande de 1897.

L'histoire de Mehring a été toujours considérée comme un texte orthodoxe du marxisme, elle a été élaborée durant la vie de Marx et supervisée par Engels tant qu'il fut en vie, et elle se veut l'œuvre d'un disciple orthodoxe et dans les dernières années de sa vie l'auteur lutta contre la dégénérescence du parti allemand durant la première guerre mondiale.

Cette œuvre contient, entre autre chose, un brillant résumé du premier Livre du *Capital* de Marx dans lequel se combinent, chose difficile, une présentation concentrée et suggestive, et une rigoureuse fidélité théorique : le chapitre VII de la section III, intitulé : « L'œuvre fondamentale du socialisme scientifique » (1).

Pour l'instant nous n'aurons recours cependant à Mehring que pour ce qu'il dit dans l'introduction à son *Histoire*. Il prévient immédiatement que le mouvement allemand eut dès le début un caractère *international* et il met en évidence comment les premiers socialistes allemands apparurent sous l'influence des luttes en Europe occidentale et de la littérature socialiste d'Angleterre et de France. Marx et Engels, quand ils écrivirent le *Manifeste*, sonnèrent le ralliement des prolétaires du monde entier. Mais ils étaient passés à travers l'école de « la philosophie allemande, de la révolution française et de l'industrie anglaise », une formule cardinale pour les marxistes.

Le communisme scientifique moderne qu'ils avaient fondé « fut cependant de nouveau ruiné par la prospérité économique et par la décadence politique des années cinquante ». On parle (c'est bien clair) du XIX^e siècle ; mais cela n'est-il pas vrai également pour le XX^e ?

Ce fut alors le temps de l'agitation « concrète » (dirions-nous) de Lassalle qui lui succéda et qui ne put que copier, encore une fois, le socialisme français contemporain. Les bourgeois ergotent sur les différences entre socialisme et communisme. Dans la langue de la décennie 1840-1850, le socialisme était un mouvement bourgeois, le communisme un mouvement prolétarien. Même Mehring dit que le parti conserva une trace de tout ceci dans son nom de « social-démocratie ». Mais en France il s'agissait d'un socialisme fait avec l'aide des classes possédantes et d'une alliance avec la gauche démocratique bourgeoise ; en Allemagne, puisque le parti s'inspirait de Marx et non de Lassalle, on fit appel à la force du prolétariat, indépendant de toutes les autres classes, sur la base doctrinale du *Manifeste*.

À l'époque du *Manifeste des Communistes* et de la révolution générale européenne, qui devait consolider et qui consolida effectivement la société bourgeoise naissante, c'est seulement en Angleterre et en France que, historiquement, de grandes luttes des prolétaires contre la bourgeoisie industrielle s'étaient déjà produites. Ce n'est pas le lieu de rappeler les luttes anglaises du « chartrisme » dans leur entrecroisement typique avec la lutte entre entrepreneurs d'usines et propriétaires terriens qui culminèrent dans la gigantesque grève de 1842, luttes dans lesquelles le prolétariat entrevit pour un moment la conquête autonome du pouvoir politique, mais fut par la suite abattu par le bloc de toutes les classes possédantes et de leur État. En France, en 1830, le prolétariat de Paris fit ses preuves immenses dans la révolution de Juillet qui renversa les Bourbons mais qui fut exploitée par la seule bourgeoisie, et la grève des tisserands lyonnais fut mémorable, leurs formations, pendant plusieurs jours, furent maîtres de la ville avec leurs drapeaux noirs sur lesquels était écrit « Vivre en travaillant ou mourir en combattant ». Leur mouvement était exempt de toute croyance politique ou religieuse.

Avant de remarquer qu'en Italie – nous ne nous occupons pas ici des penseurs qui méritent le nom de précurseurs comme les grands Filippo Buonarroti, héros de la Conjuración de Babeuf et Carlo Pisacane – en 1848 et jusqu'à l'accomplissement de l'unité nationale en 1861 on ne peut reconnaître de mouvements ouvriers autonomes, nous voulons revenir à l'analogie allemande, et rapporter la description faite par Mehring de la société allemande après 1860.

Cette brève description se trouve dans le chapitre I de la section III intitulé : « Le prolétariat allemand vers 1863 ». Un grand progrès dans l'industrie allemande avait suivi les événements des années 1848-49, mais en 1863 le prolétariat rural était toujours largement majoritaire. En Prusse, face aux 3,5 millions de personnes actives dans l'agriculture, on comptait seulement à peu près 750 mille personnes actives dans les usines ; mais dans de tels chiffres la distinction n'est pas bien claire entre salariés et paysans dans l'agriculture et entre salariés et artisans dans l'industrie. Quoi qu'il en soit, en additionnant aux chiffres de la Prusse,

ceux de la Hesse, de la Saxe, de la Bavière, du Bade et du Württemberg, on peut arriver pour l'Allemagne à plus de 2 millions d'artisans contre moins de 1,5 millions d'ouvriers « purs » d'usines. Le même auteur avertit qu'il ne s'agit pas de chiffres sûrs et que de nombreux « artisans » étaient en réalité des travailleurs à domicile exploités par un patron capitaliste ; cependant, il est certain que dans l'Allemagne de 1863 les artisans dépassaient de par leur nombre les ouvriers industriels et que les membres des deux classes réunies étaient moins nombreux que les travailleurs de la terre. Dans deux pays seulement on constatait déjà une prédominance économique industrielle, en Saxe et dans le district de Düsseldorf, complètement urbanisés avec une très petite partie de territoires agricoles.

Le jugement final est que l'Allemagne de 1863 ne pouvait pas être encore classée parmi les pays industriels. Dans ces conditions, dans lesquelles les prolétaires industriels sont en nombre inférieur aux artisans, avec l'agitation de Lassalle un véritable parti politique de classe ne peut pas encore naître, seule naît la grande Association Générale des Travailleurs Allemands qui, par la suite, deviendra un authentique parti et fera sienne, au travers de nombreuses crises, la doctrine du marxisme.

Note :

(1) C'est un texte qu'il faudrait reproduire en son heure, et nous ne résisterons pas à la tentation d'en citer un passage qui justifierait de la part de nos jeunes collaborateurs l'assertion que *Mehring avait lu cent ans à l'avance* les programmes russes !

« Le travail salarié se distingue des précédents types de travail non payés par le fait que le mouvement du capital est démesuré et que son avidité de sur-travail est insatiable. Dans les formations économiques de la société où la valeur d'usage du produit, et non sa valeur d'échange, prédominait, le sur-travail était limité par un cercle de besoins plus ou moins vaste, et le caractère de la production n'entraînait pas un besoin illimité de sur-travail. Les choses en vont bien autrement là où la valeur d'échange prédomine. Comme producteur du travail d'autrui, comme extorqueur de plus-value et exploiteur de force de travail, le capital dépasse en énergie, en excès et en efficacité tous les modes de production précédents directement fondés sur le travail forcé. Le capital ne s'intéresse pas au procès de travail et à la production de valeur d'usage, mais au procès de valorisation, à la production de valeurs d'échange desquelles il tire une valeur supérieure à celle qu'il y a investie. L'avidité de plus-value ne connaît pas la satiété ; la production de valeurs d'échange ignore les limites que la satisfaction des besoins pose à la production des valeurs d'usage ».

2. ORIGINE DU MOUVEMENT PROLÉTARIEN ITALIEN.

Le mouvement italien ne suivra pas une voie différente, compte tenu des notables différences dans la situation intérieure et extérieure.

L'Italie avait, sur l'Allemagne, l'avantage d'une solution plus radicale de la grande révolution libérale, même si elle restait une monarchie et non une république. Toute forme de pouvoir des vieilles classes féodales avait disparu dans l'État et dans la loi ; de plus, la violente revendication de la Rome papale était dirigée contre l'influence du clergé catholique. En revanche, l'Allemagne était encore dominée par des formes étatiques de type féodal que même les effets de la guerre franco-prussienne et de la révolution nationale par le haut contre l'Autriche ne devaient pas radicalement éliminer.

La situation économique italienne en 1861 était au contraire largement plus arriérée que la situation économique allemande. En 1861 la production de fonte, d'acier et de fer ne dépassait pas les 125 000 tonnes alors qu'en 1914 la production du seul acier s'élevait à 846 000 tonnes et à 6 millions et 800 000 tonnes en 1957. En 1870 les entreprises industrielles étaient au nombre de 9 000 avec un peu moins de 400 mille employés alors qu'en 1900 le nombre des employés s'éleva à 1 275 000, à 2 300 000 en 1914 et à 4 257 000 contre à peu près 864 000 artisans en 1951. Il est évident qu'en 1860 et en 1870 non seulement la proportion de la population paysanne par rapport à la population totale était plus forte que la proportion

allemande, mais c'était également le cas de la proportion de la population des artisans en rapport avec celle des prolétaires industriels.

Sans rentrer ici dans les détails face à ces chiffres, reportons-nous au cadre social allemand décrit par Mehring pour 1863 et les années ultérieures, cadre qui servit de base à l'organisation et à l'agitation de Lassalle, moitié économique moitié politique, dans laquelle la forme du parti socialiste de classe n'est pas encore bien délimitée.

Donc à l'époque où se forma la première Association Internationale des Travailleurs (1864) – dans laquelle cependant les éléments réellement et effectivement ouvriers n'étaient pas encore des prolétaires d'industrie mais pour la plupart des artisans, ce qui était quand même moins vrai pour l'Angleterre et en partie pour la France –, la composition de la société italienne était beaucoup plus arriérée même par rapport au « schéma » des classes du *Manifeste* de 1848. L'unité nationale s'était formée en réunissant les petits États que l'on ne pouvait pas définir politiquement comme totalement féodaux, mais qui étaient des États bien centralisés par tradition séculaire et dans lesquels l'influence de l'aristocratie foncière était limitée ; du point de vue économique de par leur petite étendue ils avaient au contraire une structure hybride, ils n'étaient pas munis d'un véritable marché national, et, alors qu'une grande partie de la population vivait éparpillée au sein d'une économie d'îlots isolés à peine sortie d'une économie immédiate et naturelle, les biens alimentaires étaient amenés au moyen, non d'un libre commerce, mais d'une économie interventionniste d'État dans les villes qui depuis longtemps étaient très peuplées et très populeuses (particulièrement dans les régions que la culture banale déclare féodales, comme les Pouilles, la Sicile, etc.).

L'imposition par le haut d'une législation copiée sur les constitutions bourgeoises, et peut-être adaptée seulement au Piémont, à la Ligurie et aux régions anciennement autrichiennes, entraînent pour les classes inférieures, non prolétaires mais petites-bourgeoises, un accroissement de misère qui provoqua des réactions informes mais certainement pas socialistes dans la Romagne, en Toscane et ensuite dans le Sud.

Tel est le cadre, sur lequel nous ne pouvons pas ici nous étendre, de la société italienne au moment même où il était présenté aux prolétaires du monde entier à Londres par Luigi Wolff, secrétaire de Mazzini dont le texte fut écarté au profit de celui de Marx. Les mazziniens avaient été les premiers à aller parmi les ouvriers et les paysans, mais leur idéologie était piétiste et associationniste – au sens économique – et l'antithèse entre le système de Mazzini et celui de Marx est totale quoiqu'il fallut longtemps pour en prendre conscience en Italie.

Cependant, dans la première décennie de vie de l'Internationale, ce ne sont pas les marxistes qui apparaissent et qui conduisent la lutte contre les mazziniens mais bien les partisans de l'anarchiste Michel Bakounine, qui vécut en Italie et qui y eut une grande influence. Celui qui fait l'histoire du mouvement italien ne rencontre que des bakouniniens dans les premières décennies durant lesquelles le marxisme n'est pratiquement pas représenté ou seulement par quelques intellectuels et pas par des mouvements de masse que les bakouniniens conduisent au contraire avec vigueur puisque leur idéologie reflètent mieux le milieu social arriéré.

Quand, après la Commune de Paris et sa chute, une crise non moins grave que celle de 1848 succède aux glorieuses manifestations révolutionnaires de l'Internationale de Londres, condensées dans les fameuses *Adresses* écrites par Marx pour le Conseil Général, à la suite de la défaite de classe du prolétariat et que l'on aboutit après de longues luttes à la scission entre marxistes et bakouniniens, les forces italiennes se rangent entièrement dans le camp des seconds. La Fédération italienne, qui des années auparavant avait expulsé de l'Internationale les mazziniens, décide, avec toutes ses forces, au congrès de Rimini d'août 1872, de boycotter le congrès de La Haye convoqué par le Conseil Général pour le 2 septembre.

Ici nous ne nous intéressons pas à la chronique ni à la foule des noms, des personnes et des accusations personnelles ou scandaleuses, mais à la portée du désaccord d'alors (qui fut si mal compris par la suite) qui permet d'établir que les marxistes, dits *autoritaires* (et plus tendancieusement légalitaires), étaient à gauche et représentaient le potentiel de la révolution prolétarienne, alors que les libertaires étaient à droite et représentaient un mouvement petit-

bourgeois confus, non classiste et non révolutionnaire, mais seulement à la fois insurrectionnel et terroriste au sens individuel et non pas au sens historique que le marxisme accepte lui aussi.

Puisque nous voulons montrer qu'il ne s'agit pas d'une version a posteriori des luttes d'alors mais que notre jugement est le jugement classique de la grande et continue école marxiste, nous recourons encore à une page du livre de Mehring sur les luttes au congrès de La Haye contenue dans le chapitre XII de la section III.

3. CRISE DE LA PREMIÈRE INTERNATIONALE : LA DÉVIATION LIBERTAIRE.

La première Internationale fondée par Marx en 1864 était en pleine crise quand son cinquième congrès se réunit à La Haye en 1872. La section française avait été écrasée par la réaction qui suivit la Commune de 71 et en Angleterre les gros Trade Unions sortaient de l'Internationale parce que le Conseil Général, avec les *Adresses* historiques de Marx, avait soutenu les héroïques communards parisiens. Dans le même temps une opposition se formait dans des pays qui, comme l'Espagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, et une partie de la Suisse, étaient alors aussi peu évolués socialement que la France et l'Angleterre d'avant 1848. Dans cette situation un socialisme « qui ne veut rien savoir de la politique parce que les ouvriers furent toujours trompés dans les luttes politiques menées par les classes possédantes » pouvait prendre racine. Ce socialisme est une forme arriérée par rapport à la position dialectique qui montre au prolétariat sa voie dans le développement historique de la société capitaliste comme une lutte politique ayant comme enjeu le pouvoir politique révolutionnaire.

Lors de la formation de l'Internationale, ce socialisme naïf avait pu être admis dans la perspective de l'amener à dépasser sa position insuffisante. Mais il devint un danger mortel quand Bakounine prit sa tête et le rassembla sous le nom d'anarchisme.

Le texte de Mehring, en accord avec tant d'autres du marxisme, dévoile la fausse considération selon laquelle le mouvement anarchiste serait un mouvement activiste et insurrectionnel, séduisant les éléments « blanquistes » du mouvement socialiste malgré le fait contradictoire que les anarchistes ne veulent aucun pouvoir politique alors que les partisans du Français Blanqui, quoique donnant une importance erronée aux méthodes des coups de main d'une minorité conspiratrice, étaient pour l'institution d'une véritable dictature révolutionnaire.

Cependant ce texte explique comment Marx (ces dernières années nous avons recueilli d'innombrables documents qui illustrent cette conception), prévoyant une longue période de stagnation après la défaite de la Commune, voulut éviter que l'Internationale ne se transformât en un réseau de cénacles de style petit-bourgeois, et en fit décider le transfert en Amérique tout en pouvant encore disposer de la majorité à La Haye. La situation européenne de l'époque exigeait que les énergies fussent transférées sur le terrain du travail théorique, pour la lutte, continue et assidue, contre les déformations dues à ce que nous appellerons par la suite opportunisme et dont l'anarchisme est une des premières versions.

En substance nous donnons avec ces textes une preuve que la ligne de la gauche marxiste comprend et fait son trésor de toutes les vigoureuses attaques de Marx et de Engels contre les bakouniniens et les libertaires de 1872.

Presque à la même époque, les bakouniniens se réunissaient en congrès séparé à Saint-Imier en refusant explicitement de reconnaître l'autorité du Conseil Général qui, de son côté, les expulsa. À partir de ce moment, nous aurons deux Internationales, celle influencée par Marx et celle à orientation « antiautoritaire » qui représentait, dans une forme modifiée et avec l'apport de forces nouvelles, la poursuite de l'Alliance de la Démocratie Socialiste fondée plusieurs années auparavant par Bakounine et que celui-ci avait feint de dissoudre (aidé en cela par le caractère maçonnique, secret ou presque secret de cette organisation) pour pouvoir entrer dans l'Internationale contrôlée par Marx. Les participants du congrès de Saint-Imier proclament de façon caractéristique : « 1) La destruction de toute espèce de pouvoir politique est la première tâche du prolétariat ; 2) L'organisation d'un pouvoir politique, même s'il se nomme temporaire ou révolutionnaire, dans le but de promouvoir une telle destruction ne pourrait amener que des désillusions ».

Avant de revenir sur le mouvement italien qui était dans sa totalité à Saint-Imier et contre Marx et le Conseil Général, arrêtons-nous brièvement sur le contenu du désaccord. Et, avant de rappeler combien ce désaccord avait une dimension profondément doctrinale, en nous autorisant à classer ce premier de nos adversaires (historiquement) dans la très longue série des opportunistes et immédiateurs, phénomènes pathologiques de la lutte de classe prolétarienne, rappelons que, comme il adviendra toujours, ce désaccord prit tout d'abord un caractère de désaccord sur la question de l'organisation. Ici l'on voit que nous, marxistes orthodoxes, de même que nous refusons le nom de libertaires (ou de libre-échangistes ou de libéraux dont libertaires est une variante), nous ne pouvons que combattre tout *fédéralisme* et *autonomisme*. Nous verrons au cours du temps la corruption et la décomposition opportuniste s'avancer toujours sous la forme des autonomies locales régionales ou nationales et des règles d'organisation « centrifuges » ; alors que, sous tous les cieux et par tous les temps, nous, marxistes radicaux, nous nous tenons au centralisme et aux organisations, même internationalement, « centripètes ».

Quelle était la prétention des dissidents ? Que le Conseil Général de Londres n'ait pas la possibilité de diriger l'action des fédérations nationales qui devaient se gouverner elles-mêmes, mêmes si elles ne devaient pas, à leur tour, prétendre diriger toutes leurs sections provinciales ou urbaines qui restaient autonomes même lors d'une action insurrectionnelle. Le Conseil Général ne devait plus être, comme Marx le dit avec toute sa terrible vigueur sarcastique, qu'une « boîte aux lettres », s'appelant « bureau de correspondance ». Qui ne voit pas que l'histoire de l'opportunisme se copie sans cesse elle-même et que le terrible révolutionnarisme des libertaires ne fait qu'anticiper les Russes – qu'ils abhorrent pourtant – dans leurs dernières formules sur les différentes voies nationales au socialisme ? Qui ne voit pas que sur cette longue voie, quand on demande que dans chaque « collègue » l'organisation locale soit *autonome* et puisse ainsi passer des accords et faire des blocs avec des partis bourgeois, on en arrive ensuite au crétinisme parlementaire, et que l'on demande, dans le parlement, l'autonomie de la conduite de la fraction ou du groupe parlementaire ?

Le Conseil Général - qui avec les grands actes historiques des *Adresses* sur la Commune de Paris avait déjà montré l'importance primordiale d'un centre unique de la stratégie révolutionnaire mondiale, conquête qui survécut de beaucoup à la défaite comme la III^e Internationale survécut à ses abjects liquidateurs *cominformistes* - repoussa les prétentions des autonomistes et revendiqua le concept irrévocable du centralisme organisationnel, point cardinal qui reste sur pied malgré la longue œuvre de démolition des libertaires.

Pour ce qui concerne le caractère inconciliable de notre doctrine avec celles des anarchistes, qu'ils se disent individualistes ou communistes, qu'ils admettent l'association économique des travailleurs et les grèves, ou qu'ils ne les admettent pas comme le fit le premier babounisme lui-même, il suffit de se reporter entre autre aux remarques lumineuses de Marx sur le livre de Bakounine *État et Anarchie*. Bakounine proteste parce que les marxistes disent que le prolétariat aura besoin d'un État « nouveau » qui naîtra de la révolution. Il veut que celle-ci mette fin à toute forme d'État. Marx, qui écrivait finalement que l'expression *État populaire libre* n'était qu'« une bêtise » de son disciple G. Liebknecht, explique que le prolétariat, une fois abattu le pouvoir bourgeois, « doit employer des moyens violents, c'est-à-dire un gouvernement » parce qu'il reste lui-même encore une classe (*dominante* comme dans le *Manifeste* après le premier stade de son *organisation en parti* – qui gouverne et qui gouverne avec un parti) et parce que, pour supprimer toutes les classes, les classes non prolétariennes doivent être « violemment éliminées ou transformées et le processus de la transformation doit être violemment accéléré ». On lit ici que la bourgeoisie et la classe des propriétaires fonciers s'éliminent au moyen de la violence, les petits-bourgeois se transforment pareillement avec la violence et non avec la persuasion. Les anarchistes ont toujours été profondément *éducationnistes*, et l'on voit ici combien furent nombreux les faux bergers qui prétendirent que Marx avait désavoué Bakounine parce qu'il ne croyait pas à la violence et à la terreur ; lui, le *red terror doctor* des Anglais !

Il ne servirait à rien de citer les passages ; il suffit de dire que justice est faite de la formule, celle des populistes et des communistes modernes russophiles, qui veut passer de la grande propriété foncière aux familles paysannes, clé de voûte de la conception de Bakounine.

Alors que Marx est déterministe, Bakounine est volontariste ; il voit dans l'État le mal suprême, le principe métaphysique du mal auquel les fidéistes, mais même les idéalistes bourgeois, réduisent tout. La polémique de Marx dans la Première Internationale est un épisode de la même lutte contre l'opportunisme contre-révolutionnaire que, dans la III^e Internationale et à un demi siècle de distance, le Lénine de *l'État et la Révolution*. conduira. L'anti-dialectique de Bakounine est la même que celle de tous les diffamateurs du bolchévisme russe qui ne manquèrent pas de s'en servir. Marx et Engels lui disent : tu vois dans l'État, base de tous les maux *ab aeterno*, la cause du capital et du patronat capitaliste ; tu ne comprendras donc jamais que le capital est la cause de l'État moderne ; par conséquent, tu restes historiquement en dehors du vrai mouvement révolutionnaire, et avec toi, qui tiens de Proudhon et de Stirner, tous les immédiatistes.

4. LES PREMIERS MARXISTES ITALIENS.

Pour revenir à la situation italienne, une lettre de Engels sur le *principe d'autorité* va nous être utile, c'est une lettre adressée par lui à l'un des premiers socialistes italiens, Bignami, lequel la publia dans l'« Almanach Républicain » de l'année 1874 (et nous la tirons des *Écrits italiens* de Marx et Engels, ed. Avanti !, 1955). Cette lettre contient le passage fameux : « Une révolution est certainement la chose la plus autoritaire qui soit ; c'est l'acte par lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre partie au moyen de fusils, de baïonnettes et de canons, moyens autoritaires s'il en fût ; et le parti [*nota bene !*] victorieux, s'il ne veut pas avoir combattu en vain, doit poursuivre sa domination avec la terreur que ses armes [*du parti*] inspirent aux réactionnaires ». Et la lettre se termine en accusant les *anti-autoritaires* de semer la confusion ou de trahir le prolétariat, à l'avantage de la réaction dans les deux cas.

Ce document et cent autres établissent combien ce fut toujours une erreur d'avoir considéré l'aversion de Marx, d'Engels et du mouvement socialiste international pour les anarchistes comme une renonciation aux moyens insurrectionnels et révolutionnaires ; longue et dure illusion, surtout en Italie, que seules les situations historiques postérieures, après la révolution russe, avaient triomphalement dispersée.

En effet, Bignami est le premier nom de marxiste qui figure dans les chroniques historiques en tant que *protagoniste*. Son périodique « La Plèbe » commença à être publié à Lodi en 1868. En fait le sous-titre de la « Plèbe » était « périodique républicain, rationaliste, socialiste », mais l'appréciation, dérivée des accusations anarchistes, selon laquelle l'orientation fut celle d'un socialisme « malonien », c'est-à-dire humanitaire et étranger aux moyens violents, n'était pas juste. La correspondance avec Engels en est une preuve suffisante. Le qualificatif de *républicain* est efficace face à la tendance (qui naîtra un peu plus tard) qui prétend que les socialistes doivent être « agnostiques » en matière institutionnelle, c'est-à-dire indifférents à travailler en monarchie ou en république, grave maladie opportuniste toujours combattue par tout marxiste radical. L'adjectif *rationaliste* suffit à éclaircir qu'il ne s'agit pas d'une république à la Mazzini, qui est, selon la juste formule Dieu et Peuple, nettement théiste. Populisme et théisme vont bien ensemble.

D'autres journaux de l'époque sont clairement dominés par l'orientation libertaire ; laissons à d'autres chercheurs tous les détails de ce sujet.

Le 1^{er} septembre de 1873, il se tint à Genève deux congrès distincts, un des marxistes et un autre des bakouniniens. Deux sections italiennes seulement adhèrent au premier : Lodi et Aquila qui avaient fait scission de la « Fédération italienne de l'Association Internationale des Travailleurs ». Il est clair que c'est à ce congrès que se définirent les liens entre Marx-Engels et la section de Bignami, une des conséquences en fut l'article fondamental de l'Almanach 1874 qui est en place d'honneur dans les archives théoriques de la Gauche.

Les années suivantes sont remplies de tentatives insurrectionnelles dynamiques des internationalistes italiens. Il n'est pas facile de prouver l'affirmation selon laquelle les premiers socialistes non libertaires condamnèrent ces mouvements ; ils défendirent, en tant que camarades prolétaires valeureux, les victimes des persécutions policières et judiciaires de la bourgeoisie. En 1874, ce furent d'abord les habitants de la Romagne qui entrèrent en insurrection, puis à la suite de la défaite, Bakounine s'enfuit de Bologne où il attendit l'issue du mouvement parti de Imola, ancienne ville rouge ; puis des mouvements, qui se ressentaient manifestement du manque d'un centre national dirigeant, eurent lieu également ailleurs, mais surtout dans le Bénévent (1877). La leçon théorique de cette période est que l'autonomisme local est toujours un facteur de défaite pour tout mouvement révolutionnaire : l'unité étatique bourgeoise doit être frappée dans ses centres vitaux, comme lors de la Commune de Paris.

Nous pouvons faire référence à Bologne, en mars 1880, où se tient non pas un congrès mais une première réunion qui se fixe la tâche de fonder un parti socialiste ; l'initiative n'eut, cependant pas de suite dans l'immédiat.

Entre 1873 et 1880, le mouvement de l'Internationale bakouninienne, objet de violentes persécutions policières et judiciaires de la part du régime monarchique italien, tient d'autres congrès, mais à la fin de cette décennie il s'éteint et se transforme en mouvement anarchique qui préfère fonctionner par groupes locaux et qui admet seulement un vague fédéralisme à tel point que les congrès nationaux et internationaux apparaissent aux partisans de cette tendance, encore nombreux, comme des formes inutiles.

La Fédération italienne de l'Internationale bakouninienne après le congrès de Rimini de 1872 en tient un second à Bologne en 1873, un troisième à Florence en 1876 et un quatrième à Pise en 1878. Après, la fédération de la Haute Italie devait se réunir à Chiasso en 1880 et elle n'y vota pas d'adresses en faveur de la thèse anarchiste contre la souveraineté des congrès. Ensuite à la veille de la séparation définitive entre anarchistes et socialistes, mais sous la pression de la tendance générale favorable à la forme du parti politique national, les anarchistes se réunirent à Capolago en 1891 comme Fédération Italienne du Parti Socialiste Anarchiste Révolutionnaire. Une commission de correspondance, composée de membres des tendances opposées, fut élue comme seul organe central.

Pour suivre dans la décennie 1880-1890, et jusqu'à 1892, la formation du parti politique socialiste il est nécessaire de suivre, non plus les libertaires qui en Italie représentaient l'Internationale (qui n'était plus marxiste), mais la longue série des organisations ouvrières qui étaient en train de se former après la constitution de l'unité nationale avec des objectifs à l'origine plus que limités.

Déjà avant 1860 il existait au Piémont des congrès des Sociétés Ouvrières. De telles sociétés étaient nées depuis quelques années sous la tutelle paternaliste des gouvernements dans des buts d'assistance mutuelle qui à l'époque se concrétisait dans des fonds nés des modestes versements des associés d'où l'on tirait des allocations en cas de maladies ou d'infortunes, parfois avec de vagues buts éducatifs, que l'Église faisait en sorte de s'approprier. Après le Statut de 1848 (1), la tendance de droite dirigée par les libéraux soutenait que les ouvriers, s'ils devaient en tant que citoyens bénéficier du droit de vote, comme catégorie sociale ils ne devaient pas traiter de questions politiques dans leurs congrès. Mais une tendance de gauche, dans laquelle, se mouvaient les libéraux radicaux, les mazziniens et quelques-uns des premiers socialistes, accomplissait des efforts en sens opposé, et en 1859 à Novi elle réussit à faire voter une souscription ouvrière pour un million de fusils à Garibaldi.

En octobre 1860 le huitième congrès des Sociétés Ouvrières italiennes se réunit à Milan. Une première tendance à passer du camp de la « mutualité » à celui de la « résistance » se manifesta dans la proposition en faveur de l'organisation par secteurs de profession et de métier, contre les Piémontais qui étaient pour une organisation indistincte ou, comme on disait, « cumulative », qui n'était capable d'atteindre que des objectifs d'assistance et non des objectifs que l'on appela par la suite *syndicaux*.

Au congrès de Florence, en 1861, les mazziniens s'emparèrent du mouvement des Sociétés Ouvrières duquel les tendances modérées firent scission. À Rome, en 1871, le congrès

des Sociétés Ouvrières adhéra, avec un ordre du jour, aux principes sociaux et politiques de Mazzini, provoquant la sortie de quelques délégués, adhérents à l'internationalisme libertaire, comme Cafiero. Les Sociétés Ouvrières mazziniennes s'unirent alors et tinrent encore congrès à Rome en 1874 où elles se prononcèrent contre les grèves, tenues pour « extrêmement dangereuses », et elles invitèrent les associations régionales à les empêcher « par tous les moyens ... en opposant, en tant que protection contre les exigences injustes du propriétaire, l'association du capital avec le travail », et la constitution de « commissions d'arbitrage mixtes composées d'ouvriers et de propriétaires » ! À Gênes, en 1876, toujours sous l'influence républicaine, un congrès vota contre la participation aux élections politiques tant que le suffrage universel n'existerait pas (il ne faut pas oublier que les mazziniens purs étaient et furent toujours abstentionnistes en monarchie).

À Bologne, en 1880, un congrès national des Sociétés de Secours Mutuel, avec la participation de républicains et de socialistes, s'opposa aux projets gouvernementaux de reconnaissance par l'État des mutuelles et de contrôle partiel de leurs caisses par l'État (projets qui anticipaient la tendance à intégrer le syndicat ouvrier dans la machine étatique) et tint une conférence pour le suffrage universel.

L'exigence de réunir les associations ouvrières en un parti politique national se dessinait désormais, mais les programmes ne pouvaient pas être clairs dans un pays comme l'Italie où la stratification sociale était ambiguë, entre les influences de type petits-bourgeois des libertaires d'une part et celles des libéraux ou semi-radicaux constitutionnels de l'autre. Nous sommes à la veille de la constitution d'un Parti Ouvrier dont l'origine se place à Milan.

Mais la réunion du premier congrès du Parti Socialiste Révolutionnaire de Romagne qui eut lieu à Rimini, en août 1881, est d'un grand intérêt. L'âme d'une telle initiative fut Andrea Costa. En 79, le grand agitateur s'était détaché des libertaires dont il avait été un des principaux représentants en Italie, et, en 1881, il avait fondé à Cesena le glorieux « Avanti ! ». Notre propos n'est pas d'exposer ces événements historiques dans leurs détails, mais des chercheurs qui ne s'arrêteraient pas aux polémiques et aux épisodes personnels, aux persécutions et départs en exil des agitateurs de l'époque, pourraient le faire ; surveillons cependant soigneusement leur apport sur la question des programmes de parti. Il est notoire que Costa fut un propagandiste et un agitateur magnifique, de même qu'il fut également un excellent organisateur ; mais son œuvre théorique semble être peu connue alors qu'elle fut indubitablement importante. À la fin de cette décennie le marxisme s'introduisit en Italie ; et, au prix de grands efforts, les déformations des Mazzini et des Bakounine furent dispersées même si elles ne le furent pas dans leur totalité. L'erreur libertaire commençait à vaciller. Il ne nous semble pas très important qu'un grand anarchiste, Carlo Cafiero, avant de mourir en 1882, ait envoyé au Bignami de la « Plèbe » une lettre dans laquelle il approuvait la participation aux élections politiques ; beaucoup plus importante, en revanche, est le fait que c'est justement Cafiero qui, en Italie, ait édité le fameux résumé du *Capital* quand il était intellectuellement en pleine vigueur.

Pour Andrea Costa il était bien clair que l'adoption de la tactique électorale, si elle distinguait les socialistes des anarchistes (et pas de tous), n'admettait en aucune façon, comme tous l'ont cru pendant vingt ou trente ans, que le pouvoir politique puisse être conquis par le prolétariat par voie légale et sans révolution armée.

Le préambule au programme du Parti Socialiste Révolutionnaire de Romagne (Rimini 1881) est, vu sous cet angle, d'une extraordinaire lucidité et d'une formulation irréprochable (dans l'appendice à G. Manacorda, *Le mouvement ouvrier italien à travers ses congrès*, Rome, ed. Rinascita, 1953) :

« Considérant :

que la condition primordiale de l'émancipation humaine des classes travailleuses, et par là de tous les êtres humains, est l'émancipation économique ;

que celle-ci ne peut être obtenue que lorsque toutes les classes travailleuses des villes et des campagnes prennent possession, pour le bien de tous, de la terre et des capitaux et, par conséquence, de tout le pouvoir politique, militaire et social que cette possession leur donne ;

que, l'expérience historique démontrant qu'une classe privilégiée ne cède jamais pacifiquement ses privilèges séculaires, l'appropriation de la terre, des capitaux et de tout pouvoir social ne peut advenir sinon par voie de révolution ; et que donc *la révolution n'est pas seulement le meilleur moyen que nous proposons pour résoudre la question sociale et émanciper les multitudes, mais elle est une fatalité historique inévitable, que nous ne faisons rien d'autre que formuler, rendre consciente et hâter de toutes nos forces* ; pour ces raisons :

le Parti Socialiste de Romagne est et ne peut pas ne pas être *révolutionnaire*.

La révolution est, avant toute chose, *une insurrection matérielle violente* des multitudes contre les obstacles que les institutions existantes opposent à l'affirmation et à la réalisation de la volonté populaire.

La révolution est pour cette raison, avant tout, *dictature temporaire des classes travailleuses, c'est-à-dire accumulation de tout le pouvoir social (économique, politique et militaire) dans les mains des travailleurs insurgés, dont l'objet est d'abattre les obstacles que le vieil ordre des choses oppose à l'instauration de la nouveauté, de défendre, de provoquer, de propager la révolution, et d'exécuter l'expropriation des propriétaires privés, d'établir la propriété collective et l'organisation sociale du travail* ».

Le programme observe ensuite que la « transformation des fondements de toute l'organisation sociale », qui est le but du socialisme, ne peut advenir au moyen « de conspirations, de machinations diplomatiques et de décrets », ni au moyen de « tentatives de révoltes de minorités audacieuses » (tentatives qu'il ne désavoue pas, mais qu'il laisse à l'« initiative individuelle »), mais que cette transformation requiert « non seulement la coopération des individus conscients socialistes et révolutionnaires, *qui ne sont généralement jamais qu'une petite minorité*, mais... la coopération efficace et énergique des multitudes des salariés industriels et agricoles ».

Il ne repousse pas les réformes et les revendications immédiates et contingentes, mais il proclame que « pour nous [elles] ne sont qu'une occasion, un moyen d'attraction et de lutte – un *moyen passager* qui n'empêche pas que nous rendions possibles et que nous profitions d'autres manifestations de l'activité populaire et révolutionnaire, particulièrement quand toute manifestation légale est rendue impossible ».

Il déclare que la révolution doit :

« être précédée par une ample propagation des idées socialistes-révolutionnaires et avoir pour organe un *parti fortement ordonné* [voici un très net pas en avant loin de la conception anarchiste du parti comme réseau élastique de groupes autonomes, ou carrément comme non-parti] *capable de la provoquer quand les conditions nécessaires à sa bonne réussite existent, de l'inspirer et également de la diriger une fois qu'elle a éclaté*.

Pour cette raison notre parti a un double objet : celui de réveiller par la parole, par les écrits, par les exemples, et au besoin par d'autres moyens, les multitudes assoupies des villes et des campagnes, en les préparant à la révolution qui est en train de s'accomplir inexorablement dans la société à cause de ces mêmes facteurs sociaux qui sont aujourd'hui opprimés ; et celui de profiter de l'occasion favorable pour retourner les multitudes contre l'ordre existant, les inspirer et les diriger dans la lutte et tout faire pour que la révolution donne les résultats que les multitudes en attendent ».

Ce que nous savons de l'Andrea Costa de ses meilleurs moments, il fut entre autre le précurseur de l'anticolonialisme le plus tranché, nous permet de le placer dans la ligne historique de l'authentique gauche italienne.

Nous avons ici le témoignage programmatique de la dictature marxiste du prolétariat que les socialistes allemands tenaient caché et que Lénine dévoila. Elle n'était pas ignorée en Italie quoiqu'elle fût étouffée par le mensonge qui prétend que les anarchistes sont pour la violence et que les socialistes s'en seraient détachés pour cause de pacifisme social.

L'histoire d'Angiolini (*Cinquante années de socialisme en Italie*), réformiste de droite bien connu, éditée à Florence, présente à chaque page les anti-anarchistes non seulement comme des autoritaires, qui est un terme valable et revendiqué par nous, non seulement comme des légalistes, mais même comme des « accommodants » et des « évolutionnistes », ce qui est une grosse bévue programmatique sauf lorsque l'on pense à la tendance socialiste de droite qui, comme nous le verrons, naît non pas en 1890 mais en 1900, pour dominer jusqu'à la fin de 1910 (et pour déborder de façon obscène depuis 1925 à nos jours).

Et pourtant Angiolini, qui revendique à sa façon le marxisme théorique, ne peut pas ne pas écrire à la page 61 ces mots : « Marx avait comme but final l'association des producteurs basée sur la propriété collective du sol et des instruments de travail, et *comme moyen la dictature politique et transitoire de la classe ouvrière* ». C'est le passage qui l'oppose justement à Bakounine lequel voulait que l'Internationale « fût totalement indifférente à la question de la forme de gouvernement ».

Si donc il est vrai, comme nous l'avons cent fois dénoncé, que dans le second volume des éditions Avanti ! des œuvres de Marx, Engels et Lassalle de 1914, (dans la lettre de Marx sur le programme de Gotha) le mot *dictature* (ce *Wörtchen* du super-cocu Kautsky) fut falsifié pour devenir « critique révolutionnaire du prolétariat », il n'en est pas moins vrai que depuis 1900 il circulait imprimé dans toute l'Italie (comme il circulait en Europe depuis 1848 dans les *Luttes de classes en France*).

Les philistins indigènes feignirent de le découvrir en 1917. Les philistins russes sont ces jours-ci en train de l'enterrer !

Depuis ce moment nous avons deux courants qui conflueront dans la formation du parti prolétarien de classe : l'un est celui du Parti Socialiste Révolutionnaire de Romagne dont nous avons parlé et qui, à partir de son troisième congrès à Forlì en 1884, prendra le nom de P.S.R. italien, l'autre est celui du Parti Ouvrier dont la première section naît à Milan en 1882 et aux activités de laquelle le jeune avocat Filippo Turati contribuera. Il est à noter que le Parti Ouvrier, à ses origines, est « ouvrieriste », ou, pour s'exprimer à l'anglaise, labouriste ; il ne veut pas avoir une idéologie politique, il ne voudrait organiser que des travailleurs salariés et manuels, et il est – comme les anarchistes – abstentionniste électoral par horreur des intrigues corruptrices de la politique bourgeoise. Par rapport à de telles positions, ce sera un pas en avant que d'admettre dans le parti tous les militants ayant une opinion théorique socialiste, que de se donner un clair programme politique et de participer aux luttes électorales en opposition à tous les partis bourgeois. En 1885 le I^o congrès du Parti Ouvrier Italien se tient à Milan. Encore une fois il repousse, tout en saluant le Parti Socialiste Révolutionnaire et en espérant l'unification avec lui, la lutte politique et il définit le parti comme « économique ». Des associations ouvrières et de métiers (nous dirions aujourd'hui catégorielles) adhèrent aux partis : son instrument principal de lutte est la grève. À Mantoue, en 1885, le parti s'unifie avec la Confédération Ouvrière Lombarde, influencée par des radicaux démocrates, mais devenue ensuite socialiste. À ce congrès participa Constantin Lazzari, authentique prolétaire marxiste. Sa solution agnostique du problème électoral est originale : le parti « n'ayant aucun programme de gouvernement » laisse libre les sections de participer ou non aux luttes électorales. ; Qui connaît la pensée du brave Lazzari sait qu'il n'entendait pas dire que la bourgeoisie pouvait tenir en main le gouvernement le temps qu'elle le voulait, mais, au contraire, que les socialistes ne devaient pas entrer dans des gouvernements bourgeois démocratiques ; entrée qui fut l'aboutissement presque inévitable en Europe de la tactique parlementaire comme l'avenir devait le démontrer. Cette position fut réaffirmée à Mantoue en 1886. Mais dans les élections de cette année le Parti Ouvrier, tout en réaffirmant sa propre « indépendance face à tous les partis politiques en tant que représentants des intérêts des capitalistes », descendit dans l'arène à Milan mais sans succès, alors que le Parti Socialiste Révolutionnaire faisait élire Costa à Imola et Moneta à Mantoue. Le Parti Ouvrier, en butte à des procès et à des persécutions, tint son III^o congrès à Pavie en 1887, son IV^o congrès à Bologne en 1888, son V^o (qui fut le dernier) à Milan en 1890. L'évolution intéressante est le remplacement des vieilles sociétés ouvrières de secours mutuel par des ligues de résistance et l'adoption ouverte de la méthode de la grève. Alors que

les congrès des Fraternités mutualistes, depuis longtemps dominées par les mazziniens, se vidaient progressivement de tout caractère de classe, les conditions pour un congrès d'unification de toutes les forces socialistes en un parti *politique* unique mûrissaient.

Note :

(1) Il s'agit de la constitution accordée par le prince Charles Albert, roi de Piémont et Sardaigne, et qui resta en vigueur jusqu'en 1946 (ndt).

5. GÈNES 1892 : LE PARTI SOCIALISTE.

Le célèbre congrès de Gênes de 1892 qui donna le jour, comme on dit communément, au Parti Socialiste Italien, est également bien connu comme étant non un congrès d'unification mais le congrès de la division entre anarchistes et socialistes. En effet les courants de Romagne du Parti Socialiste Révolutionnaire et les courants de Lombardie du Parti Ouvrier trouvèrent un terrain commun de nature pratique dans la participation aux élections auxquelles les anarchistes et les ouvriéristes purs s'opposaient quoiqu'à cette époque non sans certaines concessions (Communes, candidatures d'agitation de condamnés et semblables). Le congrès fut dramatique et tumultueux : les socialistes politiques, qui s'étaient formés au marxisme et qui étaient pour la fondation d'un parti unique, solide et discipliné qui conduisait toute l'action du prolétariat italien, l'emportèrent à ce congrès. De cette réunion sortirent deux partis du même nom : Parti des Travailleurs Italiens ; mais l'un était fondé sur des principes anarchistes, l'autre sur des principes marxistes. Dans le camp marxiste, comme il advint toujours lors de tels tournants, les différences entre la vision révolutionnaire et la vision réformiste ou révisionniste, déjà apparue en Europe, ne furent pas clarifiées. Il en naquit le fameux programme de Gênes de 1892 que le parti conserva jusqu'en 1921 quand les communistes en sortirent à Livourne. Il est nécessaire de rapporter ce programme dans son texte intégral parce qu'il justifie la critique que les révolutionnaires en firent après la guerre de 1914-18 quoique n'ayant pas demandé auparavant qu'il fût modifié.

Dans ce programme la tactique de la participation électorale prend une formulation de principe qui ne se concilie pas avec la théorie marxiste de l'État et du pouvoir, très claire déjà dans le *Manifeste* de 1848 et dans les *Statuts* de la Première Internationale de 1864 auxquels cependant le parti proclamait toujours sa fidélité. En effet il n'est pas dit que l'on entrera dans le parlement et dans les administrations locales à des fins de seule propagande et agitation, mais on va jusqu'à dire que de tels organes, et l'État lui-même, doivent être conquis pour les « transformer » en instruments d'expropriation de la bourgeoisie capitaliste.

Voici le texte du programme maintenant trentenaire :

« Considérant

que dans l'organisation actuelle de la société humaine, les hommes sont contraints de vivre divisés en deux classes : d'un côté les travailleurs exploités, de l'autre les capitalistes, détenteurs et monopolisateurs des richesses sociales ;

que les salariés des deux sexes, de tout métier et de toute condition, forment de par leur dépendance économique le prolétariat, contraint à un état de misère, d'infériorité et d'oppression ;

que tous les hommes, pourvu qu'ils concourent selon leur force à créer et à maintenir les bénéfices de la vie sociale, ont le même droit à jouir de ces bénéfices, le premier étant la sécurité sociale de l'existence ;

reconnaissant

que les actuels organismes socio-économiques, défendus par l'actuel système politique, représentent la domination des monopolisateurs des richesses sociales et naturelles sur la classe travailleuse ;

que les travailleurs ne pourront atteindre leur émancipation que grâce à la *socialisation* des moyens de travail (terre, mines, usines, moyens de transport, etc.) et la *gestion* de la production :

attendu

que le but final ne pourra être atteint qu'au moyen de l'action du prolétariat organisé en *Parti de Classe*, indépendamment de tous les autres partis, et se manifestant sous le double aspect :

1° de la *lutte des métiers* pour des améliorations immédiates de la vie ouvrière (horaires, salaires, règlements d'usines, etc.), lutte dévolue aux Chambres du Travail et autres Associations des métiers et des professions ;

2° d'une *lutte plus vaste dont le but est la conquête des pouvoirs publics* (États, Communes, Administrations publiques, etc.) pour les transformer, d'instruments d'oppression et d'exploitation qu'ils sont aujourd'hui, en un instrument pour l'expropriation économique et politique de la classe dominante ;

les travailleurs italiens, qui se proposent comme but l'émancipation de leur propre classe, décident :

de se constituer en un *Parti* doté des principes ci-dessus ».

Traditionnellement les « principes » qui furent établis par le programme de Gênes étaient les suivants : lutte de classe – socialisation des moyens de production – organisation du prolétariat en parti politique – indépendance vis-à-vis de tous les autres partis. Nous ne devons pas ici rappeler comment tout le marxisme révolutionnaire n'est pas renfermé dans de telles formules, il avait, depuis sa naissance, clairement parlé de conquête du pouvoir politique au moyen de la violence révolutionnaire, de la destruction de l'État parlementaire bourgeois, de la dictature du parti prolétarien pour abattre le capitalisme. L'expression finale d'expropriation économique et politique de la classe dominante fut particulièrement vague et pendant longtemps cause de confusion. De même, la revendication de la « gestion de la production » était peu claire car il en manquait le sujet : le syndicat ? l'État ? Mais alors, l'État devrait donc durer éternellement ?

Ce ne sont pas des doutes sur des formules littéraires ; c'est le contenu réel d'une longue et sangoureuse lutte de plusieurs décennies en Italie et en Europe.

Dans les cinq premiers congrès du nouveau parti, jusqu'à celui de Bologne 1897, il fut clair pour tous que lutte de classe et indépendance vis-à-vis de tous les autres partis signifiaient refus d'alliances électorales et parlementaires avec tout autre parti même radical. Après les luttes de 1898, quand la monarchie italienne s'appuya sur des gouvernements de droite, ce principe fut ébranlé et la sanction en fut la victoire à Rome (au VI° congrès) du courant réformiste et de ses brillants représentants (Turati, Bissolati, Prampolini, Treves, Modigliani, etc.).

À Reggio d'Émilie, en 1893, tous furent pour l'intransigeance et contre toute alliance. Parmi les signatures de l'ordre du jour qui prévalut sur l'autre, lui aussi intransigeant et signé par Turati, nous trouvons les signatures de Lazzari, Serrati, Agnini qui furent par la suite, et jusqu'à la crise de l'après-guerre, des représentants, avec d'autres, du marxisme de gauche.

Au III° congrès, Parme 1895, la majorité adopta dans le domaine de l'organisation un ordre du jour clairement centraliste contre un autre de style fédéraliste. À partir de ce moment, on parla du *Parti Socialiste Italien*. Quant à la tactique, la majorité est pour l'intransigeance contre un ordre du jour qui admet quelques timides exceptions locales.

Le IV° congrès, Florence 1896, suit la chute de Crispi qui avait organisé la répression des *Fasci* siciliens et l'amnistie concédée par Rudini aux condamnés. Notons un point important : le vote contre l'admission dans le parti d'associations économiques, et pire électorales, qui ne pourra donc se faire que par *adhésion personnelle*. Dans le domaine de la

tactique électorale, à un ordre du jour d'absolue intransigeance proposé par Sambucco, un ordre du jour de Enrico Ferri, admettant quelques légères exceptions pour les ballottages, fut préféré.

Au V^e congrès de Bologne en 1897 une tentative contre l'organisation centralisée du parti fut repoussée. Sur la question agraire un ordre du jour de Agnini, pour l'organisation des salariés et qui constatait que la petite propriété tendait à disparaître, fut voté. À ce congrès Turati mit en avant l'idée de l'autonomie de l'organisation locale dans les accords électoraux. Ferri – qui passait alors pour un marxiste de gauche – proposa la confirmation de la tactique adoptée à Parme. Les résultats du vote furent Ferri : 97, Turati : 90. L'ordre du jour Ciotti, proposant l'intransigeance absolue, fut repoussé par 123 voix contre 66 ; on se dirigeait vers la victoire des réformistes au congrès de Rome.

Ce n'est pas seulement dans les congrès, cependant, que nous pouvons trouver trace de la lutte de la gauche radicale et marxiste, mais également dans d'autres manifestations de la lutte socialiste. Une des plus difficiles est celle de la défense des militants poursuivis en justice dans les procès à la suite des répressions policières, et qui, quoiqu'à des fins de défense et sous la pression des avocats chargés de leur défense par le parti, auraient eu toute raison d'atténuer les formules de leurs principes.

Après avoir cité Andrea Costa, nous rappellerons donc un autre authentique représentant de la gauche révolutionnaire : Nicolas Barbato, médecin, jugé à Palerme, après le mouvement des *Fasci* en 1894. Il avait 34 ans, il fut condamné à 14 ans de prison. Le morceau de son discours, que nous extrayons du petit livre des éditions Avanti !, Milan 1958, *Autodéfense des militants ouvriers... devant les tribunaux*, est admirable non seulement par son courage mais aussi par la clarté théorique qui caractérisa ce camarade durant toute sa vie, tout autant modeste que valeureux, véritable exemple de marxiste authentique.

Barbato déplore avant tout que le socialiste de droite, Montalto, son co-accusé, ait désavoué les anarchistes enfermés dans la même prison. Barbato ne nie pas les différences théoriques, mais avec éloquence il salue ces généreux combattants de la révolution à la tête des malheureux prolétaires et des jeunes ouvriers des mines de Sicile.

Il entre ensuite dans la partie du discours défensif qui répond aux accusations du tribunal militaire. Reportons ici ce texte admirable :

« Militant obscur du socialisme, je m'honore d'appartenir à la phalange des révolutionnaires ; c'est-à-dire que je ne crois pas que le phénomène des insurrections à main armée puisse être évité dans la plus grande et la plus humaine des révolutions de mon espèce. C'est là le point central qui me sépare de Montalto, Bosco, Petrina et Verro : ils croient que la révolution socialiste s'accomplira sans insurrections armées. Selon moi les destructions violentes disparaîtront quand l'humanité commencera à exister.

L'humanité n'a jamais existé et n'existe pas encore : il y a eu des individus humains, c'est-à-dire des hommes qui, dans la totalité, ou dans la plus grande partie, des actes de leur vie, ont montré qu'ils avaient des sentiments altruistes solidement établis ; mais l'humanité, comme entité collective, ne commencera à exister que le jour où l'homme ne sera plus contraint par les besoins de sa propre conservation à être un loup pour son propre voisin.

Une fois admis que la majorité des individus des nations civilisées est aujourd'hui disposée par hérédité et par éducation à vivre humainement, il faut au contraire que celle-ci s'adapte à vivre bestialement, ni plus ni moins que l'autre partie qui n'y est pas disposée, si elle ne veut pas être exposée au danger de tomber parmi les vaincus et les affamés ; et il faut aussi que chacun de nous s'adapte à enlever sans pitié le pain de la bouche d'autrui. Avec les organisations sociales actuelles, les nations et les individus qui ne s'efforcent pas, avec la permission de la loi, de voler quelque chose aux autres nations et aux autres individus, sont destinés à périr. Cette vérité ancienne a été reconnue par de nombreux conservateurs ; mais ceux-ci, en confondant la biologie et la sociologie et en appliquant mal les lois darwiniennes, finissent toujours par conclure que la lutte pour la vie est la loi naturelle, qui a dominé et dominera pour toujours les rapports entre les nations et entre les individus de la même nation.

Nous, révolutionnaires, nous socialistes, au contraire, en nous basant sur l'histoire et sur la sociologie, nous croyons que le jour viendra où l'homme ne sera plus contraint par les besoins de sa propre existence à s'armer de fusils, de canons et de lois, pour se faire le voleur du soi-disant étranger, de son propre concitoyen, et même souvent de ses parents, de ses frères, et de ses sœurs. On nous traitera d'utopistes ; mais n'oubliez pas que la bête humaine s'est détachée des bêtes féroces et a atteint le point où elle en est grâce aux utopies qui, avant de se réaliser, n'éveillèrent que mépris, colère, haine et persécutions contre les pauvres rêveurs.

Et l'histoire est depuis longtemps la préparation de la réalisation de la plus belle des utopies du cerveau humain : le jour où l'on affirma, dans les codes juridiques, que dans l'intérêt public on pouvait enlever la propriété privée au citoyen en l'indemnisant avec de l'argent, on fit un véritable acte de socialisme inconscient ; le service militaire obligatoire pour tous les hommes robustes, alors que les faibles et les femmes en étaient exemptés, fut un autre acte de socialisme inconscient...et on pourrait citer de nombreux autres exemples de socialisme inconscient. La répétition de semblables actes et un groupe complexe de facteurs, qu'il n'est pas ici le lieu d'examiner, ont produit la conscience socialiste qui n'est plus un rêve aujourd'hui, mais la vision nette d'une tendance née depuis longtemps dans les sociétés humaines et arrivée à un tel degré de développement qu'elle nous fait espérer que l'époque dans laquelle nous aurons les premières organisations consciemment socialistes n'est pas lointaine.

Je répète ici ce que je déclarai dans mon interrogatoire : en tant que socialiste j'ai tenté de contribuer à la plus humaine des révolutions, à la révolution vraiment humaine, avec tous les moyens qu'il me semblait nécessaires et que le code législatif de la bourgeoisie permet à tous les citoyens italiens.

Je n'ai pas utilisé les moyens que le code nomme des crimes, non pas parce que je les rejette *a priori*, en soi, mais pour la très simple raison que je pense que le temps n'est pas encore arrivé où il sera utile et douloureusement nécessaire d'employer de tels moyens.

... La révolution nécessaire pour atteindre nos idéaux n'est pas celle dont s'effraie les magistrats. Vous avez entendu ce qu'elle doit être et ce qu'elle sera.

Personne ne pourra la provoquer : l'insurrection armée est fatale. *Je suis désolé* que cette heure n'ait pas encore sonné.

Je crois même qu'elle est encore très lointaine ».

6. LE SOCIALISME ITALIEN VERS LE RÉFORMISME

Entre le congrès de Bologne de 1897 et celui de Rome de 1900 s'insère une période cruciale pour l'Italie bourgeoise, celle que les tartuffes d'aujourd'hui auraient appelé *un tournant*. Le *nouveau cours*, même s'il fut indubitablement moins répugnant que ceux que l'on offre en cadeau aux travailleurs naïfs en cette année de grâce 1963, ne pouvait pas être absent de ce qui devait devenir le plan contre-révolutionnaire d' « ouverture à gauche » qui depuis cette époque est le doux rêve du capitalisme italien. Les discours des chefs démocrates-chrétiens qui expliquent qu'une ouverture à gauche est nécessaire pour couper définitivement les jarrets à tout éventuel « danger » révolutionnaire ne sont-ils pas pleins de vérité ?

Mais reprenons le fil de notre histoire.

Déjà avant les congrès de Florence (1896) et Bologne (1897) la société italienne avait été perturbée par des violents contre-coups de la crise économique de la fin du siècle dernier aiguës par les conséquences de la politique d'expansion africaine de l'État italien qui, quoiqu'un des plus faibles sur le plan de la productivité, voulait s'engager sur la voie de l'impérialisme. Le 1^{er} mars 1896 la terrible défaite de Adoua provoqua la chute du ministère Crispi qui avait dirigé la réaction féroce contre les mouvements siciliens de 1894. Ce fut alors que Andrea Costa prononça à la Chambre son historique : *Hors d'Afrique !* qui n'était pas un épisode parlementaire mais une véritable giflette sur la face de la sordide bourgeoisie italienne en affirmant que le colonialisme est contraire tout autant aux intérêts des peuples de couleur qu'à ceux des peuples de la métropole ; une thèse véritablement avancée pour l'époque si l'on songe aux bouleversements historiques ultérieurs qui devaient conduire l'impérialisme italien à la fin

la plus ignominieuse. Avec les défaites de la bourgeoisie nationale le parti socialiste, que Crispi avait réussi à dissoudre, remporta parmi les masses, même en s'en tenant au niveau électoral, d'éclatants succès. Déjà au Congrès de Bologne, il enregistrait une puissante reprise.

Mais au cours de l'année 1897 une grave crise économique se développa, elle fut aussi la conséquence des défaites militaires, et elle frappa surtout les régions méridionales très misérables. Le prix du pain avait gravement augmenté et le prolétariat souffrait de la faim. De la fin de 1897 au printemps 1898 de violentes révoltes se succédèrent et le gouvernement de Rudini y répondit par d'importantes mesures de police et il appela même la troupe. En mai 1898 les mouvements gagnèrent les industries de Milan et prirent alors de tragiques proportions ; on parla officiellement de 80 morts, mais on a toujours admis que les chiffres étaient bien plus élevés surtout dans les affrontements violents dans le centre de la ville entre les ouvriers en grève et la soldatesque armée. Comme en 1894, on déclara l'état de siège et on institua des tribunaux militaires, les condamnations plurent : Turati, qui pourtant avait tenté d'éviter les tumultes, fut condamné à 12 ans de prison. Le roi Humbert appela au gouvernement le fameux général Pelloux (le général Bava Beccaris, lui, se rendit illustre lors de la répression de Milan).

La réponse à cette fameuse vague de réaction fut la formation d'une opposition populaire de gauche dont les socialistes étaient la pointe extrême. La réaction dans le domaine électoral fut drastique ; à Milan il en résulta pour la première fois l'élection d'un conseil municipal opposé aux cléricaux modérés, la droite de cette époque. Dans les élections nationales de juin Pelloux fut battu par 800 mille voix contre seulement 600 mille pour le gouvernement. Les pères de la génération de ceux qui étaient des enfants à cette époque, hommes dignes, plein de foi libérale et démocratique exultèrent à la nouvelle : *Quel coup a pris le ministère !* Mais dans le même temps l'habile bourgeoisie italienne « mettait à jour » sa politique madrée et un nouveau danger naquit pour le prolétariat : le réformisme. Le 29 juin 1900 un anarchiste à la foi solide, et que l'on essaya ensuite en vain de faire passer pour un délinquant de droit commun, Gaetano Bresci, de Prato, en tira les conclusions selon sa propre idéologie : il assassina à coups de revolver Humbert de Savoie à Monza. La réaction contre les socialistes, qui évidemment n'avaient rien de commun avec le régicide, se déchaîna à nouveau. Mais ceci ne pouvait pas empêcher le tournant à gauche de la bourgeoisie italienne avec son Giolitti et son jeune roi ; tous les deux non dénués de flair politique.

Le congrès de septembre 1900 se trouva devant l'éternel problème encore irrésolu : comment doit agir le parti prolétarien quand deux politiques de la bourgeoisie sont possibles, et le « choix » peut-il dépendre du fait de jeter ou non son propre poids sur le plateau de gauche de la balance ?

Plus de soixante-dix ans se sont écoulées et on soulève encore le problème des fameux *choix*. Il est clair que ce problème peut se poser de deux façons : celui des armes et celui de la querelle constitutionnelle.

En 1898 les masses avaient lutté très vaillamment dans la rue, en défiant non seulement les fusils mais les canons mis en position à tous les croisements de Naples et de Milan. Même alors la droite bourgeoise la plus réactionnaire (qui ne doit pas être confondue avec la droite libérale classique, socialement conservatrice mais orthodoxe dans son légalisme constitutionnel) menaçait de suspendre les *garanties constitutionnelles*, et elle les supprima effectivement - mais elle n'alla pas, comme devait le faire plus tard le fascisme, jusqu'à s'opposer franchement au verdict des urnes et au parlement. (En substance la différence historique n'est pas totale puisque 1898 fut en partie absolutiste et 1922 fut en partie constitutionnel ; le jugement opposé de l'opinion commune n'est pas différent du jugement non marxiste dans lequel le parti prolétarien tomba dans les deux cas). Mais l'argument des socialistes de droite est bien connu : il est intéressant pour la classe ouvrière que le pouvoir exécutif n'utilise pas la manière forte, et il est utile d'obtenir ce pouvoir avec le moyen pacifique du vote des électeurs et des députés ; une fois la question réduite à un décompte numérique, il serait logique de ne pas ruiner un résultat si utile (ou tout du moins commode et facile) avec la lubie de ne pas compter vos voix avec ceux des bourgeois bien pensants, alliés, comme on dit, à la gauche ... Dans ces cas, le parti

prolétarien défend la liberté, le Statut de Charles-Albert, la constitution, parce que leur violation est favorable à la classe ennemie.

Depuis alors nous, membres de la gauche, avons toujours répondu : cette ligne tactique serait convaincante si nous étions certains que les postulats de notre classe pourraient un jour triompher sans briser la « liberté de tous », l'ordre légal et la structure constitutionnelle. Cette possibilité étant exclue, c'est donc une erreur que d'avoir préparé les masses à sauver... à sauver quoi ? quelles prétendues conquêtes déjà obtenues, quels prétendus acquis ? conquêtes acquises avec la bourgeoisie contre des formes plus anciennes ou conquêtes acquises contre la bourgeoisie ? ... nous dirons à se sauver elle-même des agressions de l'ennemi de classe en se réfugiant derrière les mêmes remparts historiques dont la destruction sera nécessaire comme seule voie pour libérer le prolétariat de l'oppression capitaliste.

Il est possible que la bourgeoisie et son Statut prennent l'offensive et l'histoire nous en fournit de continuel exemple. Mais la riposte de la classe travailleuse ne peut pas se réduire à une action défensive en se mettant à l'abri derrière les remparts qui sont justement ceux de la conservation des formes bourgeoises : démocratie et pacifisme. La riposte historique pour laquelle notre parti est né est une contre-offensive à venir qui ne lèvera pas, au contraire des hontes d'aujourd'hui, les drapeaux historiques tombés des mains de l'ennemi de classe, mais elle brisera les principes et les institutions qui se dissimulent depuis des siècles derrière ces drapeaux.

7. ROME 1900, DATE DE NAISSANCE OFFICIELLE DU RÉFORMISME.

Le IV^e congrès socialiste s'ouvrit le 8 octobre 1900. Le rapport du Groupe parlementaire, qui finira dans les années suivantes par devenir un sujet ardent de discorde, eut dans cette situation un accueil chaleureux, et il était facile d'en donner une explication : les députés venaient, plus que du parlement, des rues où ils avaient lutté avec les ouvriers, et des prisons bourgeoises. Pour eux Andrea Costa fit son rapport, il rappela les batailles du fameux obstructionnisme (un véritable illégalisme dans le parlement : on se rappelle que des *droitiers* du calibre de Bissolati en arrivèrent à briser les urnes), le cri « pas un homme, pas un sou » lancé non seulement lors des expéditions en Afrique mais également lors de l'expédition en Chine (la révolte des Boxers) quand les femmes prolétaires se couchaient sur les voies de chemins de fer pour bloquer les trains militaires et enfin la conduite courageuse tenue après l'attentat contre Humbert (De Marinis qui s'était rendu en vêtement de deuil au palais royal du Quirinal avait été mis à la porte : le congrès ratifia à l'unanimité l'expulsion de celui-ci décidée par la section de Naples).

Le congrès discuta donc de la tactique électorale qui était en ces temps-là le véritable thème de la politique. Nous ne nous étendrons pas sur le débat intéressant au sujet de la lutte pour les communes qui donna lieu à des digressions remarquables parmi lesquelles l'idée qu'il ne fallait accepter la gestion des communes qu'à la condition que le parti ait la majorité à lui tout seul, et que, dans le cas d'alliances dans des élections victorieuses, le parti resterait dans l'opposition pour contrôler les groupes formés par ses alliés non socialistes. Nous rappelons cette question pour montrer que le classique réformisme était plus sain que l'opportunisme effronté d'aujourd'hui.

La droite triompha par 109 voix contre 69 et 2 abstentions dans le débat sur la tactique à tenir dans les élections parlementaires. L'ordre du jour de Treves, Modigliani et Prampolini, après avoir réaffirmé que dans la bataille électorale on devait faire de la propagande pour les principes du parti, réduits à « la lutte de classe et la socialisation des moyens de production et d'échange », proclamait nettement « la pleine *autonomie* des organisations collégiales pour contracter des alliances avec des partis de l'Extrême Gauche » en raison de la grande variété des conditions sociales et locales en Italie.

Pour commencer tirons de ces faits historiques objectifs deux caractères inévitables de tout *révisionnisme*. L'un de ces caractères est la fameuse *autonomie* des sections locales vis-à-vis de l'ensemble du parti – autonomie qui anéantit le fondamental centralisme marxiste - l'autre

est la grande variété des situations locales qui servait, à l'échelle nationale, à justifier la méthode des « blocs », comme elle servira, à l'échelle mondiale, en 1914 puis ensuite en 1939 à briser l'unité révolutionnaire internationale.

Mais quelle est la valeur de l'ordre du jour qui fut repoussé et qui était l'œuvre du révolutionnaire radical Ciotti soutenu par différentes délégations de toute l'Italie ? Il ne valait pas grand chose. Aucune question de principe, mais seulement la timide affirmation qu'à la base des délibérations des précédents congrès on décréta « l'intransigeance dans les luttes administratives et politiques », en admettant cependant des exceptions dans cette politique pour quelque républicain ou radical, pourvu qu'il soit inscrit régulièrement à son propre parti, en cas de ballottage.

On doit donc reconnaître que l'aile de gauche ne sut rien dire de mieux sur les pauvres thèses de principe admises par les réformistes eux-mêmes, vainqueurs et portés sur la vague triomphante de la démocratie électorale et parlementaire.

Lutte de classe ? Le réformiste la conçoit comme un conflit d'intérêts entre les patrons capitalistes et la masse des ouvriers, conflit dans lequel l'État intervient selon l'influence des partis bourgeois et ouvriers en lutte dans le parlement. Nous ne trouvons pas un seul congressiste qui rappelle la thèse marxiste que l'État démocratique et parlementaire défend par sa nature les intérêts du capital. Quand ensuite on admet la fameuse « socialisation », les réformistes n'excluent pas qu'elle soit réalisée par l'État actuel (nationalisation) et tout au plus conçoivent-ils la transition future comme effectuée par un État à majorité parlementaire *socialiste*, faisant écho à la formule du congrès de Gènes en 1892 de *transformer* les pouvoirs publics de moyens d'exploitation du prolétariat en moyen de son émancipation.

Mais le problème historique fut abordé de plus près dans la délicate discussion sur le *programme minimum* du parti. Ce thème difficile avait été renvoyé de congrès en congrès, et, encore à Rome, le texte rédigé avec la contribution réellement appréciable de Turati, Treves et Sambucco fut seulement approuvé comme schéma provisoire à renvoyer à une commission. La rédaction du préambule n'est pas étrangère à la bonne doctrine marxiste, elle admet que le programme ne peut être une plate-forme d'accord avec d'autres partis et que, alors que le programme maximum vaut comme *but*, le programme minimum ne vaut que comme *moyen*. La thèse suivante est remarquable dans sa partie générale : « ... préparer le prolétariat à assumer et à conserver la gestion de la société collectivisée » en acceptant « toutes les réformes et toutes les institutions qui, en mettant une barrière à l'exploitation capitaliste, élèvent les conditions économiques et politiques du prolétariat et l'initient à l'administration et au gouvernement de la chose publique selon les lois qui émanent de sa classe ». On peut ici trouver un écho du « prolétariat classe dominante » de Marx et du *Manifeste*, et si l'on veut de sa dictature : sinon comment les lois de la future société seront-elles « émanation de sa classe » ?

Mais la partie spéciale, même en voulant n'être qu'une liste non exhaustive, contredit en fait la partie plus générale et le programme maximum :

« État démocratique où le prolétaire se sent réellement l'égal, politiquement et juridiquement, du capitaliste ». On dira que cet État est un État de transition, c'est-à-dire qu'il précède la victoire du prolétariat, mais justement pour présenter cette hypothèse le parti use d'un *moyen* qui détruit ses *buts* et ses *principes* (on se rappelle Lénine au II^{ème} congrès de l'Internationale et notre glose).

Pour le marxisme, dans l'État actuel le prolétaire est inférieur au capitaliste ; et le marxisme prévoit effectivement un État dans lequel le capitaliste est inférieur au prolétaire, et même dans lequel le premier n'est rien et le second est tout ; l'absurde est de croire que l'on y arrive en passant par une forme d'État historique dans lequel le prolétariat et le capitaliste seraient « juridiquement et politiquement égaux ». Ici réside le noyau de la démolition de la démocratie, en quoi la doctrine marxiste consiste, qui est la découverte centrale de Marx : la dictature du prolétariat.

À Rome, la gauche n'avança aucun contre projet ; l'atmosphère lui était trop défavorable (comme elle le sera après la victoire de l'antifascisme mille fois maudit sur le fascisme, maudit lui aussi dans la mesure où il engendra le premier comme nous le vîmes après 1922).

Le bref texte dont nous disposons contient quelques interventions incomplètes mais non négligeables : Soldi était pour un programme unique et opposé à la division entre programme maximum et programme minimum, c'était la claire intuition de la thèse dialectique marxiste et léniniste selon laquelle il n'y a qu'un programme unique : le programme maximum de la conquête violente du pouvoir, de la rupture de l'appareil d'État actuel, et de la dictature de classe ; APRÈS, dans le domaine économique et social, on peut et on doit formuler un programme minimum concret. Labriola voit dans la revendication de nationalisation le danger d'un socialisme d'État « traduit en une forme de socialisme capitaliste... ».

Pour l'élection de la direction il n'y eut pas de heurts de tendances ; cinq éléments de la gauche furent élus ainsi que six députés (parmi lesquels le directeur de l' « Avanti ! », Bissolati) en majorité de droite.

Sous le ministère Saracco, un hybride des anciens réactionnaires et de la nouvelle majorité parlementaire, il y eut de vives luttes pour la reconnaissance des syndicats (les glorieuses « Chambres du Travail » étaient nées) et pour le droit de grève ; le gouvernement dut céder sur ce point plus à cause de la force des masses qu'à cause de la manœuvre parlementaire. En fait, en 1901, le gouvernement Saracco fut renversé par une majorité formée de gens de l'extrême-gauche (socialistes inclus), du centre et de la droite (l'histoire ne se répète-t-elle pas ?), le nouveau roi appela au gouvernement le démocrate constitutionnel Zanardelli (Giolitti obtint le ministère de l'Intérieur).

Dans le parti on commença à discuter du fait de savoir si l'on pouvait appuyer le cabinet Zanardelli-Giolitti pour éviter que, en votant contre lui (comme on avait toujours fait jusqu'ici par principe), la droite ne pût retourner au pouvoir.

Le VII^e congrès dut affronter ce problème. Ce fut déjà une bonne chose que de reconnaître que celui-ci ne devait pas être résolu par le groupe parlementaire mais par le parti. Les opinions étaient très divergentes. Il ne s'agissait pas encore du problème d'accepter une place dans un cabinet bourgeois (méthode funeste du « millerandisme » français désigné par le mot peu élégant de *ministériabilisme*) mais du *ministérialisme* entendu comme participation à une majorité ministérielle. Alors, même un Turati faisait la moue ; aujourd'hui l'une et l'autre chose sont plus innocentes que de gober un œuf cru.

C'est un fait que, avant le congrès qui s'ouvrit à Imola le 16 septembre 1902, les membres du groupe parlementaire, en votant pour le ministère Zanardelli-Giolitti, avaient assuré déjà de nombreuses fois la victoire de ce ministère contre la droite. Les critiques n'avaient pas manqué dans le parti ; cependant elles ne demandèrent pas que la question des relations entre le Groupe parlementaire et la Direction du parti soit posée puisque personne n'avait envie de proposer un blâme. La proposition du révolutionnaire Soldi de discuter, comme c'était dans l'ordre du jour, d'abord ces relations puis ensuite seulement la tactique du parti fut repoussée. Les révolutionnaires n'étaient pas très résolus, à tel point que Rigola qui le premier parla pour eux (comme on le sait il deviendra ensuite un réformiste syndical ouvert) admit que dans des cas exceptionnels l'on votât pour les gouvernements. Dans sa première intervention, la défense des révolutionnaires de l'accusation d'être opposés à l'action syndicale fut remarquable, et elle montre que les mêmes questions de tactique se présentent de façon cyclique dans l'histoire du prolétariat.

Les réformistes furent bien représentés par Chiesa, Turati et Treves. Mais l'avenir aurait pu dire que des trois représentants révolutionnaires aucun n'était authentiquement révolutionnaire : Rigola (Turati lui-même s'exclama : il est des nôtres), Arturo Labriola et Enrico Ferri ! Treves théorisa élégamment, non sans un bon maniement de la dialectique (hégélienne plus que marxiste ; mais lui faire remarquer le faisait toujours bondir étant donné que l'on ne pouvait pas nier son ample connaissance du marxisme), que le socialisme dans ses principes avance des hypothèses solidement scientifiques sur le futur, puis qu'avec l'action réformiste il les met à l'épreuve avec une méthode *expérimentale* pour en donner la preuve. Treves est un représentant de la méthode que l'on trouvait déjà chez Bernstein, que l'on trouvera chez Gramsci et dans la fausse version courante du léninisme conçu comme une philosophie de la praxis non pas marxiste mais pragmatiste.

Labriola fit la critique déjà ancienne du réformisme qui demandait des concessions pour le prolétariat mais ne le poussait pas à les arracher et à les conquérir « en luttant contre l'État ». Turati réfuta mal Labriola en résumant sa position par cette formule : le parti doit être politique et antilégalitaire plutôt que économique et légalitaire. Bientôt le très agile Labriola évoluera vers le syndicalisme révolutionnaire qui sera effectivement antilégalitaire mais *économique*. Dans ces formules maintenant vieilles on voit la parenté entre les deux opportunistes, réformistes et syndicalistes, que l'on qualifiera à tort de droite et de gauche.

Ferri fut, comme toujours, vide de tout contenu. L'ordre du jour réformiste eut 456 voix contre 279 à l'ordre du jour intransigeant. Celui-ci était faible : il affirmait au début le concept suivant : « toute forme que vise le Parti doit être une conquête directe de la masse des travailleurs et elle doit se coordonner et se subordonner au but général de la transformation de la société politique et économique actuelle à accomplir au moyen de l'action du prolétariat organisé en parti de classe », formules valides mais qui n'arrivent pas au second stade du *Manifeste* : « organisation du prolétariat en classe dominante », ce qui signifie prise du pouvoir en dehors de toute utilisation du parlementarisme ; il concluait en appelant à suivre dans tous les domaines (sans nommer le parlement) une direction indépendante de celle de tous les autres classes et partis.

L'autre ordre du jour refuse l'existence des tendances (vieux refrain des droitiers) et affirme comme seuls principes « absolus » la *propriété collective et la lutte de classe*, puis il conclut en faveur de l'« action autonome du groupe parlementaire » en en approuvant les votes en faveur du ministère bourgeois de gauche et en justifiant les coalitions seulement en prétendant qu'elles étaient *transitoires* (il y a des poux qui traitent de cette manière l'admission des *compromis* par Lénine !).

Mais il y a un passage de cet ordre du jour, sommet des succès de l'opportunisme en Italie, qu'il est significatif de citer à une distance historique de 60 ans : dans ses actions autonomes (collaborationnistes) le groupe parlementaire au moyen du parti (auquel on laisse une fonction de *stimulateur*) doit « se tenir continuellement en correspondance avec la conscience et la volonté de la grande masse prolétarienne ».

Quand nous, qui croyions le réformisme pour toujours abattu, entendîmes mettre à la clé des questions de tactique du parti de classe cette espèce de consultation de la conscience et de la volonté des grandes masses, nous eûmes raison de sentir, vingt ans après, à Moscou, une odeur de roussi ! Celui qui disait que ceci était du léninisme ne pouvait nous tromper parce que Lénine avait appris de Marx, pour nous l'enseigner ensuite à nous qui étions jeunes alors, que la conscience et la volonté sont celles du *parti* et non celles des *masses*, et même pas de la *classe* prolétarienne avant que le parti ne l'ait rendu capable non seulement de force matérielle mais de puissance révolutionnaire.

La droite fit grand tapage et n'hésita pas à abuser de sa victoire. Mais bien vite la tendance révolutionnaire reprit de la vigueur et de vives critiques adressées à l'orientation de l'« Avanti! » poussèrent Bissolati à démissionner de la direction du journal laquelle fut prise par Ferri. Mais celui-ci n'engagea que des actions démagogiques, comme une grande *campagne* contre Bettolo, ministre de la marine du gouvernement Zanardelli. Comme d'habitude il ne s'agissait pas d'établir une norme tactique comme celle de n'appuyer aucun gouvernement, quels qu'en fussent les membres, mais l'on dénonçait des personnes particulières et concrètes, *en accusant* Bettolo d'avoir favorisé des contrats avec des aciéries qui étaient néfastes pour l'État. Les jeunes ont cru que Fiumicino avait été une *trouvaille* originale de députés batailleurs (1) ; l'histoire était au contraire ancienne.

Note : :

(1) Fiumicino est l'aéroport international de Rome, sa construction fut l'occasion des habituels et multiples corruptions et détournements de fonds publics lesquels furent l'occasion de rudes heurts parlementaires (ndt).

8. DÉBUT DE LA LUTTE CONTRE LE RÉFORMISME : LA FAUSSE GAUCHE SYNDICALISTE APPARAÎT.

Le parti fut à nouveau convoqué au congrès de Bologne en avril 1904.

La scission dans le parti français entre marxistes et possibilistes était déjà advenue. Une grave tension entre les deux tendances avait déjà commencée à se manifester dans le parti italien mais l'on chercha à tout prix à favoriser la tendance qui voulait l'unité à n'importe quel prix ; cette tendance, elle non plus, n'est pas une nouveauté, elle date de plus d'un siècle.

Ce fut un congrès très mouvementé. Lors d'un premier vote deux ordres du jour extrémistes s'affrontèrent, ils eurent à peu près le même nombre de voix, 12 mille inscrits chacun, alors qu'il y eut 7 000 abstentions. Un second vote le suivit sur deux ordres du jour qualifiés de centre-gauche (Ferri) et de centre-droite (Rigola), le premier l'emporta avec 16 304 voix contre 14 844. Il n'y eut pas de scission. L'ordre du jour Bissolati était pour l'admission ouverte du possibilisme parlementaire c'est-à-dire le vote d'appui aux ministères ; les deux ordres du jour intermédiaires ne méritent pas un long examen ; celui de gauche affirme des principes anti-monarchiques, soutient l'usage de la violence et exclut que « l'abolition de la propriété capitaliste puisse être résolue dans les parlements ». Quelques formules sont exactes, mais on ne peut pas dire que la position marxiste sur la question de l'État et de la révolution figure réellement dans ce texte.

Après 1904 la lutte de classe en Italie se développe sous forme d'affrontements violents : dans les campagnes, systématiquement, les forces de l'État bourgeois répriment par de sanglants massacres les rébellions du prolétariat rural (que l'on définit mal en les qualifiant d'actions paysannes), numériquement important, largement répandu, agressif et instinctivement révolutionnaire ; le prolétariat des grands centres toujours plus efficacement organisé dans les Chambres du Travail expérimente souvent avec succès la grève générale. Mais la grande Confédération Générale du Travail tombe, peu de temps après sa fondation, dans les mains des réformistes et en constitue la base la plus solide, désavouant et brisant les actions de portée nationale (comme une grande grève des cheminots) qui posaient tout naturellement au prolétariat le problème du pouvoir.

En cette période de grande activité ouvrière, la bourgeoisie italienne tend à revenir à la manière forte, et pour contrer le péril socialiste l'Église menace les italiens en émettant le *non expedit* de Pie IX (interdiction faite aux électeurs italiens de participer à la vie de l'État libéral). Giolitti est au cœur de cette manœuvre. De cette façon les premiers catholiques, précurseurs de la Démocratie Chrétienne d'aujourd'hui, entrent à la Chambre ; et aujourd'hui, en 1963, c'est cette Démocratie Chrétienne que les socialistes et les communistes courtisent même au niveau des habituelles *grandes masses super connes*.

Le prolétariat réagit aussi avec héroïsme, mais la vigueur des masses est trahie par la déviation du parti de la ligne révolutionnaire. L'indignation dans les rangs du parti lui-même contre le parlementarisme droitier prend la forme erronée du syndicalisme révolutionnaire qui produit alors sa formule définitive et sa doctrine historique, attirant sous ce drapeau les forces de gauche. Au congrès de Rome de 1906 le conflit éclate entre les deux puissantes ailes des réformistes et des syndicalistes ; la voix de la gauche marxiste y sera très faible et presque inexistante.

Nous ne nous intéressons qu'à commenter les ordres du jour après avoir noté que le réformisme se camoufle, comme il a toujours fait, ici sous l'habit du nouvel *intégralisme* de Oddino Morgari (1) (dont le seul mérite fut d'avoir organisé un sabotage de la visite du tsar, le massacreur de Pétersbourg lors des événements 1905, dont la visite officielle dut être annulée, visite qui était, ironie, un épisode de l'histoire d'amour de l'Italie pour la ... démocratie européenne de l'Entente franco-anglaise et donc de la *Double Entente* franco-russe au nom de cette haine de l'Allemand qui nourrit encore la tendance des charognes) et l'emporte avec 26.493 voix contre 5.278 aux syndicalistes et 1.161 à l'ordre du jour Lerda (intransigeant). Morgari avait obtenu de Turati et Treves de nombreuses concessions, en admettant de *transiger* seulement dans quelques *exceptions*, mais il leur offrit la défaite des syndicalistes.

L'ordre du jour syndicaliste est cette fois plus complet. Celui qui le lit en son entier à la page 75 du 2° petit volume de l'ouvrage *Le Parti Socialiste Italien dans ses congrès*, ed. Avanti !, Milan, 1959, pourra y étudier un passage important : il anticipe la construction propre à Gramsci que nous, représentants de la gauche, combattons comme *ordinovisme* et que, comme nous le verrons par la suite, nous avons dénoncée dès sa naissance en 1919.

Les buts de la révolution sont ici au nombre de deux : expropriation de la classe capitaliste ; décomposition du pouvoir politique. On ne comprend donc pas que ce dernier ne peut se décomposer qu'après avoir non seulement brisé l'État bourgeois (et ceci est bien vu) mais aussi fondé historiquement sur ses ruines la dictature politique prolétarienne qui est elle aussi un État. Suivons le texte : l'instrument est la puissance de la classe ouvrière dans son « organe syndical ». Le procès fait au parti et à sa fonction révolutionnaire commence à se dessiner.

Les organisations de métier doivent évoluer jusqu'à représenter la totalité des intérêts ouvriers non seulement pour l'action révolutionnaire finale mais aussi pour « les améliorations compatibles avec l'existence de la société présente ». Ceci n'est rien d'autre que le « contrôle ouvrier » des Turinois de 15 ans plus tard.

La tâche du parti est réduite à la fonction d'« éduquer et promouvoir la constitution syndicale, *c'est-à-dire en classe*, du prolétariat ».

L'action révolutionnaire s'affirme avec la grève générale (ceci est une vérité historique), mais elle « vise à ôter aux classes capitalistes les défenses matérielles de l'État, en en transférant les fonctions *aux organes syndicaux ou à l'individu* ». Il était clair que les gens du calibre de Treves, Modigliani, Turati, Mondolfo et semblables, des droitiers en politique mais également des intellectuels valables, avaient beau jeu de combattre ce qu'ils tournaient en dérision comme *mythologie* sorélienne et de dire que l'on revenait aux aberrations bakouniniennes sur les concepts de *pouvoir* et de *parti*.

Nous ajouterons aujourd'hui qu'il ne s'agissait de rien d'autre que d'un nouveau type de gradualisme de la part de poseurs révolutionnaires qui avaient en commun avec leurs adversaires résolus de l'époque de rendre graduel même la seule chose qui ne peut pas être graduelle : le saut violent dans le maniement de l'État, arme que l'humanité, pour s'en débarrasser, doit avoir empoignée pour l'utiliser dans une perspective opposée. La même erreur est à la base du gramscisme qui vit une série pragmatique dans le contrôle des conseils ouvriers d'usine, dans leur gestion, et dans leur substitution progressive à l'État capitaliste, conception qui a fait retomber ses épigones dans l'erreur commune aux deux adversaires de 1906 et, en fait, dans des formes indignement inférieures à celles de la droite d'alors.

Nous ne citerons pas l'ordre du jour des intransigeants qui est bien pauvre, qui confie une tâche éducationniste au parti et qui est agnostique sur les formes en lesquelles s'effectuera l'abolition des classes que, dit-il, on ne peut pas définir « scientifiquement » faisant ainsi le jeu des traîtres du marxisme. Le bref compte rendu du discours de Giovanni Lerda est meilleur, mais les mérites de Lerda, disons-le immédiatement, ne lui évitèrent pas en 1914 d'être éliminé du parti à cause de son « maçonnerie » obstiné. Il a toujours été malheureusement difficile de vieillir dans la peau d'un authentique marxiste révolutionnaire !

Lerda eut les cinq minutes habituelles des congrès strictement minutés et il ne put pas dire beaucoup plus que ce qu'il avait dit dans le texte que le petit volume déjà cité donne sous forme résumé (p.72) : « Les socialistes révolutionnaires, tout en refusant le syndicalisme comme conception théorique seule capable de conduire à l'émancipation du prolétariat, acceptent certains points de l'action pratique des camarades syndicalistes, spécialement ceux ayant trait à une plus solide jonction de l'action socialiste au principe de la lutte de classe. Pour cette raison ils ne pouvaient pas accepter ni l'ordre du jour syndicaliste ni l'ordre du jour intégraliste qui laissaient ouverte la possibilité d'une collaboration avec les partis bourgeois ».

Cette position parfaitement claire répond pleinement à la ligne historique, que nous sommes ici en train d'exposer à nouveau, de la gauche marxiste révolutionnaire.

En substance, au congrès de Rome la tendance réformiste fut encore vainqueur puisque Pamprolini annonça le ralliement de cette dernière aux intégralistes alors que sa fraction les

avait combattu durant de longues séances ; même Ferri, pourtant peu rectiligne, put alors déplorer que l'intégralisme fût devenu la bergerie du réformisme et que les réformistes n'aient pas eu au moins la sincérité de voter leur propre ordre du jour.

En juillet 1907, lors d'un de leurs congrès à Ferrare, les syndicalistes décidèrent de sortir du parti, quoique différents groupes, avec Lazzari qui à Rome avait voté pour leur ordre du jour et non pour celui de Lerda, refusassent de les suivre.

Les deux années qui suivirent furent marquées par de très vives agitations ouvrières, non sans conflits violents avec la force publique et sans victimes prolétariennes, qui sont un phénomène incessant de la démocratie Italie. Les syndicalistes révolutionnaires (Michele Bianchi, qui devint fasciste, à Bologne ; Alceste de Ambris, qui devint interventionniste, à Parme) conduisirent aussi de vigoureuses grèves d'ouvriers agricoles qui furent cependant défaites. Les refus dans tous ces cas de la grève générale de la part de la Confédération du Travail aiguèrent l'affrontement entre les deux courants ; les syndicalistes avaient fondé l'Union Syndicale Italienne, et à Modène en 1908 les réformistes s'imposèrent au congrès de la C.G.L.

Mais l'affrontement se déroulait non seulement en dehors mais aussi à l'intérieur du parti. Le réformisme était en croissance très rapide, en ayant comme points d'appui principaux le Groupe parlementaire et la Confédération du Travail ; au nom des deux, à Rome déjà, Rigola s'était fait l'apôtre de l'« autonomie tempérée » du premier et de l'engagement de la Direction de la seconde, « quant il s'agit de choses intéressantes non seulement le Parti Socialiste mais aussi et principalement le prolétariat », d'« écouter aussi les organisations de métiers ». On vit le résultat quand, en octobre 1907, la Direction et l'exécutif confédéral rivalisèrent pour repousser la demande, formulée par le Syndicat des Cheminots, de déclencher une grève générale de protestation pour la mort d'un ouvrier à Milan lors l'agitation des employés du gaz. À l'autonomie toujours plus accentuée du Groupe parlementaire correspondait, d'autre part, une tendance à l'autonomie des sections : à Milan, en opposition avec les statuts du parti, et sous le patronage de Turati, il y en eut même deux.

C'est dans cette situation que, à Florence en septembre 1908, le X^e congrès du Parti s'ouvrit. La droite jouait à cartes découvertes, forte de sa victoire à Rome et de la fragilité de l'aile de la gauche intransigeante. Turati proclama, en défendant ouvertement la version évolutionniste du socialisme donnée par son courant contre les attaques de l'aile gauche toute faible qu'elle fût : « Qu'on nous dise : vous devez partir ; et nous nous en irons, sans colère et sans rancœur ; autrement, qu'on nous accepte pour ce que nous sommes, pour les idées que nous représentons ». Rigola développa la thèse, ornée de pseudo-rappels au marxisme, que « les organisations économiques ne peuvent plus être sous la dépendance du Parti Socialiste » et il se fit en effet le défenseur d'une primauté ouverte de la Confédération sur le Parti, premier symptôme de ce qui fut justement appelé « syndicalisme réformiste ». La fraction intransigeante exprima par la bouche surtout de Lazzari et de Ratti la saine mais confuse réaction des prolétaires et militants non corrompus par cette nouvelle vogue ; le premier déclara : « Nous devons avoir tout le respect possible pour les intérêts immédiats dont s'occupe la Confédération du Travail, mais nous, nous sommes le Parti Socialiste et la perspective que nous devons avoir pour guide dans notre action doit être telle qu'elle ne nous laisse pas la possibilité de subordonner nos grands intérêts idéaux aux différentes nécessités transitoires qu'il peut quotidiennement, pour la défense et la protection des intérêts immédiats des travailleurs, être également nécessaire de défendre » ; il revendiqua face aux Milanais la nécessité d'« un seul programme, un seul principe, une seule méthode, une seule discipline, qui doivent tous nous lier ». Le second repoussa le mythe syndicaliste de la grève générale mais, en même temps, le prétexte que les gens de la Confédération en tiraient pour rayer définitivement cette grève générale de la liste des armes de lutte du prolétariat : « Nous, nous disons : la grève générale est une arme puissante, faisons de la propagande pour qu'elle devienne un instrument utile contre la bourgeoisie. Mais si nous commençons d'abord à détruire l'efficacité de la grève générale en disant que nous ne la ferons ni dans dix ans, ni dans vingt ans, ni dans cinquante ans, nous ne la ferons plus, et nous détruirons parmi les masses le sentiment de son utilité ». Le même Ratti

devait proclamer que « le syndicalisme réformiste ... est pire que le syndicalisme révolutionnaire » et Longobardi devait accuser la Confédération Générale du Travail d'être un « mouvement de l'aristocratie » ouvrière. Comme déjà à Rome, mais sous forme plus accentuée, la possibilité d'une participation au gouvernement, quoique lointaine, commençait à se laisser entrevoir ; la réponse des intransigeants, si elle fut décisive, ne se distingua pas pour autant par sa clarté théorique.

Au congrès, les réformistes l'emportèrent encore avec à peu près 18 mille voix sur un ordre du jour appelé concordat, alors que les intégralistes en obtinrent un peu moins de 6.000, et les intransigeants à peu près 5.400 avec un ordre du jour où l'on trouve les signatures de Lerda, Serrati, Musatti et d'autres. Ce texte n'est pas le plus explicite, mais il affirme l'unité de l'organisation syndicale, également l'importance de la grève générale comme « instrument puissant de la révolution sociale, à utiliser seulement en cas de graves nécessités », il affirme l'intransigeance électorale avec des exceptions dans les ballottages et il nie l'autonomie du Groupe parlementaire et l'appui aux gouvernements. Les révolutionnaires s'abstinrent justement de voter pour l'élection de la Direction, « en reconnaissant qu'il est nécessaire que la fraction vainqueur assume exclusivement la responsabilité des fonctions directrices du Parti ».

Note :

(1) Oddino Mogari fut l'un des fondateurs du Parti Socialiste en 1892. Il fut secrétaire de la Fédération socialiste de Turin, secrétaire de la Chambre du Travail, conseiller municipal et directeur de l'« Avanti ! ». Il fut également le principal inspirateur du courant « intégraliste », adversaire de la guerre il participa à l'organisation des réunions de Zimmerwald et de Kienthal. Il fut l'un des partisans de la création de la IIIème Internationale ; il s'exila durant le fascisme (ndt).

9. LA GAUCHE MARXISTE APPARAÎT.

Notre revue de l'histoire du parti socialiste en Italie est arrivée jusqu'au congrès de Florence de 1908, caractérisé par le fait que la tendance réformiste l'emporta sur la « fausse gauche » des militants de l'école sorélienne, cette victoire fut aussi due au fait que ces derniers, sans attendre l'autre congrès qui devait avoir lieu après celui de Rome de 1906 au cours duquel ils avaient été battus, avaient préféré déclarer à Ferrare qu'ils sortaient du parti sans toutefois fonder le leur propre puisque dans leur doctrine le mouvement prolétarien n'avait pas besoin de parti politique, et que ses organes étaient les syndicats, seuls existaient des *groupes syndicalistes* sans organisation centralisée dans les différentes localités.

Le dilemme réformiste-syndicaliste, qui occupa tout le début du siècle et qui ne devait pas résister à la première guerre mondiale, ne devait plus servir de toile de fond aux congrès, mais les réformistes, c'est-à-dire la droite, conservèrent le contrôle des congrès puisqu'à Florence, en 1908, contre leurs 26 mille voix (en y incluant celles de l'intégralisme, inutile équivoque unitaire qui ne cessa jamais de renaître toujours plus pestilentielle), les révolutionnaires en eurent plus qu'à Rome mais toujours bien peu, et, absorbés par le problème de leur délimitation d'avec les syndicalistes et de leur expulsion, ils n'avaient pas élaboré à leur tour une claire et solide plate-forme programmatique dans la ligne du marxisme.

La lutte pour battre les réformistes dans le parti durera de 1906 à 1912. Mais dans cette lutte la gauche marxiste, de laquelle nous nous réclamons ici pour tracer une ligne historique reconnaissable tout au long du cours historique, ne se sera pas bien définie ni bien structurée. La lutte que nous sommes en train de décrire aura malheureusement, selon la manière conventionnelle d'écrire l'histoire, un nom : celui de Mussolini. Comme nous suivons, nous, une méthode opposée, mais que nous ne pouvons pas ignorer les noms, au moins des morts, nous tenons à montrer les processus sociaux et collectifs et nous nous permettons donc, arrivés en cette année 1910, de faire une brève récapitulation du développement du mouvement déjà appelé dans ce qui précède.

Pour la clarté de l'exposition d'un processus historique il faut en suivre les étapes ou les phases en les distinguant avec quelque chose de moins misérable et moins banale que l'apparition, la victoire ou la défaite des noms des grands hommes célèbres, et ce d'autant plus que ce qui nous intéresse de mettre en évidence n'est pas ce que les phases ont de différent mais bien ce qu'elles ont en commun donc les constantes historiques. Mettre en évidence ces constantes est la seule raison pour laquelle un mouvement politique doit nécessairement connaître ces phases. Un mouvement politique est la « fabrique du futur » mais notre doctrine affirme qu'il serait vain de vouloir installer cette étrange fabrique en ignorant le passé, ou seulement en le maudissant, et, en utilisant la formule qui distingue les imbéciles de cette époque bourgeoise, en proclamant chaque phase ou chaque étape du passé l'une après l'autre « dépassée ».

Il nous semble donc que les étapes ou les phases du processus historique peuvent être repérées avec une bonne approximation, tout en évitant toute fantaisie inventive (quand, messieurs, nous offrirez-vous la *fantasthistoire* ?), en suivant tout au long du long arc de vie d'une classe sociale bien définie (et pour nous il s'agit du prolétariat) les séparations ou, pour user d'un mot que l'on dirait plus *technique* dans le langage commun, les *scissions* entre ailes, courants, tendances, qui, d'abord unies ou même confondues, deviennent par la suite distinctes et enfin ennemies, en prenant des voies différentes et opposées. Un semblable cours aura été heureusement décrit quand ces courants, dans leur contenu de forces réelles (ce qui plusieurs fois a été appelé, non sans abus de rhétorique, leurs *âmes*), auront été ramenés à des figures *constantes dans le temps*, et non pas présentés d'événement en événement comme des *nouveautés*, des *surprises* ou des *paroles nouvelles*. Au fond notre mouvement étudie depuis presque un siècle et demi le processus historique du mode capitaliste de production, et nous poussons notre candeur jusqu'à déclarer que pendant toute cette période, qui englobe des vies entières de personnes et de générations, notre *école* n'a trouvé à enregistrer dans les chroniques *aucune* surprise ou nouveauté ; c'est une fois pour toutes que nous avons découvert que le *mode* bourgeois est un mode transitoire, caduc, ennemi d'une partie de l'espèce humaine, et qu'il doit être combattu et mis à mort par une partie de cette espèce. La chaîne des *scissions* doit être évaluée et prise en compte avec grand soin, mais celles-ci n'ont pas eu lieu parce que l'on aurait « découvert » que l'*âme* du mode capitaliste et son cycle supérieur et infernal recevraient une interprétation et une description nouvelles différentes des anciennes jusque-là valables ; c'est évidemment encore pire si au lieu d'avoir « découvert » on déclare avoir « inventé ».

Nous demandons donc pardon pour cette déclaration, que l'on ne manquera pas à nouveau de traiter de dogmatique ou talmudique, et qui ne pourra être solidement fondée que si toute la chaîne historique des événements, antérieurs et postérieurs à notre enquête et à notre étude, se laisse encastrier de façon satisfaisante dans la trame que nous plaçons sans doutes ni incertitudes au fondement de notre travail - qui n'est pas celui d'un juge mais d'une *partie* dans l'histoire. Quoiqu'il en soit de l'imbécillité suprême que sont les *auteurs*, il est certain que la vérification sera d'autant plus utile que l'on aura eu longtemps assez d'estomac pour la subordonner et la lier au fondement de la même méthode.

Depuis qu'il fut, de manière plus ou moins claire, évident que le cadre du mouvement historique de la classe prolétarienne se traçait dans le milieu et dans l'action de la classe elle-même, c'est-à-dire depuis que la critique du capitalisme sortit de sa phase utopiste, la doctrine fut révolutionnaire dans le sens originel où, si une révolution dans la société et dans toutes ses formes avait donné la victoire aux intérêts et aux prétentions du tiers état, c'est-à-dire de la classe bourgeoise, une révolution historique devait accompagner le changement des conditions de vie de la classe prolétarienne.

La première scission à laquelle nous avons fait référence fut celle de la Première Internationale après la Commune de Paris de 1871. Il n'y a que les ignorants qui expliquent la scission de Bakounine et des anarchistes comme le détachement des *violents* et des *insurrectionnalistes* d'avec un courant socialiste évolutionniste et partisan du pacifisme entre les classes qui (Karl Marx était encore vivant) aurait abandonné la doctrine de la catastrophe révolutionnaire et de la guerre civile. Les différences qui sont connues furent bien différentes et

il résulte de celles-ci que la tradition de gauche est du côté de Marx, de Engels et du Conseil Général. A propos de la question du centralisme, les libertaires firent une erreur définitive : celle de croire que partout où existaient un groupe de travailleurs et donc un patron ou un riche, il était possible de livrer le combat au moyen de l'action violente et de vaincre localement, alors qu'au contraire la vérité historique révolutionnaire est que ces heurts ne peuvent se dérouler qu'en se hissant au niveau de l'Etat bourgeois centralisé et unique qui, de tout son poids, protège le bon droit de toute exploitation locale et partielle.

A propos de la question de l'État l'erreur réside dans le fait de ne pas comprendre que pour abattre l'État bourgeois il ne faut pas seulement une action et une organisation centrales, et donc un parti politique, mais qu'il faut aussi *prendre* et *tenir* le pouvoir ôté aux exploités (dictature de classe).

La scission, qui, comme toujours, adopte une forme momentanée qui ne semble pas prendre en compte le fond de l'opposition, fut utile et nécessaire. Parmi les positions des anarchistes, extrémistes seulement en apparence, mais renfermant en fait de graves erreurs, il y avait celle qui refusait les associations économiques pour l'amélioration des conditions des salariés. Elle découlait du préjugé selon lequel il n'y avait pas besoin de s'associer parce que toute organisation est une négation de la liberté de l'associé. Mais ceci *est vrai*, et ça l'est parce que le mouvement prolétarien n'adopte pas le drapeau de la liberté, mais de *la destruction de la liberté d'oppression des bourgeois*, et que donc la révolution qui vaincra ne peut qu'être *autoritaire*. Nous nous disons autoritaires.

Seconde étape. En passant à l'Italie nous avons vu que toutes ou à peu près toutes les forces de la Première Internationale y suivirent les scissionnistes bakouniniens et donc se vidèrent de toute force historique malgré des actions et des luttes courageuses et sanglantes. Nous sommes allés ensuite jusqu'à la scission de Gênes entre socialistes et anarchistes, en montrant une nouvelle fois que ce serait une erreur de placer les socialistes à *droite*, et de réduire la différence entre les deux adversaires à une divergence sur la tactique parlementaire et électorale que les anarchistes n'acceptaient pas. Déjà, en 1889, la Seconde Internationale s'était constituée sur la base de la doctrine marxiste et sous la conduite de Engels.

La question *pratique* des élections domina la scission et nous avons donc relevé que l'on ne pouvait pas définir le programme de Gênes comme un texte de la gauche marxiste. Il affirmait la lutte de classe et en distinguait deux domaines d'application : celui des ligues économiques de résistance, qui s'étaient désormais historiquement imposées dans le monde entier contre les réserves stériles des rares anarchistes dits « anti-organisateurs », et celui de la lutte pour la *conquête des pouvoirs publics*. Mais la position de Marx qui voulait que la lutte économique s'élève jusqu'à la lutte politique ne réside certes pas toute en ce point. Notre position est que la lutte des groupes locaux, des luttes de catégories, de métiers ou d'entreprises est un fait physique que l'on ne peut supprimer et qui est la base de l'action socialiste, mais *ce n'est pas encore* la lutte de classe ni la preuve que le prolétariat se soit organisé en classe. Le Manifeste de 1848 ajoute : *et donc en parti politique* ; nous avons vu il y a peu que, dans une motion syndicaliste, on disait : *en classe et donc en syndicats*.

Une action seulement économique et seulement syndicale est une action qui accepte de rester dans les limites des institutions politiques de l'époque, de l'État parlementaire et démocratique tel qu'il fut fondé par la bourgeoisie libérale. Le marxisme enseigne que, si l'on ne se place pas au niveau politique (c'est-à-dire si l'on ne rompt pas les frontières étatiques et démocratiques), cette action faillit et l'on ne peut pas parler de classe ni de *classe prolétarienne*. Il faut donc *s'élever* jusqu'au parti qui pose la question du *pouvoir de classe*, ce qui n'est pas la question des élections et des pouvoirs publics de 1892 ou de 1963 (voici que la ligne une fois clarifiée sert à un arc historique de soixante-dix ans, pour le moment !) mais est la question marxiste et léniniste de la dictature et de l'« organisation du prolétariat en classe dominante ».

Si la question historique était incomplètement posée en Italie dans les mouvements de Romagne et du Sud de l'Italie, qui tendaient vaguement à faire chanceler l'État national de la maison de Savoie de 1860, elle l'était encore lors de la formation du parti socialiste italien. Une impulsion pour une solution correcte de cette question fut donnée par certains partisans sains de

Marx et Engels (Bignami) et par le parti révolutionnaire de Romagne (Costa), mais l'autre facteur était une impulsion encore impure, c'était justement le facteur qui venait des fameuses « masses », mot avec lequel on n'entendait plus les foules révoltées, mais les ouvriers organisés recherchant des améliorations économiques immédiates.

En effet le parti au Piémont, en Lombardie et dans le reste de l'Italie du Nord, provenait du mouvement des *mutuelles* (la défense de l'ouvrier contre la misère est à la seule charge de leurs camarades de travail et d'infortune) ensuite transformées en *ligues de résistance* (la défense de l'ouvrier est assurée par une partie du salaire réclamée à un capitalisme devenu plus prospère aux dépens également d'autres misères nationales et régionales ainsi que des masses de sous-prolétaires et de pseudo-prolétaires) ; ce mouvement, une fois devenu important, souleva des problèmes que les pouvoirs publics devaient et pouvaient résoudre. Étant donné que ces pouvoirs publics, traditionnellement, résolvait ces problèmes toujours au détriment de l'intérêt des travailleurs, la revendication du parti politique apparut. Voici pourquoi les révolutionnaires d'instinct, comme le jeune Lazzari, déclaraient, déjà avant le congrès de Gênes : Non aux élections, le pouvoir ne nous intéresse pas. - C'était une grosse bêtise, mais Lazzari entendait par là : - Il ne nous intéresse pas de nous manifester pour que le parti au pouvoir soit de droite ou de gauche libérale, monarchiste ou républicain, dans tous les cas l'État est l'État des capitalistes. Seulement il n'en déduisait pas qu'il faut renverser cet État et fonder l'État des prolétaires.

Il est donc indiscutable que l'exigence d'une représentation au parlement se liait à une autre exigence, même si elle n'était pas totalement explicite, celle de posséder une influence sur les pouvoirs exécutifs de l'État de telle façon que, peu à peu, ceux-ci pussent, au moins en partie, favoriser les demandes des organisations prolétariennes. C'est là que réside l'origine du parti réformiste puisqu'il était facile de conclure que pour atteindre de tels buts il n'était pas indifférent d'appuyer tel ou tel gouvernement parlementaire disposé à prendre certaines mesures utiles au prolétariat.

Tant que l'on ne se convainquait pas que la véritable action politique est la lutte pour le pouvoir au moyen de la violence insurrectionnelle et en dehors du parlement, il y avait peu d'espoir d'éviter cette évolution vers le réformisme en se basant simplement sur la seule norme programmatique exigeant que le parti politique s'inspirât du principe de la lutte de classe et fût *indépendant de tout autre parti*. Ceci ne fut pas clairement affirmé par la gauche du parti entre 1892 et 1914. Donc le socialisme parlementaire, se vantant à juste titre d'être le seul à comprendre les masses, à les tenir actives et à en satisfaire les revendications économiques, se dirigea résolument vers la collaboration parlementaire. La réaction à cette orientation entre 1892 et 1906 prit la forme syndicaliste, c'est-à-dire revendiqua l'*action directe* des prolétaires contre la bourgeoisie. *Directe* voulait dire sans intermédiaires, c'est-à-dire sans députés, et enfin sans parti politique, dans la mesure où « politique » avait pris le sens de « action seulement électorale ». Et donc on aboutissait à l'erreur tactique localiste, périphérique et non centrale qui revenait à concéder à la défense conservatrice de l'ordre bourgeois un énorme avantage « stratégique » en vouant à la défaite les efforts du prolétariat et de ses organisations syndicales qui n'avaient pas renié l'action violente.

La situation du prolétariat italien dans la période d'avant-guerre fut donc essentiellement une situation d'impuissance. Le parti était dominé par la droite parlementaire s'appuyant sur les organisations de la Confédération Générale du Travail majoritaire ; la gauche du parti n'avait pas une grande audience. Elle n'avait que peu de députés dans le groupe parlementaire, et ils subissaient peu à peu la force d'attraction du climat général de ce groupe ; de plus elle avait peu d'influence sur les syndicats dont une aile scissionniste s'était détachée et était dirigée par des syndicalistes libertaires désormais en rupture ouverte avec le parti et alliés aux anarchistes. Parmi les ouvriers socialistes le mécontentement était grand, à juste raison, et le retour à une bonne clarté programmatique était difficile et laborieux.

10. 1910 : PREMIERS SURSAUTS DES MARXISTES RÉVOLUTIONNAIRES.

En 1909 des élections générales politiques eurent lieu et aboutirent à un succès notable des socialistes et des partis d'extrême-gauche d'alors (socialistes mais aussi républicains et radicaux d'inspiration maçonnique). Aux cabinets de Giolitti et de Sonnino succéda celui de Luzzati qui se présenta avec un programme d'extension du droit de vote, de réformes des impôts dans un sens progressiste, et favorable à la laïcité dans l'enseignement, déclenchant ainsi la résistance des catholiques que Giolitti avait appelés à la Chambre.

Pour ses raisons, le groupe parlementaire se laissa entraîner par Turati à concéder son appui à Luzzati contre la droite, et la direction du parti justifia la chose au nom de la tristement célèbre *autonomie* du groupe parlementaire.

Entre temps le mécontentement croissait contre les réformistes d'extrême-droite qui avaient repris du poil de la bête de par leur rupture d'avec les syndicalistes anarchistes et de par leur victoire au congrès de Florence. Bissolati, leur chef, en était arrivé à faire sien la thèse d'un ex-anarchiste, Comunardo Braccialarghe, qui reconnaissait la nécessité de la *défense de la patrie* en cas d'*agression étrangère*, et dans ce cas Bissolati avait même carrément préconisé l'abandon du traditionnel vote socialiste contre les crédits militaires.

D'autre part une aile de la même fraction réformiste se dessinait, une aile moins encline aux concessions de principes et représentée par Modigliani et d'autres qui, même si c'était pour des raisons non radicales, revendiquait pour le parti une plus grande intransigeance politique et parlementaire.

C'est dans cette situation qu'en octobre 1910 s'ouvrit le congrès de Milan au cours duquel, dès le début, de graves divergences se manifestèrent mais à la fin duquel les réformistes ne furent pas encore battus.

Une première bataille gagnée par ces derniers porta sur le refus de discuter l'activité passée du Groupe Parlementaire et de la Direction avant la question générale de la tactique. En fait, les réformistes craignaient d'être battus sur le terrain de la critique, comme cela devait advenir deux ans plus tard, et ils pensaient l'emporter plus facilement (contre un adversaire théoriquement incertain) sur le terrain des questions générales.

La proposition d'inverser l'ordre du jour fut repoussée par 12 mille voix contre 6 mille. Les forces numériques du parti étaient en ces années en légère diminution. Du maximum de plus de quarante mille inscrits on était descendu aux alentours de 32 mille.

Lors de la discussion, Turati, toujours redoutable, se différençia non seulement des révolutionnaires, que son ironie n'épargnait jamais, mais aussi des réformistes tant de droite que de gauche. En effet il se prononça contre le « blocardisme » qui, à ses yeux, n'était justifiable qu'en cas d'offensive de la réaction (d'où le droit que nous eûmes de taxer de turatienne, dans l'entre-deux-guerres, la politique du bloc *antifasciste*) ; dans son discours il développa ensuite un autre point important en repoussant l'accusation de soutenir une « aristocratie prolétarienne » du Nord, avide de législation sociale positive, contre les nécessités des masses plus pauvres du Sud défendues par le groupe de Salvemini et d'autres qui fut par la suite à l'origine du méridionalisme (édition aggravée du réformisme pour laquelle le futur parti communiste, une fois tombé aux mains du centrisme, aura de très graves faiblesses). Turati affirma que ce problème était un problème non pas régional mais socialiste, cependant il crut jouer à l'orthodoxe en revendiquant que le prolétariat industriel était l'avant-garde naturelle du mouvement. Othodoxie vaine face aux positions déjà assumées par Marx et Engels, et qui le seront par la suite par Lénine, vis-à-vis du prolétariat anglais.

Salvemini parla avec force contre le *réformisme officiel*, en l'accusant de « socialisme d'État », et contre les dangers du corporatisme et de la défense de groupes privilégiés, mais il se déclara non moins farouchement contre les révolutionnaires. En cela il était cohérent dans la mesure où, nourri de solides études économiques, il exprimait la tendance, qui aura une grande influence sur le parti communiste d'aujourd'hui, d'ôter aux révolutionnaires, qui posent comme préalable à tout avantage pour les ouvriers la chute de l'ordre capitaliste, la claire conscience des faits sociaux et des problèmes économiques ; cette tendance est la plus efficace et la plus scientifique des positions de la contre-révolution qui eut de longs et multiples développements en Italie ; d'un tel point de vue on pourrait dresser une longue liste de conservateurs

progressistes, en réunissant des noms qui semblent antithétiques à l'observateur commun, Nitti et Mussolini par exemple.

Ne quittons pas ce congrès de Milan. Lazzari développa de façon tout à fait correcte la critique de l'action parlementaire et extraparlamentaire des réformistes, et sur ce point le vieux révolutionnaire, qui fit souvent preuve par la suite de faiblesses, aura toujours une position tranchée. Il s'éleva contre la tendance à sacrifier à l'activité contingente de législation sociale les objectifs finaux et programmatiques du parti, il dénonça dans cette tendance « une espèce de sujétion vis-à-vis du grand appareil de l'État de la classe dominante », il taxa de scandaleux le vote en faveur de Luzzatti comme en faveur de tout ministère, et il stigmatisa la thèse turatienne d'une participation croissante du prolétariat aux bénéfices du processus économique moderne duquel au contraire il était « la principale victime ». Aujourd'hui Lazzari serait bien plus à gauche, dans sa loyale naïveté, que les communistes style 1963 ! Reina, réformiste de gauche, se chargea de la défense contre ces différentes accusations. C'est à ce moment que Mussolini fit sa première apparition.

En « quelques déclarations lapidaires », il rappela « à ceux qui ici ont exalté le suffrage universel que l'on trouve le suffrage universel également dans des nations avancées comme l'Autriche ou l'Allemagne, et il n'est pas encore prouvé que l'on doive atteindre le socialisme grâce à ce suffrage universel »; il rappela à ceux « qui ont exalté la législation sociale que dans les pays où celle-ci est plus avancée, que nous sommes encore bien loin du socialisme : l'Angleterre en est un exemple », que, « si le prolétariat italien n'était plus représenté au parlement par des députés le mal ne serait pas bien grand » et enfin que « le problème de la patrie, ce vieux cliché (1) idéologique de la patrie en danger, est le cliché (1) idéologique de toutes les démocraties bourgeoises, avec lequel depuis 30 ans on pompe le sang du misérable prolétariat ». De toute évidence ces messieurs les *hommes politiques* n'ont pas l'habitude de relire les discours qu'ils ont prononcés quelques années avant dans les congrès !

En parlant au nom de la gauche de Romagne, il condamna efficacement la *trêve* passée entre socialistes et républicains en Romagne. Cette violente lutte politique reposait là-bas sur une base économique et classiste sérieuse et elle représente une des pages les plus glorieuses du socialisme italien : les *socialistes* et les *rouges* c'étaient les ouvriers agricoles, vaillants et héroïques, véritables et purs prolétaires de la terre, soldats armés du socialisme pour lequel ils versèrent généreusement leur sang ; les *républicains*, les maçons et les *jaunes* c'étaient les métayers exploités et gras auxquels les communistes de 1963 font la cour ! « Vous n'avez rien compris, dit Mussolini, avec votre pacte ; là-bas on vit en pleine révolution ! » Ne pouvait-on pas dire la même chose en 1921 de la dégoûtante pacification et du *pacte* qui s'ensuivit entre républicains, socialistes et fascistes ? Encore une fois la rugissante Romagne fut trahie et castrée. Elle rugissait encore quand, en 1914, Mussolini passa à la défense de la cause de la guerre démocratique.

L'ultra-réformiste Cabrini défendit ensuite les syndicalistes confédérés, la Ligue des Coopératives, la Banque du Travail, et toutes les *conquêtes* dues à la politique de conquête « des pouvoirs publics » de la part du prolétariat de la Vallée du Pô. Son apologie des syndicats fut outrée : la Confédération du Travail fait une véritable « politique prolétarienne » (en donnant des ordres, disaient alors les révolutionnaires, aux députés du parti et en vidant ainsi de contenu la vie des sections politiques). Il conclut - en anticipant le cri des innovateurs d'aujourd'hui - en invoquant une transformation radicale des structures du parti : « Se rénover ou périr ! ».

Bissolati fut même plus audacieux que Cabrini en exposant le programme de l'extrême-droite à soumettre au parti sous forme de points précis : autonomie locale pour la tactique à adopter lors des élections, autonomie du groupe parlementaire vis-à-vis du parti, libre appui aux ministères si le groupe parlementaire le juge utile, approbation de l'appui passé et futur à Luzzatti sous prétexte d'obtenir le suffrage pour deux autres millions d'électeurs, et enfin, dans un proche avenir, modification du parti, lequel en devenant un « parti des travailleurs » doit céder la place à la « représentation *directe* du prolétariat », c'est-à-dire « transmission des pouvoirs » du parti politique à la Confédération syndicale ; l'organisation du parti fondée sur les adhésions personnelles devait donc cesser d'exister. Aux dires de Bissolati, cette conception

était le vrai marxisme parce que le prolétariat doit interpréter ses propres besoins sans conseillers, sans apôtres ou interprètes autoproclamés ; il est temps que « la classe ouvrière formule elle-même les critères de sa propre tactique et trouve en elle-même cette conscience politique qui est en train de s'obscurcir aujourd'hui en nous ».

Si nous suivons comme élément de jugement objectif le devenir historique de Bissolati et de son groupe par la suite, il nous est permis, arrivés à ce point, d'établir une sûre conclusion, tirée non des « dogmes » mais de la force matérielle des faits et des rapports de forces historiques ; conclusion que nous tirâmes alors et une longue période ultérieure devait démontrer que nous avions eu raison. Aucune différence dans l'argumentation des deux groupes, opposés entre eux par les naïfs et les gens superficiels, d'*immédiatistes*, c'est-à-dire de ceux qui ne voient pas la nécessité de la *médiation* entre le prolétariat et la révolution qu'est le parti, parti qui est un organe d'*opinion* et qui, dans le sens *universel* et non pas dans un sens terre à terre, cancanier ou automatique, est la superstructure de l'antagonisme des intérêts. Ces deux groupes néfastes sont les syndicalistes libertaires d'un côté et les réformistes possibilistes et collaborateurs de la bourgeoisie de l'autre. Ils font tous deux la même spéculation démagogique de faussaires sur la formule marxiste qui déclare que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; très grande vérité historique pourvu que l'immédiatisme ne la castré pas.

Les révolutionnaires tirèrent leur force de ces vicissitudes, même s'ils étaient encore immatures. Rappelons Angelica Balabanov qui, en réfutant une autre banale assertion de Maria Giudice contre les discussions et pour une activité *pratique*, revendiqua la nécessité, plus que le droit, d'affronter les sujets théoriques, elle se déclara solidaire avec les intransigeants, leur reprochant cependant à juste titre leur « cohésion théorique » insuffisante.

Cette fois encore le réformisme l'emporta, mais sous le nom de Turati car les partisans de Bissolati ne voulurent pas se regrouper derrière leur propre motion. Les réformistes eurent bien 13.000 voix contre 4.557 à Modigliani (intransigeants de principe) et seulement à peu près 6.000 voix à Lazzari. Encore une fois l'ordre du jour est faible et la seule nouveauté notable est de souligner la lutte du parti contre les institutions économiques et politiques de la société bourgeoise « religieuses, laïques et militaires » avec des références à l'Église, la Franc-Maçonnerie et le Militarisme. C'est un passage qui fournit d'utiles développements historiques quoiqu'il ne fût pas fondé sur une véritable clarté marxiste.

L'« Avanti! » passa de Bissolati à Treves, mais les révolutionnaires par la voix de Musatti (député de Venise) s'abstinrent. La question de la Franc-Maçonnerie fut renvoyée à plus tard.

Nous voudrions rappeler qu'à ce congrès Lerda, qui devait par la suite s'excuser de son appartenance obstinée à la Franc-Maçonnerie, eut une heureuse réplique quand il s'opposa au labourisme et à l'ouvriérisme de type syndical de Cabrini et Bissolati. Après s'être élevé contre ceux qui veulent « parvenir au véritable socialisme au moyen seulement de réformes » et qui soutiennent que « le socialisme se produit jour après jour par la force des choses au moyen de l'activité et du travail parlementaire », Lerda affirma que la nouvelle société socialiste ne pouvait naître de « la seule force brute et amorphe des envies et des besoins nouveaux naissant des conditions économiques en mutation » mais qu'elle avait besoin aussi « de la force de la pensée qui coordonne et guide les énergies humaines et sociales vers de nouveaux horizons ». La formule peut être améliorée et elle le fut peut-être ; il ne s'agit pas de la force de la pensée opposée à celle des besoins à l'échelle de la personne individuelle ; mais du passage de l'appétit matériel qui meut l'individu (sans conscience de pensée) dans la juste voie, à la fonction du parti, anticipation d'une humanité nouvelle, qui possède doctrine, volonté et conscience ; il s'agit de la position originale de Marx qui lui permit de briser l'enchantement des *énigmes humaines millénaires*, de notre généreuse réponse, quelle que soit l'époque, à la falsification du système grandiose du déterminisme dialectique consistant à le réduire à la dimension sordide d'un utilitarisme immédiatiste et bourgeois.

Note :

(1) En français dans le texte (ndt).

11. LES INTRANSIGEANTS L'EMPORTENT.

Un fait historique d'importance non seulement locale et italienne mais lié au cours de l'impérialisme mondial secoua violemment le parti socialiste, et ses effets facilitèrent la position que le parti devait prendre en 1914. Giolitti, revenu au pouvoir (par une audacieuse manœuvre, il avait tout fait pour avoir Bissolati dans son ministère, mais il n'y réussit pas, et le plus sérieux obstacle se réduisit, dans l'Italie vulgaire, à une question de savoir s'il l'on doit porter la veste et non le frac au Quirinal !(1)), le 29 septembre 1911, déclara la guerre à la Turquie et la flotte italienne occupa Tripoli. Il n'est pas inopportun de noter que le prétexte en fut la victoire des *Jeunes Turcs*, accusés de « nationalisme ». On se souvient que cette révolution, populaire et non prolétarienne, contre le régime féodal turc, fut hautement appréciée par Lénine.

Le mouvement prolétarien s'était fièrement élevé contre l'entreprise nationaliste de Tripoli fidèle à ses anciennes traditions anticoloniales. La grève générale ne fut pas un plein succès, mais il y eut de violentes manifestations contre le départ des troupes. Le groupe socialiste vota un ordre du jour de Turati contre la guerre, mais les droitiers Felice, Bissolati, Bonomi, Cabrini et Podrecca s'en désolidarisèrent. Il faut noter que de nombreux « syndicalistes révolutionnaires » se déclarèrent partisans de l'entreprise lybienne, en premier lieu Arturo Labriola, Orano et Olivetti.

Le congrès extraordinaire se réunit le 15 octobre 1911 à Modène sous l'influence de cette situation générale. Bussi, pour Treves et les *réformistes de gauche*, désapprouva la guerre et se fit le partisan du passage à une opposition décidée à Giolitti sans renoncer pour cela à la ligne théorique de l'ancien possibilisme. Encore une fois Lerda (et ici encore mieux qu'ailleurs) répliqua avec bonheur que, pour ce qui est de la guerre, il ne s'agissait pas d'une quelconque conjoncture politique mais qu'elle est un fait qui résulte de l'essence du capitalisme, et que, pour ce qui est de l'opposition parlementaire, on ne pouvait pas s'en tenir là, il était urgent de reconnaître la faillite de l'illusion coupable consistant à attendre des avantages pour le prolétariat et pour le socialisme de la part de l'État bourgeois et de condamner la tendance à subordonner les buts ultimes du mouvement aux intérêts immédiats de la classe ouvrière exprimés dans ses organisations économiques : « Si nous voulons adapter l'idéal ou ce que l'on pourrait appeler *la doctrine du socialisme*, l'activité du Parti et celles des hommes du Parti, aux contingences de la vie des autres Partis et à l'opportunisme qui est nécessaire dans la pratique quotidienne, dans la lutte pour la vie, nous aurons à coup sûr détruit en nous toute raison théorique du socialisme, l'honorable Bissolati et Armandi Bussi auraient alors raison de considérer l'évolution comme une force suffisante en elle-même pour régler l'avenir social. » (Comme toujours, Lerda, et en général les révolutionnaires intransigeants de l'époque, tout en étant assez perspicaces pour relever et combattre le divorce entre l'action économique et l'action politique, entre revendications minimales et programme maximum, pèchent ensuite par insuffisance théorique en définissant la nature de ce dernier : il est « *l'idéal, la pensée, l'âme socialistes* », auxquels il faut « éduquer » les masses en les protégeant du danger du coopérativisme ; le reflet pratique de cette insuffisance théorique apparaîtra en pleine lumière durant la guerre quand on « sauvera l'âme » du socialisme, mais qu'on ne brandira pas le programme comme instrument d'attaque de la société capitaliste et de sa manifestation extrême : l'impérialisme).

Francesco Ciccotti parla également au nom des révolutionnaires, il soutint que l'opposition à la guerre de Lybie devait se baser non sur des motifs contingents comme la dénonciation d'un détournement de sommes qui auraient pu être *dépensées* pour des réformes, mais sur les principes internationalistes. Turati parla lui aussi habilement contre l'entreprise lybienne. Lazzari déclara avec raison qu'il n'était pas satisfait non plus de l'ordre du jour (Lerda) de sa propre fraction. Celui-ci, très bref, disait que l'on pouvait obtenir certains avantages de l'action parlementaire, mais que ces avantages maintenaient parmi les exploités l'illusion que l'on pouvait rénover les institutions sociales par la voie parlementaire. Il finissait cependant par

son habituel rappel débile de la seule œuvre confiée au parti : celle « d'éduquer et de élever » le prolétariat.

La lutte eut lieu entre pas moins de cinq courants : réformistes de droite, avec 1954 voix ; de gauche, Treves et Turati, avec 7818 ; idem pour Modigliani (sans l'adverbe *systématiquement* dans l'alinéa qui interdisait au groupe parlementaire de soutenir de ses voix « le cabinet actuel »!), avec 1736 ; intégralistes ou centristes de Pescetti, avec 1073 ; et enfin les révolutionnaires, 8.646. Ces derniers avaient finalement obtenu une victoire relative, et le camarade Elia Musatti renonça justement pour eux au ballottage, de telle sorte que les organes du parti restèrent aux mains des réformistes turatiens. (Malheureusement les deux députés de gauche Musatti et Agnini dans l'après-guerre tombèrent sous l'influence morale de Turati et Treves). Hier nous étions, déclara Musatti, la minorité de la minorité, aujourd'hui nous pouvons nous estimer satisfaits des résultats obtenus dans notre lutte contre le « ministérialisme » et le « ministériabilisme » !

Le 23 février 1912 tout le Groupe socialiste, mais avec des accents bien différents dans les discours de Turati et de Bissolati, vota contre l'annexion de la Lybie au royaume d'Italie. À cette occasion on en profita pour liquider le grand bouffon Enrico Ferri qui avait voté en faveur de l'annexion. Nous l'avions déjà hué dans les manifestations de rue.

Mais le 14 mai il y eut un autre événement, de moindre importance historique il est vrai. Le maçon Antonio d'Alba tira sur le Roi. Tous allèrent au Quirinal sur proposition du républicain Pantano, et des socialistes, Bonomi, Bissolati et Cabrini, rompirent la discipline du groupe. L'indignation éclata dans le parti ; Mussolini, qui à l'époque du congrès de Modène était en prison pour ses activités d'opposition à la guerre, réclama à grands cris l'expulsion des trois députés au congrès prévu du 7 au 10 juillet 1912 à Reggio d'Émilie dans les colonnes de « La Lotta di Classe » de Forli qui défendait les positions des révolutionnaires avec l'hebdomadaire national « La Soffitta » et d'autres journaux locaux.

Lors de ce congrès les réunions de la fraction intransigeante révolutionnaire eurent une grande importance et les éléments les plus jeunes (2) y prirent des positions d'avant-garde qui sont en relation avec les développements ultérieurs de ce qui devait devenir réellement la gauche. Cette fois la discussion sur les erreurs de la Direction et du Groupe parlementaire fut immédiatement imposée. En effet, le processus d'élaboration programmatique n'est qu'une des conséquences différées de la bataille contre les dégénérescences de l'opportunisme et de la condamnation résolue des tactiques défaitistes. La gauche du parti italien élaborait en ce domaine une expérience particulière et très heureuse dans le vif de telles luttes et nous voulons en éclairer ici les étapes de 1912 à 1919.

Lazzari demanda de façon très décidée la condamnation des organes centraux du parti, que Modigliani défendit faiblement, en attaquant la droite. Serrati désapprouva le fait que les agitations contre la guerre aient été subies plutôt que dirigées et guidées par le Parti ; il dit que même face à la grève générale, la Direction s'était « montrée froide, incertaine et hésitante et elle avait dû attendre que la Confédération du Travail lui rappelle son devoir », alors que la propagande contre la guerre « n'avait pas été inspirée par des critères généraux ni même faite de façon précise et uniforme mais irrégulièrement ».

Il y eut ensuite le fameux discours de Mussolini, soutenu par les revendications énergiques venues du dehors du congrès et élaborées lors des longues séances nocturnes de la fraction, il fit taire nombre des hésitants. Finalement toute autonomie du groupe parlementaire du parti fut condamnée en toutes lettres. Mussolini développa une vive critique du parlementarisme et de la surévaluation du suffrage universel offert par Giolitti en contrepartie de l'entreprise lybienne (« le ballon d'oxygène qui prolonge la vie de l'agonisant ») ; il proclama que l'usage de ce dernier doit seulement « démontrer au prolétariat que l'arme du parlementarisme n'est en aucune façon suffisante pour conquérir son émancipation totale », et il déclara sans ambages qu'il était temps de « célébrer solennellement par un acte sincère cette scission qui est désormais un fait accompli dans les faits et parmi les hommes ».

Mais le point fort de Mussolini ne fut jamais les constructions théoriques ce fut plutôt l'aptitude au combat. Il s'éleva violemment contre la visite au Quirinal : nous ne sommes pas des

partisans de l'attentat individuel, mais les attentats sont les accidents de travail des rois comme les chutes de ponts sont les accidents du travail des maçons (d'Alba était maçon). Il lut ensuite au milieu d'applaudissements frénétiques la motion qui exigeait l'expulsion du parti Bissolati, Bonomi et Cabrini, mais dans la précipitation il oublia une partie des décisions prises par la fraction pendant la nuit ; il fut nécessaire de lui crier : et *Podrecca* ? et alors il saisit son crayon et écrivit sur le feuillet qu'il tendit au président : « la même mesure frappe aussi le député Podrecca pour ses attitudes nationalistes et bellicistes », ce qui souleva de grandes exclamations effrayées parmi les droitiers et centristes.

Il eut aussi une autre phrase fameuse qui allait très bien au Mussolini à venir : « le parti n'est pas une vitrine pour les hommes illustres ! ». Nous dirions que la morale à tirer est celle-ci : les vérités ne sont pas vérités de par celui qui les affirme mais de par leur vertu propre...

Cabrini tenta de parler et le congrès lui chanta la Marche Royale. Bonomi, un autre orateur de première force, tenta lui aussi de se défendre : Nous, dit-il, *nous ne voulons plus renverser l'État*, et même nous nous sommes réconciliés avec lui dans la mesure où il est désormais « *perméable aux forces du prolétariat* ». Notre mouvement réformiste est un fait *concret* : il s'appuie sur le mouvement des travailleurs. C'est ensuite un mouvement *national* puisque les besoins du prolétariat doivent être compris comme étant « en accord avec les besoins les plus larges de la nation ». Il est enfin une « conception libre et éclectique du processus politique, économique et éthique à travers lequel le socialisme se réalise », et donc il n'attribue « *aucune voie préétablie* au mouvement prolétarien » (il ajouta comme un écho évident à la formule de Bernstein : « c'est du mouvement et seulement du mouvement que notre socialisme doit tirer les normes pour l'avenir »). L'orateur prophétisa que, même sans leurs personnes, le réformisme renaîtrait dans le parti ; ils ne faisaient que développer les conclusions des prémisses posées par Turati ; si donc il devait y avoir expulsion, ce devait être la définitive « séparation de deux méthodes, de deux modes de comprendre le devenir socialiste, de telle façon qu'à partir de ce moment il n'y ait plus un seul socialisme italien mais un socialisme révolutionnaire et un socialisme réformiste ».

Il n'avait pas du tout tort ! Concret, populaire, national, force des classes travailleuses dans l'État, aucune voie préétablie ; ne croit-on pas entendre un discours de Togliatti un dimanche, électoral ou non, de l'année 1963 ?

Podrecca se défendit bien en invoquant Antonio Labriola que beaucoup avaient la faiblesse de présenter comme un théoricien du marxisme en Italie : Antonio (nous ne parlons pas ici d'Arturo) qui, au nom d'une diffusion mondiale du capitalisme avancé, base du socialisme, avait défendu les conquêtes coloniales. Homme habile lui aussi, Podrecca cria qu'il n'aurait pas signé un article de l'« *Avanti !* » qui souhaitait que le drapeau italien flottât sur les corniches du Trentin. Nous ne sommes pas en mesure de dire si l'allusion perfide visait Mussolini qui avait travaillé dans le Trentin persécuté par les Autrichiens, lesquels ne faisaient pas trop la différence entre les patriotes et les socialistes ; Mussolini, dans tous les cas, se tut.

Berenini, au nom des réformistes d'extrême-droite, déclara que ceux-ci suivraient les exclus. Reina et Modigliani présentèrent des ordres du jour qui ne contenaient pas le mot exclusion mais qui constataient que les droitiers s'étaient mis d'eux-mêmes en dehors du parti. Voici quels furent les résultats du vote : Mussolini 12.556, Reina 5.633, Modigliani 3.250 et abstentions 2.027.

Lerda présenta l'habituel ordre du jour sur la tactique électorale que le congrès approuva sans vote. Cet ordre du jour n'était pas heureux, mais la bonne doctrine vient après les bonnes actions et la bonne action était celle de défenestrer les traîtres. La formule théorique était à améliorer par la suite, celle-ci n'étant pas encore correcte : « le parti socialiste ne peut être, à cause de son essence révolutionnaire, qu'un parti d'agitation et d'éducation, jamais un parti de gouvernement ».

Mais le parti est justement l'organe dont la fonction est le gouvernement !

Dans les réunions de la fraction on discuta mais sur d'autres points tactiques à propos desquels on décida d'aller plus loin : intransigeance non seulement dans les élections politiques et les activités parlementaires (comme dans l'ordre du jour qui avait été approuvé), mais

également dans toutes les élections administratives et dans les ballottages ; expulsion des francs-maçons. De tels points furent renvoyés au prochain congrès ; les « experts » ayant expliqué que chaque congrès ne vit qu'une seule et grande bataille.

En réalité, la majorité qui avait vaincu de façon écrasante se divisait à son tour en deux ailes. Nous en trouvons le témoignage dans le livre de quatre sous cité plus haut sur les Congrès du P.S.I. :

« Il s'ensuivit une longue joute provoquée par l'accusation portée aux révolutionnaires par Nino Mazzoni d'avoir abandonné l'ordre du jour extrêmement intransigeant préparé par Ciccotti et voté par la majorité de l'assemblée de la fraction au profit de l'ordre du jour de Lerda qui, en n'affrontant pas le problème des élections législatives, était moins intransigeant que celui de Modigliani. Modigliani s'exprima sur le sujet, il dit sa satisfaction que parmi les révolutionnaires le courant le plus extrémiste ait dû céder à un autre courant moins intransigeant, puis Ciccoli et Maffioli démentirent les affirmations de Mazzoni ». C'était Mazzoni qui avait raison et dans la réunion de la fraction on avait nettement soutenu (en particulier Serrati déclara pendant la séance qu'il était de cet avis) que l'on devait éviter les blocs administratifs, champ d'action particulier de l'influence maçonnique.

Un ordre du jour anti-maçonnique de Zibordi et d'autres fut approuvé, une tentative de dissolution de la Fédération de la Jeunesse Socialiste fut repoussée, elle avait été proposée par les réformistes à cause de son orientation d'ultra-gauche. Bacci fut désigné à la direction de l'« Avanti ! », mais ce fut par la suite Mussolini qui en prit la tête.

La longue lutte contre les réformistes s'achevait avec succès.

En écrivant dans la « Pravda », le 28 juillet, Lénine, qui suivait depuis longtemps avec un très grand intérêt les épisodes internes du parti italien, notait :

« Une scission est une chose grave et douloureuse. Mais elle est parfois nécessaire et, dans ce cas, toute faiblesse, tout sentimentalisme... est un crime. Si un groupe se forme pour défendre l'erreur et qu'il piétine toutes les décisions du parti, toute la discipline de l'armée prolétarienne, la scission est indispensable. Le Parti Socialiste Italien, en éloignant de lui les syndicalistes et les réformistes de droite, a pris la voie juste ».

Lerda réitéra sa démission du parti. L'histoire de la gauche ne se construit pas avec des noms de personne ; Ciccotti, cité plus haut fut centriste pendant la guerre ; Lerda, Lazzari, Mussolini, représentants de la gauche d'alors, devinrent des épaves errantes et parfois mal repêchées.

Notes:

(1) Bissolati avait été pressenti par le roi et par Giolitti pour faire partie du prochain gouvernement de ce dernier, il avait refusé et la manœuvre avait échoué ; peut-être Bissolati avait-il compris qu'il perdrait tout crédit aux yeux des ouvriers s'il acceptait une place dans le gouvernement, peut-être également prit-il comme prétexte de son refus l'obligation de porter l'habit parlementaire, d'où l'observation de Bordiga (ndt).

(2) Donc avant tout Bordiga lui-même (ndt).

12. L'APPORT DU MOUVEMENT DE JEUNESSE.

Dans les premières années du siècle, de nombreux cercles de jeunes socialistes étaient apparus en Italie, ils épaulaient l'action du parti. Ils avaient déjà formé une fédération nationale qui en mars 1907 réunit son troisième congrès.

Quoique l'on soutint que les jeunes ne devaient pas s'occuper des luttes de tendances, il est bien connu que parmi eux les fractions les plus dynamiques et les plus *extrémistes* recevaient le maximum de leur sympathie. Puisque pendant ces années, à cause d'une appréciation fautive et illusoire que nous avons bien clarifiée, il semblait que dans le mouvement socialiste la pointe la plus audacieuse fût la fraction *syndicaliste*, proche des positions anarchistes, une importante

aille des jeunes s'orienta vers le syndicalisme, qui en cette année, comme nous l'avons rappelé, se détacha du parti à Ferrare. Il en fut de même chez les jeunes et, peut-être à cause de la plus grande franchise régissant les rapports au sein d'un mouvement frais et jeune, la division fut voulue par l'une et l'autre partie. Dans la fraction syndicaliste, on peut rappeler les noms de Orano et Masotti, ensuite devenus chefs bien connus du mouvement économique de cette tendance syndicaliste, alors que le groupe socialiste était dirigé par Arturo Vella, Morara, Mariscotti, Altobelli (Demos, fils de Argentina, organisatrice réformatrice), l'*Almanach Socialiste 1919* crut bon de donner le nom de fraction « réformatrice-intégraliste » à ce groupe. Nous savons en effet qu'en 1907 telles étaient les dénominations des courants majoritaires dans le parti adulte (comme on disait), et les révolutionnaires balançaient encore entre le vote avec les syndicalistes et la séparation d'avec eux (Ferrare).

L'ordre du jour n'est pas très explicite, il dit : « Les jeunes socialistes, considérant les différences de conception, de méthode, et de doctrine quant à l'antimilitarisme, les rapports avec le parti et les organisations économiques qui se sont déterminées entre les fractions au congrès, approuvent la séparation d'avec les syndicalistes que ces derniers ont eux-mêmes proposée ».

Les jeunes socialistes se réunirent en congrès, le premier de la nouvelle Fédération, à Bologne le 25 septembre 1907, et ils commencèrent à définir plus exactement leur position. Il fut réaffirmé que l'on mettait « fin à l'équivoque en se séparant des syndicalistes qui ont un programme anarchiste », et on fonda la Fédération nationale de la jeunesse adhérente au Parti socialiste italien. Lors du congrès on vota à l'unanimité quelques premières orientations. À propos de l'antimilitarisme on affirma que l'on devait faire de la propagande pour que les soldats, dans les conflits entre capital et travail, n'exécutassent jamais l'ordre de tirer sur les grévistes, et quant à l'action internationale, on se rapporta à celle des partis socialistes, en invoquant également la possibilité d'une « action simultanée » des soldats des différents pays belligérants.

À propos de l'anticléricalisme on fit également référence à la politique du parti, mais on n'évita pas le problème religieux, et l'on affirma la nécessité de « faire de la propagande parmi la jeunesse particulièrement afin qu'elle ne devienne pas esclave des pratiques religieuses ». La forme est naïve mais le contenu est tranchant.

À propos des rapports avec les organisations économiques, on notifia l'obligation des jeunes socialistes d'être des militants syndicaux toujours en harmonie avec le parti.

On vota ensuite une motion programmatique un peu plus générale qui réaffirmait les points que nous déjà avons évoqués.

Le II^e congrès eut lieu à Reggio d'Émilie en août 1908. Il est nécessaire de noter quelques thèses intéressantes. On décida que l'on ne pouvait pas admettre les « démocrates chrétiens » et l'on décida de repousser les demandes d'adhésions des « catholiques militants » tout en invitant le parti à faire de même ; il s'agit du premier exemple où les jeunes anticipèrent sur le parti encore dirigé par des éléments de droite. Dans un autre vote on parla de propagande « socialiste, rationaliste et antireligieuse ». Pour l'antimilitarisme, la formulation la meilleure est celle sur la nécessité d'un « travail préparatoire dans le prolétariat afin qu'il soit prêt à empêcher les guerres en ayant recours à tous les moyens ... en conformité avec les délibérations du congrès de Stuttgart » de 1907 ; rappel d'autant plus important que le parti « adulte », au congrès de septembre de la même année, ne trouvera pas le temps de discuter de « socialisme et d'antimilitarisme » ; et Bacci devra donc retirer sa motion sur ce thème, d'ailleurs elle ne faisait pas allusion aux délibérations de Stuttgart ; non seulement il y appelait le prolétariat à la lutte contre la guerre mais il reliait indissolublement cette lutte à la lutte pour abattre la domination capitaliste.

Il faut cependant noter que l'on sent lors de ce congrès combien le réformatisme dominait encore le socialisme italien, ne serait-ce que parce qu'il eut lieu à Reggio d'Émilie où l'organisation des jeunes était bien présente mais, à la différence des autres parties de l'Italie, était influencée par la tendance de droite. Il y eut en effet deux ordres du jour sur l'orientation du journal « Avanguardia ». Bonini, de Reggio, l'auteur de l'ordre du jour de droite, veut édulcorer et adoucir le ton des articles du journal en le réduisant à la fonction éducative des jeunes

ouvriers encore *immatures* ; et cet ordre du jour prévaut avec 131 voix de majorité. Consani, auteur de l'ordre du jour de gauche, souligne le caractère *politique et combatif* de l'organe des jeunes. L'habile Arturo Vella, sentant qu'il n'avait pas une majorité assurée, propose un ajout sur les « rapports avec le Parti » dans lequel, sans s'opposer à la thèse selon laquelle le mouvement de jeunesse ne veut pas être un nouveau parti, il déclare que la pensée des jeunes recrues d'aujourd'hui « sera l'action du parti de demain ».

On savait déjà que la direction de droite du parti visait à liquider les sections de jeunesse, trop révolutionnaires, et à les absorber dans les structures « adultes » comme l'on disait alors de façon plutôt philistine.

Le congrès des jeunes de septembre 1910 à Florence est important, il suit celui tenu dans la même ville par le parti en septembre 1908. Ce précédent congrès avait vu les marxistes révolutionnaires se mesurer finalement tout seuls au réformisme et à l'*intégralisme*, et en même temps s'affranchir de toute sympathie pour le syndicalisme à la Sorel. Alors que c'est seulement à Milan en octobre 1910 que les révolutionnaires furent les plus forts dans le parti et seulement à Modène en 1911 qu'ils en prirent le contrôle, les jeunes, déjà à la veille du congrès « adulte » de Milan, affichèrent clairement leur tendance révolutionnaire même si elle n'apparaît seulement que dans différents passages de leurs nombreuses délibérations.

L'« Avanguardia » combattait depuis longtemps la droite réformiste, et l'orientation en fut approuvée avec 2.033 voix à Bertieri contre 944 à Consani. L'ordre du jour vainqueur déclare entre autre « que l'« Avanguardia » fut souvent un aiguillon et un stimulateur efficace pour le parti, en particulier pour le pousser à une action plus efficace dans le domaine de l'antimilitarisme et dans celui de l'internationalisme ».

Le vote d'une résolution sur l'organisation et la propagande proposée par Demos Altobelli, socialiste de droite, n'est pas très significatif ; et l'ajout d'un brillant camarade, Sole, qui voulait que la jeunesse « ne s'épuise pas en polémiques de tendances » n'est pas très heureux.

Les thèses consacrées à l'antimilitarisme sont bonnes : « la conception bourgeoise de la patrie n'est rien d'autre que la justification officielle des crimes et des infamies commis par le militarisme à travers des siècles d'histoire » - et plus loin, même si on relève une certaine naïveté dans la formulation : « Intensifier énormément la propagande antimilitariste et antipatriotique dans les familles, de façon que celles-ci éduquent leurs enfants dans l'amour et non dans la haine, particulièrement parmi les futurs conscrits, car le fils du peuple qui tire sur le peuple est infâme et fratricide », - « combattre par tous les moyens la propagande irrédentiste qui cherche à pousser deux grandes nations à la guerre, et recourir à tous les moyens, même extrémistes, pour empêcher l'assassinat légal de milliers d'êtres humains » - « faire de vives pressions sur le parti » pour décider le groupe parlementaire « à une action décidée pour la réduction des dépenses militaires et pour qu'il réaffirme les idéaux antipatriotiques et internationalistes du parti socialiste ».

Il y eut également des affirmations importantes sur la question de l'action anticléricale. « Les jeunes doivent non seulement faire de l'anticléricalisme (lequel est devenu une espèce de sport pour une partie de la bourgeoisie) mais aussi accomplir une action antireligieuse régulière » - « le sentiment religieux est un préjugé qui pousse les consciences à l'asservissement, à la résignation passive et à la renonciation aux biens de la vie... particulièrement chez les femmes... » - « l'anticléricalisme des jeunes socialistes doit s'inspirer des authentiques concepts de classe ». Et en conclusion on décida d'expulser quiconque accomplit des « pratiques religieuses qui sont en opposition absolue avec les idéaux finaux du socialisme ». Et l'on réaffirma le refus de l'adhésion des chrétiens-sociaux qui, en ce temps-là, apparaissaient en Italie malgré la vive opposition de l'Église. Le texte est théoriquement clair, et celui sur la franc-maçonnerie ne l'est pas moins ; il demande que le parti exclut les francs-maçons et il décide de les exclure immédiatement des rangs de l'organisation de jeunesse.

Il serait intéressant de citer les textes consacrés sur les *jeunes socialistes et le sport*. L'ordre du jour Sgai qui voulait l'exclusion des sportifs fut repoussé. On protesta parce que les journaux socialistes avaient des rubriques sportives. Le texte de Sole est important : « en

reconnaissant du reste que le socialisme tend à imprimer dans les âmes humaines l'amour pour la vie, pour la beauté et le plaisir contre les conceptions religieuses qui s'inspirent de la renonciation et du désir d'anéantissement », il invite les cercles de jeunes à organiser « avec perspicacité et sérieux des fêtes qui pendant une journée d'insouciance, de joie et d'enseignement élèvent l'esprit et le reposent de la dure lutte quotidienne tout en détournant les camarades des divertissements habituels qui excitent le vice et pervertissent l'âme ; ces fêtes rajeunissent et trempent le corps, et c'est du bon état physique de ce corps que les idées prennent force et vigueur ». Une très heureuse formulation d'un point difficile.

Un bel ordre du jour de Romita contre l'institution de la monarchie « déplore la reconnaissance tacite de la monarchie par de nombreux camarades », et un ajout tout aussi heureux de Consani « affirme la nécessité de séparer toute activité des activités du parti républicain qui a une origine et un programme éminemment bourgeois et qui a, encore récemment, fait œuvre de division et de briseur de grève dans le mouvement ouvrier ». Ces brèves paroles sont à leur place dans les *archives de la gauche*.

Un ordre du jour honnête sur le mouvement ouvrier, dont Baldoni était l'auteur, part de la prémisse exacte suivante : « le mouvement économique est la base sur laquelle doit naître et se développer le mouvement politique qui en constitue l'âme, le guide et l'inspirateur, afin que les deux mouvements s'intègrent et se complètent réciproquement ». Un bon ajout sur le droit de grève dans les services publics se fonde sur la thèse évidente « que dans la société bourgeoise on ne peut pas dire que l'État représente la collectivité ».

Nous finirons par une bonne thèse qui fut votée sur la question de la femme : « le programme politique des féministes bourgeois est vide et ne peut pas se confondre avec notre féminisme matérialiste fondé sur les intérêts économiques » et « marqué par les buts socialistes et l'action de la lutte de classe ».

Après ce congrès actif, un autre eut lieu à Bologne en septembre 1912 à la suite de celui du congrès du parti tenu à Reggio d'Émilie en juillet au cours duquel les réformistes de droite furent expulsés. Les jeunes sont désormais à l'unisson avec la tendance révolutionnaire radicale. Au congrès du parti on avait finalement fait justice de la prétention à liquider l'organisation de jeunesse. À cette occasion les délégués des jeunes avaient dû convaincre au prix de grands efforts quelques socialistes de gauche « adultes » d'abandonner cette lubie ; nous nous rappelons la démarche que l'on dut faire auprès du hargneux Serrati.

Nous sommes toujours cependant en Émilie et les réformistes, sans toujours se déclarer ouvertement, tentent de battre la gauche. L'ordre du jour Barni et Rainoni qui approuve la relation du C.C. passe à l'unanimité. Mais la bataille se déclenche à propos de l'« Avanguardia » qui avait toujours soutenu ouvertement la gauche révolutionnaire. La gauche l'emporta par 2.730 voix contre 2.465 à l'ordre du jour du Turinois Tasca. Cet ordre du jour de gauche dit, entre autre, que le mouvement jeune « à part une mission propagandiste et culturelle a fondamentalement un caractère politique et de lutte anti-bourgeois ... c'est un mouvement de combat ». À propos des rapports avec le parti, la gauche l'emporte plus nettement puisque le congrès prend acte que « la proposition de l'ancienne direction du parti de confisquer [sic] les cercles des jeunes » a été repoussée : 3.412 voix contre 1.428. Une fois confirmées à nouveau les motions antimilitariste et anti-maçonnique, le congrès n'aura plus de temps pour les joutes oratoires à propos pour d'autres motions, exercice auquel, depuis plus d'un demi-siècle, nous avons dénié toute valeur, même interne.

Il y aura cependant un débat intense et vibrant sur le thème qui devait rester fameux sous le nom de *culturalisme* et *anticulturalisme* (voir les textes 1-2 dans la seconde partie).

Ce fut Tasca, soutenu par les socialistes de Reggio, qui défendit la version culturelle du mouvement de jeunesse et même du mouvement adulte. Ces positions qui datent de la lointaine année 1912 sont de la plus grande importance. Tasca s'y fait le précurseur du gramscisme ou ordinovisme qui se manifesta en 1919 après la guerre et se fit passer pour un courant de gauche alors qu'il était dès l'origine sur des positions opposées.

La bataille des anticulturalistes, en acceptant cet adjectif pas très beau, ne fut pas facile. Elle fut, en Italie, le sommet du combat visant à décrocher définitivement le marxisme

matérialisme des terribles séductions de l'illuminisme démo-bourgeois. Il conviendra, dans l'appendice à ces chroniques, de reporter les deux motions ; une vive polémique suivit dans le journal de Salvemini, l'« Unità ». Salvemini était, comme on le sait, un réformiste et donc il était lui aussi *culturaliste* et *problémiste*, et il était peut-être même le père spirituel de tous les culturalistes et problémistes ; mais ce n'était certes pas ... un inculte.

Parmi les énoncés de Tasca, il faut relever ceux-ci (que nous citons en fait d'après les conclusions du rapporteur Casciani) : « Fonction de préparation ... d'éducation et de culture, dans le but ... d'ennoblir et d'élever l'âme et l'esprit au moyen d'une instruction générale littéraire et scientifique ... créer des organisateurs compétents et de bons producteurs [sic] au moyen d'une œuvre d'élévation et de perfectionnement technique professionnelle, sans laquelle la révolution socialiste ne sera pas réalisable ... et prendre soin que les jeunes socialistes soient bien inscrits dans les associations culturelles... ».

Les conclusions du rapporteur de la gauche étaient opposées ; et les nombreux textes reproduits dans la seconde partie de ce volume montrent que ces conclusions ne furent ni occasionnelles ni contingentes.

En substance à la série « étude, profession d'une opinion socialiste, activité politique », on oppose la série opposée qui répond véritablement au matérialisme déterministe : « infériorité de classe et infériorité économique, rébellion instinctive, action violente, sentiment et foi socialiste et, dans le parti qui intègre les individus, doctrine consciente de la révolution ». C'était les thèses que Lénine, que nous ignorions alors, avait affirmées en 1903.

L'école bourgeoise, même si elle est laïque et démocratique [aujourd'hui elle est catholique !], est la plus puissante des armes de conservation - notre but est opposé à ceux des systèmes d'éducation bourgeois : créer des jeunes libres de toute forme de préjugés, « décidés à travailler à la transformation des fondements économiques de la société, prêts à sacrifier dans l'action révolutionnaire tout intérêt individuel » - repousser toute « définition scolastique de notre mouvement et toute discussion sur la soi-disant *fonction technique* [authentique ordinovisme avant la lettre !].

Plus loin encore : « l'éducation des jeunes se fait plus dans l'action que dans l'étude réglée par des systèmes et des normes quasi bureaucratiques ».

La conclusion finale est la suivante : éviter le milieu bourgeois, vivre dans un milieu révolutionnaire de classe et de parti, agir et lutter aussi dans les syndicats dans le but politique d'atteindre les plus grandes conquêtes.

Ce débat très important, qui au sein même du courant d'extrême-gauche ne fut correctement compris qu'avec difficulté à l'origine, eut un grand écho dans la presse du parti et fournit ainsi la plus grande contribution à l'action pour ramener le mouvement italien dans la voie révolutionnaire (1).

Nous reviendrons sur l'influence des jeunes, de leur fédération et de leur journal quand nous traiterons de la période de la première guerre mondiale : influence qui fut fondamentale et peut-être déterminante.

Note :

(1) Le lecteur trouvera dans la seconde partie d'autres contributions importantes de la jeunesse socialiste à la clarification d'importantes questions de doctrine – prise de position vis-à-vis de la culture bourgeoise, socialisme et anticléricalisme, parti politique et organisation économique, question électorale, lutte contre l'irrédentisme, etc. – dans cette période 1912-14 (texte 3-12).

13. LE DERNIER CONGRÈS SOCIALISTE AVANT LA GUERRE.

Le congrès de Ancône du 26 au 29 avril 1914 fut le dernier congrès du parti socialiste d'avant la guerre. La nouvelle attitude du parti et de l'« Avanti! », son journal combatif, avait entraîné l'adhésion la plus enthousiaste du prolétariat italien qui réagit aux hauts faits impérialistes de la guerre de Lybie par une très vive activité de classe. En octobre et novembre 1913 des élections politiques eurent lieu et le parti les affronta avec les critères d'une vigoureuse

agitation socialiste et non avec un programme de nature parlementaire. La scission de Reggio avait réduit le groupe parlementaire de 33 à 26 députés, les sept autres ayant fait bloc dans le parti réformiste ou « parti du travail » avec les quatre expulsés. 53 députés socialistes furent élus, dont 13 à la suite de ballottages, alors que les réformistes faisaient entrer à la Chambre 26 députés, en grande partie du Sud. Naples était le foyer d'une situation de grave crise opportuniste qui fut au centre de l'attention du congrès et contre lequel se battait depuis longtemps - comme nous le verrons dans le prochain chapitre - l'extrême-gauche en grande partie formée par des jeunes.

Lazzari fit le compte-rendu au nom de la Direction, à l'approbation générale, en soutenant la formule traditionnelle qu'il défendait depuis 30 ans : l'objectif des socialistes est l'expropriation économique et politique de la classe dominante, et ils doivent dans chacune de leurs actions battre en brèche « le régime politique qui maintient l'ordre constitué de la propriété et du capital ». La formule était exacte, mais elle ne contenait pas le clair développement des tournants historiques de la lutte économique et politique, c'est-à-dire l'idée et le programme de fait de la dictature du prolétariat, organe de la transformation sociale. Mussolini fit le compte rendu de l'activité du quotidien. Le parti avait atteint les 50 mille inscrits, et depuis le congrès de Reggio, l'« Avanti! » avait triplé son tirage.

Déjà lors des débats sur les divers rapports, les Napolitains manifestèrent leur opposition, et la gauche développa sa position : l'État bourgeois de Rome étant l'ennemi central à abattre, la méthode devait être unitaire et même plus intransigeante là où les conditions de la société locale ne semblaient pas encore avoir atteint le plein libéralisme et semblaient donc requérir le besoin d'un développement ultérieur. En effet, la masse des députés du Sud était la masse de manœuvre de la bourgeoisie italienne au Parlement, et la position non classiste du parti dans le Sud était le plus grand danger qui risquait de briser l'audace des mouvements ouvriers dans les régions les plus riches. La gauche nia donc radicalement que l'on dût suivre une méthode socialiste « spéciale »

dans le Sud de l'Italie, alors qu'au contraire, dans tout le pays, l'ennemi à abattre était unique : l'État central.

Les rapports furent approuvés par acclamation ; la partie qui attribuait les succès du parti à la méthode révolutionnaire le fut avec une grande majorité après les critiques, restées presque sans écho, de Treves contre le prétendu *néo-idéalisme* du courant de gauche.

Les réunions de la fraction majoritaire tout au long de ce congrès furent également très importantes, on n'en possède pas de procès verbaux. La première chose qui fut décidée fut l'inversion de l'ordre du jour pour pouvoir discuter immédiatement et finalement, après les multiples et anciens renvois, la condamnation de la Franc-Maçonnerie. Ciarlantini porta la proposition au Congrès qui l'approuva. Cependant on dut réagir là encore à la faiblesse de l'ordre du jour, faiblesse qui tenait au fait que de deux rapporteurs, l'un, Mussolini, était un révolutionnaire (à l'époque) et l'autre, Zibordi, était un réformiste (qu'il resta toujours) de gauche. Il contenait la déclaration d'incompatibilité de la Franc-Maçonnerie et du socialisme mais il manquait le plus important : l'invitation aux sections à expulser les francs-maçons. Dans son discours bref mais très lucide sur le sujet, Mussolini rappela : « Le socialisme est un problème de classe. Il est même le seul, l'unique problème d'une seule et unique classe, la classe prolétarienne. C'est seulement en ce sens que Marx a dit que le socialisme est aussi un problème humain : la classe prolétarienne représente toute l'humanité et avec son triomphe elle abolit les classes. Mais nous ne pouvons pas confondre notre humanitarisme avec cet autre humanitarisme élastique, vide, illogique, défendu par la Franc-Maçonnerie ». Il dit que l'anticléricisme de classe propre au parti est tout à fait différent de l'anticléricisme franc-maçon de type rationaliste. Mais, encore une fois, il oublia un codicille voté par la fraction en réunion, et l'on dut le lui rappeler de la salle ; Mussolini le lut dans un ouragan d'applaudissements et à la stupeur du bon Zibordi qui dut faire bon visage. En effet l'ordre du jour qui s'en tenait à l'incompatibilité doctrinale remporta 2.196 voix et celui des révolutionnaires 27.378, alors que 2.185 se prononcèrent pour un *désintéressement* ambigu de la question et seulement 1.819 pour

la *compatibilité*. Malgré de très longues années d'intrigues, la peste franc-maçonne avait été extirpée. On doit dire que les turatiens authentiques l'avaient condamnée depuis toujours.

Ce fut ensuite la grande bataille des élections administratives. La gauche soutint surtout deux points lors de ce congrès (1). Avant tout les conditions d'arriération du Sud de l'Italie dans le procès de différenciation des classes sociales non seulement ne peuvent pas justifier une tactique différente de la tactique générale du Parti, mais elles en imposent au contraire *une seule* commune à tout le Parti. Si en effet le Parti « veut travailler à briser la machine bourgeoise qui, en se servant de l'inconscience des populations méridionales, maintient l'exploitation de *tout* le prolétariat italien, il doit établir une tactique unitaire et s'efforcer d'encadrer même les petites phalanges de l'armée socialiste méridionale à l'intérieur des frontières précises d'un programme de classe ». En second lieu, il fallait réagir avec la plus grande vigueur à une pratique entrée en contrebande dans le parti à travers les élections administratives, la fameuse question morale : « Nous renverserions notre propagande - cria-t-on sur les bancs de la gauche - si nous nous limitions à fulminer contre les seuls bourgeois voleurs et malhonnêtes en faisant oublier au prolétariat qu'il est quotidiennement victime d'un autre vol bien plus important qui n'est pas celui qui peut s'accomplir au moyen des administrations locales, c'est le vol continu que la bourgeoisie exerce à ses dépens en exploitant son travail dans les champs et les usines ... Quand on se polarise sur la question morale elle absorbe toutes les autres ; elle devient une question à résoudre préalablement à toute autre ; elle conduit à la *solidarité des honnêtes gens de tous les partis et de toutes les classes...* Notre action n'est pas un processus patient de reconstruction de l'organisme en décomposition de la société actuelle, c'est un processus de démolition de toute l'organisation sociale présente ».

Les localistes méridionaux se défendirent contre l'attaque avec un discours habile de Lucci un orateur consommé. Modigliani, lui aussi habilement, se déclara ultra-intransigeant mais il proposa que l'on admît pour les élections des listes communes des partis et syndicats confédérés. Sur ce point, bien que brièvement, Serrati répondit en s'y opposant « tant dans l'intérêt de l'organisation économique que dans celui de la politique » et en observant que, si la thèse de Modigliani était acceptée, le parti risquait d'être « contrôlé par les incontrôlables, d'être jugé sur son programme... par ceux ... qui n'étaient pas dans nos rangs ». Derrière la barbe de Modigliani, il dit voir la barbe de l'ex-camarade Bonomi, c'est-à-dire le spectre du coopérativisme, du parti du travail et de l'ouvriérisme.

Aujourd'hui, nous connaissons le bilan de la vie de Serrati, mais il est certain qu'en cette occasion il toucha un point essentiel de la véritable position des marxistes de gauche qui n'est pas toujours claire pour tous. Le discours de Ciarrantini, alors membre de la gauche, chef du syndicat des instituteurs, une organisation qui avait fait ses preuves, contient un autre aperçu de cette position ; il y défendit non seulement les municipalités contre l'Etat mais il y condamna la formule démagogique et maçonnique de l'école primaire d'État et non municipale, repoussant le lieu commun selon lequel ce sont les prêtres qui veulent l'autonomie de l'École. Les opportunistes de 1963 confirment que l'erreur a la vie dure : ici aussi, tout est à refaire !

À Naples, par exemple, on avait assisté à une belle preuve expérimentale (foin de dogmatisme !) de blocardisme administratif avec un bloc populaire (qui vainquit en juin) dans lequel confluèrent franc-maçons, réformistes de droite et syndicalistes *révolutionnaires*, qui étaient tous extérieurs au parti socialiste, vomis par eux, qui avait su les chasser à coups de pieds. Le coup de pied dans le derrière au traître est un fait physique qui jalonne le cours de l'histoire et il est inutile de s'en moquer parce qu'il est « théorique ». D'autres le subirent par la suite et le chemin de la révolution en fut et en sera jalonné. Mais une bonne règle, que nous avons tirée de plus d'un siècle d'exécutions, est qu'il faut botter le derrière des vivants et non celui des morts.

Modigliani eut 3.214 voix, Mazzoni (proposant quelques *dérogations*) en eut 8.584 et Ratti pour l'intransigeance absolue 22.591. Pour les blocs administratifs c'était la fin.

Ces deux batailles épuisèrent les énergies du congrès qui avait d'autres sujets à traiter, notamment l'attitude de la Confédération du Travail qui était apparue sur le banc des accusés lors des trois congrès précédents et qui était encore lors de celui-ci. L'action de celle-ci avant, durant et après la guerre de Lybie, avait continué à diverger de celle du parti sans que la

direction, au nom de l'habituelle et abusive *unité*, n'intervînt et ne la rappelât à l'ordre. La gauche de la fraction intransigeante - comme il ressort de l'organe central du Parti et de celui de la Fédération de Jeunesse - s'était maintes fois insurgée contre un tel cours. Sur ce sujet, parmi de nombreux articles, celui paru dans l'« Avanti! » d'août 1913 (*L'unité prolétarienne*) est exemplaire ; il rappelle que :

« le vote de Reggio d'Émilie représente non pas le lynchage de certains individus, mais la critique d'une méthode encouragée et voulue par tous ceux qui ont donné au prolétariat une âme réformatrice et purement égoïste ... Que les socialistes doivent favoriser le développement et la croissance du mouvement de *résistance*, lequel ne peut être prospère et robuste que s'il réunit dans son cadre un nombre toujours plus grand d'organisés, personne ne le met en doute. Mais tout en favorisant le développement des organisations économiques, nous ne devons jamais, nous socialistes, les considérer comme des fins en soi, mais bien comme des moyens pour notre propagande et la réalisation future du socialisme. Voici pourquoi notre point de vue ne peut pas coïncider avec celui des dirigeants et des organisateurs du mouvement ouvrier qui (les syndicalistes aussi du reste) voient le syndicat comme une fin ultime, se préoccupent seulement de son développement et donc aussi de sa *conservation*, et ne sont pas disposés à le compromettre dans des luttes qui transcendent les objectifs immédiats et catégoriels ».

C'est un point qui devra être réaffirmé avec une extrême vigueur dans l'après-guerre et malheureusement cela n'aura pas suffi (voir les années 1962-63!).

Le point le plus important fut cependant le problème de l'antimilitarisme. Aucun participant n'avait le pressentiment que quelques mois plus tard le sujet allait devenir non seulement *actuel* mais carrément tragique. Dans l'assemblée de la fraction les jeunes de la gauche notèrent que les deux rapporteurs avaient été choisis par la Direction de façon peu heureuse : le réformiste Treves (certes intellectuellement qualifié) et le Napolitain Fasulo, un syndicaliste partisan des blocs et franc-maçon qui, à la suite du vote sur les élections administratives, devait quitter le parti. Il avait été facile de prévoir sa démission mais l'on n'aurait pas pu prévoir facilement qu'il allait se transformer en social-patriote après avoir été un opposant enragé de l'entreprise lybienne. Ceci est peu important ; bien plus grave est le fait que les protestations de la fraction furent confiées à Mussolini en qui les jeunes voyaient leur guide suprême. On ne put que conclure en renvoyant le problème de la guerre et de la patrie à un *prochain congrès* pour lui donner une figure marxiste radicale comme on l'avait fait pour les autres problèmes traités.

L'ordre du jour que la Fédération de Jeunesse ajouta à celui des deux rapporteurs contenait la condamnation de l'impérialisme, mais il était faible quand il abordait la défense de la patrie à propos de l'abolition du service militaire permanent.

Mussolini avait promis, et les jeunes éléments rouges partirent enthousiastes dans la perspective des luttes qui devaient advenir et qui, en réalité, se déroulèrent effectivement.

Mais ce n'est pas le *congrès* qui vint, ce fut la *guerre*.

Note :

(1) cf. le texte 12 dans la seconde partie du présent volume.

14. LES LUTTES SOCIALISTES À NAPLES ET L'ORIGINE DE LA GAUCHE.

Si nous faisons une histoire des congrès, nous sommes toutefois convaincus que pour la révolution communiste il faudra quelque chose de plus et de mieux que les congrès. Mais, si pour les études des exigences futures de la révolution il est utile de tirer des conclusions des événements passés et également des crises profondes, nous devons bien rappeler que même en soumettant à la critique les décisions de Reggio d'Émilie et de Ancône, même si elles ne sortaient pas du cadre des thèmes alors traités, nous étions fidèles à la ligne directrice que nous nous étions fixés pour accomplir notre tâche. En effet, s'il est juste de dire que le Parti Socialiste

Italien, section de la Deuxième Internationale, sut bien par son aversion contre la gauche bourgeoise, sa totale intransigeance dans les élections et sa rupture avec la Franc-Maçonnerie et la manie des « situations locales », se mettre dans une position meilleure quant à la doctrine et à la méthode marxiste que la plupart des autres sections européennes de l'Internationale, ceci ne pouvait pas et ne devait pas permettre dans le premier après-guerre et lors de la formation de la Troisième Internationale - comme nous le verrons par la suite - d'exagérer de tels mérites jusqu'à absoudre la droite réformatrice d'avant-guerre dont la résistance désespérée n'avait pas pu empêcher que l'on remporte contre elle les succès dont nous avons parlé.

Tout apparaîtra évident dans les chapitres qui suivront ; ils auront pour sujet le comportement du parti socialiste italien durant la guerre de 1914-18 et les luttes qui se déroulèrent en son sein avec une issue bien meilleure que de l'autre côté des Alpes même si des deux côtés elle aboutit à une même fracture entre le courant social-démocrate et le nôtre, le mouvement communiste.

Nous ne sommes pas les seuls à écrire l'« histoire de la gauche communiste » et des origines du parti communiste (Livourne 1921). Nous nous distinguons de tous les autres chroniqueurs non seulement par la stricte préoccupation de la vérité historique et des témoignages véritables et utiles mais également par la méthode. Notre méthode ne se fonde pas (et nous ne le répéterons jamais assez) sur des personnes et des noms plus ou moins connus de l'opinion populaire ou dont use la « littérature » qui, ces dernières années, est peut-être plus importante et moins faussaire sur le sujet. Même quand nous devons utiliser des noms de personnes pour indiquer des erreurs, des mauvaises positions théoriques et même des épisodes et des manœuvres blâmables d'où dérivait la « théorie de l'opportunisme » (qui lors du tournant de 1914 connaîtra une vague d'autres développements), ce ne sont pas les fautes des individus singuliers qui nous intéressent mais bien les causes historiques et sociales.

Il était inévitable que toute une série de lieux communs ne circulent au sujet des origines de la fraction de gauche du socialisme et du communisme en Italie. Que l'on n'ait pas peur ! Nous ne consacrerons aucune ligne à tous ceux qui se nourrissent de noms de personnes, de conflits entre groupes ou pire entre chefs de groupes, têtes ou *cerveaux* du parti, et nous ne gaspillerons aucun espace pour enrichir le répertoire d'anecdotes relatives aux grands personnages et aux noms fameux. Nous ne pourrons contribuer qu'à une seule petite histoire, et encore ce ne sera point pour exciter la curiosité du lecteur : il s'agit de l'histoire des idioties et des idiots, pour la plupart morts et morts idiots.

Mais nous ne pourrons pas faire silence sur ces lieux communs ayant cours sur la gauche traitée comme légende qui, dans leur niaiserie, se parent de théorie et quelques fois en donnent une formule *géographique*.

La gauche, et particulièrement celle qui, en dehors de toute propriété de brevet que, selon les cons, ceux qui l'inventèrent pourraient revendiquer, fut la fraction communiste « abstentionniste » (qui fut ensuite, comme on le sait bien, *battue à plate couture* sur le terrain de l'organisation et de la politique, mais, que cela plaise ou non, qui ne fut jamais reniée par son groupe d'origine toujours en vie), celle-ci est née dans le sud de l'Italie et à Naples. Et ici les spécialistes des lieux communs trouvent leur nourriture : il s'agit d'une région et d'une ville où le capitalisme et le prolétariat ne sont pas développés (parmi les mots de la mode archi-grossière d'aujourd'hui, *développement* est l'un de ceux qui « font des étincelles ») et donc il ne peut y naître qu'une théorie difforme, petite-bourgeoise, anarchoïde, nourrie de gestes vides de pseudo-révolutionnaires et extrémistes obsédés par la lutte armée. La fraction qui en 1919, l'année de la plus grande vitalité révolutionnaire jusqu'à ce jour, chercha à empêcher à Rome et à Moscou le funeste naufrage dans la cuite du bulletin de vote, aurait été une expression de ce révolutionnarisme verbeux.

Il s'agit, à notre avis d'un jugement *a posteriori*, à l'aune de la grande échelle historique qui vit le parti italien et l'Internationale de Moscou finir dans le déshonneur et l'impuissance révolutionnaire - pour ne pas dire qu'ils devinrent de puissants centres d'influence de la contre-révolution. Et l'écoulement du temps rendra ce grave jugement encore plus évident. Mais au point où nous en sommes, il n'est pas mauvais de l'étudier aussi *a priori*, dans la situation de

1914, à la veille de la première guerre, quand le groupe robuste des marxistes révolutionnaires napolitains tira, au congrès de Ancône, les conclusions de la longue et violente bataille contre les super-manifestations de l'ignominie électoraliste qui a une longue histoire riche en infamies toujours et partout mais qui a connu un sommet de son infecte pathologie justement à Naples au début du vingtième siècle.

Nous nous arrêterons donc pour jeter un regard à cette chronique, nous nous aiderons d'un opuscule de 1921 du Parti qui venait alors de naître à Livourne ; ce texte avait son origine dans un texte analogue de 1914 présenté au congrès d'Ancône par le « Cercle Socialiste Révolutionnaire *Karl Marx* (1) » de Naples, qui avait lutté pendant de nombreuses années en dehors du P.S.I. simplement parce que celui-ci reconnaissait à Naples pour section un groupe qui selon ce cercle n'était nullement socialiste. Le congrès d'Ancône fut l'occasion pour ce cercle de terminer sa violente campagne contre les falsificateurs du nom du parti et du programme socialiste qu'il acceptait au contraire et défendait pleinement (2).

Il y a donc un rapport de faits et de forces objectives et matérielles qui lie ultérieurement la réaction aux anciennes formes petites-bourgeoises du mouvement prolétarien et la défense des valeurs nationales et internationales du socialisme telles qu'elles existaient dans le cadre historique de ce temps, avec l'exigence que tout le mouvement mondial se libérât, après la guerre qui venait, des scories contre-révolutionnaires ultérieures, et prît la voie, malheureusement brisée dans l'après-guerre et après la seconde guerre, de rectifications et de sélections drastiques ultérieures.

En Italie, après 1860 et avec le début de la forme parlementaire à peine issue des guerres et des révoltes de libération nationale, il est évident que les premières forces ouvrières avaient pendant un certain temps soutenu la gauche bourgeoise libérale et radical-démocrate, en commençant en partie à s'appuyer sur le parti républicain à cause de son contenu anti-institutionnel. Ainsi les bases furent jetées de ce qu'on allait appeler, dans les décennies ultérieures, l'extrême-gauche dont la position était clairement anticléricale. Les catholiques, comme c'est connu, refusaient par décision papale de reconnaître le nouveau pouvoir de Rome et ils boycottaient les élections politiques mais pas les élections administratives dans lesquelles ils faisaient bloc avec la droite bourgeoise (cléricale modérée).

Naples et le Sud de l'Italie en général, à part les résidus bourbons, furent immédiatement des appuis utiles du fameux « grand » parti libéral, non réellement organisé, forme littéraire plus que politique, et refuge des forces des classes moyennes et de l'*intelligentsia*. S'il y a en Italie une peste depuis un siècle c'est bien l'*intelligentsia*. Si elle est lumineuse, elle l'est même au point de ne pas oublier de se faire entretenir par Rome et de pomper le délicieux « argent du Gouvernement » (3). Ces rapports sociaux sont encore valables aujourd'hui et ils sont encore plus fétides. Mais, si dans « l'Italie du dessous » (4) une bourgeoisie en mesure de se faire entretenir par un prolétariat indigène n'a pas pu naître, c'est un problème qui ne peut être réglé au niveau du Midi italien mais seulement en fonction de tout le cours de l'État capitaliste national et du capitalisme mondial. Et donc il ne se résout même pas dans le cadre national. Peut-être une lutte de classe *autochtone* serait-elle née si le roi Bourbon n'avait pas été remplacé par le roi de la maison de Savoie puis par la petite république à moitié vaticane d'aujourd'hui.

À Naples, jusque en 1900, le parti libéral de gauche avait dominé. Vers la dernière décennie du siècle passé cependant, son jeu au parlement consistait à se vendre au plus offrant où il se distinguait en effet par un permanent « à louer » (ou pour parler en napolitain « ON LOUE » (5)), dans les administrations locales il avait, comme on dit là-bas, engraisé dans les nombreuses « affaires », se moquant largement, avec leurs bandes de clients et de laquais, la loi s'appliquant censément à tous.

Les opposants cléricaux modérés à l'administration communale de Summonte (6) eurent beau jeu de soulever avant toute chose *la question morale* ! Il existait à Naples un petit mouvement prolétarien et socialiste qui avait pour origine la première section de l'Internationale fondée à Naples par Michel Bakounine en 1870 et ce mouvement n'avait été que faiblement et sporadiquement pénétré par la méthode marxiste par la suite ; pour ces raisons un groupe non

négligeable de jeunes intéressés par les questions sociales ne tardera pas à se rapprocher de la doctrine syndicaliste de Georges Sorel en y donnant des contributions non négligeables, cette doctrine était née en France et venait en ligne droite du proudhonisme et du bakouninisme.

Ce groupe, fortifié et conforté par la participation des masses travailleuses aux mouvements de 1898 au cours desquels les pouvoirs de Rome eurent fort à faire pour maintenir l'état de siège dans Naples en rébellion, fonda une feuille combative au titre bien choisi : « La Propaganda ».

Entre 1898 et 1900, l'administration libérale eut à subir les foudres du journal socialiste ; celui-ci se trouva donc du même côté de la barricade que les cléricaux modérés dont nous avons parlé et qui alors formaient ce qui passait pour le « parti des honnêtes gens ».

Pour celui qui possédait alors l'ABC du marxisme, ce choix entre les bourgeois honnêtes et les bourgeois *malhonnêtes* devait sembler stupide : et pourtant après tant de décennies la formule est encore agitée et exploitée aujourd'hui par les partis qui, comme ils le faisaient alors, obtiennent grâce à lui de beaux succès *auprès des masses*. Ô bien malheureuses masses !

Puisque nous passerons immédiatement à la critique du bloc « à gauche », justifié par l'argument ressassé de l'assommante *question morale*, nous voulons dire tout de suite que la pratique des blocs naît, dans la belle Italie du Sud, comme *milazzisme* (7), c'est-à-dire comme front unique de la gauche et de la droite contre le *centre*. En 1900, à Naples, le centre c'était le libéral Summonte (8), à Palerme, depuis des années, c'était la Démocratie Chrétienne tout aussi accrochée au pouvoir ; au fond après les dernières élections de 1962 à Naples un peu de néo-milazzismo serait aussi probablement la seule formule possible pour s'en sortir puisqu'aucune des trois forces ne peut tenir seule l'administration de la ville, et puisque du point de vue *moral, local* et *technique* (seuls adjectifs importants en manière de politique municipale) le pire de tout serait un gouvernement municipal tenu par le parti du gouvernement de Rome, capitale italienne, capitale de l'intrigue et de la manœuvre, dévastant les villes sous-développées avec les sordides manipulations des subventions d'État qui sous forme démocratique, podestale ou commissariale (9) dégagent la même puanteur.

Revenons à nos Napolitains et au tournant du siècle. Alberto Agnello Casale, une grosse légume du parti de Summonte, avait comme adversaire dans le collège électoral de la circonscription d'Avvocata, Carlo Altobelli, qui était alors radical, qui sera ensuite socialiste, il était appuyé par la « Propaganda ». Celle-ci écrivit que Casale était un voleur ; cela déclencha une querelle puis, à la suite d'une plainte de Casale, il y eut un procès mémorable qui se conclut par l'acquiescement du journal. Victoire donc du socialisme sanctionnée par le magistrat de l'État bourgeois.

L'événement eut une portée immense et sur la lancée les élections administratives de 1902 se déroulèrent ; l'administration libérale et maçonnique Casale-Summonte fut battue. Giolitti avait déjà décidé de les exécuter en ordonnant la célèbre enquête conduite par Saredo fonctionnaire d'une grande intégrité, authentique Piémontais très pointilleux qui mit en lumière des myriades d'irrégularités. Une majorité cléricale modérée sortit victorieuse des élections de 1902 avec une forte minorité socialiste.

Mais voici qu'à partir de ce moment le « parti des honnêtes gens » change de visage et la nouvelle administration cléricale de Del Carretto, Rodino et autres devient un cloaque de corruption. La position de la minorité socialiste est inconfortable pour tout ce qui n'est pas la pratique de la vertu civique et le respect du code civil, et déjà elle commence à se fixer un nouvel objectif : celui de la conquête de la majorité dans la municipalité ; or il était évident que cet objectif ne pourrait jamais être atteint avec les seules forces du parti socialiste. Donc une fois expiée la victoire du bloc antilibéral, on commença à planifier la construction d'un nouveau bloc, cette fois anticlérical, dans lequel les forces socialistes auraient été alliées avec les forces des autres partis d'extrême-gauche. Mais comme ceux-ci, les radicaux et les républicains, étaient en faible nombre à Naples, il fallut ériger ce bloc sur des fondations bien plus larges.

L'opuscule documenté des communistes de gauche montre clairement quelles furent ces bases : d'abord la Franc-Maçonnerie, qui étendait son réseau et excellait dans les manœuvres de

son travail souterrain et sournois ; elle corrompait surtout avec des promesses de carrières rapides les jeunes auxquels elle garantissait une mystérieuse protection. Il y avait ensuite le gouvernement de Giolitti qui, avec son absence de principes totale et bien connue, intriguait avec les catholiques en de nombreuses régions (finalement il les repêcha avec le célèbre pacte Gentiloni de 1913 (10)) et dans d'autres, comme Naples, favorisait le jeu des blocs anticléricaux.

Il convient ici de confronter les étapes de la constitution du bloc qui à Naples devait, après les élections de 1910, prendre la forme inouïe d'un bloc *permanent*, avec les péripéties des questions de tendance dont nous avons donné l'histoire dans le mouvement socialiste national de ces mêmes années.

À Ferrare en 1907, comme nous le savons, les syndicalistes sortent du parti socialiste. Presque toute la section de Naples les suit et se constitue en groupe syndicaliste en conservant le journal « La Propaganda » et la Bourse du Travail (appelée Bourse et non Chambre comme c'était l'usage en France).

La section du parti reste composée des éléments réformistes. Au cours des années précédentes la section avait voté dans un sens intransigeant en vue des congrès nationaux, mais les délégués avaient ensuite violé leur mandat en votant pour la droite : du joli travail de franc-maçon. Cette section était la proie assurée de la politique des blocs, mais on pouvait croire qu'il n'en aurait pas été de même du « groupe syndicaliste » qui, à cause de ses principes idéologiques, devait agir sinon comme anti-électionniste, au moins comme on disait alors comme « a-électionniste ». Quelque chose d'inouïe arriva alors : le Groupe syndicaliste, la Bourse du Travail et le journal entrèrent toute bannière déployée dans le bloc. Il y eut bien un sursaut de réaction du chef théorique des syndicalistes, Arturo Labriola (futur maire blocardiste) qui au congrès de Bologne s'éleva contre ceux qui « en associant les organisations ouvrières à une équivoque maçonnique très populaire en avaient tiré des avantages et des gains personnels ». Il s'ensuivit des lettres aux journaux, des annonces de dépôts de plaintes mais le bloc tint bon et en peu de temps Labriola s'y rallia. L'histoire serait longue et il vaut mieux dire : il est facile de bien prêcher, mais difficile de bien faire !

À la suite de la formation du bloc sans principes avec partis et types de tout genre, les socialistes révolutionnaires, appuyés par les groupes de la province, sortirent en 1912 de la section tout en déclarant faire toujours partie du Parti Socialiste Italien et être certains que les organes de la direction du Parti accorderaient « la victoire de la fraction intransigeante pour résoudre définitivement le problème ». Ils fondèrent le « Cercle Socialiste Révolutionnaire Karl Marx » dont nous avons déjà parlé.

Mais dans le même temps, puisque nous avons parlé de Labriola, il nous faut dire quelque mot sur la guerre en Tripolitaine. Malgré la violente opposition conduite par tout le parti, la section corrompue de Naples toléra que ceux de ses membres qui étaient conseillers municipaux fissent l'apologie de l'entreprise coloniale. L'affaire se passa différemment, et même de façon opposée, chez les syndicalistes : alors que Labriola (avec toujours la même manipulation des théorèmes de la doctrine) applaudissait à la guerre lybienne, la « Propaganda » conduisait une violente campagne contre celle-ci et subissait en conséquence des procès retentissants. Cette attitude aurait été louable si elle n'avait pas été adoptée dans le but de renforcer le bloc maçonnique et de brouiller les termes de la question de l'organisation du parti. Les syndicalistes de Naples en effet fusionnèrent avec les socialistes de la section réformiste pour former une Union Socialiste strictement liée au bloc et manœuvré par les francs-maçons. Les syndicalistes de la « Propaganda », pas moins blocardistes ni franc-maçons, dirent que, le parti s'étant déplacé à gauche à Reggio d'Émilie, ils daignaient maintenant y entrer !

En octobre 1912 les socialistes napolitains soutiennent le franc-maçon Salvatore Girardi dans le collège électoral de Montecalvario contre le clérical Marciano, et ils dénoncent la candidature de Todeschini présentée par le « Groupe Marx ». La direction du Parti élue à Reggio intervient mollement. En 1913 il y eut une agitation contre la loi du cadenas, décret réglant les taxes sur les biens de consommation ; elle devait être dirigée contre Giolitti et en fait elle tomba sous le joug d'un bloc qui était pire qu'un bloc électoral puisque il s'agissait d'un bloc économique et comprenant des associations bourgeoises commerciales ! En cette année il y eut

des élections politiques générales. Le parti eut seulement deux députés réellement « inscrits », Lucci et Sandulli, qui furent élus ; mais il n'eut pas le courage de répudier les « indépendants » Altobelli, Labriola et Ciccotti qui furent même gratifiés par l'« Avanti ! » du titre de « valides auxiliaires napolitains » alors qu'ils étaient totalement - et l'année 1914 le prouva - dans l'orbite du bloc local.

La préparation de ce bloc battait son plein alors que l'on se dirigeait vers le congrès de Ancône dont nous avons déjà rapporté les décisions se rapportant à l'intransigeance administrative et aux francs-maçons.

Dans l'opuscule de 1921 on trouve aussi la description du comportement des groupes du parti et des individualités après le vote de Ancône. Bien peu restèrent dans le parti national ; la plupart suivirent la *discipline* de la section c'est-à-dire l'« Union » !

Entre temps d'autres événements dont nous traiterons dans la suite de ce volume avaient eu lieu : la guerre de 1914-1918 qui vit une minorité de socialistes italiens, quoique numériquement négligeable, passer au social-chauvinisme ; puis, après la fin de la guerre, la division entre communistes et social-démocrates (parmi lesquels les *maximalistes*) qui conduisit à la scission de Livourne ; mais, dans le mouvement napolitain, à partir de la fin de l'année 1918, un courant abstentionniste se manifesta, et sa vive opposition avec les communistes « électionnistes » (parmi lesquels Misiano) détermina une situation particulière dans les élections politiques de 1919 (quand le parti socialiste était encore uni) et de 1921.

Suivons seulement dans notre source l'histoire des cinq fameux députés parténopéens Lucci, Sandulli, Altobelli, Labriola et Ciccotti. Puis nous irons plus loin en négligeant de nombreux petits faits pourtant significatifs. En 1910 le P.S.I. fit élire Misiano et Buozzi. Le bloccardiste Lucci fut élu sur une liste indépendante, du reste il resta toujours opposé à la guerre. Sandulli finit sur une autre liste indépendante, dite « de l'Horloge », avec Bovio (caméléon auquel nous n'avons pas voulu faire les honneurs de l'histoire et qui change de parti tous les deux mois, il finit d'ailleurs fasciste). Labriola, ultra-interventionniste dans la guerre, forme une liste de l'« Avanguardia ». Sur cette liste on trouve le prétendu neutraliste Ciccotti qui en 1921 passera directement au fascisme, perdant une bonne occasion comme on dit dans leur argot (11). Altobelli n'eut pas une position claire durant la guerre ; il mourut peu d'années après.

Si donc la genèse du parti communiste, qui est le sujet qui nous intéresse, fut complexe en Italie, elle le fut encore plus à Naples, particulièrement si nous la suivons dans les chiffres des votes aux congrès, dans ceux des résultats électoraux et dans les tribulations des individus et des grands hommes.

Mais s'il nous intéresse de suivre cette histoire, ce qui nous intéresse avant tout c'est la formation de la méthode et du programme révolutionnaire, national et international ; cet aspect n'est pas séparable de celui de la guerre à outrance contre les traîtres et les opportunistes.

Le mouvement de Naples put donner une contribution qui ne se mesurera pas, même par la suite, en des termes de « succès politiques » ni en des termes de puissantes majorités d'individus qu'il entraînerait à sa suite, mais il restera fondamental dans le domaine des questions de méthode les plus vitales du marxisme révolutionnaire. Cette contribution peut encore moins se mesurer par l'apparition de personnages d'importance exceptionnelle, vaillants écrivains, orateurs, et organisateurs, dont les noms, tant ceux de notre camp que ceux du camp ennemi, ne nous importe absolument en rien.

Les graves déviations et débandades du mouvement de classe du prolétariat purent être découvertes et dénoncées et également flagellées à fond - même si l'opportunisme est une bête dure à mourir, même s'il renaît de ses cendres par diverses vagues et réussit à se reformer une popularité maudite à l'aide de ses manœuvres infâmes - parce qu'il fut évident que l'on n'aurait jamais pu trouver une défense et une garantie dans l'extrémisme apparent de la méthode libertaire de 1870 ou dans la méthode syndicaliste sorélienne de 1907. Ces formes « immédiatistes » (c'est-à-dire qui nient l'inévitable médiation, entre le prolétariat et la victoire révolutionnaire, de la forme politique du parti, du programme, du pouvoir et de la dictature) sont la véritable racine du faux extrémisme de gauche dont les super-traîtres de l'époque 1926-1963 osent prétendre trouver la première origine dans la gauche italienne apparue au sein de

l'Internationale de Moscou et dans le courant (puis la fraction) communiste abstentionniste née à Naples en 1918.

L'histoire fidèle des faits démontre en revanche comment la juste critique adressée aux anarchistes en 1892 et aux syndicalistes en 1907, même si elle n'était pas encore théoriquement parfaite, sauva le socialisme italien du désastre de 1915, et comment de façon analogue la formation d'une gauche radicale critique de la politique du parti socialiste durant la guerre et après la guerre trouva dans les groupes marxistes de Naples et d'autres endroits la force de se porter sur la même ligne de doctrine et d'histoire que celle des événements de l'Octobre russe et de leur doctrine que l'on appelle léninisme et bolchévisme.

Pour que ces coïncidences, attentivement diagnostiquées dans une analyse historique, soient encore utiles demain quand surgira la lutte contre une bande de charognards formée de chefs et de grands hommes pires que ceux que nous avons présentés dans le Naples de l'avant-guerre, il faut nous obliger à ne pas avoir recours à la méthode offensante des prénoms et noms d'individus - surtout et même au cas où l'on pourrait en trouver quelques-uns qui, dans les épisodes de notre récit, n'auraient jamais bradé, pendant toute leur longue vie individuelle, la théorie, les principes et les méthodes qu'ils tinrent comme guide pour l'action.

Il n'est pas étrange que les méthodes parlementaires néfastes qui provoquèrent dans le parti italien les sanctions drastiques des congrès de Reggio d'Émilie et d'Ancône et qui, comme nous le verrons, menacèrent à plusieurs reprises pendant la guerre de mettre à bas la bonne politique du parti, là où elles avaient déterminé les faits les plus honteux, trouvèrent dans l'expérience collective de l'aile marxiste du parti prolétarien la faculté de tailler ce mal ruineux à la racine, particulièrement durant la période d'après-guerre pendant laquelle l'histoire montra qu'elle était prête à poser de façon définitive en Italie l'antithèse entre la voie légale et la voie violente dans la course au pouvoir.

Il importe plus encore de relever que la proposition que fit la gauche marxiste révolutionnaire, qui parut alors trop extrémiste, vint d'un milieu dans lequel la méthode de l'extrême-droite de mise en avant des intérêts locaux contingents et des funestes questions morales avait montré ses conséquences les plus ruineuses et dans lequel le faux immédiatiste de gauche avait déjà fait banqueroute en montrant la confluence des traditions anarchistes de toutes nuances et des importations venues des syndicalistes dans les mêmes péchés.

Le groupe prolétarien marxiste, qui constata les effets de cette ruine et s'éleva contre elle, fut l'un des premiers critiques historiques du caractère fallacieux de tout extrémisme se parant d'attitudes de gauche ; à la racine de ces erreurs et de ces blasphèmes théoriques l'on retrouve ce mépris du parti, ce culte des personnes, de leur démagogie et de leur gesticulation bouffonne qui avaient étourdi (et étourdiront encore pendant de longues autres phases historiques) les « masses » embobinées et naïves lesquelles voient facilement l'homme mais oublient partis, programmes et principes.

Il vaut la peine de citer les postulats que, pour conclure, le groupe socialiste révolutionnaire napolitain exposait en les soumettant au congrès d'Ancône :

« 1) Résolution définitive de la situation du Parti à Naples qui ne peut être obtenue qu'en donnant mandat à la Direction du Parti de dissoudre l'Union Socialiste Napolitaine pour la reconstituer sur la base du programme et des statuts du Parti Socialiste.

2) Négation de toute autonomie locale, même très limitée, dans la tactique administrative, réclamée au nom de prétendues conditions locales particulières, et qui tendrait en fait à sanctionner le fait accompli de tout un système d'engagements pris en plusieurs localités antérieurement au congrès.

3) Affirmation radicale de l'incompatibilité entre Franc-Maçonnerie et socialisme en tenant également compte du fait constaté que l'infection maçonnique a empoisonné dès sa naissance, pourtant féconde de véritables espérances, le mouvement socialiste dans une grande partie du Sud de l'Italie »

Notes :

(1) Bordiga écrit le cercle Carlo Marx, littéralement Charles Marx (ndt). On italianisait alors facilement comme on francisait – la nation était encore puissante - les prénoms comme les noms de villes (ndt).

(2) *Aux socialistes d'Italie, le Cercle « Carlo Marx » pour le Socialisme Méridional et contre les dégénérescences de l'Union Socialiste Napolitaine*, Naples, avril 1914.

(3) En napolitain dans le texte (ndt).

(4) L'Italie du Sud (ndt).

(5) En napolitain « SI LOCA » (ndt).

(6) Député maire de Naples en 1910 (ndt).

(7) Silvio Milazzo avait fait scission en 1958 de la Démocratie Chrétienne en Sicile, il créa un nouveau parti (l'Union sicilienne sociale-chrétienne) qui l'emporta aux élections ; Milazzo donna naissance à un gouvernement sicilien composé de son parti, du M.S.I (Mouvement Social Italien, fasciste), du parti monarchique, du parti socialiste et du parti communiste. C'est cette expérience au cours de laquelle fascistes et stalinien se retrouvèrent ensemble au gouvernement qui fut dénommée milazzisme. En fait il y avait derrière ces manœuvres un arrière-plan économique et même plus précisément pétrolier. La Démocratie Chrétienne, alors guidée par Fanfani, était nettement philo-américaine, Mattei, quoique démocrate-chrétien, tentait alors de renforcer l'impérialisme italien (l'ENI: dans le domaine pétrolier : Ente Nazionali Idrocarburi). C'est lui qui finança la crise dans la D.C en Sicile. On sait que Mattei trouva la mort en 1962 dans un accident d'avion pour le moins étrange et il n'est pas besoin d'être obsédé par une conception policière de l'histoire pour soupçonner fortement la main des tueurs des multinationales pétrolières ou des nombreux services secrets des États-Unis derrière cet accident. Bordiga fait allusion au milazzisme dans son article « Vomitorium Montecitorio », il programma comunista, n°9, 29 mai 1960.

L'alliance avec les fascistes était la suite logique du fameux appel aux fascistes lancé par Togliatti en août 1936. Togliatti y déclarait accepter le programme fasciste de 1919, dit de Santo Sepolcro du nom de la place qui avait vu la naissance des Faisceaux de combat le 23 mars 1919, qui n'avait jamais, disait-il, été réalisé (ndt).

(8) Summonte : représentant libéral du « centre » contre lequel les cléricaux-moderés et les socialistes se coalisèrent en le fameux bloc (ndt).

(9) Podestale : de podestat, représentant de l'autorité locale durant le fascisme. Commissariale, néologisme que nous avons créé : le commissaire était – et est encore aujourd'hui – un haut fonctionnaire envoyé avec de nombreux pouvoirs par l'État dans une région en crise politique (ndt).

10) Vincenzo Ottorino Gentiloni (1865-1916) était le président de l'Union Électorale Catholique (1909-1916), le pacte dont il s'agit fut signé avec les libéraux partisans de Giolitti, il garantissait le vote catholique aux candidats qui auraient eu un programme défendant le Concordat (ndt).

(11) Sans doute perdant une bonne occasion de jouer les anti-mussoliniens et donc les anti-fascistes (ndt).

15. VERS LA GUERRE EN EUROPE.

Le congrès de Ancône, XIV^o congrès du P.S.I., s'était clos le 29 avril 1914 et le parti se préparait à une épreuve de force, d'ailleurs entièrement sur le terrain légalitaire, avec les élections administratives de juin. Toutefois après la dénonciation violente des blocs locaux, populaires, anticléricaux strictement célèbres, et de l'arrière-plan abject des intrigues maçonniques, chef-d'œuvre de la politique servile de la classe moyenne et de l'intelligentsia, éternelle parasite du patron capitaliste, l'intransigeance radicale signifiait que le parti, avec ses propres listes dans chacune de toutes les municipalités, aurait mis en ligne toutes ses forces pour

une confirmation des résultats de la bataille de 1913 à laquelle l'ensemble des positions anti-bellicistes, anti-coloniales et anti-dynastiques des précédents congrès aurait donné de la saveur, puisque le parti aurait trouvé dans les rangs de ses adversaires même les renégats mis à la porte à Reggio d'Émilie et à Ancône.

Mais les événements de la lutte des classes devancèrent les échéances de la lutte légalitaire. Le 7 juin 1914, un dimanche, l'Italie bourgeoise célébrait la fête annuelle de la Constitution. Les extrémistes appelèrent à une série de meetings dirigés contre le militarisme et contre les fameuses « compagnies de discipline » contre lesquelles la Fédération de Jeunesse se battait depuis des années. À Ancône la manifestation se tint à la « Villa Rossa », siège des républicains qui, comme les anarchistes, étaient très puissants dans cette ville. Nenni, républicain, et Malatesta, anarchiste, avaient parlé à la foule en attaquant violemment les institutions. Après avoir entendu ces discours, la foule s'écoulait vers le centre de la ville quand les carabiniers ouvrirent le feu : trois jeunes ouvriers tombèrent morts et de nombreux autres furent blessés. À l'annonce de cette nouvelle une vague d'indignation spontanée déferla dans toute l'Italie. Avant que les organisations ne décidassent la grève, les travailleurs étaient déjà dans la rue, tout particulièrement dans les Marches et en Romagne. Quelques républiques locales furent naïvement et provisoirement proclamées (à Spello dans la province de Pérouse). Les grandes villes se soulevèrent parmi lesquelles Turin, Milan, Parme, Naples et Florence où la foule essuya le feu sans reculer. Ce fut la formidable « Semaine Rouge ».

L'« Avanti! » avait contribué au premier chef à cette Semaine Rouge. Dans ses commentaires aux massacres périodiques de prolétaires qui ont toujours distingué l'Italie démocratique (ô jeunes, il n'y avait pas encore de fascisme, de même qu' il n'y en a plus aujourd'hui, et Mussolini n'avait pas encore franchi la barrière de classe, mais il était de règle que les fusils du régime constitutionnel, libéral et blocardiste déchirassent la poitrine des foules qui demandaient du pain) le journal socialiste avait plusieurs fois écrit : Au prochain massacre, grève générale nationale ! Après les fusillades de la Villa Rossa le prolétariat n'eut pas besoin de *dispositions* et de *consignes* : il passa à l'action en descendant dans la rue !

En mai, la Confédération Générale du Travail avait tenu son congrès et les réformistes, battus dans le parti, l'emportèrent encore (Mazzoni présenta un ordre du jour anti-maçonnique qui fut repoussé). Cependant, en juin, les chefs de la Confédération, à leur corps défendant, durent proclamer la grève générale nationale. Mais le 12 juin, alors que les pouvoirs étatiques et bourgeois étaient déjà effrayés, la C.G.L. leur rendit un de ses innombrables services : elle ordonna la fin de la grève générale. De très violentes polémiques s'ensuivirent dans le parti au sujet de cette trahison. Il s'agissait d'un mouvement par excellence politique et non économique ; seul le parti politique aurait dû pouvoir donner le signal du début et de la fin éventuelle du mouvement. Mais les idées n'étaient pas claires, et une fois de plus il émergea de tout ceci la nécessité d'une véritable théorie révolutionnaire. La théorie anarchiste et syndicaliste sorélienne, selon laquelle le syndicat a pour fonction l'action violente directe et le parti l'action légale, était encore toute récente. Le confusionnisme des orientations politiques frustra le courage généreux de la classe ouvrière italienne.

Mussolini écrivit le 12 juin, en publiant le communiqué de la Confédération syndicale qu'il définissait comme « félon », le fameux article *Trêve d'armes* (1). Les commentateurs ou prétendus historiographes sociaux-démocrates disent que cet article pêche par manque d'idées théoriques. On peut dire que la critique est en partie juste mais on doit dire en quel sens.

La prise de position générale de Mussolini souleva un enthousiasme sans limites. La lutte entre les classes ne se jouait pas avec les bulletins de vote mais avec les armes. Elle n'était pas terminée mais simplement suspendue ; la bourgeoisie reverrait son adversaire historique en arme devant soi et le journal du parti de classe l'écrivit en toutes lettres, même si du côté des chefs syndicalistes pacifistes la préoccupation électorale de la droite du parti avait joué ; celle-ci se lamentait : Après ces excès, les électeurs nous abandonneront. Il n'en fut pas ainsi, bien au contraire, et peu après Benito écrivit un autre article : *Barberousse, patron de Milan* (2), quand les socialistes conquièrent la ville. Ironie de la rhétorique : l'empereur Barberousse est une figure

allemande, antinationale et anti-italienne par excellence, nous n'avons pas manqué de le rappeler au messire loquace dans les polémiques qui eurent lieu quelques mois plus tard.

Ceci n'empêche pas que, dans cet article, l'opposition des guerres entre États et guerres entre classes est clairement posée : vous aviez cru, crie le futur Duce aux bourgeois, qu'après l'union sacrée de la guerre en Tripolitaine, vous ne verriez plus de grèves ? Vous voici servis.

Les caractéristiques de la grève sont correctement affirmées dans cet article : offensive et non défensive ; et jusqu'à ce point il n'est pas possible de nier à l'auteur une grande fidélité à l'idéologie marxiste, d'autant plus si nous pensons à ce crime crapuleux que fut le mussolinisme seulement cinq mois (nous disons bien cinq mois) plus tard, entièrement centré sur le plus grossier *défensisme* de la France, de la « petite Belgique », de la liberté, de la démocratie mondiale !... Mussolini formula justement dans son article une thèse vitale de la doctrine que nous pouvons écrire ainsi : la fonction de la révolution prolétarienne est l'*attaque* et non la *défense* pour laquelle les poitrines des travailleurs devraient encaisser du plomb dans les différentes « résistances » dont le but est de sauver les plus grandes institutions capitalistes ; et c'est une « félonie » que de maquiller l'offensive en défense de conquêtes historiques mensongères puisque le prolétariat pour Marx est la classe qui n'a encore rien conquis, à qui personne n'a encore rien conquis, et qui doit tout conquérir en tant que masse de choc qui renverse non seulement toutes les institutions et les formes historiques antérieures, mais surtout la plus infâme : sa propre nature de classe et sa propre servitude. Donc ce fait historique qu'est l'article *Trêve d'armes*, en relation avec l'autre fait historique que fut l'article issu de la plume du même Mussolini en octobre 1914 « De la neutralité absolue à la neutralité active et opérante » - titre autant tordu que le premier était aiguisé comme une épée - prouve seulement qu'il ne suffit pas d'avoir l'intuition du marxisme révolutionnaire, mais qu'il faut avoir le cran de le faire pendant au moins trois générations.

Le jugement porté par Mussolini sur le mouvement de la « Semaine Rouge » est encore très valable quand il en met en relief l'extension et l'intensité. L'auteur de l'article, partisan invétéré de la lutte armée (3), relève avec un courage indubitable les batailles à coups de fusils, l'assaut aux magasins d'armes, les incendies allumés, et « non plus seulement les octrois » comme dans les révoltes des petits propriétaires du Sud de l'Italie ; et enfin le grand cri : au Quirinal ! au Quirinal ! Mais, ô messire Benito, pouvez-vous nous dire du fond de votre tombe si ce cri signifiait en fait : au Quirinal en redingote et en haut-de-forme ?!!

Quant à l'*extension* du mouvement, le commentaire est encore meilleur ; il déferla d'un bout à l'autre de l'Italie, des usines des villes aux villages des campagnes, des ouvriers qualifiés aux paysans et ouvriers agricoles qui ne sont inférieurs en rien aux ouvriers d'usine. Ce salut à la force de classe du prolétariat agricole italien, que tout au long de cette période les fascistes et les antifascistes ont ensemble travaillé à castrer, est lui aussi valable ; et nous espérons toujours, même si jusqu'ici ce fut en vain, qu'un jour de tels incendies feront rage à nouveau.

Mussolini critique la Confédération Générale du Travail pour avoir décrété « inopinément et arbitrairement, à l'insu de la direction générale du parti, la cessation de la grève à la fin des quarante-huit heures rituelles », et les cheminots pour ne pas s'être mis en grève ; en effet leur grève aurait arrêté les mouvements des forces de répression bourgeoises. Cette dernière critique est valable, elle concerne l'esprit de catégorie dont les cheminots, anarchistes ou socialistes, sont prisonniers dans leurs syndicats qui n'appartiennent à aucune Confédération, faisant ainsi le jeu de la droite confédérale, félonne et pompier social.

Quant au reste de l'article nous en faisons grâce au lecteur, il ne nous a jamais plu. Le personnelisme et l'esthétisme s'y donnent libre cours. Le mouvement de la Semaine Rouge a été un prélude, et même « un moment de la symphonie ». Laquelle ? *L'Héroïque* ? Quel est donc le Héros ? Moi, Benito ? Notre théorie sur la beauté de ces Héros est la suivante : toutes les fois qu'un Héros surgit et que la masse croit en lui alors en peu de temps la révolution est foutue.

L'article de Mussolini se termine avec une attaque contre la gauche bourgeoise, il identifie Salandra et Bissolati car ils sont tous deux nos « ennemis de demain », et avec la revendication du mouvement par le Parti et par l'« Avanti! » seulement gâtée par la signature de l'article. L'engagement (qui demandait un véritable courage) à profiter de la trêve, « brève ou

longue, nous ne le savons pas », pour le travail de préparation du prolétariat ne devait pas, les faits étaient en train de nous le démontrer, résister plus de cinq mois. Benito et Leonida (4) furent ensemble promus caporaux de l'armée royale !

Une fois terminée la phase liée à la Semaine Rouge, les élections administratives eurent lieu, et, comme nous l'avons dit, l'emploi de méthodes révolutionnaires et violentes ainsi que le refus vigoureux des voix des partis de la gauche populaire ne firent pas perdre de voix au parti. Il est vraiment caractéristique que la même interprétation de ces élections soit donnée par les écrivains partisans de l'opportunisme du type de la Deuxième Internationale et par les gens liés à l'actuel parti communiste « officiel », vieux courtisan des votes venant de n'importe quel parti. Étant donnée la méthode du comptage des votes, si l'on a pas assez d'estomac pour dire : Perdons toutes les voix et abandonnons tous les succès électoraux pour ne pas nous mettre en contradiction avec les buts politiques du parti, il ne reste alors qu'à conclure que le vote d'un authentique prolétaire vaut tout autant que celui d'un petit-bourgeois immonde ou même d'un patron capitaliste. La démocratie est le règne anti-marxiste de cette quantité éternellement impuissante à devenir qualité.

Les raisonnements des messieurs cités plus haut sont véritablement stupides. On l'emporta à Milan et à Bologne, mais la raison fut que les noms des candidats réformistes (parmi lesquels des gens qui valaient bien mieux, comme camarades et comme marxistes, que les scribouillards d'aujourd'hui) avaient attiré beaucoup de voix des classes moyennes. Pour Milan, la preuve en est vraiment amusante. La tête de liste, l'avocat Maino, eut 34.876 voix alors que le révolutionnaire Mussolini fut « défait » avec 34.523 voix. Donc seulement 353 voix de moins, un pour cent de la totalité des voix de la liste ! N'est-ce pas une victoire du parti de l'époque qui obtenait un résultat aussi *compact* et impersonnel ? Aujourd'hui les chefs de bande ont des millions de voix et monsieur Tartempion en a zéro, parce que les ignobles partis qui se fondent sur les « meilleurs » (5) en ont décidé ainsi.

En revanche, on fut battu à Turin après une lutte généreuse et mémorable également dans un collège politique électoral où Mussolini et Salvemini ne voulurent pas se présenter, ce fut le simple ouvrier Bonetto qui s'y présenta. Et voici que les commentateurs communistes d'aujourd'hui (en tant qu'ordinovistes ils sont les derniers à pouvoir comprendre le Turin prolétaire et son histoire) ironisent sur la défaite de l'« intransigeance » parce que, selon eux, on n'avait pas compris qu'à Turin les petits-bourgeois dominaient (et les ouvriers embourgeoisés, ô diffamateurs du prolétariat turinois ?) Ne valait-il pas la peine de perdre un siège à la Chambre et de présenter un simple travailleur contre le fumeux et odieux nationaliste Bevione ?

En parlant de Lénine lui-même, nous devons dire que son idée qu'en participant aux élections on mesurait le rapport de force entre les classes était naïve. Lénine est certes l'homme qui semble avoir eu la chance de porter sur ses épaules très fragiles cent années d'histoire en amenant l'immense Russie de la dernière à la première place sur le chemin qui mène à la dictature du prolétariat sans avoir subi la dictature bourgeoise, c'est-à-dire en lui faisant faire en premier ce qu'elle « aurait dû » faire en dernier. Ce fut un résultat qui fut payé très cher car la phase la plus ignoble et la plus toxique du pouvoir capitaliste - la pleine démocratie parlementaire - avait été « court-circuitée ». La Russie, à l'époque léniniste, avala d'un trait la coupe de la liberté bourgeoise en quelques mois. Vladimir, colosse de l'histoire, signifia que le temps était venu de cracher dans cette coupe et de vomir le *champagne* (6) qui était trop acide pour les rudes estomacs des prolétaires ; la peste parlementaire ne put alors s'installer.

Quand il s'agit de la briser dans cet Occident où elle s'était enracinée profondément et où les ventres des prolétaires avaient été dominés par la faim endormeuse de l'électoratisme, le grand Lénine, convaincu que la catastrophe capitaliste en Europe et dans le monde ne pouvait plus être évitée, pensa que l'on pouvait braver le danger - il eut tort de penser qu'il était plus facile de faire en Europe de l'Ouest et même en Amérique ce qui s'était réalisé en Russie, en faisant entrer en jeu un siècle d'histoire. Et ceux trop nombreux d'aujourd'hui qui vont en prétendant que Lénine avait évité au reste du monde de subir la dictature rouge, qui disperse les assemblées démocratiques à coups de fusils, sont de véritables charognes.

Marxiste colossal, Lénine ne vit cependant pas qu'une cause que le déterminisme démontre fondée - si jamais il en fut une - ne doit pas être défendue devant des gens ayant une compréhension moyenne de la dialectique avec des arguments théoriquement non rigoureux, même pour accélérer la saisie d'occasions que l'histoire pourrait ensuite éloigner. Et pour envoyer les révolutionnaires dans les parlements il employa des arguments auxquels lui-même, il ne le cacha pas, ne croyait pas : par exemple l'argument foncièrement néfaste du décompte numérique des voix. Un grand effort fut fait pour lui montrer ce qu'était la puissance historique du parlementarisme bourgeois : il avait devant les yeux tous les éléments du problème mais il pensa que notre force révolutionnaire serait plus forte que ces préjugés démocratiques. Trotsky avait vécu lui aussi en Occident et lui non plus ne comprit pas bien la question. On entra donc dans les parlements pour les foutre en l'air. Ils sont encore sur pieds et ceux que nous y avons envoyés raisonnent comme si Lénine avait émis une norme principielle : C'est seulement lorsque nous aurons prouvé, en comptant les voix, que la majorité est de notre côté qu'il sera temps de penser à la prise du pouvoir ! Ces gens sont donc retombés dans une théorie qui est celle des sociaux-démocrates classiques. Et de toute la force que Vladimir avait redonnée au marxisme, il ne reste rien de solide. Du point de vue marxiste, est-il important de savoir qui est coupable ? Certainement pas, cela ne sert à rien. Mais ce fut aussi lui le coupable.

Les nuées de la guerre, qui s'accumulaient sur l'Europe de 1914 parvenue au sommet des conflits électoraux, pouvaient dénouer le nœud qui serrait à la gorge la classe ouvrière mondiale et donner la parole aux armes en l'ôtant aux bulletins de vote. Le moment fut manqué et le nœud s'est resserré.

La bourgeoisie qui a pris les armes deux fois en tant qu'État, et même plusieurs fois comme classe de la société, ne nous a rien appris, et nous lui avons remis dans les mains le bout de la corde du nœud coulant qui nous étrangle.

Notes :

(1) Bordiga pour caractériser Mussolini emploie le mot « sparafucilismo » que l'on pourrait traduire « partisan de la lutte armée » et même plus exactement, comme nous l'avons fait plus haut, « obsédé par la lutte armée » (ndt).

(2) Cfr. le texte 13 dans la deuxième partie.

(3) Il s'agit de l'empereur d'Allemagne Hohenstaufen, Frédéric I^{er} Barberousse, au douzième siècle ; il fut l'un des adversaires de la papauté et des villes italiennes. Bordiga attachait une grande importance historique et donc théorique à sa défaite face aux Communes italiennes groupées dans la Ligue Lombarde à la bataille de Legnano en 1176 (voir le compte rendu de la réunion de Naples, 1951, Invariance n°4, série I). Barberousse mourut lors de la troisième croisade dont il était l'un des chefs. Il se noya dans le Cydnus, les légendes fleurirent rapidement, elles prétendaient, comme ce fut le cas pour le roi portugais Sébastien, mort au Maroc au seizième siècle, qu'il n'était pas réellement mort, mais qu'il dormait dans une montagne de Thuringe en attendant de revenir rendre sa grandeur à l'Allemagne. Pour Bordiga la bataille de Legnano était une victoire militaire du mode de production capitaliste qui fut suivie d'une défaite sociale comme ce fut le cas pour la révolution russe après la victoire militaire à la fin de 1920 (ndt).

(4) Bissolati avait pour prénom Leonida (ndt).

(5) Allusion ironique au surnom de Togliatti : « il Migliore », le Meilleur (ndt).

(6) En français dans le texte (ndt).

16. LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE.

Si en Italie la lutte violente contre la guerre de Lybie en 1911 avait constitué une excellente épreuve pour les forces prolétariennes qui avaient déjà une tradition de combat acquise contre les entreprises éthiopiennes de la fin du XIX^e siècle et les hauts faits du colonialisme, sur le plan mondial la première décennie de ce nouveau siècle se préparait par différentes manifestations à clore la période idyllique des dernières décennies du siècle

précédent. Il y avait eu les différends à propos de l'expansion en Méditerranée occidentale, pour le moment réglés par la conférence d'Algésiras, et les fréquentes périodes de tension entre la Grande-Bretagne et la Russie qui s'opposaient au Moyen-Orient et en Asie, sans compter la sanglante guerre russo-japonaise de 1905 qui provoqua la première révolution russe. L'attaque de l'Italie contre la Turquie causa la rupture de l'équilibre balkanique laborieusement défini au congrès de Berlin après la guerre turco-russe de 1878, et ce furent les deux guerres balkaniques de 1912 : d'abord la ligue des États sujets de la Turquie contre celle-ci, la Turquie fut alors vaincue, puis la nouvelle guerre entre les vainqueurs pour ôter à la Bulgarie la part du lion.

Les contrecoups de tous ces conflits mettaient dans une position toujours plus critique la politique extérieure des fameuses « Grandes Puissances » divisées en deux alliances : l'*Entente* franco-russe et la *Triple Alliance* entre Allemagne, Autriche et Italie.

Les oppositions d'intérêts entre les différentes puissances, même alliées, étaient très complexes, leur base était la conquête des marchés et la répartition difficile des sphères d'influence coloniale dans laquelle la Grande-Bretagne et la France avaient pris la première place. L'Angleterre s'était toujours tenue ostensiblement en dehors des alliances entre les États du continent, drapée dans sa fameuse « splendid isolation », mais depuis quelques années, maintenant que les anciens différends avec la France, principalement africains, étaient réglés, elle s'était liée avec cette dernière dans l'« Entente cordiale » (1). Au début du siècle l'Italie, quoique liée par le traité de la Triple Entente aux Empires Centraux, avait montré une étrange sympathie pour l'Entente, et cette brillante politique extérieure que les partis populaires et maçonniques chérissaient était présentée aux lecteurs naïfs (mais ceux d'aujourd'hui valent-ils mieux ?) de la grande presse comme des « tours de valse » permis même aux dames qui ne vont pas encore jusqu'à cocufier leurs maris.

Le cauchemar d'une guerre qui, on le comprenait bien, ne pourrait être que générale, se précisait implacablement, et les socialistes des différents pays en étaient conscients. Le congrès de Bâle de 1912 (novembre) lança le manifeste mémorable contre la guerre en prenant comme prétexte les guerres balkaniques qui faisaient rage et qui maintenaient tout particulièrement l'Autriche et la Russie en permanence sur le pied de guerre. Les principes établis à Stuttgart n'avaient pas eu besoin d'exprimer « l'interdiction pour les socialistes d'appuyer la guerre nationale », mais ils invitaient la classe ouvrière et les sections de l'Internationale à accomplir tout effort pour empêcher le déclenchement du conflit et, au cas où celui-ci aurait éclaté, et à agir pour le faire cesser « en profitant de la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et *précipiter la chute de la domination capitaliste* ». La notion de la prise du pouvoir politique est ici très claire même si la formulation doctrinale pourrait être meilleure. On ne peut pas abattre le système social capitaliste sans renverser la domination politique de la bourgeoisie ; et ceci est vrai également en temps de paix. La période de guerre non seulement ne fait pas exception mais présente également les conditions les meilleures pour tenter d'atteindre un tel résultat révolutionnaire.

Les concepts eux-mêmes avaient été réaffirmés non seulement lors du congrès de 1912 dont nous avons déjà parlé mais également en 1910 lors du congrès de Copenhague. Lénine en 1915 souligna que le Manifeste de Bâle avait indiqué deux exemples historiques explicites : la Commune de Paris de 1871 et la révolution russe de 1905 dans lesquelles, en profitant des revers de l'État national dans la guerre, le prolétariat avait eu recours à la guerre civile en s'insurgeant les armes à la main et dans le premier cas il avait conquis le pouvoir (notion historique du *défaitisme* prolétarien). Dans les motions des congrès mondiaux de la Deuxième Internationale la formule insidieuse de la droite - condamnée à jamais comme révisionniste et opportuniste par les écrits de Lénine -, qui voulait que l'action des partis socialistes dans les pays en guerre fût limitée par la condition insipide de la *simultanéité* de cette action des deux côtés du front, ne put jamais prévaloir.

Si nous retournons pour un moment au parti socialiste italien, nous devons répéter la constatation négative que, malgré la longue lutte du courant révolutionnaire pour l'emporter contre la droite, on n'était jamais parvenu à une formulation complète de la tactique du parti en cas de guerre, et surtout en cas de guerre européenne générale. En matière d'antimilitarisme, de

telles questions, dans les années précédentes, avaient toujours été agitées par les anarchistes et les syndicalistes soréliens dans une perspective faussement extrémiste, incluant le refus personnel d'obéissance, l'objection de conscience, et autres formes similaires. Mais même le travail du mouvement de la jeunesse socialiste ne fut pas parfait quoiqu'il ait su le premier se distinguer des libertaires et combattre le réformisme quand celui-ci dominait encore dans le parti.

Le drame de l'Europe eut pour point de départ les quelques coups de revolvers qui furent tirés à Sarajevo, capitale de la Bosnie, province slave sous domination austro-hongroise, par le jeune Prinzip le 28 juin 1914, tuant l'archiduc François Ferdinand, prince héritier de l'Empire.

Le gouvernement autrichien attribua l'acte à une conspiration serbe favorisée par le gouvernement de Belgrade et par la dynastie anti-autrichienne des Karageorgevic, et après des semaines de veilles agitées il notifia le 23 juillet un *ultimatum* à la Serbie qui imposait à cette dernière de très dures conditions. Certaines d'entre elles furent repoussées dans la réponse serbe et la situation, malgré des tentatives d'arbitrage, devint extrêmement grave. Le tsar Nicolas de Russie passa à l'action et pour soutenir la Serbie menacée d'invasion, il ordonna la mobilisation générale le 30 juillet ; le 31 juillet le Kaiser fit de même et il déclara la guerre à la Russie le 1^o août ; ce même jour, l'Autriche-Hongrie mobilisa et les avant-gardes de ses armées franchirent le Danube. Partout les troupes obéissaient, les réservistes se présentaient, partaient et combattaient. Une menace terrifiante planait sur l'Europe. Le 3 août l'Allemagne déclara la guerre à la France et intima l'ordre à la Belgique de laisser passer ses forces armées. La Belgique mobilisa pour se défendre. Le 4 août est le jour qui reste dans l'histoire : la Grande-Bretagne déclara la guerre sous prétexte que le traité qui garantissait la neutralité de la « petite Belgique » avait été violé. Au cours de ses démarches hypocrites pour sauver la paix quelques heures auparavant, Londres avait déclaré en public et dans ses déclarations diplomatiques secrètes qu'elle ne bougerait pas : si le gouvernement anglais avait ouvertement annoncé sa décision de bouger peut-être les autres gouvernement auraient-ils hésité à faire les premiers pas irrévocables. Pour nous la leçon de l'histoire est la suivante : pour que la guerre éclate, il n'est pas besoin de « provocateurs ». Mais si l'on veut les identifier on ne devrait les chercher que parmi les « pacifistes ». Aujourd'hui les choses ne sont pas différentes d'alors, et il en fut de même durant l'été tardif de cette autre année maudite : 1939.

Tant durant le premier été que durant le second, nous autres, observateurs italiens, ne fûmes pas frappés *ad horas* (2) par les télégrammes de la mobilisation, nous fûmes invités à une fenêtre de laquelle on pouvait observer l'incendie. Quelle chance ! Et quel enseignement put-on en tirer !

Le 4 août fut également mémorable parce que les socialistes atteignirent le sommet de la honte (3). À Vienne, à Berlin, à Paris et à Londres, c'est-à-dire des deux côtés de la fulgurante déchirure à laquelle les bourgeois eux-mêmes ne croyaient pas encore, les partis socialistes, unanimement, non seulement ne trouvèrent rien à dire au prolétariat et à leurs adhérents du haut de la *tribune* élargie de la démocratie tant vantée, avant comme après, mais ils dirent que les ordres de guerre des gouvernements étaient justes, ils ne purent dire un seul mot d'opposition, et ils votèrent l'approbation de la politique de guerre et les crédits militaires. Les pouvoirs des États capitalistes eurent les mains plus libres que n'avaient eu les anciens pouvoirs historiques absolutistes et non constitutionnels dans lesquels le monarque avait le droit de déclarer la guerre sans l'accord ni le vote de quiconque.

Les socialistes parlementaires firent encore plus : ils entrèrent dans les gouvernements qui prenaient le nom ignoble d'*union sacrée*, comme Vandervelde, secrétaire belge de l'Internationale, et les Français, indifférents à l'assassinat du pur droitier Jaurès, tué le 31 juillet par le nationaliste Villain, le seul qui mourut dignement à temps.

Il y eut quelques rares mais glorieuses exceptions. Parmi les différents groupes de la Douma, celui de la gauche du parti social-démocrate (les bolcheviks) prit une fière attitude d'opposition et se voua à une campagne d'agitation dans le pays ; tout le groupe fut envoyé en Sibérie. Seuls les pires éléments de la droite (mencheviks), des socialistes-révolutionnaires et

des populistes votèrent les crédits de guerre, les groupes intermédiaires ne se souillèrent pas à ce point mais ils adoptèrent une attitude ambiguë (4).

En Angleterre, où les partis étaient également très différents, le gros parti labouriste appuya à fond la guerre ; le Parti Socialiste Britannique se comporta mieux, et le Parti Indépendant du Travail (Mac Donald) s'opposa courageusement à la guerre. Les Serbes donnèrent un véritable exemple d'internationalisme conséquent. Dans quel pays pouvait-on le plus jouer du motif de la défense nationale? L'unique camarade député, Laptchevitch, refusa de voter les crédits le 1^o août. Le parti socialiste bulgare se tint dans l'opposition.

Dans la situation toute spéciale de l'Italie à laquelle nous avons fait allusion, on peut dire que tous les partis et les groupes parlementaires s'opposèrent à l'intervention dans la guerre que les alliés de la Triplice réclamaient au nom des accords diplomatiques. Le 2 août le gouvernement Salandra annonça que, ne reconnaissant pas le *casus foederis* (5) (cas de guerre extrême prévu par le traité d'alliance), l'Italie resterait neutre ; il n'y eut aucune opposition de la part des catholiques et des partisans de Giolitti, la seule opposition vint de la part du jeune mouvement nationaliste qui, dans les tous premiers temps, fut favorable à l'intervention aux côtés des Empires Centraux et peu de temps après réclama à grands cris l'intervention dans la guerre du côté de leurs ennemis ; ce qui, soit dit en passant, démontre que pour le grand capitalisme industriel italien, qui notoirement finançait la presse des nationalistes, l'important était de faire la guerre à n'importe quel prix, sans se soucier du camp dans lequel se ranger.

Pour nous il est intéressant de montrer ce qu'il advint dans le parti socialiste. Il est évident que dès l'apparition du danger en Europe, qui signifiait le risque formel d'une guerre aux côtés des Empires Centraux, dès les derniers jours de juillet on se leva comme un seul homme contre la guerre, à gauche comme à droite. Pour les révolutionnaires, l'opposition à la guerre était hors de discussion, mais la guerre en Italie, étant donné les conditions particulières, aurait été tellement odieuse que même les réformistes et les « socialistes modérés » résolurent de façon radicale le problème qui se posait immédiatement : Comment empêcher la guerre, si le gouvernement par fidélité envers ses engagements la déclare et ordonne la mobilisation dans le but éventuel d'attaquer la France dans les Alpes ? Les droitiers choisirent la solution révolutionnaire : on lancerait alors le mot d'ordre d'insurrection armée ! Turati, qui théorisa mille fois l'action du prolétariat sans effusion de sang, déclara que, bien qu'il ne fût plus jeune, il aurait commencé par attraper un fusil puis serait descendu dans la rue pour inviter les citoyens et les soldats mobilisés à l'insurrection et à l'insubordination. On s'aperçut vite que, malgré la portée et l'incontestable sincérité de cette position, Turati n'eut pas besoin d'en venir là.

Les droitiers d'alors, comme du reste ceux d'aujourd'hui, ont pour devise : À toute situation *concrète* une réponse *concrète* ; jamais le parti ne doit se poser le problème inutilement *abstrait* suivant: si la situation était autre, quelle serait l'autre réponse ? De semblables velléités mettaient les grands chefs politiques dans un grave embarras ; pourquoi se perturber à imaginer que toutes les forces en jeu puissent se déplacer sur l'échiquier, en changeant les amis du jour au lendemain en ennemis ? Une pareille hypothèse change tout et gêne tout, elle est repoussée avec dédain : doctrinarisme !

Alors il semblait oiseux de se poser la question suivante : Si nous savons *que faire* dans le cas d'une guerre contre la *France*, en l'occurrence tirer sur les officiers italiens, peut-on savoir *que faire* dans le cas d'une guerre contre l'*Autriche* ? Ceux qui pensent, comme nous, que les deux cas sont équivalents peuvent avoir le droit de donner une seule réponse, mais ces messieurs qui voient justement entre les deux cas d'énormes différences *pratiques* ont le devoir d'avoir prêtes *deux réponses*, s'ils ne veulent pas escroquer leur parti et leur classe.

Ceci n'est qu'un exemple et un exemple du passé, mais il est absolument *concret* ; l'éternelle question de la tactique se pose toujours en ces termes et il en sera toujours de même dans le futur. Il est donc nécessaire d'en faire un bilan.

Entre août 1914 et mai 1915 en effet tout bascula dans un sens diamétralement opposé et on discuta de l'autre guerre, la guerre dans le camp opposé, la guerre en faveur de l'Entente.

Donc celui qui pose avant tout le problème de la tactique ne fait pas étalage de doctrinarisme, mais il démontre seulement qu'il a une meilleure vision historique des faits pratiques.

S'il vous plaît d'appeler doctrinarisme le fait de voir les faits non seulement au moment où ils adviennent et après qu'ils sont advenus mais également avant, faites-le. Nous aimons ce mot de doctrinaire, il nous réjouit.

À partir du 26 juillet, Mussolini s'écrie dans les colonnes de l'« Unità » : À bas la guerre ! et il écrit en toutes lettres : Mobilisez et nous aurons recours à la force ! Le 29 juillet la Direction du parti, après un vote du 27, lance en commun avec le groupe parlementaire un manifeste aux travailleurs : on y fait allusion à la récente grève générale et l'on y invite le prolétariat à se préparer à de nouvelles *épreuves de force*.

Mais si l'on avait dû respecter le traité de la Triplice et rentrer en guerre aux côtés des Empires Centraux, non seulement Mussolini et Turati auraient prit la tête des rebelles mais les autres chefs politiques auraient fait de même, et parmi ceux-ci les premiers à révéler entièrement leurs intentions furent ceux du parti réformiste qui était issu de la scission de 1912 ; une correspondance de Bissolati avec Bonomi du 2 août révèle qu'ils avaient revendiqué la neutralité mais qu'ils visaient en fait la guerre, c'est-à-dire la guerre contre l'Autriche.

Les autres groupes et partis, dont nous parlerons par ailleurs, étaient en train de venir sur de telles positions ; il s'agissait non seulement des républicains, des radicaux, des francs-maçons, de nombreux transfuges également du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarchisme, mais aussi, faisant une belle bande avec toute cette engeance, des nationalistes exaltés, précurseurs du fascisme à venir. Il fut évident que la fermeté du parti socialiste dans la lutte contre la guerre pouvait être compromise si de telles erreurs n'étaient pas clarifiées et si l'on ne discutait pas ouvertement les deux perspectives possibles, d'autant plus que la perspective philo-autrichienne disparaissait de l'horizon dès les premiers jours du mois d'août.

Nous voulons nous reporter à un article de la tendance d'extrême-gauche du parti, paru avec le titre *À notre poste* dans l'« Avanti! » du 16 août (6) et écrit dix jours après le déclenchement de la conflagration générale, cet article est également intéressant pour le « chapeau » par lequel Mussolini l'introduisit, on y entrevoit clairement la crise à venir.

Le journal se déclare en effet d'accord avec le contenu de l'article, mais il insiste sur une distinction assez fragile entre socialisme *logique* et socialisme *historique*. Le révolutionnaire devrait être historique même s'il n'est pas logique. Le sens de cette palinodie est qu'il est logique de dire que pour *l'autre guerre* la position socialiste ne devra pas changer, mais que de fait l'autre guerre est ... une autre chose, que la France n'est pas l'Allemagne et que la défense n'est pas l'agression.

L'article était écrit, on l'a compris, justement pour soutenir la position opposée à celle du chapeau.

Certaines citations suffiront à éclaircir la perspective des thèses de la Gauche non pas en tant que thèses de tout le parti italien (qui pourtant n'avait pas sombré comme les autres partis européens) mais seulement de son aile la plus claire et la plus radicale (7).

Le « sentiment de vive sympathie pour la Triple Entente » que beaucoup de camarades commencent à adopter « ne répond pas, d'un point de vue idéal, au principe socialiste, et ne sert pratiquement qu'à faire le jeu du gouvernement et de la bourgeoisie italienne qui trépigne d'intervenir dans le conflit ». Donc, la question de principe et la question historique étaient toutes deux posées ; et elles l'étaient toutes les deux correctement.

La justification des guerres de défense est rejetée à l'aide de l'exemple de l'Allemagne qui, comme on peut l'entendre dans les funestes déclarations du député socialiste Haase, était contrainte de *se défendre* contre le péril russe. Toutes les patries sont en réalité en état de défense, l'agression est un fait, l'offensive en est un autre. La violence belliciste (voir France-Allemagne 1870) est prompte à transformer un agresseur en quelqu'un d'envahi qui se défend. Depuis cet article écrit en ces jours lointains, on a repoussé la théorie de la « responsabilité » avec ces mots : « en réalité la bourgeoisie de tous les pays est également responsable du déclenchement du conflit, ou, encore plus exactement, le système capitaliste dans son ensemble

en est responsable lui qui, de par ses exigences d'expansion économique, a créé le système de la course aux armements et de la *paix armée* ».

On a traité ensuite de la théorie du militarisme bourgeois que l'on oppose au militarisme féodal ; c'est la démocratie électorale qui a été la terre d'élection du premier. On a rappelé, contre des thèses opposées connues, que la France avait toujours pensé faire avec la Suisse ce que l'Allemagne faisait avec la Belgique et que, à propos de tout l'informe bagage rhétorique sur la *civilisation* contre la *barbarie*, la féroce et sanguinaire Russie tsariste était présente parmi les paladins de la liberté...

S'agit-il de sensibilité doctrinaire ou d'un cri d'alarme pratique ?

« La tendance [à la guerre contre l'Autriche] couve dans l'ombre. Elle éclatera dans la rue si le gouvernement veut faire la guerre contre les Allemands et peut-être alors assisterons-nous aux scènes de septembre 1911 [Tripoli], particulièrement si nous nous laissons désorienter par un sentimentalisme francophile... Le gouvernement pourrait se sentir les mains libres, inventer une provocation allemande, agiter l'alibi mensonger de la patrie en danger et nous entraîner à la guerre sur la frontière orientale.

« Demain, sous le poids de l'état de siège, nous verrons se répandre de par le monde l'autre mensonge officiel qu'ici également en Italie *il n'y a plus de partis*, mais seulement une unanimité belliciste.

« A notre poste donc pour le socialisme ! »

Notes :

(1) En français dans le texte (ndt).

(2) En latin dans le texte : « en son temps » (ndt).

(3) On remarquera que Bordiga sauve le prolétariat : la honte de août 1914 est celle des partis sociaux-démocrates pas la sienne ; la théorie du prolétariat n'est absolument pas remise en question - aucun doute même le plus petit n'est émis - par cette adhésion qui anéantissait pourtant radicalement cette théorie. Mais que penser de l'aveuglement de ceux qui reprennent cette théorie en... 2000 ? (ndt).

(4) Contrairement à ce que prétend Bordiga (mythologie prolétarienne et bolchevique oblige) l'attitude des parlementaires bolcheviks ne manqua pas elle-même, pour le moins, d'ambiguïté, Kamenev qui en était le leader ne dénonça pas la défense de la patrie, Lénine le lui reprocha d'ailleurs (ndt).

(5) En latin dans le texte que l'on pourrait traduire ainsi : cas prévu par le traité qui justifierait l'intervention.(ndt).

(6) cfr. le texte 14 dans la seconde partie.

(7) Il s'agit d'ailleurs seulement d'une série d'articles, parus entre le 1^o août 1914 et mai 1915, et reproduits dans la seconde partie de ce volume, dans lesquels les justifications de l'appui du prolétariat à la guerre sont systématiquement et une à une démolies (textes 13-28).

17. DÉBATS SOCIALISTES DURANT LA GUERRE.

Il n'est évidemment pas possible de traiter ici de la lutte entre les deux groupes de partis en Italie qui se définirent, comme cela advient toujours, avec des étiquettes de mode : « neutralistes » et « interventionnistes ». Tout interventionnisme favorable à la Triplice disparut bientôt de la circulation, seul subsista l'interventionnisme maçonnique auquel les nationalistes se rallièrent immédiatement avant d'en prendre même la tête. Mais le grand public voyait dans les partisans de la neutralité dite *absolue* un prétendu bloc de socialistes (alors : *officiels*), de catholiques et de libéraux partisans de Giolitti, tous opposés à la guerre contre les Empires Centraux.

Quelle était l'exacte position des révolutionnaires, telle que différents hebdomadaires de gauche des fédérations (parmi lesquels « Il Socialista » de Naples) la défendaient ?

Quand on proposait la neutralité ou l'intervention dans la guerre, le sujet en était l'Italie ou l'État italien. Pour les démocrates débiles, pareils à ceux qui aujourd'hui, en usurpant le

mandat qu'ils reçoivent du prolétariat, remplissent les sièges de la Chambre italienne, toute action et toute position politique se réduit à une indication de ce que doit faire l'État, comme si nous, nous faisons partie de l'État. Mais le parti de classe est l'adversaire, l'ennemi de l'État bourgeois, et c'est seulement avec sa pression et en des cas historiques extrêmes avec les armes qu'il peut le faire plier et même le détruire. À l'époque nous, socialistes italiens, étions donc anti-bourgeois, anti-bellicistes et anti-étatiques, non pas neutralistes pour la neutralité *de l'État*, mais interventionnistes *de la lutte de classe et demain de la guerre civile*, qui seule aurait pu empêcher la guerre. C'étaient eux les bellicistes, les interventionnistes, les patriotes, les chauvins qui méritaient justement le nom de neutralistes de la lutte des classe, de désarmeurs de l'opposition révolutionnaire.

Nous disions donc alors que nous n'aurions pas toléré un bloc politique, comme on le soutenait, avec Giolitti et les catholiques sous prétexte que ceux-ci une fois au pouvoir n'auraient pas accepté la guerre. Si notre groupe parlementaire avait donné un tel appui, nous l'aurions désavoué pour les mêmes raisons que celles pour lesquelles nous déplorions l'action des socialistes français, allemands, etc. Ceux-ci n'avaient opposé à la guerre rien d'autre que des moyens légaux (comme celui *in articulo mortis* (1) des trois cents cartes de visite déposées à la porte de Giolitti au cours du mai radieux de 1915), mais jamais l'action de masse.

Mais le problème le plus important se posait à *l'intérieur* de notre parti. Bien peu arrivaient à admettre le *défaitisme*, tel que Lénine le théorisa non seulement pour la Russie absolutiste, mais également pour tout État impérialiste bourgeois. Moins que jamais la droite turatienne, qui avait à son tour menacé de saboter la mobilisation au cas où le petit roi aurait donné l'ordre de partir (alors qu'il provoquait la colère du gros Guillaume qui lui aurait télégraphié : Vaincu ou vainqueur, je me rappellerai de toi !).

Le Centre oscillait sous les coups de vent de ces temps difficiles et on était en train de mettre au point la tactique émasculée de Costantino Lazzari, homme de nombreux mérites et d'encore plus nombreuses erreurs, qui fut synthétisée dans la formule : « Ni adhérer, ni saboter ». La devise certaine des charognes d'aujourd'hui : « en cas de guerre ou adhérer ou saboter » est peut-être meilleure. La mauvaise formule de Lazzari signifiait qu'après avoir conjuré par tous les moyens la bourgeoisie de ne pas faire la guerre, une fois les premières colonnes de soldats parties, on devait dire : Bien, nous avons fait notre devoir, maintenant nous ne pouvons pas frapper dans le dos l'armée nationale parce que nous ferions le jeu (il arrive toujours au bon moment ce fameux *faire le jeu*) des armées ennemies prêtes à envahir et dévaster - consacrons-nous donc à une œuvre de Croix-Rouge civile et de soins aux blessés.

La consigne de la gauche était celle-ci : À l'ordre de mobilisation, il faut répondre par la grève générale nationale.

Aucun congrès ou réunion ne put discuter cette grave alternative. Le parti dans son ensemble défendit par tous les moyens et en toutes les occasions sa consigne d'opposition à la guerre, à toute guerre. Quand les socialistes philo-bellicistes des Empires Centraux et de l'Entente vinrent en Italie, ils furent dûment réprimandés et invités à s'en retourner chez eux avec leurs propositions corruptrices (Sudekum pour les Allemands, Destrée et Lorand pour les Franco-Belges).

La plus grave menace de crise vint de Mussolini que les éléments de gauche essayèrent en vain de retenir de commettre une erreur fatale. Il existe une lettre de sa main (oh, elle n'est pas à vendre !(2)) qui dit : « Mettez-vous à ma place ... Tous les furoncles sentimentaux suppurent ! Je reçois tous les jours des lettres qui me disent : laissez-vous étrangler la France ? ».

Et il ajoutait qu'il ne plierait pas. « Pour moi une guerre contre l'Autriche serait une catastrophe socialiste et nationale ». Nous dûmes alors que c'était un mauvais serment : ce ne serait pas (ni ne fut) une catastrophe nationale, mais dans tous les cas qu'en avons-nous à foutre ? Nous sommes ici pour empêcher la catastrophe *socialiste*.

Mais ce n'étaient pas des furoncles : c'était un véritable bubon, et il éclata mais nous fûmes d'abord simplement désorientés. Le 18 octobre 1914, l'« Avanti! » sortit avec l'article *De*

la neutralité absolue à la neutralité active et opérante. C'était le prélude à la thèse interventionniste.

Pas une seule section du parti ne vacilla. Un bel exemple, particulièrement pour la fraction de gauche, de non-attachement personnel à un chef, même brillant. La section de Milan expulsa Mussolini pour indignité, comme on disait alors, politique et morale. Indignité morale pour l'argent de l'Entente apporté par Cachin grâce auquel, peu de jours après, paraissait le quotidien interventionniste « Il Popolo d'Italia ».

La Direction confirma l'expulsion et nomma une nouvelle direction du journal : Lazzari, Bacci et Serrati. Dans les faits ce fut le seul Serrati, un homme d'une énergie incontestable.

Il ne se forma même pas une petite *fraction*. C'est de cette façon que les traîtres sont liquidés *sub specie aeternitatis* (3). Il y eut des camarades des deux sexes qui se proposèrent pour aller descendre Mussolini à coups de revolver...

Il n'est pas possible de faire entrer dans notre étude l'histoire de toute la bataille politique qui se déroula en Italie entre août 1914 et mai 1915 pour obtenir que le gouvernement du pays suivît la ligne de la neutralité ou acceptât la suggestion d'intervenir aux côtés de l'Entente. Les différents courants politiques traditionnels entrèrent presque tous en crise et nombreux furent ceux qui se divisèrent en deux camps opposés. Nous devons principalement suivre ces événements au sein du parti socialiste italien qui ne connut pas une crise interne *manifeste* à cette époque, et nous avons déjà parlé du départ de Mussolini, événement qui selon un mot à la mode fut spectaculaire mais pas profond.

La caractéristique du mouvement interventionniste des fameux « Faisceaux de combat », (4) dont Mussolini conserva ensuite le nom dans son mouvement d'après-guerre, fut de sortir du domaine d'une simple pression parlementaire et légale pour résoudre le problème en faisant plutôt pression sur le gouvernement de l'État et sur la Monarchie en faisant un appel décisif à un mouvement du peuple et des masses qui aurait, même avec des méthodes de violence, forcé la main à Rome. La guerre est violence mais c'est une violence légale et étatique, et pour les partisans de la guerre ce fut un jeu facile que de camoufler leur conversion belliciste sous la formule de la « guerre révolutionnaire », guerre non proclamée par les pouvoirs de l'État ou du roi, comme la constitution le voulait, mais imposée par le peuple descendu dans la rue pour une lutte à caractère insurrectionnel.

Il fut facile à une telle engeance de traiter les socialistes neutralistes de pacifistes de principe, et à l'injure de *belliciste* il fut facile d'opposer celle, alors classique, de « pacifistes embusqués et poules mouillées ».

Un des historiographes insignifiants de cette période italienne a relevé, sur un ton pleurnichard, que cette politique des Faisceaux fut le premier exemple de violation de la liberté du parlement et qu'elle prépara l'outrage extrême qui devait ouvrir, dans l'après-guerre, les vingt ans de dictature fasciste.

Cependant, parmi les actuels héritiers avoués du mouvement de libération nationale et antifasciste, il ne manque pas de gens qui ne méprisent pas la violence nationaliste du mai radieux (5), et ils sont prêts à la déclarer en règle avec la plus authentique idéologie démocratique ; et dans le même temps ils sont parvenus sur le long chemin de la dégénérescence à condamner la violence quand elle sert non pas à obtenir une déclaration de guerre, mais à abattre le pouvoir du capitalisme qui, au contraire, devrait être abattu avec des moyens constitutionnels et sans effusions de sang !

Les deux idées, celle de l'apologie de l'intervention de 1915 et celle de la condamnation de la marche sur Rome en 1922, se retrouvent ensemble, pour donner un seul exemple, dans le crâne (qu'il avait la chance d'avoir dur) d'un Pietro Nenni ; elles se retrouvent ensemble comme des jugements donnés après tout un cours historique d'un demi-siècle dans lequel de semblables gens ont parcouru toute la gamme des positions possibles.

Mais déjà dans le Parti Socialiste avant mai 1915, certains posaient ce problème de la violence d'État et de la violence de classe dans de justes termes historiques. Une brève note du « Socialista » de Naples (6), qui fit le tour des hebdomadaires du parti, développait la critique du terme *neutralistes*. Nous, nous n'étions ni neutralistes ni pacifistes, nous ne croyions pas non

plus possible comme point d'arrivée programmatique la paix permanente entre les États. Nous déplorions le désarmement de la lutte de classe, de la guerre de classe, pour laisser libre cours à la guerre nationale. Notre problématique n'était pas : non pas suspendre la lutte de classe légale, mais : combattre dans la direction de la guerre révolutionnaire prolétarienne qui seule pourra un jour supprimer à la racine les guerres entre les peuples. Nous étions les vrais interventionnistes de classe, interventionnistes de la révolution.

La position de la droite du parti, désormais minoritaire, était évidemment toute autre. Cette droite contrôlait le Groupe parlementaire et la Confédération du Travail mais elle avait perdu cependant la Direction du parti politique ; la position de celle-ci était bien différente, elle passait pour être l'expression de la fraction révolutionnaire intransigeante des congrès de Modène, de Reggio d'Émilie et d'Ancône.

Cependant la droite et ce que nous pouvons désormais appeler le centre adoptaient la position suivante : refus de tout appui à un gouvernement de guerre, de tout vote des crédits militaires, de toute déclaration selon laquelle le parti en cas de guerre aurait « suspendu » son opposition. Mais ceci était peu de chose, très peu de chose, c'était une espèce de politique des mains propres, digne des pacifistes et des neutralistes, mais certainement pas des révolutionnaires de classe. Une fois venue la guerre, nous aurions dit : Nous avons fait notre devoir et mis à l'abri notre responsabilité. Pendant ces mois on dit : Nous avons sauvé notre âme !

Notes :

(1) En latin dans le texte : à l'article de la mort, et donc ici à la fin de la neutralité de l'Italie (ndt).

(2) Nous ne savons pas s'il s'agit d'une lettre de la correspondance entre Mussolini et Bordiga qui doit exister mais nous le supposons et Bordiga devait faire partie de ces jeunes socialistes dont ils parlent qui admiraient Mussolini même si Bordiga ne partagea jamais sa répugnance pour les questions de principe qui ira en s'accroissant ni son esthétisme nietzschéen (ndt).

(3) En latin dans le texte : Pour l'éternité (ndt).

(4) « Fasci di combattimento » (ndt).

(5) Le mai radieux est le mois de mai 1915 qui vit l'entrée en guerre de l'Italie (ndt).

(6) Cfr. le texte 23, dans la seconde partie ;

18. MAI 1915 : LA RÉUNION DE BOLOGNE (1).

Le 19 mai 1915, les événements se précipitant, une réunion fut convoquée à Bologne entre la Direction du parti, le Groupe parlementaire, la Confédération du Travail et des délégations périphériques du parti (Reggio d'Émilie, Rome, Turin, Bologne, Catania, Florence, Gênes, Milan, Pise, Venise, Naples, Parme, Modène, Ravenne). Les députés étaient au nombre de 20, les membres de la Direction 9, et les confédérés 8.

Nous n'avons pas pu savoir si quelqu'un possédait des procès verbaux de cette réunion et des autres qui suivirent durant la guerre. À la date du 16 mai, la censure n'existait pas encore, mais le compte rendu de l'« Avanti! » est totalement édulcoré. La motion votée publiée est faible et ne sort pas de la formule « nous dégageons notre responsabilité » ; il est vrai qu'elle proclame « l'aversion inébranlable du prolétariat ... à l'intervention dans la guerre » et qu'elle déclare que le parti est toujours engagé par la décision de voter contre toute demande de crédits de guerre, mais elle se limite à appeler les prolétaires à des manifestations et à des meetings « disciplinés, dignes et grandioses » ; une fois ceux-ci finis, les socialistes sont conscients « de ne pas pouvoir être aujourd'hui les arbitres du monde capitaliste ; certains d'avoir fait pour eux, pour le Pays et pour l'histoire, face à l'Italie et à l'Internationale, leur devoir, ils se sont nettement désolidarisés des classes dirigeantes et ils le resteront, ils font retomber sur elles toute la responsabilité des événements ». Même dans des articles de l'« Avanti! » et dans le fameux discours de Turati à la Chambre, pour refuser les pleins pouvoirs demandés par le gouvernement Salandra à la veille de la déclaration de guerre à l'Autriche, on eut recours à une phrase

malheureuse : Que la bourgeoisie italienne fasse sa guerre ! La bourgeoisie faisait bien sa guerre mais avec la peau des prolétaires italiens envoyés engorger les prolétaires autrichiens.

Selon les historiographes socialistes de cette période, droitiers comme centristes, c'est lors de la réunion de Bologne que la célèbre phrase de Costantino Lazzari - ni adhérer, ni saboter - serait née ; phrase que ce vieux socialiste aurait mieux fait de ne pas inventer. La phrase et la politique pusillanime qu'elle exprimait rencontrèrent immédiatement une vive opposition dans le parti ; Serrati lui-même, directeur de l'« Avanti! », n'admettait pas ce slogan, mais les différentes décisions au sujet de la guerre prises par la Direction furent toutes faibles et hésitantes. Les apologistes de Lazzari dirent qu'il employa toutes ses forces à sauver l'unité du parti et rappelaient son « honneur » de ne pas avoir *adhéré* au massacre.

À la réunion de Bologne, différents représentants de la fraction révolutionnaire intransigeante, parmi lesquels quelques membres de la direction elle-même, et les envoyés de différentes fédérations, prirent une position tout à fait opposée non seulement à celle des parlementaires et des chefs confédérés, mais aussi opposées aux hésitations de la Direction.

Nous pouvons reconstruire la position que prirent certains délégués de la Lombardie, du Piémont, de la Romagne et du Sud de l'Italie, même si à une distance de tant d'années il n'y a pas de textes disponibles (2).

La première question soulevée fut la suivante : le problème purement politique de l'agitation à développer contre la guerre devait être affronté par les organes du parti ; et les camarades qui avaient des mandats parlementaires et des fonctions syndicales devaient accepter comme telles les résolutions du parti. Cette critique se représentera durant tout le cours des luttes et jusqu'à ce que l'on arrive à la scission de Livourne.

Un affrontement direct se déroula entre celui qui parlait au nom de la gauche du parti d'un côté et les députés et chefs syndicaux de l'autre. Les députés voyaient la question sur le plan parlementaire. On savait que la majorité des députés était neutraliste, comme le prouvait l'envoi des trois cents cartes de visite déposées à la porte de Giolitti quand le roi avait appelé Salandra. Partisans de Giolitti, catholiques et socialistes auraient pu « mettre la guerre en minorité à la Chambre ». La gauche s'éleva contre cette perspective qui malheureusement transparait dans la motion votée selon laquelle la pression des interventionnistes garibaldiens (3) « était inconstitutionnelle ». Dès lors nous fîmes une observation évidente : Inconstitutionnelle ? Parfait ! Nous sommes les premiers à combattre la constitution bourgeoise !

La discussion avec les confédérés ne fut pas moins tendue. Ceux-ci s'escriaient à dire que la grève générale contre la mobilisation « ne pourrait pas réussir » et ils défiaient les représentants des Chambres de Travail et des fédérations de métiers de pouvoir donner des assurances que cette grève réussisse. Nous leur jetions au visage : Vous n'avez pas peur que la grève ne réussisse pas, vous avez peur *qu'elle ne réussisse*. Vous savez que les ouvriers sont rendus furieux par la guerre, mais vous n'osez pas donner le mot d'ordre de grève pour empêcher la mobilisation. Non pas que vous craigniez les conséquences de la répression ; non, ce n'est pas de lâcheté que nous vous accusons, mais vous craignez de vous rendre coupables de trahison envers la patrie. Vos préjugés bourgeois sont tels que vous pensez que même dans le cas où il s'agit non pas d'une guerre de pure défense du territoire de la patrie, mais d'agression et de conquête pure et simple, comme c'est le cas actuellement, le socialiste a le devoir de ne pas gêner les opérations militaires de sa patrie. Inutile de dire que la volonté de guerre du peuple italien est une ignoble mystification quand on songe que le simple fait de lever la main contre cette guerre si monstrueuse apparait comme coupable !

Quand Turati, de son côté, prit la parole pour répondre avec des sarcasmes aux déclarations des « révolutionnaires » de la Direction, il admit que les positions des extrémistes de gauche avaient une logique cohérente et respectable, et il prit acte, quoique ne partageant pas cette logique, de son caractère conséquent.

Les commentateurs castrés osent dire aujourd'hui qu'en Italie personne n'adopta la position de Lénine en faveur du sabotage de toute guerre, même de défense, alors qu'une telle position, comme cela ressort des articles des journaux « Avanti! » et « L'Avanguardia » et des propositions faites dans les réunions du parti, fut prise par l'extrême-gauche italienne avant

même que les positions de Lénine ne fussent connues ; nous le prouverons avec notre documentation dans la deuxième partie, où il apparaîtra clairement que, entre 1914 et 1918, malgré l'absence de liens internationaux, la gauche révolutionnaire développa, en une succession martelante d'articles dans la presse du parti, les thèmes fondamentaux mêmes de la bataille léniniste contre les suggestions de la propagande belliciste (d'autant plus insidieuse qu'elle était revêtue d'oripeaux démocratiques) dans les rangs du mouvement ouvrier. Et c'est un fait avéré (rappelé ces dernières années par un historien non suspect de sympathies pour notre courant) que la Gauche donna dans l'« *Avanti!* », justement à la veille de la déclaration de guerre, l'unique déclaration sans équivoque possible classiste et internationaliste :

« Encore une fois, ô serviteurs tremblants du fait accompli, vous qui voudriez nous faire lécher la main de ceux qui nous ont abattus mais non brisés, les deux voies opposées sont nettement et précisément tracées :

"Ou l'on respecte ou l'on refuse le préjugé national et les scrupules patriotiques. Ou l'on se dirige vers un pseudo-socialisme nationaliste ou l'on se dirige vers une nouvelle Internationale. La position de celui qui en s'opposant à la guerre ne cache pas une duplicité misérable ne peut être qu'unique, aujourd'hui que la guerre est « un fait accompli » : contre la guerre, pour le socialisme anti-militariste et international". (*Le « fait accompli »*, 23 mai 1915 ; cfr. plus loin, p. 275).

La vigueur de la pression de la gauche dérivait du fait que, alors que l'on décidait de tenir le 19 mai, un dimanche, des meetings prolétariens pour conjurer la déclaration de guerre, le mécontentement de nombreuses zones représentées à la réunion imposait la décision, non proposée par les véritables marxistes de gauche, de laisser libre l'initiative de la grève aux organisations locales. Les envoyés de Turin, où les masses étaient en effervescence, l'avaient demandée. Comme en tant d'occasions ce furent alors que se produisirent les « événements de Turin », en l'occurrence ceux du 19 lors desquels toutes les usines furent désertées et de violents manifestations et affrontements eurent lieu dans la rue. Le préfet confia les pouvoirs aux forces militaires, et le siège de la A.G.O. (Chambre du Travail dirigée par la gauche) fut bestialement saccagé pendant que la soldatesque ouvrait et buvait des milliers de bouteilles d'un excellent vin de la cantine de la Fameuse Coopérative Turinoise.

Encore une fois les prolétaires de Turin démontrèrent leur courage et leur esprit de décision, de même que les camarades de cette ville firent preuve d'authentique esprit révolutionnaire ; mais en cette occasion on commisit pourtant une erreur de nature « cyclique ». Turin commet toujours à chacun de ses mouvements une erreur de *phase*, il lui est dur en effet de comprendre que certaines décisions concernant la lutte de classe doivent être nationales et non locales. Avec une confédération et un parti italien déficients, rien ne va même si Turin possède de puissantes organisations et coopératives. Le bon vin est inutile dans toute cette eau pourrie des pompiers (4). Comme ceci fut difficile à faire comprendre aux camarades turinois, même aux meilleurs extrémistes de gauche ! Turin a été la capitale du Royaume, mais elle ne peut pas refaire la Commune de Paris.

L'affrontement se déroula de la façon habituelle. Les ouvriers d'usines désertent en masse leur lieu de travail puis ils occupent les rues et les places publiques. On élève quelques barricades et la population appuie les manifestants et les émeutiers de leurs maisons. Les chefs socialistes syndicaux et parlementaires s'emploient à « calmer les esprits ». Le Préfet et le Ministre de l'Intérieur échangent quelques télégrammes et la force armée intervient. Le siège ouvrier et socialiste du Cours Siccardi est occupé. Un ouvrier est tué ; il y a de nombreux blessés et de nombreuses arrestations, y compris de dirigeants, puis ce fut le procès en cours d'assise et les condamnations. Il est vrai que le siège dévasté du Cours Siccardi fut restitué le 25 mai, mais entre temps, une fois les ouvriers écrasés par la force de l'Etat central, les nationalistes interventionnistes, rares à Turin, purent faire le tour de la ville en chantant des hymnes à la louange de la guerre radieuse... Ce fut une première ébauche de ce que sera, pendant l'après-guerre, l'illégalisme bourgeois du fascisme et l'erreur fatale de la classe ouvrière fut d'y répondre

avec la formule imbécile : C'est nous qui sommes les défenseurs de la légalité. Il fallait au contraire RELEVER LE DEFI, c'était la meilleure des occasions historiques.

Turin montra de façon exemplaire comment de semblables mouvements sont voués à la défaite. Gramsci, très jeune à l'époque, comme l'un de ses proches le raconte, théorisa la chose. Il ne savait pas encore s'il devait être neutraliste ou interventionniste, idéaliste ou marxiste (et ceci était pardonnable) mais il était, lui le fils de la Sardaigne pastorale, aveuglé d'admiration pour la métropole très industrialisée. Il écrivait : « Turin représente en petit un véritable organisme d'État ». L'observation est développée avec pénétration « dans le concret », mais elle s'engage sur une voie non marxiste : l'organisme d'État, c'est celui qui repose sur Sassari (5) et sur Turin, et le problème ne se pose pas à l'échelle communale, c'est un problème super-national, européen, et mondial. Celui qui a une vision « immédiatiste » ne peut le comprendre.

La terrible guerre italienne de 1915 - véritable carnage dont la seconde guerre, malgré les tourments infligés aux populations civiles, n'a été qu'une pâle répétition - avec ses six cents mille morts *officiels* sur le champ de bataille et ses dix batailles de l'Isonzo exaspéra la haine du prolétariat pour la classe dirigeante qui s'abreuva de sang quand elle leva l'étendard démocratique encore plus que quand elle leva ensuite l'étendard militariste nazi-fasciste.

Le Parti Socialiste maintint son opposition, mais il mettait à l'ordre du jour des phrases malheureuses (ces quelques phrases n'étaient pas très nuisibles mais elles exprimaient la position de toute une partie du mouvement, sous couvert d'une unité que nous avons toujours, même avant mai 1915, ouvertement désapprouvée) comme celle pour laquelle les socialistes de gauche de Turin (appelés par la suite les *rigides*) stigmatisèrent Casalini, le socialiste d'extrême-droite : « le groupe socialiste de conseil [*toujours l'ambition de gouverner la politique italienne « sous le môle* » (6)] face à l'irrévocable se propose d'employer ses forces pour que l'Italie ne s'affaiblisse pas moralement ou matériellement face à l'ennemi » et il terminait par le double cri de « Vive le socialisme, Vive l'Italie ! » Mais aujourd'hui ce cri, même sous la forme : « Vive le communisme, Vive l'Italie ! » ne scandalise même plus. Il n'y a plus de *rigides* ; seulement des mous.

Pendant dans son ensemble le parti s'engagea dans une voie meilleure, au moins dans le domaine de la reprise des rapports internationaux. Il fut présent à Zimmerwald (5-8 septembre 1915) et à Kienthal (24-30 avril 1916). Nous ne pouvons pas faire ici l'histoire de ces rencontres internationales et d'autres moins importantes, mais on doit noter que les délégations italiennes, composées, pour des raisons prévisibles, presque seulement de députés parmi lesquels se trouvaient des pacifistes convaincus mais pas de véritables marxistes révolutionnaires, ne purent respecter les positions de la vigoureuse gauche du parti.

Voilà pourquoi le manifeste de la Gauche de Zimmerwald signé par Lénine et Zinoviev ne portait pas de signatures italiennes ; en effet, à cause de la guerre, les socialistes italiens de gauche des années 1915 et 1916 ne pouvaient pas avoir de liens organiques internationaux sans passer par la Direction du parti. Les signatures italiennes du manifeste général de Zimmerwald sont celles de Modigliani et de Lazzari. Lénine, comme on le sait, signa lui aussi ce texte, ouvertement anti-belliciste qui condamnait explicitement le social-patriotisme, en le considérant comme un bon « pas en avant vers la lutte réelle contre l'opportunisme, vers la rupture et la scission » ; il avait été notoirement écrit par Trotsky et reflétait bien également la position des spartakistes allemands, des héroïques Liebknecht et Luxembourg.

Plus avant (7), le lecteur peut cependant trouver, portant justement la date de 1916, un exemple caractéristique de la bataille conduite par la gauche pour « la plus féroce intransigeance » dans la conservation et dans la défense des « frontières idéologiques » du Parti contre toute position intermédiaire et laxiste, comme le fut la classique et insidieuse position des « indépendants » si âprement fustigée par Lénine.

Notes :

(1) Nous avons choisi de traduire, dans tout le texte, par « réunion » le terme italien « convegno » quoiqu'il existe pourtant « riunione » en italien. Le « convegno » est en fait un

congrès (« congresso ») mais en plus petit et peut-être sans règles organisatives rigides. On a ainsi parlé, pour le PCInt., de « convegno » de Turin en 1946 et de « congresso » de Florence en 1948. Les traducteurs en français du compte rendu du « convegno » de 1946 avaient rendu la même année ce dernier terme par « conférence » (*Compte rendu de la première conférence du Parti Communiste Internationaliste d'Italie*, publications de la Gauche Communiste Internationale, 1946).

(2) Il serait intéressant de suivre sur la presse socialiste régionale et provinciale des mois d'avril et de mai les réactions du Parti devant la perspective toujours plus proche de l'intervention italienne dans le conflit européen et devant la politique prudente de la direction. Pour notre démonstration, il peut être intéressant de signaler parmi les multiples motions celle votée au VIII^e congrès des sections socialistes de la province de Forlì, le 11 avril 1915 : « Le congrès Socialiste de la province de Forlì, reconnaissant que l'affirmation de la neutralité est aujourd'hui devenue insuffisante, regrettant que la Direction du Parti n'ait pas su imaginer le moyen efficace pour s'opposer à la guerre, affirme la nécessité de la grève générale pour empêcher que le prolétariat, dans l'intérêt de la bourgeoisie, ne soit lancé dans l'horrible boucherie ». (dans « La lotta di classe », 17-4-1915). On doit noter que, comme il résulte de ce même hebdomadaire, la gauche, surtout celle de l'organisation de jeunesse, avait développé dans la période qui avait suivi août 1914 et, en particulier, la défection mussolinienne, une propagande active dans les sections et les villes de Romagne au beau milieu des vociférations de l'interventionnisme républicain et belliciste. En ce qui concerne la motion votée le même mois et dans le même sens par la Fédération Socialiste de Jeunesse, voir plus loin le chapitre 22.

(3) Bordiga parle des interventionnistes du « scoglio di Quarto », il s'agit du rocher près de Gênes d'où embarqua Garibaldi avec ses Mille en 1860 pour attaquer le royaume des Bourbons de Naples et de Sicile. Le Scoglio di Quarto, par métonymie, représente l'entreprise garibaldienne elle-même et ici les partisans de l'irréductibilisme nationaliste (ndt).

(4) Le bon vin est le prolétariat turinois gâché par l'eau pourrie des pompiers, pompiers sociaux que sont les socialistes réformistes traîtres (ndt).

(5) Ville de Sardaigne (ndt).

(6) « Sotto la Mole » : il s'agit de la même volonté ordinoviste de diriger le mouvement révolutionnaire italien à partir de Turin désignée ici par son emblème la mole Antonelliana qui est un édifice d'une hauteur de 167 mètres de haut, à l'origine elle devait être un lieu de culte pour de la communauté juive. Elle fut conçue par l'architecte Alessandro Antonelli (1798-1888), la dite communauté ne pouvant la payer, elle devint propriété de la ville de Turin (ndt).

(7) Cf. surtout les textes 26 et 28.

19. LA RÉUNION DE ROME DE FÉVRIER 1917, ET AUTRES MANIFESTATIONS DE LA GAUCHE.

En temps de guerre, il ne fut pas possible de convoquer le congrès national du parti, mais l'on réussit à tenir une réunion à Rome (non clandestine) qui eut lieu le 25 et le 26 février 1917. On ne possède pas non plus tous les documents de cette réunion : cependant cette réunion démontra qu'il existait dans le parti deux positions ouvertement opposées.

Trois points furent discutés. Le premier concernait la relation entre la Direction du Parti et le Groupe Parlementaire. Ce dernier fut l'objet de nombreuses critiques et de tout côté l'on en fit porter la responsabilité à la Direction en fonction du principe fondamental qui affirmait que le groupe parlementaire et la confédération ne pouvaient avoir le droit de faire une politique propre qui ne fut pas totalement celle du parti. Mais, après deux années de guerre, le parti était haï et harcelé de tous les côtés et le motif sentimental de ne pas se diviser dans le vote sur son activité l'emporta. Trozzi, de Sulmona, qui était un socialiste de gauche, présenta un ordre du jour de vive approbation de la direction ; l'autre représentant de la gauche, Zanetta de Milan, présenta un semblable ordre du jour de simple approbation. Le premier eut 23.841 voix, le second 6.295. La chose ne semble pas aujourd'hui très claire : le fait est que les droitiers, c'est-à-

dire les réformistes opposés à la direction, ne voulurent pas se compter sinon dans le nombre des 2.690 abstentions.

Un second point fut celui portant sur une réunion des partis socialistes des pays de l'Entente (parmi lesquels figurait maintenant l'Italie) convoquée à Paris. Il aurait été juste de ne pas y aller dans tous les cas ; au contraire on discuta sur un fait secondaire : le parti français avait, totalement arbitrairement, divisé les voix italiennes dans les réunions internationales en deux : celles pour notre parti et celles pour le parti ultra-interventionniste des réformistes partisans de Bissolati. L'extrême-gauche ne manqua pas d'observer que la II^e Internationale et le parti français étaient bel et bien morts, mais l'on vota sur deux ordres du jour pratiquement semblables de Bombacci et Modigliani, qui, tous les deux et avec le même nombre de voix, ne disaient rien sur le plan des principes. Dans tous les cas on n'alla pas à Paris. Mais le sujet des votes était curieux.

Sur le troisième point, vital celui-là, il y eut au contraire une division nette ; la gauche obtint plus de 14 mille voix contre les 17 mille du centre-droit. À propos de la motion présentée par la gauche et inconnue des « experts » en historiographie du mouvement ouvrier, l'« Avanti! » put seulement faire allusion au fait qu'elle « développait une directive théorique intransigeante au sujet des critères du parti socialiste pour la paix et l'après-guerre » ; mais, dans la sentence du procès de Turin, une année après, le fait d'avoir voté cet ordre du jour « défendant une action révolutionnaire pour faire cesser la guerre » figurera comme une circonstance aggravante à la charge de l'accusé Rabazzana.

Les rares historiens auxquels parfois nous avons fait allusion se limitent, en ignorant le texte de la motion, à exprimer leur stupeur devant le fait que la gauche recueillît - notons bien que ce fut sans abstentions, c'est-à-dire contre les forces de la droite et du centre (la Direction) - un nombre de voix aussi important. Les maniaques du vain principe du décompte des voix font une horrible grimace quand ce principe, dûment appliqué, leur donne tort.

Nous donnerons sur ce point les quelques lumières qui sont en notre possession. Notons que le texte de la motion qui fut approuvée, la motion Rossi (centre-droit), ne disait rien, se limitant à répéter que l'on approuvait la ligne de conduite du secrétaire du Parti à laquelle l'action ultérieure du Parti devrait se conformer. Le débat fut en revanche très élevé. La guerre - dit-on - est advenue, même pour l'Italie, et l'on n'a pas pu l'empêcher (pour la plupart, on n'a pas osé ou voulu tenter de le faire). Mais la guerre finira pourtant un jour, et la paix alors adviendra. Que dira le Parti ? Et quelles seront sa politique et son action dans l'« après-guerre », une fois revenue la paix ?

L'aile pacifiste, fidèle à elle-même, soutenait seulement quelques vains principes d'ordre démocratique bourgeois sur les caractéristiques de la paix que les gouvernements nationaux devraient conclure entre eux, et ses membres se nourrissaient de formules connues : paix sans annexions (une chose bien stupide en Italie où l'une des justifications de la guerre était l'annexion de Trieste, Trente et quelques autres choses) et sans indemnités (rappel de celles imposées par Bismarck aux Français) ; droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et Société des Nations (le fonds de commerce de l'odieuse wilsonisme ; mais l'Amérique devait d'abord faire la guerre et ensuite s'occuper de gouverner le monde en paix). Naturellement dans le domaine intérieur on aurait demandé la démobilisation (beau courage!), le rétablissement des libertés populaires, et ainsi de suite.

Les thèses soutenues par la Gauche bouleversèrent toute cette idéologie ultra-bourgeoise débile. Notre thèse était claire : la guerre est advenue parce qu'en régime capitaliste elle ne pouvait pas ne pas advenir (Zimmerwald l'avait réaffirmé) et la question n'est pas de se prélasser dans une nouvelle phase historique de paix mais de se poser le problème de la fin des guerres. Quel moyen le prolétariat a-t-il à sa disposition ? Un seul : renverser le capitalisme ; donc, si le programme d'aujourd'hui (1917) n'a pas su être celui de l'arrêt de la guerre avec le défaitisme, le programme de l'après-guerre devra être celui de la prise du pouvoir de la part du prolétariat et de la révolution sociale. Le prolétariat italien, durement éprouvé par la guerre désastreuse (à cette époque encore victorieuse malgré la lente avancée des fronts), aurait accueilli cet appel du parti

pour arracher, à l'aide de moyens révolutionnaires, le pouvoir à la bourgeoisie belliciste ; et il n'aurait pas avancé la lâche revendication que cette bourgeoisie devienne pacifiste.

L'objectif socialiste après la guerre ne prendra pas la forme de la paix mais de la révolution de classe : voici ce qui se dit à Rome et voici ce qu'était la revendication de la Gauche au sujet de laquelle les filous d'aujourd'hui ont tout dit quand ils la définissent avec l'adjectif « théorique ». C'est justement parce que vous n'êtes pas des « théoriciens » que vous êtes devenus des traîtres pourris ! Et la meilleure preuve en est votre pacifisme devenu envahissant jusqu'à triompher surtout à Moscou.

Dans le volumineux fascicule déjà cité des actes du procès de Turin - qui se trouve actuellement dans les Archives d'État de Turin auxquelles nous avons eu la chance de pouvoir avoir accès grâce au travail collectif de notre mouvement (1) - on trouve entre autres choses un opuscule clandestin intitulé « Rapport au Parti Socialiste de la Fédération de Jeunesse Italienne », du 24-5-1917, dans lequel est incluse la motion de gauche qui fut minoritaire, de peu, à Rome, et qui avait été censurée dans toute la presse du parti.

Le texte de la motion peut apparaître plutôt faible par rapport aux idées soutenues par la gauche révolutionnaire à Rome que nous avons exposées plus haut. Cependant la suite de notre chronique servira à montrer que les concepts de l'extrême gauche du Parti étaient bien tels que nous les avons rapporté ; et l'on doit tenir compte du fait que, indépendamment de la signature personnelle ou des signatures que cette motion portait, elle est indubitablement le résultat d'un accord entre des éléments les plus radicaux et d'autres peut-être pas complètement en accord avec les premiers, comme le démontre le nombre de voix élevé de 14.000, contre 17.000, qui se portèrent sur elles. Il faut pourtant relever que, d'un point de vue purement formel, il est possible que la tournure des phrases en ait été émoussée dans l'espoir que l'« Avanti! » publie cette motion. Voici donc le texte tel qu'il fut inclus dans le petit rapport des jeunes socialistes et dont nous ne sommes pas sûrs qu'il soit totalement fidèle à l'original :

« La Réunion Socialiste Nationale se sent l'interprète fidèle du prolétariat italien et mondial en appelant à la fin de l'actuelle guerre meurtrière dont la continuation est en opposition flagrante avec les intentions et les aspirations des classes travailleuses.

Au-delà des situations militaires et politiques contingentes des États en conflit, les socialistes ici réunis pensent que le Parti Socialiste doit diriger tous ses efforts pour faire cesser la guerre attendu qu'il se révèle impossible de trouver une solution du seul point de vue militaire.

Considérant ensuite que le mécontentement qui va se diffuser à cause des conséquences funestes de la guerre doit être pris en sérieuse considération, et que le Parti doit se proposer comme but de le canaliser en une consciente et généreuse action de solidarité avec les victimes de la situation actuelle, illuminée par les raisons socialistes de l'aversion prolétarienne pour la guerre ;

Et faisant reposer toute espérance au sujet de la solidité de la paix à venir et de l'impossibilité souhaitée de nouveaux conflits armés dans l'énergique action de classe du prolétariat international, en dehors des entraves des préjugés bourgeois, elle souhaite que l'action pour la paix du Parti Socialiste se concrétise dans les mesures suivantes :

Intensification de l'activité de propagande et d'organisation du Parti dans les sections locales, dans les Fédérations de provinces et de régions et dans les rapports entre ces organismes et la Direction centrale, conformément au plan de fonctionnement interne dont on défère l'étude à la Direction, afin que le Parti lui-même soit prêt à accomplir sa tâche dans toutes les éventualités ;

Intensification du mouvement des femmes et des jeunes socialistes et des rapports avec les organisations de métiers sur la base des tendances anti-bourgeoises et anti-bellicistes des travailleurs organisés ;

Travail énergique de reprise des liaisons internationales avec le mouvement socialiste contre la guerre dans les autres pays, conformément aux délibérations déjà votées ;

Action parlementaire qui soit l'écho sincère et explicite de la pensée socialiste et qui réaffirme dans toutes les occasions l'appel à la paix avec une intransigeance authentique et sans contacts avec les courants pacifistes bourgeois.

Les socialistes réunis ici font appel à tous les camarades et à tous les organes du Parti pour qu'ils sachent, contre les séductions et les menaces adverses, accomplir entièrement leur devoir au nom de la solidarité internationale des travailleurs et pour l'avènement inévitable du socialisme ».

Peu après la réunion de Rome, la Direction du parti poursuit la politique hésitante et terne qu'elle avait soutenue à la réunion de février tout en y rencontrant de fortes résistances. Entre temps, on avait eu connaissance de deux événements importants : la première Révolution en Russie et l'intervention dans la guerre des États-Unis. La droite du parti visait à les exploiter dans le sens opposé à une opposition de classe décidée à la guerre dans la mesure puisque le camp de l'Entente semblait avoir accentué sa coloration démocratique par la présence de la Confédération américaine et d'une Russie qui n'était plus féodale mais démocratique et qui, telles étaient les illusions des bourgeois, allait continuer activement la guerre anti-allemande. La Gauche du parti ne manqua pas de réagir à cette orientation équivoque en réaffirmant les positions internationalistes (voir, entre autres, le texte 28).

La Direction poursuit sa mauvaise habitude de traiter les questions dans des réunions mixtes comprenant le Groupe parlementaire et les dirigeants de la Confédération du Travail. Une première réunion eut lieu le 9 et le 10 avril 1917 et naturellement, puisqu'aucune organisation de base n'était représentée, on ne connaît pas les positions qui s'opposèrent. Le communiqué fait allusion aux nouveaux événements dont nous avons parlé ci-dessus avec des phrases incertaines telles que celles-ci : « Nous exposerons ... les différentes situations dans lesquelles le PSI pourrait se trouver tant durant la guerre qu'après celle-ci, et nous discuterons les conduites différentes que le Parti devra adopter dans les différents cas pour conserver à son action son authentique caractère de classe, tout en tentant d'utiliser tous les éléments de fait pour agir en accord avec les intérêts du prolétariat ». Il est fait donc allusion à la nécessité de déjouer les pièges des autres partis désireux de se refaire une virginité politique en affirmant clairement la nécessité d'exploiter électoralement dans l'après-guerre les mérites du Parti Socialiste ; mais, pour atteindre évidemment l'habituelle unanimité, on continue : « Sans cependant refuser de faire appel à toutes les forces ouvrières du pays pour que les aspirations du Parti [censuré] atteignent sûrement leur but ».

Le 25 avril il y eut une réunion du conseil de la Confédération du Travail qui salua le peuple russe, souhaita la paix, proposa quelques mesures de caractères économiques pour l'après-guerre, mesures d'assistance et mesures réformistes, et enfin invita « le prolétariat à veiller à ce que la bourgeoisie n'exploite pas l'état de chose anormal pour anéantir ces revendications auxquelles la guerre lui a donné un droit irrépressible ».

Une autre et semblable réunion se tint à Milan le 8 mai, seules les sections de Milan et Turin y avaient des représentations. Dans les archives d'État de Turin on a trouvé une circulaire du 20 mai qui reproduit dans leur entier les deux ordres du jour qui furent votés y incluse la partie censurée par l'« Avanti! ». On y évoque l'effort du prolétariat international pour atteindre la paix et les caractères démocratiques de cette paix qui avaient été évoqués par les socialistes russes (il s'agissait à cette époque des mencheviks et des populistes qui prévalaient dans les soviets). Un second ordre du jour se réfère aux manifestations contre la guerre qui se déroulaient dans différentes parties de l'Italie, il s'exprime de manière pour le moins équivoque : « Il perçoit tout le caractère spontané, fatal et humain de tels mouvements et il met en garde le gouvernement contre toute action qui ne voudrait pas en apprécier toute la signification profonde et prémonitoire ; il déclare que le devoir des socialistes est d'assister le prolétariat même (*sic!*) dans de tels événements, et il s'emploie dès maintenant à cette défense fraternelle, mais dans le même temps, conscient de la délicatesse de la situation (!?) et face aux tentatives dont le but évident est de faire porter au Parti Socialiste des responsabilités qui ne sont pas les siennes, il avertit les organisations et les individus : 1° que plus que jamais ils doivent

comprendre la valeur matérielle et morale de la discipline... 2° que seuls les organes directeurs du Parti sont autorisés et doivent être autorisés à prendre l'initiative des agitations de caractère politique général ; il invite donc les organisations et les individus à ne pas entreprendre d'initiatives isolées et fragmentaires qui pourraient compromettre cette force politique qu'il a indubitablement acquise par son attitude face à la guerre, et qui aura de l'importance au moment opportun pour réaliser ce programme politique et social que le P.S. s'apprête à défendre infatigablement ».

À la suite de cette réunion, le 16 mai, un manifeste des trois organisations fut publié, il était intitulé « Pour la paix et pour l'après-guerre ; les revendications immédiates du P.S. ». Le manifeste rappelle les principes de Zimmerwald et énonce les caractères démocratiques de la paix. Il passe donc à une liste des revendications propres de l'Italie et qui sont celles dont on abusera largement dans l'après-guerre : République, suffrage populaire illimité, fin de la politique extérieure secrète, développement des autonomies communales et provinciales, décentralisation générale (!), réforme de la bureaucratie et de la justice, politique de travail, répression de l'émigration, bonifications, nationalisations, etc. Il ne manque même pas la phrase mille fois utilisée : reconnaissance effective à tous les travailleurs du droit à une existence digne et humaine, avec les références habituelles aux anciens réformistes de toujours. Pour la terre on demande timidement la socialisation, en partant des œuvres pieuses (!) et de l'expropriation des terres incultes, puis l'on introduit la formule : laissez les terres exclusivement à ceux qui les travaillent directement ; et ainsi de suite, avec d'autres petites formules économiques qui ne valent pas la peine être rapportées.

Pendant ce temps, l'atmosphère sociale italienne était en train de devenir incandescente et de tous les côtés les délibérations de la réunion et le manifeste publié par l'« Avanti! » suscitèrent de vives réactions. Celles des jeunes qui faisaient leur la motion de la minorité de la réunion de février fut très vive et de nombreuses sections firent des votes analogues : les actes du procès de Turin nomment les sections et les fédérations de Vercelli, de Novare, d'Alessandria et, surtout, de Turin qui repoussa la proposition de ne pas promouvoir d'agitations ayant pour but de faire cesser le conflit et qui affirma : « La tâche la plus importante du P.S. est de guider le prolétariat pour qu'il impose la paix en utilisant tous les moyens que les circonstances peuvent lui offrir, et de préparer et d'organiser dans ce but les forces de la classe ouvrière » (motion du 1-2 juillet).

Mais le document le plus significatif de cette insurrection de tout le Parti contre la lâcheté des organes centraux doit se retrouver dans l'ordre du jour voté par la section de Naples le 18 mai 1917 qui avait circulé dans le Parti et que l'on peut considérer comme l'expression de la position politique de la gauche ; nous le reportons, pour son importance et son caractère systématique, intégralement dans la seconde partie (texte 27).

Un tel texte, une fois réaffirmée la relation de principe entre capitalisme mondial et guerre, nie toutes les modalités de la paix dont on prétendrait pouvoir assurer la perpétuité avant même que le système bourgeois ne soit renversé. Il indique que le programme de l'après-guerre ne peut être que l'assaut aux gouvernements bourgeois pour les renverser ; il note la colère des masses et il affirme qu'elle doit être encouragée et encadrée dans le Parti ; il déplore la façon dont la Direction du parti subordonne ses décisions au Groupe Parlementaire et à la Confédération du Travail qui devraient au contraire recevoir ses consignes du centre du parti ; et il fait des vœux pour que le parti sache accomplir son devoir en se plaçant à l'avant-garde du prolétariat en lutte - ce sont justement les thèses soutenues à la réunion de Rome et exprimées ici avec une extrême lucidité.

Ce vœu, évidemment censuré du premier au dernier mot, nous le devons aux fructueuses recherches faites dans le dossier du procès de Turin qui nous permettent de l'insérer dans la série des manifestations les plus expressives de l'orientation de la Gauche révolutionnaire.

Note :

(1) Bordiga parle bien en 1964, ici comme en bien d'autres passages, de « mouvement » et non de « parti » (ndt).

20. CAPORETTO ET LA RÉUNION DE FLORENCE

Lors de l'été 1917, la guerre se déroulait encore selon le rythme éreintant des tranchées ; c'est à Claudio Treves qu'il revint de prononcer la « malheureuse » phrase « nous ne devons plus être dans les tranchées l'hiver prochain ». La phrase n'était pas extrémiste même si elle était tranchée ; elle exprimait, au fond, la vieille conception réformiste selon laquelle la pression du prolétariat aurait poussé les classes dominantes à trouver le chemin de la paix. La gauche posait au contraire clairement l'autre solution : mettre fin à la guerre au moyen du renversement de la bourgeoisie et de sa domination. Treves voulait réellement la fin du conflit, mais justement pour éviter qu'il ne débouchât sur la guerre civile.

Il y eut une autre réunion de la Direction le 23-27 juillet 1917 qui décida, après délibération, de participer à la réunion des socialistes de l'aile zimmerwaldienne convoquée à Stockholm pour le 10 août en prévision de l'autre réunion de tous les partis socialistes de la II^e Internationale convoquée par les socialistes russes. Les zimmerwaldiens n'avaient pas apprécié que les Russes (alors toujours de droite) eussent invité à cette dernière réunion les socialistes coupables de l'appui à la guerre. Ces réunions à Stockholm n'eurent pas lieu, comme c'est connu, et au contraire différentes autres réunions se déroulèrent, toutes sur les positions équivoques de la II^e Internationale.

Il est probable que cette réunion de la Direction, les manifestations qui la suivirent, et la tension générale italienne dans laquelle une violente réaction contre le parti se dessinait, provoquèrent la constitution à Florence d'un comité de la fraction de gauche dont nous ne sommes pas en mesure de donner les documents de constitution mais dont nous pouvons seulement reproduire une importante circulaire du 23 août 1917 qui se réfère à la convocation du XV^e Congrès National Socialiste (renvoyé ensuite à l'automne suivant), et qui annonce que à l'occasion de la dernière réunion de la Direction certaines sections et fédérations, « de Milan, de Turin, de Florence, de Naples et d'autres moins importantes, décidèrent de constituer le premier noyau de la *fraction intransigeante révolutionnaire* ».

Nous reproduisons également dans la seconde partie (texte 30) le texte de cette circulaire qui, quoique n'ayant peut-être pas une position théorique précise, exprime bien une orientation tout à fait opposée à l'orientation insatisfaisante de la Direction du parti.

Dans les premiers mouvements d'août 1917, ce furent encore une fois les ouvriers de Turin qui conduisirent une vive et véritable action de guerre de classe. La gravité de la répression et la violence du procès tenu par un tribunal militaire contre tous les chefs locaux du parti, y compris Serrati lui-même courageusement accouru, attendu que la censure remplissait de blanc tout le journal, créèrent autour de ces mouvements presque une légende, sans compter les très vives discussions qui s'ensuivirent au sein du parti et la coïncidence historique du revers de Caporetto advenu peu après. L'habile marxiste Treves put condamner l'erreur de « localisme » pendant que les Turinois réprimandaient justement le parti de les avoir laissés seuls ; dans la polémique ils ne surent pas dire que le mouvement local avait été causé par le fait que, sous la pression des Treves et de leur tradition, qui d'ailleurs n'était pas ignoble, la proposition de mouvement « national simultané » et non local aurait dû passer sur le corps des Turati et des Treves avant de triompher ; et c'est ce que nous les socialistes de gauche, de toutes les autres régions de l'Italie, répondîmes à la « Critica Sociale » en posant ouvertement l'exigence de la scission du parti comme condition à la prise des armes pour une action révolutionnaire.

De différents côtés on a déformé la vérité sur les mouvements de Turin, même en faveur des ouvriers et de la force de la direction socialiste que l'on peut qualifier comme étant à moitié de gauche. Il s'ensuivit que les bourgeois construisirent la fiction d'une répression nationale des « défaits » que le fascisme réalisa ensuite. Il y eut de nombreuses exagérations : exagération que les centaines de morts et les milliers de blessés ; mais il y eut effectivement une cinquantaine de morts dont seulement trois ou quatre parmi les forces de l'ordre ; que le

mouvement partit d'une protestation contre le manque de pain et qu'ensuite la foule et les organisations se mirent à maudire la guerre ; que les ouvriers prirent les armes où ils le purent et que les soldats leur en remirent quelques-unes des leurs ; que les femmes assaillirent les automitrailleuses, et qu'il se produisit un déploiement de forces énormes, des milliers d'arrestations de manifestants et de militants socialistes, une pression morale inouïe sur les parlementaires et les chefs syndicaux ouvriers pour désarmer le mouvement avec l'habituelle et rituelle invasion du siège socialiste du Cours Siccardi et ensuite le procès sensationnel avec des condamnations énormes.

On doit noter que les ouvriers de Turin ne pouvaient pas manquer de pain et que la tranchée ne leur faisait pas peur parce qu'ils en étaient dispensés car ils travaillaient dans les usines de la production de guerre ; au contraire, ils prirent le risque d'être frappés de la peine d'être renvoyés au front en perdant le « bracelet bleu » convoité. Comment nier que ce fut un fait politique et non économique qui poussa à la lutte une telle avant-garde ouvrière ?

Il fut facile de montrer aux véritables révolutionnaires, sans être contredits, que l'accusation d'avoir fait bouger Turin pour travailler à la victoire des Autrichiens était fautive. Si la Turin ouvrière avait pu vaincre seule, sa victoire aurait été la meilleure invitation à l'insurrection pour les travailleurs de Vienne et pour les combattants du front autrichien. La campagne de la plus ignoble bourgeoisie d'Europe pour prouver que le « complot » de Turin préparait la débâcle militaire de Caporetto fut donc vaine, et la phrase de Treves citée plus haut ne l'avait d'ailleurs pas plus provoquée.

Turin donna avec un exemple haut et vivant d'héroïsme de classe qui marqua une étape sur la voie de la préparation du mouvement communiste italien, jusqu'à d'autres événements contraires que nous trouvâmes sur notre chemin.

La défaite militaire, qui laissa aux Autrichiens une bonne partie de la Vénétie, créa une situation intérieure brûlante. Les interventionnistes adoptèrent la position extrémiste de la « défense du territoire national » en espérant faire s'écrouler ainsi la position des prolétaires et des socialistes pour arriver également en Italie à *l'union sacrée et à la concorde nationale totale*, et on escomptait que le groupe socialiste à la Chambre se prêterait au jeu. À dire vrai il s'en fallut de très peu pour que cela ne se réalise ; si la Direction du parti n'avait pas été amenée à résipiscence et si tout le parti, malgré la difficulté de la situation, ne s'était pas mobilisé pour la soutenir, le « crime » serait advenu. Les années suivantes, peu de temps avant la scission et après cette scission, nous dûmes nous demander si cela n'aurait pas valu mieux !

Mais dans ces heures, alors que les *vrais italiens* faisaient (très platoniquement) un bouclier de leurs corps pour contenir les « hordes » autrichiennes, nombre d'entre nous, militants du parti, courrions à Rome pour empêcher la trahison de nos députés et nous pûmes en conjurer la pleine réalisation en les retenant presque physiquement sur le chemin du Quirinal où, disait-on, Turati était déjà prêt à aller (en veston ou non, nous nous en fichions totalement). Sans avoir recours aux noms habituels, il peut être intéressant de relater un épisode éloquent. Un bon camarade de la gauche (avant comme après : inutile de dire après quoi, si on n'a pas compris, disons simplement qu'il est mort) arriva essoufflé à la Direction du Parti où un groupe de la Fédération de Jeunesse exhortait et conjurait le brave Lazzari à tenir fermement ; celui-ci, porteur de nouvelles fraîches des salles de presse, halète : il paraît qu'ils les arrêtent sur le Piave sans plus reculer ! Nous n'avions en tête que de tenir fermement le parti dans la voie du défaitisme de classe et nous le regardâmes abasourdis ! Par sa bouche c'était déjà la position de la défense de la Patrie qui s'exprimait et l'on voyait déjà les petits drapeaux tricolores sur les cartes de géographie ; dans nos têtes et dans nos cœurs il en était tout autrement, et nous voyions, peut-être ingénument, un drapeau rouge jusqu'ici resté immaculé traîné dans la fange. Et nous le lui criâmes au visage.

Durant le mois d'octobre et le mois de novembre (la fameuse « déroute » et la fuite après avoir jeté les armes advinrent le 24 octobre 1917) ce véritable corps à corps continua dans le parti, il servit par la suite à conférer à nos socialistes de droite vacillants l'indubitable mérite de ne pas s'être *déshonorés*. Le fait est que nous fûmes si décidés et si actifs qu'ils ne purent se libérer de leur ... honneur !

Lazzari et la Direction à ce moment étaient fermement décidés à empêcher ce que la forte majorité des députés voulait faire : sinon rentrer ouvertement dans un cabinet de « défense nationale », tout au moins ne pas refuser un vote à un tel ministère et aux crédits pour la défense. C'était un résultat qui sembla important aux jeunes de l'aile marxiste extrémiste et qui, pour un moment, fit passer à l'arrière plan la divergence sur la question du sabotage de la guerre que Lazzari avait désavoué. Dans la pratique les soldats prolétaires avaient appliqué, certes de manière insuffisante, le défaitisme, en désertant le front. Ils avaient jeté leurs armes au lieu de les conserver pour des actions de classe, comme cela advenait au même moment sur les fronts russes ; s'ils n'avaient pas tiré sur leurs officiers c'était parce que les officiers s'étaient échappés avec eux plutôt que d'empoigner les pistolets historiques de l'Amba Alagi en 1897 (autre grande étape italienne) pour tenter d'arrêter leur fuite (1).

Les masses avaient compris ce qu'elles peuvent comprendre tant que le parti révolutionnaire ne fait pas une plus grande lumière.

Maintenant il s'agissait d'empêcher que le parti socialiste ne s'unisse au cri : Reprenez les armes et tournez-les contre l'ennemi !

Dans une telle conjoncture ce ne fut pas la gauche de la fraction intransigeante, mais *toute* la fraction, qui se réunit pour lutter (nous avons déjà admis qu'il aurait peut-être mieux valu alors rompre la fraction elle-même ; mais les événements furent ainsi). La Direction adhéra au mouvement de la fraction et la convoqua quand nous le lui proposâmes, sans convoquer tout le parti, les députés et les confédérés. C'était pour nous une première victoire. La réunion se tint illégalement (puisqu'elle avait été interdite par la police) à Florence pendant la nuit du 18 novembre 1917. Elle était ouvertement dirigée contre l'attitude de la droite du parti, c'est-à-dire les parlementaires, les chefs syndicaux, et les maires de quelques villes comme Milan et Bologne, qui tous vacillaient gravement. Il n'y a pas non plus de procès-verbaux de cette réunion, nous n'avons que le texte qui fut voté et qui, pour les raisons dites, dut l'être à l'unanimité. Il ne fut donc pas possible de le préparer de façon que les tartuffes ne criassent au « théoricisme », mais tous l'approuvèrent. Gramsci (à rebours de ce qu'affirmèrent toutes les tentatives de reconstruction ultérieures) ne tint aucun discours. Il se contenta d'écouter avec son regard étincelant des bons moments. Les qualités personnelles n'importent jamais beaucoup pour nous, mais on peut dire qu'un homme important peut être plus grand quand il apprend que quand il enseigne. Aujourd'hui, nous sommes empestés par trop de gens qui enseignent sans n'avoir jamais rien appris ; et nous pensons, on l'a compris, non pas à l'école, mais à la vie, à l'histoire.

La motion est très brève : notez la phrase qui affirme que « le comportement politique du Parti Socialiste ne peut dépendre des avancées et des reculs des opérations militaires ». On a ensuite la condamnation décidée de toute manifestation qui aurait le sens « d'une adhésion à la guerre ou d'une concession d'une trêve accordée à la classe bourgeoise ou d'une modification de quelque façon que ce soit de l'orientation de l'action prolétarienne ». De telles manifestations sont marquées par l'incohérence, l'indiscipline et le refus des responsabilités que le parti avait déjà assumés dans sa totalité et dont il ne pouvait pas se départir. On confirma à la fin la résistance à tout « racolage des idéologies bourgeoises » et « l'irréductible opposition à la guerre » à laquelle tous les inscrits, « et de façon spéciale ceux qui assument des charges représentatives », sont énergiquement appelés à tenir fermement.

Il n'y a rien de plus dans ce texte ; même pas l'injonction aux membres vacillants d'abandonner nos rangs, mais la réunion marqua un point important et atteignit l'objectif, qui semblait alors prééminent, de freiner les manœuvres équivoques des socialistes de droite et d'ôter à la canaille patriotique la satisfaction de voir la concorde nationale se réaliser. La perspective du futur, et celle que les petites charognes appellent péjorativement vision théorique, se retrouva dans les discours qui furent tenus et dont certains militants d'extrême-gauche encore vivants ont témoigné ; elle laissa sur les luttes de l'avenir ses traces indélébiles.

À partir de ce moment, le groupe des éléments les plus décidés, qui avaient serré les rangs dans cette réunion, s'organisa toujours mieux - comme nous le verrons dans les chapitres

qui suivent - et la plate forme de la « gauche italienne » - qui n'était plus la même chose que la vieille fraction intransigeante et qui allait beaucoup plus loin - commença à se dessiner.

Cette réaction décisive eut d'ailleurs des conséquences dans les organes dirigeants eux-mêmes : de novembre à janvier des « circulaires » se succédèrent - on en fera le reproche à Lazzari lors de son procès -; elles visaient à réfuter l'action indépendante des députés et des confédérés (le 1^o novembre Rigola avait écrit que « le peuple italien devait se regrouper en un suprême effort de volonté pour repousser l'agresseur »!) et maintenir tout le parti, sans exceptions, sur la ligne établie de façon centralisée, dans la plus rigoureuse « fidélité à la discipline socialiste ».

Dans la période suivante, la classe dominante italienne et le gouvernement, certains que la manœuvre visant à obtenir la solidarité du parti socialiste était vouée pour toujours à l'échec, se lancèrent dans la plus âpre des répressions de toute critique à la guerre, de toute agitation et de tout mouvement ouvrier. Le 24 janvier 1918, la police arrêta le secrétaire Lazzari et le vice secrétaire Bombacci, elle intenta ensuite contre eux un procès pour complot et défaitisme. On agita la menace de supprimer toute la presse du parti qui était déjà étouffée par la censure de guerre. À la Chambre les députés réagirent contre la violation de la démocratie, mais c'est justement alors que Turati prononça le discours du 23 février dans lequel se trouve la phrase suivante : *Pour les socialistes aussi la patrie est sur le Grappa*, dans la mesure où le front de l'armée italienne qui s'était arrêté se consolidait sur la ligne du Grappa. Mais la gauche du parti, malgré l'arrestation de tant de dirigeants, sut de nouveau se soulever et protester contre la déviation de la politique d'opposition à la guerre ; forte de son appui, en mai la Direction put intervenir avec énergie contre les délibérations du Groupe parlementaire et de la Confédération (cette dernière avait été désavouée en juillet, quoique par une formule ambiguë, par son Conseil National) à propos d'une réponse favorable éventuelle à l'invitation du gouvernement à participer à la constitution de commissions pour l'étude de mesures aptes à faciliter, quand ce serait le moment, le passage de l'état de guerre à l'état de paix ; en juin, elle désavoua ouvertement le discours avec lequel Turati, méritant l'accolade de Bissolati, avait salué la résistance italienne sur le Piave et elle demanda au Groupe parlementaire de respecter les critères fixés lors de la réunion de novembre 1917 (on note que le même Turati avait été le seul à refuser de démissionner de la « super-commission » gouvernementale). L'ordre du jour du 17 juin de la Direction est, en effet, une explicite réaffirmation des thèses de Zimmerwald et de Kienthal.

En mai 1918, on arrêta également Serrati et en juillet il passa en procès avec les camarades de Turin ; les condamnations allèrent jusqu'à six ans de réclusion pour Barberis ;

NOTE :

(1) L'Amba Alagi est une montagne éthiopienne, en 1895, les Éthiopiens y anéantirent une colonne de soldats italiens, un an avant la déroute finale de Adoua en 1896 qui marqua la fin de la carrière politique de Crispi, déjà poursuivi pour détournement de fonds, et sonna le glas des espoirs impérialistes italiens en Afrique ... jusqu'en 1912 tout du moins .

21. LE XV^o CONGRÈS SOCIALISTE : ROME 1-5 SEPTEMBRE 1918.

La bourgeoisie italienne jouait son existence sur le front et dans les controverses honteuses entre les futurs pays vainqueurs, vainqueurs en considérant que les choses tourneraient bien pour ces pays. Elle faisait au parti socialiste l'honneur de craindre que, en le provoquant, il sache provoquer un autre Caporetto. Elle avait peur de nous, et pour freiner la colère révolutionnaire elle comptait, comme elle compte encore maintenant, plus sur l'illusion démocratique que sur les coups de bâtons. Elle permit la convocation à Rome du congrès du Parti qu'elle avait interdit en 1917 : tant à cause des arrestations que des militants enrôlés sous les drapeaux, nos rangs étaient éclaircis et sérieusement éprouvés, et nos adversaires espéraient

en l'action des socialistes de droite, parlementaires et syndicalistes, pour qu'ils mettent de l'eau dans le vin du parti. Mais, en Italie, tous en avaient assez de la guerre, même les socialistes de droite qui pensaient que, si la guerre ne finissait pas, même les pierres seraient passées à l'extrême gauche qui était leur bête noire.

Le congrès les déçut tous. Il y eut bien 365 sections représentées. Le Parti était fort justement à cause de la dure lutte contre la guerre et différents militants prolétaires du Nord et du Sud de l'Italie apportèrent leur contribution enflammée au débat, ils étaient rudes, brusques, révoltés - avec juste raison ! - des manœuvres et des manigances de la droite parlementaire et confédérale et indignés tant par la défense turatienne du principe du « caractère sacré de l'indépendance [nationale] » que par les subtils et doctoraux « distinguos » de Graziadei.

Reposi, vieux membre de la gauche, tint le discours le plus favorable à Lénine et à la dictature du prolétariat (significativement, les socialistes de droite avaient évité la moindre allusion à la révolution bolchevique dont les lueurs excitaient l'enthousiasme des congressistes), il demanda également la mise en état d'accusation du roi et du gouvernement : « Plus aucune flatterie, concluait-il. Classe contre classe : d'un côté la bourgeoisie, toute unie contre nous ; de l'autre côté, nous, seuls contre tout le monde. Voici la tâche des socialistes ».

La thèse de l'extrême-gauche fut développée par l'avocat Salvatori, de Livourne, qui avait participé aux réunions de Bologne en 1915 et de Florence en 1917, il désapprouva le fait qu'il n'y ait pas eu, dès le début de la guerre, de rupture ouverte entre les deux ailes extrêmes du parti et que le parti se fût complu dans la formule « ni adhérer, ni saboter » : « Vous - dit-il en se retournant vers les socialistes de droite -, vous deviez adhérer à la guerre ; nous, nous devons la saboter dès son début ». La motion extrémiste fut préparée par lui et par Trozzi. Encore une fois on trancha sur le problème de la politique du moment, et non seulement on désavoua le Groupe parlementaire mais on déplora la faiblesse de la Direction du parti elle-même. La discussion fut déviée par un incident orageux : Modigliani se leva pour dire que si une telle motion était votée tous les députés présenteraient leur démission. Alors Trozzi eut la faiblesse de retirer sa signature, et c'est seulement après de longs débats que Lo Sardo, homme habile mais jamais très droit, imagina une formule atténuée à laquelle même Modigliani donna son accord. On doit ajouter que les députés Maffi, Caroti, Di Giovanni, Bernardini et Morgari s'étaient détachés de lui.

La motion Salvatori fut mise aux votes, elle eut 14.015 voix, la motion centriste de Tiraboschi 2.507, et celle de Modigliani 2.505. La motion victorieuse disait :

« Le XV^e Congrès socialiste italien : 1) applaudit à l'œuvre de la Direction du Parti dans le domaine de la politique internationale et en approuve également l'attitude dans le domaine de la politique intérieure *tout en soulignant son excessive tolérance, par amour de l'unité de toutes les forces socialistes, envers certains groupes, organisations et personnes* ; 2) en jugeant que l'« Avanti! » a écrit en cette période de guerre une page glorieuse de la *lutte de classe, tout spécialement en sonnant l'alarme contre la possibilité d'un collaborationisme* et en mobilisant autour de lui toutes les énergies socialistes, le congrès appelle le prolétariat à lui en être reconnaissant ; 3) en ce qui concerne le groupe parlementaire socialiste ... alors qu'il prend acte de son travail jusqu'à la Réunion de Rome de février 1917, le congrès déclare que malgré les rappels à une plus énergique opposition à la guerre et à un plus grand contact avec les masses, le Groupe, tant par les manifestations de certains de ses membres que par les déclarations de sa majorité, n'a suivi ni les consignes de la réunion mentionnée plus haut ni les directives des congrès de Reggio ou d'Ancône rappelées par la Direction du Parti et par les masses organisées, et ceci plus spécialement avec le dernier discours de Turati et le vote de solidarité subséquent du Groupe ; il invite le Groupe Parlementaire à se conformer rigide­ment à la volonté du Parti et aux directives données par les organes responsables de celui-ci ; 4) ... le congrès réaffirme que le Groupe parlementaire socialiste doit en chacune de ses manifestations politiques publiques être soumis par discipline aux délibérations de la Direction *laquelle est responsable des directives du Parti* ; et dans cette optique, en modifiant opportunément le Statut, il confie à la Direction elle-même le mandat de discipliner le rapport entre Direction et Groupe parlementaire dans

toutes ses modalités, *jusqu'aux situations parlementaires inattendues et avec les sanctions qui en découleraient et qui pourraient aller jusqu'à l'expulsion*. Le recours possible à la sanction d'expulsion sera transmis à la Direction et examiné au moyen d'un *référendum* des Sections, ou du Congrès s'il a déjà été convoqué ».

Nous avons reporté la motion ainsi atténuée pour montrer comment, encore une fois, l'affirmation de principes valides sur lesquels la gauche a toujours insisté ne fut pas traduite ici dans la pratique par une rupture nette et radicale, et comment le scrupule de l'unité porta à absoudre, dans les faits sinon dans les principes, le passé. Il suffira de quelques mois – et nous le verrons – pour que le Groupe parlementaire recommence à n'en faire qu'à sa tête et pour que la Direction ... laisse faire.

La vérité est que le congrès avait éludé les questions de fond pour se concentrer sur un duel d'accusations et de contre accusations à propos de questions personnelles. Une année auparavant, quand on avait parlé de congrès pour la première fois, l'extrême-gauche avait demandé que le débat fût *exhaustif* et que l'on n'évitât pas les débats « théoriques » tant craints par peur de dissensions susceptibles de compromettre l'unité du Parti. C'était justement sur le terrain de la pratique que le débat sur l'action à effectuer dans le pays et sur les méthodes à suivre dans les rapports internationaux se dessinait, et, étant donné le désaccord pratique au sujet de ce que l'on disait « aller à droite ou aller à gauche », la meilleure façon de *l'exacerber* était de le laisser en suspens « en en confiant la résolution au hasard, à ces messieurs les Événements, à ces excellentissimes mesdames les Situations et au critère de S.S. l'Opportunité. Le mode sincère, honnête et viril de résoudre la question est, au contraire, de décider si l'une ou l'autre des tendances est dans la ligne du programme du parti et correspond aux finalités que celui-ci se propose » - , donc, question pratique qui ne peut être résolue en dehors de la question théorique (*Pour une discussion exhaustive*, dans l'« *Avanti!* » du 13-10-1917, cf. la seconde partie ; texte 32 et 34).

À l'épreuve des faits, la nouvelle direction issue du congrès de Rome ne pourra pas ne pas perpétuer, justement par manque de clarification des questions de fond et le manque de redressement dans le domaine de l'organisation qui en fut la conséquence, les hésitations et les égarements du passé, à la grande honte des « pratiques », des « concrétistes », des « contingentistes », sans oublier celle des unitaires à tout prix.

On a coutume de fixer à ce congrès la naissance de ce qui sera appelé par la suite *maximalisme*. Les plus acharnés de ce groupe auraient été Gennari et Bombacci ; le mérite le plus grand de l'orientation des « assises » de Rome revient au véritable révolutionnaire qu'était Salvatori et qui ne mérite certes pas l'accusation d'avoir tenu le maximalisme sur les fonts baptismaux. L'ordre du jour de Gennari sur la situation nationale et internationale disait que dans le socialisme le concept de patrie est dépassé, que l'on devait hâter la venue de la paix par l'action pratique et que l'on devait canaliser le mécontentement général vers le programme maximum d'expropriation des capitalistes bourgeois. C'est seulement plus tard que l'on pourra soumettre à un meilleur examen et à la lumière du marxisme des phrases de ce genre, - même si elles étaient sincères comme celles du Gennari d'alors - quand le maximalisme révéla la faiblesse de son contenu et de son appréciation de la phase historique de l'après-guerre.

Pendant ce temps la guerre touchait à sa fin avec la victoire tant magnifiée de la bourgeoisie italienne à la bataille de Vittorio Veneto suivie de l'entrée dans les terres et les villes « libérées ». Mais en même temps les problèmes tant attendus « de l'après-guerre » se présentaient dans toute leur âpreté.

22. LES JEUNES SOCIALISTES EN TEMPS DE GUERRE.

Avant de passer à la période postérieure à la fin de la première guerre mondiale, il sera utile de revenir brièvement sur les épisodes du mouvement de la jeunesse socialiste dont nous avons rappelé le soutien remarquable à l'aile de la gauche révolutionnaire du parti jusqu'à la veille du conflit de 1914-18.

La Fédération de la Jeunesse - qui à partir d'août 1914 avait accueilli le déclenchement du conflit européen en prenant une position décidée contre la trahison social-nationale, position que la gauche du parti avait assumée, et que nous avons illustrée en faisant référence à des articles fondamentaux de l'«Avanti!» - n'échappa malheureusement pas à une légère crise lorsque, en octobre 1914, Mussolini accomplit sa honteuse défection.

Le journal «L'Avanguardia» avait alors pour directeur Lido Caiani qui, malheureusement, suivit le futur duce et ne manqua pas d'amener une certaine confusion dans les rangs de l'organisation de jeunesse. Une réunion du Comité national fut organisée d'urgence à Bologne le 25 octobre, c'est-à-dire peu de jours après le fameux article qui marqua la volte-face mussolinienne, et un ordre du jour résolu y fut voté, il mettait fin à toute hésitation interventionniste et Caiani qui devait devenir transfuge y était présent également ; peu de jours après, en effet, il devait passer avec armes et bagages du côté des traîtres, sans du reste être suivi ne serait-ce que par une infime minorité de jeunes, et publier un méchant petit journal dissident qu'il appela du nom du fameux article de fond du 1^o numéro du «Popolo d'Italia» (*Audacia*) adoptant effrontément la thèse de l'intervention immédiate. Voici le texte de l'ordre du jour voté à Bologne, tel que le rapporte «L'Avanguardia» du 8-11-1914, n^o 361 :

« Le Comité National des jeunes socialistes italiens, discutant de l'actuelle situation politique internationale et de l'attitude prise à ce sujet par l'«Avanguardia» ;

considérant que le mouvement de jeunesse doit continuer de s'inspirer des directives d'aversion idéale et pratique à toute guerre et que les très graves et immenses événements actuels et l'insuccès du travail socialiste dans les États belligérants enseignent que toute concession des socialistes aux fictions du militarisme d'État ne contribue qu'à attirer le prolétariat dans le piège sanglant des guerres fratricides qui sont la conséquence fatale de la structure économique et sociale intime du capitalisme moderne dont le socialisme est l'antithèse théorique et opérante, et dont les motifs, l'initiative et le déroulement sont entièrement soustraits au contrôle et à l'influence du prolétariat puisqu'ils sont le monopole unilatéral des États modernes, inclus les États démocratiques ;

décide que la Fédération de Jeunesse doit exercer son action politique en accord avec le Parti socialiste italien et avec tous les organismes du prolétariat, en faisant appel en cas de guerre aux masses ouvrières pour qu'elles exercent l'opposition la plus décidée ; il désapprouve le ton réservé de «L'Avanguardia» face à la guerre, la place qu'elle laisse aux manifestes et jugements partiels et prématurés des socialistes étrangers, avec des sympathies sentimentales pour un des groupes de belligérants et ses propositions belliqueuses inopportunes dans le cas de circonstances particulières du développement du conflit, propositions étrangères à la saine conception socialiste comme à l'appréciation socialiste des faits... »

Après cette décision, l'orientation de l'«Avanguardia» fut complètement redressée, le journal prit position pour la ligne la plus radicale en matière d'action contre la guerre. On en eut une très importante confirmation lors du congrès de la Fédération de Jeunesse qui se tint à Reggio d'Émilie le 10 et le 11 mai 1915, c'est-à-dire à la veille de l'intervention de l'Italie dans la guerre. La motion votée fut très importante parce qu'elle contient le principe défaitiste de la grève générale en cas de guerre, elle fut donc défendue (comme nous l'avons exposé) par les délégués de l'extrême-gauche de la Fédération de Jeunesse elle-même à la réunion de Bologne des organes du parti le 16 mai 1915. Étaient présents 107 délégués de 305 sections représentant quelque 10.000 inscrits. À propos de la relation concernant le Comité central et le journal, l'ordre du jour suivant fut approuvé :

« Le Congrès, après avoir constaté que le C.C. et la direction de l'«Avanguardia», à la suite du rappel à l'ordre de la Réunion nationale tenue à Bologne le 25 octobre 1914, ont suivi une ligne de conduite qui correspond aux aspirations du mouvement de jeunesse, en approuve l'activité et passe à l'ordre du jour ».

À propos de l'action contre la guerre, l'ordre du jour suivant fut approuvé à une grande majorité :

« Les jeunes socialistes italiens affirment qu'il est nécessaire de rendre toujours plus sensible en ce moment la séparation entre bourgeoisie et prolétariat, ils croient et ils espèrent que la grève générale en cas de guerre sera le signe véritablement efficace de cette séparation, et ils donnent mandat aux représentants qui se rendront à la réunion nationale de Bologne pour soutenir leurs convictions et leur volonté d'affirmer par n'importe quel sacrifice la proposition de sauvegarder les idéaux et les intérêts de la classe des travailleurs ».

Le journal prit une orientation de gauche immédiatement après que le parti repoussa la proposition de grève générale, et un article d'octobre 1916 que nous donnerons en appendice développe des idées et des directives identiques à celles que (comme on l'a dit) l'extrême-gauche défendit avec une remarquable force à la réunion de Rome de février 1917. En prévision des manifestations du 1^o mai 1917, la Fédération de Jeunesse s'adressa au parti pour obtenir que la manifestation elle-même reçoive des directives plus nettes et plus énergiques que celles dont la majorité de la réunion de février s'était contenté avec la vague formule : « Conformer l'action ultérieure du Parti à l'action développée jusqu'ici ». Dans un article ultérieur de juillet 1917, dont le titre était *Encore plus en avant*, l'organe des jeunes socialistes manifeste de façon décisive en faveur de l'idée que l'Internationale socialiste devait, après guerre, être cassée en deux, et que les anciens chefs, qui avaient trahi en 1914, devaient être repoussés de l'autre côté d'un véritable abîme qui devrait séparer les marxistes révolutionnaires de tous les transfuges du camp social-patriote (cf. les textes 29 et 31).

Le « Mémoire de la Fédération de Jeunesse socialiste italienne au Parti socialiste », déjà cité, daté du 24-5-1917 à Rome, et signé de Nicola Cilla, le secrétaire d'alors et élément de la gauche, donne cependant des informations plus détaillées sur les prises de position des jeunes socialistes durant la période cruciale de février à juin 1917. Ce mémoire est une vive critique des organes directeurs du parti qui n'ont pas tenu la promesse de prendre en sérieuse considération l'ordre du jour présenté par la gauche à la réunion de février, et qui, dans les réunions d'avril et de mai à Milan, ont eu une attitude globalement pacifiste et gradualiste. On y trouve rapportées deux propositions d'ajouts - ou mieux d'éclaircissements - par la Fédération de Jeunesse à l'ordre du jour de la gauche à la réunion de Rome ; le premier demande :

« d'imposer à la Confédération générale du travail une orientation nettement classiste ; dans toutes les occasions adaptées (circonstances extraordinaires, procès politiques, crises parlementaires, provocations internationales, etc.) de proclamer la grève générale et de convoquer des meetings avec pour slogan ce programme unique : « la paix, non la victoire » ; de tenir éveillées et prêtes les forces prolétariennes et, au cas où celles-ci se soulèveraient en dehors de notre initiative, d'intervenir en les éclairant et en les défendant contre la réaction bourgeoise ».

La seconde invite :

« le C.C. à se lier plus étroitement au mouvement de la jeunesse socialiste internationale, pour s'accorder avec lui en fonction d'éventuels mouvements futurs, et pour tenir vivante et éveillée cette union internationale qui est une grande partie de notre force ».

Il résulte du même petit fascicule que, en vue de la réunion du 9-10 avril à Milan dont nous avons déjà parlé, la Fédération de jeunesse avait envoyé à la Direction l'appel suivant :

« Pensant qu'il serait impolitique et irréaliste de ne pas tenir compte du mécontentement populaire qui est une conséquence fatale de la guerre, ou de se fier à une vague formule de « conformer l'action ultérieure du Parti à l'action développée jusqu'ici », - une fois considéré que

le mécontentement populaire présent est en train d'être exploité comme planche de salut de l'interventionnisme pseudo-démocratique et républicain afin de le diriger vers une action insurrectionnelle non socialiste, et même anti-socialiste, qui conduirait l'Italie à une réalisation des programmes essentiellement républicains-bourgeois - elle fait donc des vœux pour que la Direction du parti - s'inspirant des événements de Russie et d'Amérique et de l'état d'esprit créé par la guerre - concrétise une ligne de conduite qui dirige, coordonne, unifie l'esprit et l'action du prolétariat italien ».

Le 23/24-9-1917, la Fédération de Jeunesse socialiste italienne réussit à tenir un autre congrès à Florence, avec quelques 150 délégués représentant 300 sections avec environ 9.000 inscrits. À propos de l'orientation politique, on vota pour la circulaire de la fraction intransigeante révolutionnaire qui s'était constituée pour réagir à la trop faible orientation centriste de la Direction et pour la soutenir cependant contre la menace d'une défection social-patriotique du groupe parlementaire.

Nous reportons la partie la plus importante de l'ordre du jour consacré à l'Internationale :

« Le Congrès de la jeunesse socialiste italienne, vu comment les événements historiques de Russie confirment brillamment le bien-fondé des principes de la lutte de classe défendu par nous, salue fraternellement la Russie révolutionnaire et entrevoit dans son triomphe le triomphe des idées révolutionnaires ;

attendu que, de la même façon que la révolution russe ne peut atteindre son triomphe pleinement socialiste [nous sommes environ à un mois de la révolution d'Octobre] qu'à travers la lutte contre le gouvernement bourgeois et contre le social-patriotisme, de même dans tous les autres pays la tactique révolutionnaire ne peut triompher qu'à travers la lutte la plus âpre contre le social-patriotisme de son propre pays ;

conclut donc qu'une des tâches de la Jeunesse socialiste est d'œuvrer au sein du mouvement prolétarien en exaltant la lutte révolutionnaire pour le triomphe de nos principes ».

Dans ce congrès, on déplora aussi vivement l'indécision du parti adulte et sa tentative de maintenir une fausse unanimité, en rappelant qu'à la réunion de Rome de février 1917 on avait voulu montré que les deux ordres du jour qui avaient obtenu chacun un nombre de voix quasi semblable étaient en harmonie alors « qu'au contraire ils étaient de façon antithétique irréconciliables ». Lazzari lui-même voulut répondre aux critiques, il revendiqua le respect du concept de patrie ; cependant, le vote donna plus de 7.000 voix à l'orientation extrémiste contre 700 seulement aux seuls groupes de la région de Reggio qui toléraient la position falote du secrétaire du parti.

Dans la période qui suivit 1917, l'organe de la Fédération de Jeunesse montra une sensibilité immédiate et vibrante aux nouvelles de la révolution russe et de la victoire d'Octobre. Une série de notes - sous le titre *Pendant que Lénine triomphe, La lumière vient de l'Orient*, etc. - souligna avec une promptitude très vigoureuse la concordance complète entre l'œuvre des bolcheviks et les préceptes fondamentaux du marxisme. On commença aussi à agiter de manière toujours plus décidée le problème d'une nouvelle Internationale comme on peut le déduire d'un article de mai 1918 intitulé *Les directives marxistes de la nouvelle Internationale*, parmi de nombreux autres écrits. Malgré les mutilations de la censure de guerre, cet article pose clairement les questions de la conquête révolutionnaire du pouvoir, de la condamnation de la démocratie parlementaire, et de la centralisation de l'action communiste.

Jusqu'à la fin de la guerre, malgré la rotation quasi kaléidoscopique parmi les dirigeants et à la rédaction de l'« *Avanguardia* » due aux incessants rappels sous les drapeaux des militants les plus jeunes, le mouvement de jeunesse s'orienta avec des manifestations explicites vers la future bataille entre l'aile de gauche du parti socialiste et les forces restantes encore nichées dans ses rangs et dont on devait débayer le terrain. Les pages que nous reproduisons dans la seconde partie pour la période 1917-18 confirment ces affirmations.

23. LA GRANDE SECOUSSE PROLÉTARIENNE DE L'APRÈS-GUERRE : LES ÉPISODES DE NAPLES.

Dans le cours logique de notre exposition, la critique aux premières manifestations du parti socialiste et de son groupe dirigeant après la fin de la guerre (4 novembre 1918) et la présentation des prises de position immédiates de l'aile révolutionnaire extrémiste devraient trouver ici leur place.

Nous considérons qu'il est cependant utile de s'arrêter, auparavant, sur une série d'événements qui se prêtent, dans leur évocation historique, à donner l'exacte formulation des rapports entre le mouvement ouvrier syndical et le mouvement politique socialiste, problème qui aujourd'hui encore a une importance dans la doctrine mais aussi dans notre activité pratique. Ces événements des premières années d'après-guerre en Italie (1919-1922) firent vivre ces rapports dans la lutte historique la plus vibrante, avec des enseignements que l'on ne peut oublier malgré non tant les défaites que la très grave dégénérescence postérieure du mouvement italien et international.

En sortant des souffrances de la guerre la classe ouvrière fut immédiatement harcelée par une mauvaise situation économique aggravée par le fait même de la démobilisation des travailleurs en uniforme qui revenaient sur le marché du travail. La lutte économique syndicale, dans laquelle le prolétariat italien avait des traditions puissantes, se ralluma partout sans tarder, mais l'on ne pourrait pas expliquer la vivacité avec laquelle cette lutte économique explosa si l'on ne tenait pas compte du facteur politique constitué par la très vive opposition que le prolétariat dans sa totalité, plus énergiquement même que son propre parti dont nous avons mis en lumière les indécisions et les hésitations, avait conduit contre la guerre, et par sa décision de faire peser toute la responsabilité des conséquences de cette guerre sur la classe dominante dans un élan beaucoup plus vaste qu'il aurait été s'il n'avait été question que de simples revendications de concessions réformistes à l'échelle immédiate. En réalité, c'était toute la classe ouvrière qui sentait que le moment était venu, une fois les fantômes de la guerre dissipés, de poser pleinement l'anxieux problème du changement radical des bases de la société et les masses se trouvaient de fait sur le terrain où, parmi des difficultés infinies, l'aile la plus décidée de son organisation politique avait su les placer. Leur mouvement fut spontané, bien orchestré d'un bout à l'autre du pays, dans les villes comme dans les campagnes, et toutes les catégories de la bourgeoisie tremblèrent devant la poussée prolétarienne qui commençait.

Si l'on devait faire ici l'histoire de la lutte de classe en Italie immédiatement après la fin de la première guerre mondiale, au lieu de faire l'histoire du seul courant de la gauche, le tableau à peindre serait immense tant les mouvements furent vastes, nombreux et fréquents, tant les conquêtes, les vagues des forces en lutte, le redémarrage des luttes après chaque pause furent fréquents et impatients. On ne cria pas seulement : *Du pain* ou *justice économique*, mais l'on cria : *À bas la guerre, et ruine à la bourgeoisie qui l'a voulue*, dans tous les épisodes même restreints, locaux, ou, comme on dit aujourd'hui vulgairement, sectoriels.

Nous pouvons introduire ce sujet sur le plan historique des faits en prenant pour point de départ une publication : *Naples entre l'après-guerre et le fascisme* de R. Colapietra (Milan, Institut Feltrinelli, 1962) qui est surtout un ouvrage fait de morceaux empruntés mais qui a utilement puisé des matériaux partout de telle façon que nous en trouvons de nombreux parfaitement appropriés à l'exposition de notre thèse.

L'auteur du livre en question a surtout suivi les collections des journaux de Naples de l'époque, mais parmi toutes celles-ci - de toutes les couleurs politiques - il a été en possession de la collection de l'hebdomadaire socialiste « Il Soviet » qui, comme on le sait, fut ensuite l'organe de la Fraction Communiste Abstentionniste du parti qui était organisée en de nombreuses parties de l'Italie. L'hebdomadaire sortit immédiatement après la guerre, pour être précis le 22 décembre 1918. Le vieil hebdomadaire de la fédération était, comme nous avons eu l'occasion de le rappeler, « Il Socialista », mais l'on était à la recherche d'un titre qui aurait mieux exprimé l'adhésion de tout le mouvement de Naples aux thèses de la tendance révolutionnaire quand, au

milieu des applaudissements de tous, un camarade (qui ne rejoignit pas ensuite la fraction extrémiste) s'exclama : « Comment hésiter ? : Il Soviet! ».

Avant l'histoire des temps de guerre, nous avons déjà parlé du mouvement socialiste à Naples et de la très vive lutte en son sein contre la lamentable misère du courant ultra-opportuniste des « bloccardistes » et des philo-francs-maçons. Ces derniers avaient été battus au congrès d'Ancône en 1914 ; mais, comme nous l'avons noté, le bloc dont faisaient partie les socialistes alors en dehors du parti avait remporté avec éclat les élections communales contre le « faisceau » des cléricaux modérés, et ce n'est pas le moment de revenir sur l'histoire complexe de la guerre et de la division de sa fraction « socialiste » en interventionnistes et rares neutralistes. L'auteur du livre que nous utilisons rappelle aussi ces épisodes précédents et, dans une note, il cite un article de notre « Soviet » dont le titre était : *Le socialisme bloccardiste dégénéré* ; il parut dans le numéro inaugural. Le remerciant de la citation, nous la recopions :

« On laissa croire que le socialisme se résumait dans la bonne administration d'une ville ou d'une province ; dans la solution de mille petits problèmes concrets, dans la défense de l'honnêteté telle qu'elle est comprise par le code bourgeois et dans la lutte contre les voleurs. Cette manie des questions morales [*ici l'étrange historien d'aujourd'hui place un sic, pour montrer sa stupeur de voir que toute question morale ne serait pas irréprochable !*] conduisait à accrédi-ter la méthode de la collaboration avec les bourgeois *honnêtes*, comme si ces derniers n'étaient pas pareillement des exploiters authentiques du prolétariat... Un trait caractéristique de la situation napolitaine fut cependant toujours celui-ci : alors qu'ailleurs les réformistes ne firent jamais mystère de leur nature, ici chez nous la tendance au compromis la plus effrontée ne se séparait jamais de la *mise en scène* révolutionnaire pour tout ce qui regardait l'exubérance extérieure du tempérament et du geste ... Le bloc parténopéen a donc pour nous la valeur d'un épisode instructif ».

Et en effet le sabbat opportuniste à Naples avant la première guerre mondiale fut utile à la lutte qui se poursuivit jusqu'en 1914 et qui permit de ramener le parti socialiste sur des positions de classe qui lui évitèrent la ruine totale quand la seconde Internationale s'est dissoute dans le social-chauvinisme ; et les exemples rappelés dans ce passage vieux de 45 années peuvent servir à se garder des marionnettes du type « faussement de gauche » qui, de temps en temps, réapparaissent, alors que la juste position du problème syndical dans une phase d'activité ardente telle que l'année 1919 le fut pour l'Italie est encore utile aujourd'hui pour liquider certaines déviations du marxisme de la même façon qu'alors la voie juste fut trouvée en faisant son trésor des luttes précédentes contre le syndicalisme a-partitiste et « immédiatiste ».

Dans l'historique dont nous nous servons comme travail utile de témoignage documentaire il est important de relever que l'auteur, évidemment un type « centriste » et « anti-gauche » - et, justement pour cela, historien non « suspect » - tout en reprenant la critique adressée alors et ensuite au mouvement du « Soviet » et de la gauche (que quelques imbéciles aiment appeler *napolitaine*) selon laquelle elle aurait été incapable de sortir de la théorie abstraite pour se rapprocher des masses en mouvement, reconnaît cependant que ce mouvement a donné vie en 1919 à « un déploiement syndical massif », il définit même celui-ci comme *son œuvre exclusive*. Il rappelle que le siège du « Soviet » était à la Chambre du travail (plus exactement il était dans les locaux de la Fédération de la métallurgie autour de laquelle la Chambre confédérée naquit sur les ruines de la « Bourse du travail » syndicaliste et bloccardiste) et il passe en revue les ligues de métier et les noms de leurs organisateurs qui politiquement se situaient justement autour du fort groupe politique du « Soviet ». Ce fut donc tout naturellement que la juste tactique syndicale des Russes et de Lénine (avec lesquels on n'avait encore aucun lien) fut acceptée en Italie dans les rangs des plus révolutionnaires ; selon cette tactique on devait travailler dans la Confédération et non la scinder, même si elle était dirigée par des réformistes et si la partie technique des grèves était tenue en main par les Buozzi et les Colombino avec lesquels on se colletait chaque jour dans le parti.

Notre narrateur ne manque pas, il est vrai, de rendre responsable le groupe du « Soviet » de la défaite syndicale de la mémorable grève de la métallurgie du printemps 1919, sans voir que la tradition de ces 50 jours de lutte acharnée reste une page glorieuse et une confirmation de tout ce que la gauche communiste soutenait au sujet de la nécessité de la scission du parti et de la fondation du parti communiste pour laquelle on lutta jusqu'à Livourne en 1921.

Mais nous tenons ici à citer la référence de Colapietra à la vaste activité que le groupe du « Soviet », alors qu'il se plaçait à l'avant-garde du parti révolutionnaire, conduisit dès le premier jour dans le domaine de la lutte économique prolétarienne. Colapietra fait une critique de la méthode de la gauche, en disant d'un côté à juste raison qu'elle visait à forger un parti sévèrement sélectionné qui fût l'avant-garde et l'état-major de la révolution, mais de l'autre en objectant que la gauche ne clarifiait pas comment on ferait la révolution. C'est vrai : encore aujourd'hui nous admettons ne pas posséder de recette pour la faire, ni même pour *construire* un tel parti ; il est vrai que la révolution est un résultat de la crise du système capitaliste et « l'important est que ce résultat ne frappe pas le parti politique dans un état d'impréparation ». Il est de fait que, dans le premier après-guerre, le parti n'était pas préparé et après la seconde guerre il avait carrément disparu, ou même il était devenu un agent de la contre-révolution. Si ceci prouve que les membres de la gauche étaient des crétins, eh bien nous préférons accepter cet adjectif plutôt que de nous mettre nous aussi à la chasse de recettes (la toute première étant de *reconnaître ses propres erreurs*) pour rattraper le succès qui nous a tourné le dos.

Monsieur Colapietra voudra bien nous excuser si nous le prenons comme témoin historique et si nous le négligeons complètement comme critique. Nous le remercions cependant encore une fois pour une autre citation, toujours tirée du premier numéro du « Soviet ». Elle sert à établir notre position vis-à-vis de celle de Bombacci en faveur de l'assemblée constituante que les bolcheviks avaient déjà liquidée. Voici le passage :

« La révolution socialiste se réalisera quand le pouvoir politique sera dans les mains des travailleurs, non seulement parce que les travailleurs sont la majorité mais parce qu'on empêchera toute ingérence de la minorité bourgeoise dans la formation des organes de pouvoir ».

Le texte relate ensuite qu'une large réunion méridionale eut lieu où le même Bombacci intervint. Les camarades du « Soviet » présentent (29 décembre 1918) un ordre du jour - sur lequel nous reviendrons plus avant - pour l'abstention absolue dans les luttes électorales ; celui-ci, malgré les quelques camarades peu nombreux qui soutenaient Bombacci, fut adopté à l'unanimité moins la voix de la section d'Avellino. Une série d'articles suit dans « Il Soviet », voici leurs titres : *Équivoques et pièges du réformisme* ; *L'illusion électoraliste* ; *L'inutilité du parlement*. Le 17 mars 1919 la section prend une position tranchée pour qu'un congrès du parti décide l'abstention dans les luttes électorales pour consacrer toutes ses forces à la propagande. Notre texte dit que la formule est faible mais il en donne une explication qui n'est pas mauvaise. Il était prévisible que la nouvelle praxis abstentionniste soulevât les objections d'anarchisme, de syndicalisme, d'*économisme*. Il y avait eu la polémique du périodique confédéral ultra-droitier « Battaglie sindacali », et comme à son habitude la Confédération tentait d'y écraser le parti. Mais le groupe du « Soviet », s'il est contre les élections, est pour la *politisation* et pour l'accroissement de la puissance du parti. Et ici une autre citation est utile :

« Abattre le pouvoir bourgeois n'est pas possible sans abattre ses organes, parmi lesquels avant tout l'assemblée législative. Entre d'un côté la conquête révolutionnaire du pouvoir de la part du prolétariat, au moyen de l'action de son organe politique qui est le parti socialiste, et de l'autre la fonction électorale, il y a une antithèse irréductible : l'une exclut l'autre ».

Nous ne sommes pas encore arrivés au moment de faire l'histoire de la fraction abstentionniste, mais ce que maintenant nous tenons à montrer c'est que les socialistes de

gauche et les abstentionnistes étaient au premier rang dans la lutte syndicale sur la meilleure position marxiste et même « léniniste ». Nous relevons seulement un autre fait sur la question des élections : au congrès régional socialiste du 20 avril 1919 qui appela l'attention générale de la presse bourgeoise (*satisfaite*, selon notre brave chroniqueur), il y eut : 274 voix pour la motion abstentionniste, 81 pour l'ordre du jour pur et simple et 58 abstentions.

Un autre fait est plus intéressant : notre auteur relie hostilité du « Soviet » envers les *économistes* (ou syndicalistes réformistes) de « Battaglie sindacali » à une remarque sagace sur le désaccord, déjà alors clairement établi, avec l'« Ordine Nuovo » de Turin (Une autre fois nous avons rappelé et nous rappellerons encore le « salut » très réservé du « Soviet » à la sortie de l'« Ordine Nuovo » et la mise en garde contre la manie des « problèmes concrets », vieille Circé du pire des réformismes). Mais voici une autre bonne citation :

« Le soviétisme n'est pas un fatras de syndicats - dit le « Soviet » du 15 avril 1919 - . Dans la période révolutionnaire et dans l'ordre communiste, le syndicat a sa place, toute autre que prééminente ; mais le caractère de l'organe soviétique est politique... Le déroulement révolutionnaire écarte les positions de l'ouvriérisme réformiste comme celles du syndicalisme. Et il confie à l'action politique de la classe ouvrière la praxis de la révolution ».

À cette époque peu de gens en Italie avaient compris ce qu'étaient les Soviets russes ; ou ils les prenaient à tort pour une nouvelle formule miraculeuse d'organisation, retombant dans l'erreur surannée circulant aujourd'hui encore dans certaines petites feuilles *immédiatistes* et qui consiste à croire que la lutte de classe est un fait économique et non politique.

Nous sommes ici en train de montrer avec une série de faits tirés de la chronique historique, qu'il est bon d'aller chercher chez d'autres témoins, certaines thèses dialectiques extrêmes qui dans leur formulation théorique peuvent ne pas être immédiatement digestibles : le Parti est plus révolutionnaire que le syndicat. Le Parti politique est plus proche de la classe que ne l'est le syndicat. Le Parti est le véritable organe de la dictature du prolétariat, et non le syndicat, ou tout autre organe économique, et *non le Soviet*, qui pourrait tomber aux mains des opportunistes petits bourgeois, cas où l'on devrait lui nier tout pouvoir (Lénine). Scission des partis socialistes traditionnels pour former le parti communiste apte à la dictature. Et - en toute cohérence - travail dans les syndicats en toute situation comme premier devoir du parti. Pas de postulat sur la scission des syndicats, mais travail même dans ceux qui sont dominés par les réformistes et les traîtres. Participation active aux grèves, en parlant chaque jour aux masses de politique, de prise de pouvoir, de dictature et de démolition du parlementarisme bourgeois. Sur ce point Lénine n'était pas en désaccord avec nous, si ce n'est qu'il voulait nous faire travailler *dans le Parlement* pour causer la ruine *du Parlement*. Nous dûmes à Lénine que nous ne le comprenions pas : si cela était dû au fait que nous étions des crétins, eh bien, que se présente non pas celui qui l'a compris, mais celui qui a appliqué ses consignes, et qu'il nous montre ces Parlements réduits en lambeaux !

Nous suivrons encore un peu notre source pour montrer que les relations dialectiques entre ce groupe de propositions - les thèses que nous venons d'énoncer - sont en parfaite concordance avec ces messieurs les *faits*. Cependant il y a une autre citation du « Soviet » qui nous plaît bien, son thème, qu'on nous le pardonne, est la politique pure. Il s'agit d'une citation d'un camarade qui est encore notre doyen, ce passage nous sert à montrer qu'il y a longtemps que nous détestons cordialement le plus fétide de tous les capitalismes : le capitalisme des États Unis. La presse de 1919 avait déjà excité une rivalité entre l'Italie et la Yougoslavie, comme du reste même les « communistes » philo-russes le firent en ce récent après-guerre lors de leur lune de miel avec Belgrade. Voici le passage en question :

« La question adriatique n'est qu'un conflit d'appétits entre la bourgeoisie italienne et la bourgeoisie yougoslave ... Pour nous la question nationale n'a aucune signification ni aucune importance... Le prolétariat ne doit pas s'intéresser à cet individu [le Président américain

Wilson] si ce n'est dans la mesure où il est, en tant que représentant authentique de la bourgeoisie la plus authentique, un adversaire à combattre et de plus un adversaire dangereux ».

Ces mots sont une gifle au visage des semi-jeunes et des semi-vieux qui durant la seconde guerre mondiale idolâtrèrent l'Amérique capitaliste, puis la vitupérèrent, et peu à peu se mirent à fraterniser dignement avec elle jusqu'à la stupide accolade entre les « K.K. », immédiatement retransmise par Telstar ou par « fil direct ».

Mais venons-en aux grandes grèves. Lors d'une première grande épreuve de force des métallurgistes du 18 janvier au 2 mars les industriels avaient dû capituler en concédant quelques avantages matériels aux ouvriers napolitains extrêmement mal payés. Mais il faut en relever les épisodes politiques. Le 23 janvier une grande assemblée commémore les prolétaires morts à la guerre au théâtre San Ferdinando. Les orateurs du « Soviet » proposent un vote en faveur de la république socialiste et de la dictature du prolétariat. La foule les acclame et en se dispersant dans les rues elle se heurte à la police. À Torre Annunziata, la grève générale est proclamée ; à Naples un meeting de protestation réunit 15.000 métallurgistes. La presse bourgeoise crache son venin ; les patrons déclarent le lock-out le 10 mars, mais le 11, après un meeting colossal sur la vieille place Santo Aniello, Buozzi se rend chez le préfet et le lock-out est annulé.

En mai 1919, la nouvelle grève colossale de 40.000 métallurgistes commence à l'ILVA de Pozzuoli, et les revendications sont comme d'habitude : salaires minimums, règlements intérieurs, annulation des licenciements. Le 19 mai Buozzi se rend sur place, mais il est sifflé par la masse. Il repart pour Rome et signe un compromis avec l'ILVA. Le 29 mai un autre immense meeting a lieu place Santa Aniello. Sur proposition des membres du groupe du « Soviet », le compromis signé par Buozzi est repoussé. Le 2 juin les métallurgistes, dans quatre grands meetings, votent la grève générale, mais la Chambre du travail la suspend parce que la firme Amstrong se déclare disposée à traiter. Dans le référendum sur la poursuite de la grève, sur 13.000 votants, seule une cinquantaine votent contre !

Le 12 juin, dans une situation défavorable due aux conditions de crise de l'industrie qui manquait de charbon et de minerai de fer, après 45 jours de lutte à l'ILVA, 36 jours de tous les métallurgistes et 6 jours de grève générale et après que, comme c'est la norme, les députés opportunistes, d'abord sifflés, avaient pu apparaître dans les meetings et offrir leur médiation, Buozzi devait suer sang et eau pour rendre l'accord moins ruineux. Les journaux bourgeois purent alors ironiser sur les trois millions de journées perdues, mais les ouvriers ne restèrent pas humiliés parce qu'ils s'étaient majoritairement convaincus que la lutte devait devenir générale et politique. La cherté croissante de la vie fut à l'origine de mouvements et de désordres à Naples et dans les villes voisines (comme dans toute l'Italie) pendant le mois de juillet. Le mouvement fut violent mais désordonné et les opportunistes tentèrent de le prendre en main ; le 13 juillet ils cherchèrent à nous enlever la Chambre du Travail, mais ils furent battus avec seulement 436 voix contre 5.687 aux socialistes. Notre chroniqueur trouve vain, en cette phase, un commentaire du « Soviet » : « La solution de la très grave crise économique actuelle ne peut être donnée par les actuels instituts politiques, mais seulement et directement par la classe travailleuse au moyen de la prise du pouvoir politique ». Ceci serait du délire abstentionniste ! Entre temps la grève générale d'appui à la Russie du 20 et 21 juillet 1919 dans toute l'Italie et l'Europe n'avait pas eu beaucoup de succès, et il n'est pas étrange que nous, socialistes de gauche, en déduisîmes que le prolétariat avait besoin d'un organe de direction bien plus efficace ; cela signifiait demander la scission du parti socialiste.

Entre-temps on se dirigeait vers le congrès socialiste de Bologne d'octobre 1919 dont nous devons traiter plus particulièrement. Le congrès régional de Naples se tint le 14 septembre. Les abstentionnistes y furent vainqueurs, mais notre texte se contente d'écrire qu'il y eut une très forte opposition (il ne donne pas les chiffres) et il montre beaucoup de zèle à chercher de montrer que dans le « Soviet » on ne parlait pas de scission du parti mais seulement d'abstentionnisme. Nous prouverons que ce n'est pas vrai (même Lénine le savait lui qui avait une connaissance directe du périodique) mais nous ne pouvons pas ne pas saisir ce précieux aveu : cette très forte opposition qui se déclarait « électionniste », pour se battre contre nous,

ceux du « Soviet », avait accepté le préalable de « proposer au congrès l'incompatibilité de ceux qui nient l'utilisation de la violence et de la dictature du prolétariat avec leur maintien dans le parti ». Comme nous le prouverons en un autre point, la fraction abstentionniste à Bologne donna à la scission du parti une importance encore plus grande que la tactique abstentionniste ; mais les fameux « électionnistes maximalistes » ne voulurent pas l'entendre de cette oreille (« Ordine Nuovo » inclus).

Une des thèses préférées du compilateur de tous ces textes est que le groupe du « Soviet » ne fit qu'accumuler des erreurs énormes en manière de tactique alors que ses énonciations démontraient une juste et puissante vision historique. Les imbéciles peuvent-ils avoir une vision prophétique du futur historique ? S'il en est ainsi, nous avons trouvé une autre raison pour nous trouver bien dans les rangs des imbéciles.

Cependant nous nous servirons encore d'une citation. Le 4 janvier 1920, à brève distance des élections générales et de l'apparition sur la scène du nouveau parti populaire (d'abord catholique ou clérical, puis démocrate chrétien), le « Soviet » écrit :

« Le pouvoir pourra passer dans les mains d'un vaste parti ou agrégat social-réformiste, formé, plutôt que des restes impuissants du parti radical et du socialisme autonome, par le parti populaire - qui est une nouvelle démocratie à mille lieues du programme antédiluvien de restauration théocratique - et par une partie des forces encadrées actuellement par notre parti. Ce parti est l'adversaire de demain ».

Le texte de la chronique attribue un grand sens historique aux gens qui écrivaient dans le « Soviet », et il relève aussi que l'allusion à « une partie de notre parti » peut se rapporter au groupe de l'« Ordine Nuovo ». Mais nous ne sommes pas d'accord avec sa comparaison. N'y a-t-il pas dans ce jugement datant de 43 ans sur le parti catholique une prophétie de la honte de 1963 et de la politique de l'« ouverture à gauche » dans laquelle convergent les démocrates chrétiens, les socialistes réformistes et les partis dégénérés du mouvement communiste d'après-guerre ?

Le chroniqueur rapporte également des passages où nous critiquions l'« Ordine Nuovo »:

« Soutenir que les conseils ouvriers, avant même la chute de la bourgeoisie, sont déjà des organes, non seulement de lutte politique, mais de préparation économique-technique du système communiste, est un pur et simple retour au gradualisme socialiste. Ce dernier, qu'on l'appelle réformiste ou syndicaliste, est défini par l'erreur selon laquelle le prolétariat pourrait s'émanciper en gagnant du terrain dans les rapports économiques alors que le capitalisme détient encore, avec l'État, le pouvoir politique ».

D'autre part :

« C'est seulement jusqu'à un certain point que l'on peut voir le germe des Soviets dans les commissions internes d'usine. Ou mieux, nous pensons que ces dernières sont destinées à engendrer les conseils de fabrique chargés d'attributions techniques et disciplinaires durant et après la socialisation de l'usine elle-même, s'il reste bien clair que le Soviet politique des citoyens pourra être élu de la façon la plus commode et probablement dans des élections guère différentes de celles actuelles au moyen des bureaux de vote ».

Les passages sont cités à propos de la polémique avec Misiano. Celui-ci ne nous intéresse ici que dans la mesure où il avait apporté, de retour d'Allemagne, des nouvelles de la scission entre le parti communiste et le parti communiste ouvrier, et de la condamnation de ce dernier par Lénine ; ce parti communiste ouvrier n'acceptait ni les élections au Parlement ni le travail dans les syndicats « jaunes ». Nous, membres de la gauche, clarifiâmes que les deux points n'avaient pas la même importance et que le K.A.P.D. allemand se trompait dans la

question syndicale et qu'il s'opposait aux principes marxistes. Il n'était donc pas juste que Misiano et même Lénine identifiaient les *kaapédistes* et les *tribunistes* hollandais avec nous, les marxistes de gauche italiens. Ici notre narrateur est efficace. Misiano énonce ce qui (selon lui) est un postulat fondamental : « La tactique varie selon les situations contingentes particulières ». Et le « Soviet » *bondit* : « Telle a été l'erreur de la Deuxième Internationale, mais cela ne doit pas être l'erreur de la Troisième. Pour les communistes, principes et tactiques forment un tout ».

Aujourd'hui, en 1963, il n'est pas difficile de tirer les conclusions. La Troisième Internationale a connu la même fin que la Deuxième. En disant cela nous n'épuisons pas le thème de la tactique et des principes que nous avons souvent et amplement développé. Tous les membres du parti doivent être liés tant par les thèses de principes que par les thèses de tactique, et ni les unes ni les autres ne doivent être improvisées sous le prétexte de nouveaux *tournants*.

Étant donné que nous devons dire beaucoup au sujet de la Russie, de l'Allemagne et de la Troisième Internationale, il conviendra de revenir à Naples avec quelques autres épisodes qui éclairent les dynamiques de l'action syndicale communiste. Prenons acte d'un autre compliment à la solidité du regard historique de la gauche en citant le passage suivant : « En Italie la tradition parlementaire est solidement constituée depuis longtemps et enracinée dans les consciences et dans les habitudes du prolétariat lui-même, à la différence de la Russie où il a été possible de convoquer des élections pour la Constituante et de dissoudre cette dernière par la force. Ici, chez nous, la préparation doit être bien plus longue et plus complexe ». Il s'agissait d'un rapport destiné à Moscou, et il manquait en 1920 cette autre bonne raison : même les vingt années du règne de Mussolini n'ont pas pu déraciner le vice puant de l'électoratisme...

Il y eut de nouveaux mouvements syndicaux au début de 1920. Le 24 mars 1920, aux usines Miani et Silvestri, le sang coula pour expulser les ouvriers qui tenaient entre leurs mains les lieux et qui y avaient hissé le drapeau rouge. Au moyen d'un vil stratagème, après avoir laissé passer des parlementaires avec un sauf-conduit et un brancard avec un blessé grave, les carabiniers firent irruption et mirent les rebelles dehors par la force ; ces derniers sortirent de l'usine entre deux cordons de soldats que les femmes des ouvriers, retenues au moyen des baïonnettes, insultaient. Le soir à la Chambre du Travail, chacun frémissait d'indignation. Notre chroniqueur ridiculise en le taxant de doctrinaire et d'inopportun un ordre du jour des membres adultes et jeunes de la gauche parce qu'il disait : « Nous souhaitons la conquête prochaine des instruments de production de la part du prolétariat à travers la conquête de sa dictature politique et du système soviétiste ». Mais n'était-ce pas justement la leçon à tirer de ce tragique épisode, après avoir eu l'illusion que l'on pouvait prendre l'usine sans avoir pris, pour le briser, l'État des carabiniers et des soldats au service de la tyrannie patronale ?

Le véritable épisode important de cette soirée fut cependant autre, et il nous permet de bien clore l'exposition de notre thème sur l'action du parti dans le syndicat. La masse des milliers de travailleurs hurlait : Grève générale ! On nous objecta que les membres du Conseil général des ligues ainsi que ceux de la commission exécutive n'étaient pas présents. Et alors ? avons-nous répondu. N'y a-t-il pas des militants révolutionnaires membres du parti socialiste ? Ne sommes-nous pas ici des ouvriers révolutionnaires de toutes les catégories et de toutes les usines ? Décidons la grève et distribuons les piquets de grève.

La matinée suivante, sans avoir il est vrai respecté totalement la *constitutionnalité*, Naples était toute arrêtée !

Doctrinarisme ou méthode pratique de combattre en plaçant le parti à sa place : *à la tête* du prolétariat ?

Trente années avaient passé et à l'endroit même où nous fîmes alors partie d'un piquet de grève, nous demandâmes à un cheminot : Vous faites grève aujourd'hui ? Celui-ci leva les bras et nous dit : *On attend des instructions*. Phrase digne de l'époque fasciste et du fait que le fascisme, avec le « nouveau risorgimento » des renégats, s'est consolidé au pouvoir.

24. L'« APRÈS-GUERRE » ÉCLATE.

Une fois terminée ce que nous pouvons appeler non pas une digression mais une anticipation non inutile, venons-en au thème de l'après-guerre en Italie.

À la date « fatidique » du 4 novembre 1918, l'armistice fut signé avec l'Autriche et les hostilités cessèrent sur le front italien.

Évidemment, pendant de nombreux mois les structures de guerre restèrent en place, et parmi celles-ci la censure politico-militaire sur la presse ; cependant le mouvement de la classe ouvrière et de son parti socialiste, qui avait déjà dû s'occuper selon ses possibilités des perspectives de l'après-guerre et des fameux problèmes de la paix, entra subitement et avec ardeur en activité, non sans cependant montrer des incertitudes et des contradictions importantes. Notre courant de l'extrême-gauche du parti avait alors une vision bien nette et bien claire de ses tâches et elles les avaient à chaque occasion (que l'on repense à ce que nous avons rappelé sur la réunion de Rome de février 1917) développées et opposées à toutes les positions banales pour lesquelles la date de la paix était seulement l'occasion d'une grande joie et d'une grande fête. Le chemin de la ruine et de la honte actuelles du prolétariat italien est pavé d'une multitudes de fêtes de ce genre depuis la fête de la fin du fascisme.

Certes les places exultèrent dans les premiers jours de novembre, non pas parce que l'on célébrait la victoire nationale de la bourgeoisie, mais parce que nous, prolétaires et socialistes, descendîmes sur les places illuminées pour crier au visage des responsables et des bénéficiaires de la guerre que l'heure de rendre des comptes avait sonné.

La droite nationaliste et bourgeoise nous rendait bien notre haine et nous craignait, même si pour un moment elle dut taire son insolence. Deux forces ennemies, deux armées de classe, se mesuraient pour la guerre sociale que tous sentaient menaçante. Pour les révolutionnaires, pas pour les révolutionnaires pour rire, il ne s'agissait pas d'exulter ni de se moquer de l'adversaire, mais de bien étudier et de bien juger les coups à lui asséner afin de le laisser mort sur le sol comme il l'espérait pour nous.

Nous n'écrivons certes pas un pesant journal au jour le jour, mais le premier événement connu que nous avons sous les yeux est une manœuvre du camp ennemi suivie d'une digne riposte du nôtre, d'une critique que nous développerons durant tout le cours historique ; critique qui n'est pas une critique posthume et commode à de nombreuses années de distance mais qui prouve comment nous l'avons formulée dans le feu des événements.

13 novembre 1918. Les antisocialistes, c'est-à-dire les partisans de l'intervention et de la guerre, qui avaient à différentes reprises craint la défaite, mais qui désormais ne voulaient pas renoncer à l'exploitation de la victoire, organisèrent une campagne contre certaines administrations locales de tendance socialiste parmi lesquelles les villes de Milan et Bologne. Le lecteur qui a suivi notre récit sommaire mais sérieux se rappellera que ces organismes étaient dans les mains de la droite du parti, qu'ils n'avaient pas péché par excès d'anti-bellicisme et que plusieurs fois nous les avons réprimandés pour avoir été trop indulgents avec la bourgeoisie et même pour lui avoir tendu une main amicale afin de l'aider à panser ses blessures de guerre et, encore pire, l'exaspération des blessures que sa guerre avait apportées aux chairs prolétariennes.

Mais la bourgeoisie dominante et politicarde, particulièrement quand elle part en campagne pour la démocratie mondiale, oublie toute gratitude et elle aurait volontiers écrasé ses serviteurs naïfs. Elle préparait déjà secrètement ses incursions, ses expéditions punitives contre la presse, les organes et les locaux rouges, et nous fûmes peu alors à dire que le seul remède apte à déjouer ses mauvais desseins n'était pas d'invoquer la liberté mais de préparer *nos* propres expéditions punitives et incursions armées pour l'abattre ; et cela non pas pour venger six cents mille prolétaires assassinés à la guerre, mais pour sauver les générations et l'humanité future d'autres guerres capitalistes. La révolution est un moyen sérieux ; la vengeance est un objectif idiot.

Le manifeste que nous citons fut lancé après les manifestations ouvrières contre les interventionnistes qui nous avaient « provoqués » lors de leurs campagnes menées contre les municipalités socialistes. Naturellement, dès ces premières manifestations il fut facile à la presse à sensation de commencer sa campagne de dénonciation contre *nos* provocations ; en effet, quand les masses qui protestaient rencontraient de jeunes patriotes qui exhibaient des insignes

militaires ou même quelques médailles, ces derniers étaient sifflés, pris à partie et de rudes mains giflaient le visage de ces héros vrais ou faux. C'est alors que la stupide histoire de savoir *qui* avait provoqué l'autre commença ; elle n'est pas encore close. La tactique marxiste en cette matière est limpide : mieux vaut être les provocateurs que les provoqués.

Le manifeste est signé par Caldara, maire de Milan, Mariani, pour la Chambre du Travail, Interlenghi, pour la section socialiste, Repossi, pour la Direction du parti, d'Aragona, pour la Confédération, Turati et autres pour le Groupe parlementaire. Le bref *prologue* fait appel aux formes *civiles* de la lutte (c'est-à-dire à celles qui désavouent la guerre civile que nous étions impatients de substituer à la guerre militaire) ; il fait appel au « sérieux, à la conscience et à la force organisée » en dehors de toutes « violences inutiles », et, tout en saluant les premiers symptômes de développement des « germes semés il y a un demi-siècle par les maîtres du socialisme », il se faisait l'écho des thèmes de la propagande de l'Entente en parlant de l'effondrement en Europe des « survivances impériales, féodales, autoritaires et réactionnaires ».

Mais les signatures seules justifiaient une de nos critiques de base, faite avant, pendant et après la guerre. C'est le parti, et le parti seul, qui doit conduire ces actions de lutte politique ; députés et bonzes confédérés ne doivent pas donner mais *recevoir* des consignes d'action.

Cependant, le texte en question n'est pas purement défensif dans le sens pleurnichard ; au contraire, c'est la première tentative de rédiger une liste des conquêtes pour lesquelles le prolétariat, une fois la guerre finie, est invité à lutter.

Dans un autre document que nous allons voir immédiatement, on tente de classer les revendications en revendications « maximales » et revendications « minimales », tout en ne sachant pas bien spécifier quelles sont celles qui sont « immédiates ». Nous trouvons ici des formules qui se veulent des formules de principe et qui sont en fait impropres comme par exemple : « à tout travailleur le fruit intégral de son travail » - d'autres liées à l'époque de l'après-guerre et donc de caractère contingent comme : restauration de toutes les libertés ; abolition de la censure, amnistie - d'autres pacifistes : désarmement total et permanent, autodétermination des peuples, retraits des corps expéditionnaires de Russie, suppression des barrières douanières - d'autres très vagues ayant trait à l'économie intérieure comme le contrôle ouvrier sur les usines, la terre et les travaux publics confiés à des coopératives - d'autres très confuses de politique intérieure : abolition de tout pouvoir arbitraire dans la direction suprême de l'État (la monarchie ?), suffrage universel, etc. Nous n'avons pas donné la liste dans l'ordre et nous faisons grâce au lecteur des huit heures, de l'impôt progressif, de la confiscation des profits de guerre.

On n'avait pas pensé à une formule simple : un affrontement entre les forces politiques bourgeoises et les forces politiques prolétariennes succède à la guerre - on se sortira bien de cet affrontement si l'on s'organise pour l'action violente sans oublier que la seule défensive est l'offensive. Tout ce fatras sur ce sujet provient du désir de concilier des formules qui plaisent au révolutionnaire véritable (et à Milan il n'en manquait pas), au député et à l'organisateur de droite. La première *entrave* (1) aux pieds de la classe ouvrière italienne était la fausse unité du parti qui, dans cette ville, ne peut même pas revendiquer sa totale opposition à la guerre et à la concorde nationale.

Aux manifestations du parti, toujours de caractère hybride, précéda celle de la vigilante Confédération du Travail. Cette dernière en effet se réunit en conseil de direction le 30 novembre sans la présence de membres du parti et d'autres de ses organes qui n'avaient pas été invités. Le préambule, avant de se réclamer des principes de la lutte de classe et du socialisme international, rappelle... les larges promesses faites par les classes dominantes au prolétariat pour *le pousser* aux plus grands sacrifices, la lutte de classe se réduisant ainsi à une location de sang prolétarien, sur lequel du reste la « nation » avait des droits sacrés, et *gratis*. Pour cette raison on invite le prolétariat à être vigilant et à faire pression pour obtenir un *programme de réformes immédiates*. La liste n'est guère différente de celle du document de Milan : il ne s'agit donc pas de révolution mais de réformes radicales et immédiates.

En tête, il en figure une bien bonne : Convocation de la Constituante !! Puis vient la fameuse abolition de tout pouvoir arbitraire, c'est-à-dire la question institutionnelle de la

république ; mais le mot république était un piège car s'agissait-il d'une république socialiste ou bourgeoise ?

À la liste désordonnée que nous avons auparavant exposée, on a ajouté un alinéa vraiment brillant. En de récentes occasions nous avons défini la revendication social-réformiste de 1919 qui suit comme équivalente aux revendications fascistes-hitlériennes de 1922 et 1933 et aux revendications khrouchtchéviennes de 1962. Écoutez-la et régalez-vous :

« Transfert des pouvoirs délibératifs, pour la partie technique des lois sociales et des règlements correspondants, du Parlement aux corps consultatifs syndicaux dûment transformés ».

Pour terminer on a placé un vieux truc des programmes minimums datant même de l'avant-guerre : école laïque pour le prolétariat. Aujourd'hui, en 1963, 45 années sont passées, avec l'ouverture à gauche nous avons fait un beau pas en avant : école au prolétariat de la démocratie catholique.

Voilà comment travaillent les partis progressistes ! Et la Constituante nous a déjà fait bénéficier d'un ordre moderne, civil et même miraculeux !

Il semble que le manifeste dont nous allons parler maintenant a été rédigé le 7 novembre, donc avant le texte que nous venons d'examiner. Mais on ne put le rendre public que le 7 décembre, et donc après la parution du précédent texte. Il émane de la Direction du P.S.I. à qui la Confédération du Travail, le Groupe parlementaire et la Lignes des Coopératives s'associent ! La conclusion est vraiment déconcertante. « La liberté est la condition nécessaire à un après-guerre qui ne soit pas exclusivement (?) exploité par la classe patronale. Ceux qui ont exploité la guerre veulent exploiter la paix et tentent de s'emparer de la domination de l'Etat... ». En fait ils tentaient de s'emparer de ce qu'ils avaient toujours eu. « Vous travailleurs, vous ne pouvez pas rester avec les mains liées. Adoptez le programme immédiat que vos organisations ont déjà préparé. Debout donc ! La guerre est finie. Reprenons le travail ».

Bien. Le parti donne son aval à un document que les organisations ont fait sans lui. Il ne dit même pas que « le fruit du travail » doit avoir une nouvelle destination, comme elles l'avaient dit auparavant même confusément.

C'est seulement dans l'« Avanti! » du 14 novembre 1918 que l'on trouve un compte rendu, bref, de la réunion de la Direction du parti qui se tint du 7 au 11. On doit tenir compte que la censure sur la presse était encore en vigueur et l'on voit la trace de 11 lignes censurées. Une partie importante de la discussion se réfère aux rapports internationaux. Elle n'apparaît pas satisfaisante quand elle traite du problème des rapports avec les partis de la Deuxième Internationale, notamment avec le parti français, souillé de la plus grave des trahisons, et avec le Bureau International de Bruxelles, depuis longtemps disqualifié par les socialistes révolutionnaires non seulement de Russie mais d'Italie. En revanche, on note l'importance de l'opposition résolue à l'annexion à l'Italie de territoires de nationalités slaves de l'ex-empire autrichien ainsi que du compte rendu de contacts avec des socialistes de ces régions pour une protestation commune contre les effets du sinistre pacte secret de Londres à propos du démembrement de l'Empire austro-hongrois en cas de victoire. Dans une première période le parti italien refuse de telles annexions alors réclamées par les nationalistes extrémistes qui se dissoudront ensuite dans le fascisme ; mais assez vite, peu avant le congrès imminent de la paix, Turati prononça la phrase promise à la notoriété dans laquelle il rejetait ce qu'il appelait la « paix couillonne ». Voici un autre symptôme de la fracture dans le parti : la Direction montra des faiblesses lors de ces premiers votes sur le problème de la reconstitution de l'Internationale alors que l'on était à quelques mois du premier congrès de la Troisième Internationale à Moscou dont Lénine avait déjà annoncé la naissance dans ses Thèses d'avril 1917.

L'ordre du jour politique est faible. Il semble que son objectif fût seulement d'adopter le programme « d'action politique immédiate » pour faire siennes les revendications que les autres organisations avaient avant lui mises en avant. En introduction à ce sujet, on avance la revendication de la République socialiste et de la Dictature prolétarienne, en précisant, de façon malheureuse, les « objectifs » en quatre points, après lesquels on revient aux autres quatre points du programme immédiat, ou *minimum* si l'on veut. C'est la première mention officielle du

« maximalisme » tant vanté, mot malheureux que dans un premier temps nous utilisâmes nous aussi pour signifier que l'on pensait être arrivé à un tournant historique dans lequel la lutte avait pour objet les conquêtes maximales, c'est-à-dire la prise révolutionnaire du pouvoir, en laissant de côté les conquêtes moins importantes que l'on pouvait obtenir même de la part du pouvoir bourgeois traditionnel avant sa chute.

Il est bon de rapporter ce document très faible :

« La Direction, dans sa mise au point d'un programme d'action politique immédiate, constate avant tout que désormais les éléments responsables de la situation présente cherchent à refaire leur réputation perdue en empruntant aux revendications prolétariennes certains postulats les plus connus qui aujourd'hui ne sont plus suffisants pour satisfaire les ardentes aspirations du prolétariat frappé par les maux de la guerre, désirant répondre au devoir de solidarité avec les socialistes de Russie et d'Allemagne et aspirant à l'émancipation internationale de sa classe ;

déclare donc que le Parti Socialiste, prêt à soutenir les revendications que les circonstances imposeront et qui seront réclamées par les organisations prolétariennes, se propose comme premier objectif *l'institution de la République Socialiste et la Dictature du prolétariat avec les objectifs suivants* :

1. Socialisation des moyens de production et d'échange (terre, mines, industrie, chemins de fer, navires) avec la gestion directe confiée aux paysans, aux ouvriers, aux mineurs, aux cheminots et aux marins ;
2. Distribution des produits exécutée exclusivement par la collectivité aux moyens des organismes communaux ou des coopératives ;
3. Abolition de la conscription militaire et désarmement universel à la suite de l'union de toutes les Républiques prolétariennes dans l'Internationale socialiste ;
4. Municipalisation des habitations civiles et du service hospitalier ; transformation de la bureaucratie, confiée à la gestion directe des employés ».

Et voici le programme immédiat :

1. Démobilisation immédiate de l'armée ;
2. Retrait immédiat des soldats hors de la Russie révolutionnaire ;
3. Droit des libertés fondamentales de la vie civile ;
4. Amnistie pour tous les condamnés pour crimes politiques et militaires.

Ce n'est pas le moment de consacrer des commentaires à ces quatre points *minimalistes*, nous nous arrêterons plutôt sur les quatre points appelés « objectifs » de la dictature prolétarienne.

Dans le premier point la « socialisation », qu'il est juste de placer *après* la conquête du pouvoir, est présentée avec une formule non marxiste mais corporative et « immédiatiste », c'est-à-dire comme la remise des moyens de production en gestion aux catégories économiques, jusqu'aux catégories burlesques des cheminots et des marins. Pendant des décennies et des décennies, Marx avait vainement indiqué, même pour les travailleurs de la terre, le danger de chantage qu'une partie de la société pourrait exercer sur la société prise dans sa totalité.

Dans le second point on fait appel pour la fonction de distribution à des organismes déjà existants et qui, de plus, sont aux mains des réformistes les plus vulgaires. La distinction entre programmes économiques immédiats et objectifs de la dictatures viendront plus loin. Pour le moment la confusion des idées est totale au sujet de la succession des étapes du programme. Dans un programme *maximum*, on doit en premier lieu trouver la doctrine qui doit être sauvegardée, et il faut affirmer que, dans un pays complètement embourgeoisé, le but de la dictature en matière de distribution des biens est l'abolition du mercantilisme et du monétarisme. Cependant, la mesure contingente pourrait être admise à la condition que le contrôle suprême du parti et des conseils politiques (Soviet) - auxquels, nous le montrerons, personne ou presque personne n'avait encore rien compris – soit sauvegardé.

Le troisième point se rapportait au problème de la conquête internationale du pouvoir, on y disait que cette conquête devait avoir lieu dans tous les pays pour passer pleinement à la socialisation économique ; mais, dans les phases antérieures, avant le désarmement universel vient l'armement militaire du prolétariat.

Le quatrième point dans sa première partie affirme un certain radicalisme quant à ce qui concerne la propriété immobilière urbaine (sujet complexe), mais il devient carrément puéril quand il parle de réforme de la bureaucratie : la dictature des ronds de cuir en cols blancs, peste de l'époque bourgeoise !

Le parti, officiellement dirigé par les *révolutionnaires*, une fois la guerre terminée, parle faux, trop tard et faiblement.

Notes :

(1) En français dans le texte (ndt).

25. PREMIERS PAS INCERTAINS DU PARTI ET VIGOUREUSES RÉACTIONS DE LA GAUCHE.

La Direction devrait convoquer le parti, et le parti *seul* ; mais il avance à l'aveuglette, et il convoque pour le 22 et le 23 décembre une autre de ces nombreuses réunions hybrides dans lesquelles le parti se laisse attaquer à fond par les socialistes de droite, ne sait pas réagir et accepte une proposition ... obscène sur la fameuse constituante du prolétariat !

Nous reporterons la motion votée, et à sa suite, pour établir que notre critique ne date pas seulement d'hier, un article décisif de commentaire du « Soviet » de Naples daté du 29 décembre 1918. Nous avons ainsi un cadre exact de la situation en Italie à la fin de la dernière année de guerre.

L'« Avanti! » du 22-23 décembre 1918 rend compte de la réunion socialiste convoquée à Bologne avec la présence de membres de la Direction, de la C.G.I.L., du Syndicat des Chemins de Fer, de la Ligue des Municipalités Socialistes et du Groupe parlementaire. Les points de l'ordre du jour sont les 4 points du programme immédiat - sur lesquels il n'y a pas de désaccord - et une première étude des moyens pour la réalisation du programme maximum ou, comme on dit ici, « maximaliste », selon un ordre du jour que l'on lira en partie dans la motion Turati-Prampolini du 14 janvier 1919. Eh bien, dans la motion finale on lit que les organes convoqués :

« alors qu'ils reconnaissent la nécessité d'une agitation immédiate pour atteindre les objectifs indiqués par les alinéas 1, 2, 3 et 4 de l'ordre du jour [le programme minimum] de la Direction, estiment que la décision de la possibilité et des moyens d'agitation pour les objectifs maximalistes, indiqués dans le même ordre du jour, mieux spécifiés dans un autre ordre du jour de la Direction, et présentés par cette dernière comme immédiatement réalisables, *revient exclusivement au prolétariat organisé politiquement et économiquement*, et, en invoquant donc la convocation, selon les modalités des statuts correspondants, du congrès des organisations intervenues à la présente réunion, passent à la discussion des moyens pour effectuer l'agitation destinée à atteindre les objectifs auxquels les alinéas 1, 2, 3 et 4 [le programme minima] de l'ordre du jour cité font allusion ».

Il s'ensuit des réunions et des congrès des différentes organisations, politiques et économiques, qui traitèrent du programme maximum.

Et voici, extrait du « Soviet » du 29 décembre 1918, la vigoureuse et opportune protestation de la gauche :

« Dimanche 22 décembre à Bologne, les représentants de la Direction du Parti Socialiste, du Groupe Parlementaire Socialiste, de la Confédération Générale du Travail, de la Ligue des Municipalités Socialistes et du Syndicat des Chemins de Fer Italiens se sont réunis dans le but de discuter des moyens de la réalisation du programme de revendications

immédiates formulé par la Direction elle-même lors de la réunion du 7-11 de cette année et comprenant les points suivants :

1. Démobilisation immédiate de l'armée.
2. Retrait immédiat des soldats hors de la Russie révolutionnaire.
3. Droit des libertés fondamentales de la vie civile.
4. Amnistie pour tous les condamnés politiques.

Du compte rendu paru dans l'« Avanti! » du 25 de ce mois, il résulte que les participants voulurent cependant mettre en discussion également la position de la Direction sur le programme maximum d'action qui affirme que le Parti se propose d'instituer la république socialiste et la dictature du prolétariat.

Nous ne perdons pas notre temps à contredire les affirmations antirévolutionnaires des députés et des organisateurs réformistes qui n'ont pour nous rien de nouveau.

Nous protestons en revanche contre l'ingérence des différents organismes, qui ont chacun une tâche bien précise, dans ce qui relève de la compétence du Parti Socialiste : le tracé des grandes directives de l'action politique du prolétariat.

Plusieurs fois avant le dernier Congrès on a critiqué le fait que la Direction soumit ses décisions à l'accord du Groupe Parlementaire et de la Confédération. Nous, les extrémistes, avons toujours été très hostiles à la proposition de Trèves de créer un Comité de ces trois organismes qui aurait dû assumer depuis le début de la guerre la direction de la politique ouvrière.

La proposition eut ensuite différentes autres versions, et il nous semble la voir réapparaître dans l'ordre du jour voté à la réunion de Bologne pour une espèce de Constituante du Prolétariat.

Ces assises ouvrières devraient être élues par les seuls Congrès Nationaux des organismes participants à Bologne (pour éviter une confusion de termes possible, nous demandons à nos lecteurs de ne pas confondre cette proposition d'une Constituante du Prolétariat avec l'Assemblée Nationale Constituante dont on parle également et dont nous nous occuperons dans un article de fond du prochain numéro).

Nous sommes nettement opposés à cette décision et à cette proposition. Avant tout nous ne voyons pas quels Congrès aurait pu donner un *mandat* au Groupe Parlementaire Socialiste et à la Ligue des Municipalités, *organes du Parti Socialiste* dont le congrès s'exprime dans la Direction élue par la majorité.

Ce que la majorité des Députés ou des Maires socialistes mis en ensemble par le hasard électoral pense collectivement a une valeur NULLE dans la détermination de la politique socialiste.

Quant aux organisations syndicales, elles peuvent réunir leurs congrès, mais ceux-ci n'ont qu'une valeur *de consultation* dans les Congrès du Parti pour lesquels chaque section discute et nomme ses délégués puisque les ligues de métiers *ne sont presque jamais convoquées pour discuter* et que leurs représentants sont pris en charge par l'organisateur qui ne respecte pas, par définition, la pensée de la masse.

Que la Direction ait le courage de déclarer explicitement que le Parti Socialiste Italien, organisme politique de Classe, représente bien mieux que les Congrès des Députés, des Maires et des Organismes professionnels, la volonté du Prolétariat Italien qui réconforte ce Parti par son adhésion et par sa sympathie dans les tristes moments où le camp adverse semble pouvoir chanter victoire et qui se resserre toujours plus autour de lui aujourd'hui que l'heure de l'insurrection et de la victoire est proche ».

L'ordre du jour, voté à la réunion méridionale déjà citée du 29 décembre 1918 et émanant de la section de Naples, est encore plus significatif :

« Les représentants des sections socialistes réunies en congrès à Naples saluent les travailleurs du monde entier en lutte contre la domination capitaliste qui, abattue en Russie, déjà attaquée en Allemagne, s'effondrera ensuite dans tous les autres pays ;

ils déclarent que la doctrine marxiste et les expériences socialistes contemporaines convergent successivement pour déterminer le cours historique vers le socialisme : *lutte du prolétariat organisé en parti de classe contre la bourgeoisie ; conquête révolutionnaire du pouvoir politique ; organisation du prolétariat en classe dominante ; intervention du gouvernement socialiste dans tous les rapports de l'économie pour réaliser la socialisation des moyens de production et d'échange, avec pour but de supprimer les classes et instaurer le régime de la solidarité et de l'égalité sociale ;*

estiment qu'en dehors d'une telle tâche historique spécifique, le P.S. ne doit pas employer ses forces à atteindre des objectifs minimaux tendant à rendre plus supportable et donc plus durable le régime bourgeois ;

affirment que le P.S. a pour devoir urgent d'intensifier le travail de propagande et d'organisation interne pour se trouver en mesure de guider le prolétariat dans les conquêtes de la révolution ;

pensent que les organisations syndicales participeront d'autant plus aux événements grandioses qui se préparent qu'elles donneront à leur travail un caractère socialiste et pousseront l'avant-garde des travailleurs organisés dans les rangs du Parti, une fois répudié tout compromis avec les classes bourgeoises et reconnue la valeur politique de la lutte de classe ;

repoussent la proposition des Assises prolétariennes ou de la Constitution ouvrière votée à Bologne le 22 décembre, tout en contestant que le Groupe Parlementaire et la Ligue des Municipalités puissent décider et suivre une orientation différente de celle sanctionnée par le Congrès du Parti duquel ils ne sont que de simples organes exécutifs ;

sont certains que la Direction saura revendiquer pour le Parti la tâche de délimiter les voies de l'action politique révolutionnaire du prolétariat ; et que ce dernier répondra à l'appel du Parti, avec lequel il partage en frémissant les heures noires de l'adversité et de la persécution, quand sonnera l'heure de l'épreuve suprême que les propositions et le travail des socialistes doivent hâter, sans épargner leurs forces et leurs sacrifices ».

La directive de la Gauche prévaut également dans une réunion interprovinciale à Milan de ce même 29 décembre, et Interlenghi y présente une motion qui fut approuvée et qui conclut en faveur des objectifs de la république socialiste et de la dictature du prolétariat.

Alors donc que, dans toutes les régions d'Italie, les organisations de base du Parti et sa presse hebdomadaire dynamique s'orientent vers les thèses de la gauche, en face les réformistes prévalant dans le Groupe parlementaire s'agitent ; ce Groupe se réunit à Milan le 12 et 13 janvier 1919 à la suite des décisions de Bologne qui lui avaient conféré des pouvoirs de façon irrégulière.

Des représentants de la Ligue des Municipalités socialistes et de la Confédération Générale du Travail sont également présents. On déclare que la réunion découle de la réunion de décembre et des décisions de la Direction du parti pour obtenir les moyens de lutte destinés à réaliser les quatre revendications du programme immédiat, et on se réfère à la motion politique de la Direction pour en faire ensuite une critique décidée. On doit rapporter, au mérite de la Direction, une phrase que l'on ne peut pourtant pas déduire des textes précédents : « la paix internationale n'est réalisable qu'après la démolition du régime bourgeois capitaliste ».

Après quelques observations des représentants de la Direction, cette assemblée reconnaît n'avoir qu'un vote seulement consultatif dans la politique du parti. Quand on en vient au vote des motions, seuls les députés votent en se rangeant ainsi : 9 pour la motion Turati-Prampolini, 7 pour une motion Bussi, un peu moins à droite, et 4 abstentions de gens plus à gauche : Caroti, Maffi, Morgari et Basaglia.

À propos de la politique internationale, on vote à l'unanimité un ordre du jour de Treves, de rédaction habile, mais de style totalement réformiste. On y déplore les appétits impérialistes des puissances victorieuses de l'Entente, et également les excès des minorités nationalistes en effervescence dans toute l'Europe et les affrontements sanglants qui en découlent ; on invoque l'action du Bureau International pour une défense socialiste, bureau plus que pourri, mais on termine avec l'éloge de l'« idéalisme wilsonien » (Treves, qui critique l'idéalisme des membres

de la gauche, exalte ce même idéalisme quand c'est celui du répugnant quaker qu'est le président américain !) avec une formule lamentable : convergence d'un autre système d'intérêts politico-capitalistes en harmonie avec les objectifs immédiats du Prolétariat ... (!!). On anticipait déjà, en soulevant les invectives contemporaines de Lénine, la *coexistence* des charognes de 1960 et des années suivantes.

Mais il y a encore pire dans la motion Turati-Prampolini. Une fois le programme maximum de la Direction reproduit avec ses quatre points informes, on a beau jeu d'en faire litière en observant « que - en faisant abstraction de l'étrange mélange de socialisme maximaliste abstrait et de syndicalisme corporatiste concret, et donc antisocialiste, contenu dans les énonciations auxquelles nous nous référons - la formulation d'un tel programme complexe, dont les parties comme l'esprit sont inséparables, révèle une contradiction irréductible, à la fois théorique, tactique et pratique, entre les objectifs qu'il expose et qui impliqueraient en fait l'abdication de l'action socialiste prolétarienne, tant en ce qui concerne ses objectifs immédiats ou les plus proches à atteindre qu'en ce qui concerne - et par conséquence nécessaire - ses objectifs les plus éloignés... » ; on condamne ensuite la thèse de l'impossibilité assurée de la paix avant la chute du capitalisme pour exalter un pacifisme démocratique ; on déplore l'illusion que le socialisme puisse vaincre par un acte de volonté *instantané et prodigieux* de la part de petites minorités ; on exorcise le recours à des « tentatives de violence » ; on condamne l'« allusion imprécise et équivoque à une *dictature du prolétariat* sur la majorité nationale » comme destinée à provoquer une réaction de la part de la droite ; on disqualifie l'épreuve de la grève générale comme provocatrice de désastres prolétariens ; on encense la graduelle conquête des pouvoirs et l'éducation à donner aux grandes masses pour qu'elles soient aptes à les exercer (les contre-révolutionnaires et les traîtres du socialisme ont toujours la bouche pleine de ce terme de « grandes masses ») ; on rénove la rengaine des éternelles revendications minimales ; et ainsi de suite ; finalement on invite les travailleurs à appuyer non pas le parti socialiste mais les efforts de ses *représentations* parlementaires, syndicales et administratives.

Cette motion fut un manifeste véritablement audacieux des forces contre-révolutionnaires bien installées dans le parti, et il nous convainquit, nous les membres de la gauche, que ces forces devaient être battues et expulsées pour pouvoir espérer une issue des luttes de l'après-guerre favorable à la classe ouvrière.

Il faut noter que d'Aragona lui-même, dans la présentation des points programmatiques auxquels la Confédération avait fait auparavant référence, dit entre autre approuver « les affirmations maximalistes [*sic!*] de la Direction du Parti dans la mesure où elles expliquent l'aspiration à une conclusion définitive du processus historique que la guerre a accéléré ». Les députés socialistes ont donc été plus audacieux, dans le sens de plus droitiers, que les bonzes syndicaux de sinistre mémoire eux-mêmes...

Le 30 janvier, en pleine mobilisation des forces de la droite, le conseil national de la Confédération se réunit encore à Bologne, il développa le programme de novembre. Le 2 février l'« Avanti! » reporta la motion finale et divers discours.

Le quotidien du parti, s'il proteste contre le sabotage policier de son activité, est trop favorable à la droite : le congrès parlementaire était présenté sous le gros titre : *Les députés socialistes contre la dictature impérialiste* - le congrès confédéral est présenté carrément comme : *Les directives politiques de la Confédération du Travail fixées par le congrès national*.

Plus que dans la réunion des députés, nous trouvons ici la trace de réactions de la gauche. Le député Cagnoni avance de sérieuses objections aux orateurs de droite ; Polano, qui représente la Fédération de Jeunesse, déclare qu'il ne votera pas l'ordre du jour à cause de sa rédaction équivoque dans laquelle revendications maximales et revendications minimales sont mélangées. La première motion approuve huit des points de détail des revendications immédiates. On passe ensuite aux quatre points de nature politique. Avec juste raison, Cagnoni intervient encore pour que l'on laisse cette question au parti. Le réformiste Bianchi (Giuseppe) défend à fond l'orientation confédérale. L'habile polémiste, dont nous avons blâmé la duplicité en de multiples occasions, prétend citer Marx contre la dictature du prolétariat. Selon ce type

(dommage qu'il soit mort et que l'on ne puisse plus le mettre au défi de prouver ses dires) Marx aurait prononcé les paroles suivantes : « Ce qui importe au prolétariat c'est de se préparer avec le développement de son organisation économique et politique - quoiqu'il puisse arriver - à être à la hauteur des événements à venir. Plus cette organisation autonome de la classe ouvrière se développera, plus la conception primitive et simpliste de la dictature du prolétariat devra subir de profondes modifications. Avec un prolétariat puissamment organisé, on peut admettre qu'il ne s'agira pas d'utiliser l'État bourgeois mais de lui substituer un nouvel État, qui est d'ores et déjà en formation dans les vastes fédérations syndicales et coopératives » (!??).

Il s'agissait d'un faux grossier, et peut-être quelque camarade diligent saura retrouver dans la presse de l'époque la façon dont on l'a fait rentrer dans la gorge de l'orateur super-droitier. Il présenta pour finir la motion confédérale qui fut vivement discutée. Le député Nino Mazzoni, un réformiste bien connu, mais homme de bonne foi et de courage à toute épreuve, fit un discours puissant contre la partie traitant de la transformation corporative du parlement. Il montra que cette tendance néo-corporative de retour au moyen-âge est forte dans de nombreuses sphères capitalistes et il attaqua les dégénérescences du labourisme et de l'ouvriérisme vulgaire. Même en tant que social-démocrate, Mazzoni affirme ici que « la désignation de la souveraineté de la masse ne peut se faire qu'à travers la grande compétition des intérêts sous le drapeau des idéaux politiques ». Il ne s'agit pas d'une formule doctrinale de marxistes révolutionnaires mais de l'avertissement d'un grave danger déviationniste que dans les années qui suivirent nous pûmes caractériser à l'aide des noms pourtant si éloignés les uns des autres de Mussolini, de Gramsci et de Khrouchtchev.

On vota par division. Le point auquel Mazzoni s'était opposé ne l'emporta que faiblement : 88.481 voix contre 75.773. Mais les *représentés* n'en surent rien. Le bloc des ignobles magouilleurs l'emporta donc à l'unanimité. Le véritable parti politique et l'équipe des socialistes italiens erraient dans une pernicieuse incertitude.

Le 9 février une conférence socialiste internationale se réunit à Berne. Avec sagesse les envoyés italiens, Morgari et Casalini, se retirèrent après avoir constaté qu'il ne s'agissait pas de redonner vie à l'Internationale sur la base de la lutte de classe, mais de faire une nouvelle tentative de réunion des socialistes des seuls pays victorieux. D'autres sections d'orientation classiste s'en retirèrent également.

Entre temps les camarades bolcheviks russes travaillaient à la fondation de la Troisième Internationale Communiste. Finalement entre le 18 et le 22 mars 1919, la Direction du parti se réunit à Milan, dans un état d'esprit plus vigoureux, et avec 10 voix contre 3 voix elle décide l'adhésion à l'Internationale révolutionnaire.

L'extrême-gauche du parti avait depuis quelque temps réclamé l'adhésion à Moscou et fait comprendre que c'était à la Direction et au Congrès national de résoudre ce problème, sans demander leurs avis aux organisations économiques et au groupe parlementaire. La section socialiste de Naples s'était prononcée en ce sens comme il ressort de l'extrait du n°14 du « Soviet » qui suit :

« La III^e Internationale est finalement sur le point d'être un fait accompli. Il y a à son sujet une proposition formelle du gouvernement des Soviets de Russie. [Censure] ... À ce propos la Section Socialiste de Naples a voté l'ordre du jour suivant : « La section Socialiste de Naples invite la Direction du Parti à accepter intégralement la proposition du Parti Communiste Russe pour la constitution de la nouvelle Internationale, et à rompre tout rapport avec le B.S.I. de Bruxelles ».

La Direction du parti accepte formellement à Milan la proposition russe avec le vote de la délibération suivante qui - écrit le « Soviet » - « a notre approbation inconditionnelle » :

« La Direction du P.S.I. prend acte que le « Bureau Socialiste International » est désormais un instrument de la politique de guerre de la bourgeoisie pseudo-démocratique, visant à la mystification du prolétariat, et sert seulement d'entrave à la reprise de l'activité de

l'Internationale socialiste révolutionnaire ; elle constate que tous les efforts visant à redonner vie aux énergies révolutionnaires du prolétariat socialiste au moyen de l'action du B.S.I., qui s'est transformé en otage de la bourgeoisie impérialiste de l'Entente, sont restés vains ; elle constate également que l'alliance constituée à Berne entre les tendances social-patriotiques de l'impérialisme de l'Entente et les tendances social-patriotiques de l'impérialisme des Empires Centraux met en pleine lumière le caractère réactionnaire de toutes les fractions qui ont renié les engagements de l'Internationale contre la bourgeoisie capitaliste qui a lancé les peuples dans la guerre ; - elle constate qu'il est pour cette raison inconcevable que subsiste un organisme unique regroupant ceux qui restèrent fidèles aux principes de l'Internationale et ceux qui les trahirent et qui s'opposent toujours à la réalisation du socialisme ; - elle rappelle que le Bureau, au lieu de s'occuper de la convocation immédiate, à peine la guerre finie, des Partis et des Organisations adhérents, travailla à la réussite de la conférence de Berne qui ne fut rien d'autre qu'une mascarade de Conférence Internationale socialiste ; - elle décide pour sa part de rompre avec le B.S.I. et adhère à l'Internationale socialiste révolutionnaire sur la base et les principes posés par les camarades russes et travaille à la réunion d'une Conférence socialiste internationale contre les traîtres du prolétariat ; - elle décide de plus d'accomplir un effort important pour que les socialistes de tous les pays restés fidèles à l'Internationale socialiste adhèrent à une telle conception, soit en les convoquant, en dépit toute interdiction, à un congrès préliminaire, soit en accomplissant une action quelconque apte à atteindre la réalisation du but qui avait été décidé ».

26. SYMPTÔMES PRÉ-ÉLECTORAUX.

La réunion de la Direction à Milan eut lieu du 18 au 22 mars 1919. L'ordre du jour reporté, légèrement différent dans le texte du « Soviet » et dans l'« Avanti! » (que l'on pense à la censure), porte les signatures de Gennari, Serrati et Bombacci. Elle obtint dix voix contre trois ; nous ne savons pas l'identité de ceux qui votèrent contre, ni si Lazzari en fit partie.

La Direction ne pouvait pas ignorer les protestations qui lui étaient arrivées venant de tous ceux qui dans le parti n'étaient pas satisfaits des réunions du Groupe Parlementaire et de la Confédération du Travail que nous avons illustrées ci-dessus.

Chaque hebdomadaire du parti réagit, « Il Soviet », lui, écrit un vigoureux article contre l'attitude du groupe parlementaire dès le numéro du 2 février, et il critique âprement le conseil national de la Confédération du 31 janvier dans le numéro du 9 février dans un article intitulé *Le parti chirurgical du labourisme italien* dans lequel il souligne l'accord entre le fascisme mussolinien et une telle orientation pernicieuse, qui insensiblement, et sans trouver de résistances solides, si ce n'est dans les forces de la gauche communiste batailleuse, prospérera pendant des décennies de l'ordinovisme jusqu'au khrouchtchévisme. On y lit :

« La Confédération travaille ainsi contre le parti et contre la Révolution en un accord symptomatique avec la classe industrielle marqué par différents signes sur lesquels nous porterons notre attention, elle prépare avec l'accord des Mussolini ce Parti du Travail qui, en faisant une politique corporatiste et réformiste, servira de bouclier à la bourgeoisie italienne contre le bolchevisme du Parti.

Face à ces faits nous pensons que l'on doit organiser des manifestations des masses confédérées pour s'opposer aux dirigeants syndicaux et soutenir le parti auquel on doit remettre la direction de la lutte politique plutôt que de la confier aux quelques secrétaires et fonctionnaires des organisations syndicales. Mais pendant ce temps que fait la Direction du Parti ? Et comment se fait-il que plus que jamais l'« Avanti! » publie les prolixes comptes rendus confédérés sans les accompagner des commentaires nécessaires pour protéger le prolétariat des pièges qui lui sont tendus ?

Se déterminera-t-on enfin à accepter résolument le nécessaire processus de séparation que les réformistes quant à eux accélèrent de plus en plus en adoptant un comportement qui

viole ouvertement la discipline du parti, et mettra-t-on fin au spectacle d'indécision et de contradiction qui tranche les nerfs du prolétariat socialiste et abat ses énergies ? ».

La Direction, donc, lors de la séance dont nous traitons, revient sur la question. Le problème de l'action pour les « quatre points immédiats » (démobilisation, liberté, retrait des troupes hors de la Russie et de la Hongrie, amnistie générale et complète) était à l'ordre du jour : la Direction confirme la proposition d'organiser une grève générale pour appuyer ces quatre points, grève « dont la proclamation sera faite dès que le travail pour l'organisation et la cohésion des forces prolétariennes et socialistes aura donné l'assurance de son succès plein et entier ». Au cours de la réunion, de vives critiques furent adressées au Groupe parlementaire et à la Confédération du Travail pour avoir le premier introduit au détriment du programme minimum susmentionné « la diversion de la réforme électorale » et la seconde celle de la proposition d'une Constituante. Pour cette raison, l'ordre du jour suivant fut voté :

« La Direction ... constate encore une fois que l'activité générale des représentants politiques au Parlement et en dehors du Parlement ne peut satisfaire l'action requise par la gravité du moment présent et par les exigences du Parti [sur cette partie Repossi s'abstient « parce qu'il pense que l'on doit donner une condamnation plus précise de l'activité du Groupe, particulièrement en ce qui concerne la réunion des députés tenue à Milan et la décision qui en sortit, et en ce qui concerne également la conduite tenue à l'occasion de la présentation du projet de loi pour la proportionnelle ».] et elle réclame des sections intéressées que l'on veille de façon attentive à la fonction politique accomplie individuellement par les députés dans le but d'obtenir d'eux un plus grand accord avec les organes de la direction du Parti pour l'exercice de leur mandat selon la volonté expresse du dernier Congrès National, et à l'heure actuelle principalement pour accomplir le devoir de solidarité socialiste internationale que le Parti a toujours affirmé, afin d'assurer la liberté et le triomphe de la République Socialiste de Russie ».

On doit ici rappeler que les partis parlementaires de la gauche bourgeoise avaient approuvé la réforme par laquelle on passait du collège uninominal (Giolitti avait déjà accordé le suffrage universel pour faire passer la « pilule » de la guerre de Tripoli) au scrutin de liste par collège de province avec une représentation proportionnelle. Partisans de Giolitti, partisans de Nitti et catholiques faisaient les fiers en faisant état avec ostentation de leur qualité d'ex-neutralistes, et faisaient par là même clairement le jeu des responsables de la guerre en graissant la patte au prolétariat de cette façon. Dans le camp socialiste on se devait d'affirmer au contraire la fin de la démocratie électorale et la dictature révolutionnaire. Mais messieurs nos députés se mirent à dorer la nouvelle et amère pilule, ils magnifièrent la conquête démocratique : d'où la juste colère de Luigi Repossi. La situation se reproduira après l'autre guerre mondiale de 1939-45 et on élargira même le suffrage universel jusqu'aux femmes malgré les anciennes peurs qui furent exploités par les prêtres. Nous, d'un côté, à crier avec Marx depuis un siècle : La démocratie ça suffit ! et, de l'autre côté, contre nous plusieurs générations de charognes à plaider : Encore plus de démocratie ! en soutenant les couilles (1) de la contre-révolution.

Ce qui menait le parti ce n'était pas la vision radieuse de l'Europe rouge mais la vision obscène d'une grande orgie de victoires électorales.

La Direction du parti fut rapidement contrainte de s'occuper de ce problème qui était en discussion dans tout le parti. La section de Naples avait été la première à se prononcer pour l'abstention dans les élections politiques générales qui s'approchaient et le « Soviet », organe de la fédération napolitaine, évoluait déjà vers sa seconde phase d'organe d'un mouvement national : la Fraction Communiste Abstentionniste du P.S.I. De nombreuses régions d'Italie des adhésions, non pas de camarades isolés mais de groupes et de sections entières du parti, affluèrent au « Soviet ». La polémique s'allumait et la droite du parti commençait à s'alarmer. Il est à peine besoin de dire que la première arme de cette polémique des « électoralistes » invétérés fut évidemment de dire que l'on avait affaire à des extrémistes enragés, des éléments anarchistes qui revenaient aux positions d'avant 1892, et carrément à des bakouninistes. Nous

verrons plus loin que le courant du « Soviet » non seulement n'avait rien d'anarchiste ni de syndicaliste, mais qu'il était caractérisé par la plus rigide condamnation, sur des bases marxistes, de l'anarchie et du syndicalisme à la Sorel, et qu'il était pareillement loin de tout insurrectionnalisme aveugle et barricadier.

Aucune composante de la Direction ne se fit le porte-parole de la proposition abstentionniste, et sauf une préoccupation générale de Gennari dont nous parlerons, l'ordre du jour sur la participation aux élections fut adopté à l'unanimité.

La prise de position des abstentionnistes, en dehors des premières réunions dans le Sud de l'Italie et en Campanie, et des assemblées de section à Naples, prit son point de départ avec les articles *Illusions électoralistes*, du 9-2-19 ; *Contre l'intervention dans la bataille électorale*, du 16-2 ; *Élections ou conquête révolutionnaire du pouvoir. Contre le préjugé électoraliste*, du 23-2, et ainsi de suite dans chaque numéro. Il vaut la peine de dire qu'il est faux que le « Soviet » ne se fût occupé que de la question de la tactique électorale. Dans le numéro dernièrement cité on trouve aussi l'article *Le bolchévisme plante de n'importe quel climat* qui est déjà une réponse préventive aux trahisons staliniennes qui advinrent de nombreuses années plus tard, et il nous suffira, pour éviter de longues citations, de citer le titre du numéro du 27-4 : *L'utopie de la paix bourgeoise* ; article dans lequel on prend position contre un autre cancer futur de la politique révolutionnaire : l'infâme pacifisme.

Voici le texte voté par la Direction dans lequel nous remarquons la timide allusion que la révolution politique peut précéder la convocation des meetings électoraux, cette remarque apparaît pour la première fois ! Ce que nous demandions, au contraire, était que le prolétariat et le parti fussent sauvés du naufrage et de la noyade dans l'orgie légalitaire dans laquelle la bourgeoisie avait intérêt à les attirer. Quand le « Soviet » écrivait : *ou élections ou révolution*, on voulait dire que l'on ne devait pas se jeter dans les élections pour se dédier au contraire à la préparation de l'action illégale pour la prise du pouvoir pour laquelle on ne prétendait pas, comme nous le verrons, pouvoir fixer une date comme on peut le faire pour la journée de la course folle aux urnes.

« La Direction, confirmant pour toutes les sections et tous les organes du Parti le devoir de rendre plus intense et étendue l'agitation pour cette action immédiate et cet objectif qui forment l'orientation de la politique actuelle du Parti, - face à la convocation possibles des meetings électoraux avant que l'effort libérateur du prolétariat ait mis en Italie aussi la classe ouvrière en possession du pouvoir exécutif : - rappelle que la méthode électorale pour la conquête des pouvoirs publics forme une partie intégrante du programme fondamental et de l'histoire du Parti qui ne peut renoncer à cette méthode sans perdre son véritable caractère ; - estime que les décisions des derniers Congrès Nationaux indiquent clairement et suffisamment la tactique électorale que le Parti doit suivre pour maintenir également dans le domaine parlementaire l'indépendance et la séparation de l'action socialiste de tous les courants politiques de la classe dominante, - décide d'engager toutes les Sections du Parti à la préparation du travail électoral, en adoptant pour le choix des candidats la méthode du scrutin par larges circonscriptions régionales qui seront déterminées par la Direction du Parti avec une représentation proportionnelle - méthode que le Parti réclame énergiquement de l'État pour ses élections - et pour le critère d'inscription au Parti une période d'au moins cinq ans et l'acceptation de la discipline du Parti dans et en dehors du Parlement, - et elle établit qu'à partir d'aujourd'hui en cas de ballottage aucun appui ne pourra être donné à des candidatures étrangères au Parti et que les candidatures socialistes se trouvant en évidente infériorité numérique seront retirées ; - en déterminant dans ses lignes principales le programme électoral qui doit servir de base et d'agitation dans l'actuelle lutte politique : soutenir face au système législatif parlementaire de la bourgeoisie, le système de représentation politique au moyen des Conseils des Travailleurs ; - démasquer les mensonges de la démocratie bourgeoise en condamnant les responsables de la guerre, pour opposer à la dictature des exploités celle des exploités ; démontrer la nécessité qu'à la conquête du pouvoir politique le prolétariat doive

ajouter celle du pouvoir économique pour créer les nouveaux mécanismes adaptés à la gestion collective pour la production et la distribution de la richesse ».

Il est à noter que Gennari avait proposé d'insérer un préalable selon lequel on n'aurait participé aux élections que dans le cas où « de nouveaux événements permettant la réalisation de notre programme d'action n'auraient pas éclaté » et à la condition que la liberté la plus complète de propagande et de vote, la démobilisation générale et l'amnistie complète fussent assurées : « Si de telles conditions ne sont pas assurées et respectées, les élections devront être empêchées par n'importe quel moyen ». La proposition n'eut pas de suite.

Dans le commentaire de ce vote, le « Soviet » du 30-3-1919 exprime sa déception de voir que la Direction « maximaliste » a décidé l'intervention du parti dans les élections. Elle confirme la discipline aux décisions de la Direction, mais elle relève que :

« alors que la Direction est pour l'action maximaliste et accepte les élections, il y a dans le parti d'autres éléments qui veulent les élections, mais nient l'action révolutionnaire. Avec ceux-là, ni nous, les abstentionnistes, ni les camarades maximalistes favorables aux élections, ne peuvent ni ne doivent vouloir la collaboration ».

Il conclut qu'il est *nécessaire de convoquer le Congrès National Socialiste* pour arriver à l'inévitable « incision » de la droite opportuniste - cette incision que l'extrême-gauche proposera à nouveau en automne, au congrès de Bologne, se déclarant prête à sacrifier pour l'obtenir le préalable abstentionniste ; mais les représentants du maximalisme vide repousseront l'offre.

Au milieu des hésitations évidentes des organes de lutte de la classe ouvrière, auxquels il manquait une claire vision des directives à suivre, et alors que des orientations opposées et incompatibles entre elles s'affrontaient, les premiers mouvements prolétariens irrésistibles commençaient ; nous ne pouvons qu'en donner les grands traits.

Note :

(1) Bordiga emploie le terme de couillon (zebedei) au sens strict, tombé en désuétude en français, de membre viril (ndt) ; Bordiga emploie souvent cette image « virile » ; il parle par exemple de l'État couillon dans « Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui », l'État qui se fait « sucer » par les entreprises qui pompent ainsi ses capitaux, montrant ainsi l'absurdité donc du concept de capitalisme d'État (ndt).

27. LES GRANDES LUTTES PROLÉTARIENNES ET LEURS RÉPERCUSSIONS DANS LE PARTI.

Toutes les catégories réclament les huit heures et des salaires minimums, poussées par la perte de valeur rapide de la monnaie qui rend dérisoire les salaires restés bloqués depuis le début de la guerre, excepté pour quelques travailleurs spécialisés. De graves problèmes et des luttes économiques naissent des effets de la démobilisation militaire, des exigences des invalides et des mutilés de guerre, des veuves et des orphelins de guerre, desquels l'administration ne s'occupe qu'avec une grande lenteur et avec des moyens inadaptés. Par opposition aux associations patriotiques des combattants, la grande Ligue des Prolétaires Mutilés se forme et elle se montrera forte et batailleuse.

La catégorie des métallurgistes, qui se défait de l'encadrement quasi militaire du temps de guerre, est particulièrement combative. Nous avons déjà eu l'occasion de rendre compte des luttes des métallurgistes dans la province de Naples, où cette catégorie de travailleurs de première importance était presque à l'état naissant.

Dans les premiers jours de février 1919, une grève de cheminots éclate à Trieste, elle paralyse les opérations de déplacements de troupes connexes à l'occupation militaire de la Vénétie Julienne. La répression de la « grève politique » est énergique ; le tribunal émet à la charge des « coupables d'avoir abandonné subitement leur travail auprès des Chemins de Fer de

l'État desquels ils étaient employés » les condamnations maximales : 5 années et 2.000 livres d'amende pour 5 cheminots, 3 années et des amendes pour environ 40 accusés mineurs. Ce sont alors les premiers lauriers des « irrédents » (1).

Le 5 février les huit heures sont accordées aux 500 mille métallurgistes entrés dans cette longue lutte. Dans toute l'Italie les cheminots, les ouvriers du textile, les ouvriers du bâtiment, et autres sont en mouvement pour le même objectif.

En mars les métallurgistes ligures sont au premier plan, leur grève dure pendant 11 jours, les ouvriers agricoles novarois pendant 8, d'autres métallurgistes se mirent en grève également à Brescia. Pendant sept semaines les cheminots triestins luttent jusqu'à ce qu'on les réembauchent sur le même poste aux conditions qui leur avaient déjà été reconnues par l'administration autrichienne.

Mais il serait ici impossible de faire une chronique de toutes les luttes syndicales, ou même de choisir parmi les plus importantes par leur durée, par leur nombre de participants, par les conquêtes réalisées et même par les formes de répression violentes de la part des forces de l'État. Nous y faisons à peine allusion.

En avril les luttes revendicatives des métallurgistes, des imprimeurs, des ouvriers du bâtiment, des ouvriers agricoles, et autres se poursuivent. Le 23 mars, le parti fasciste est créé avec une orientation ouvertement anti-socialiste. Le 15 avril à Milan les premiers affrontements de rue entre ouvriers et escouades fascistes ont lieu ; le siège de l'« Avanti! » est pris d'assaut et dévasté avec - comme toujours dans ce genre d'épisode - la pleine solidarité des forces de l'ordre public sans lesquelles de telles actions n'auraient jamais pu être réalisées, ce qui montre bien la responsabilité des mécanismes de l'État bourgeois et des partis démocratiques qui le soutenaient. La riposte est la grève générale qui est une réussite imposante dans toute l'Italie ; mais la direction du Parti s'exprime et se comporte faiblement. Le « Soviet » du 20 avril y fait référence : « À Naples, la grève se déroule imposante et totalitaire. Aux bureaux de la Chambre du Travail où le secrétariat et le Comité de la section socialiste siègent en permanence, on assiste un flux continu d'ouvriers et de camarades organisés en escouade de vigilance qui apportent avec enthousiasme les nouvelles de la réussite splendide de la grève des différentes catégories dans les différentes localités ». Les travailleurs du port non confédérés sont aussi en grève. Un télégramme est envoyé, comme de chaque ville italienne, à la Direction du parti, souhaitant l'insurrection prolétarienne.

On approchait du premier Mai et la tension était grande dans le prolétariat et parmi les forces ennemies. Nombreux étaient ceux qui disaient vainement que le premier « Premier Mai » depuis la fin de la guerre devait marquer la date de la révolution. Pour démentir l'ancienne-nouvelle légende selon laquelle les camarades de la gauche seraient des partisans aveugles de l'insurrection il sera peut-être utile de rapporter ce qu'écrivait le « Soviet » en date du 29 avril :

« Mais pour nous, pour tous les prolétaires qui n'ont pas encore réussi à s'émanciper de l'esclavagisme capitaliste, ce premier Mai assume une autre signification : il doit signifier la résolution ferme et définitive du peuple travailleur de s'emparer partout du pouvoir pour substituer à l'économie capitaliste exploiteuse le communisme fondé sur l'égalité et sur la liberté des travailleurs. Notre bourgeoisie a compris la signification précise que la manifestation assumera et elle est en train de préparer avec de grands moyens sa répression armée. Elle conserve la mentalité de 1898 et espère toujours que, cette fois encore, le prolétariat se laissera entraîner prématurément, face à des provocations soigneusement préparées, à un mouvement de rue qui permettra l'assassinat, désiré par les lansquenets de la classe dominante, et l'arrestation des éléments dirigeants. Vaines illusions ! Le prolétariat a appris de nombreuses choses depuis 1898 ; il a particulièrement appris le sens de la discipline et de l'action méthodique, comme il l'a montré dans les récentes grèves de protestation contre l'agression de Milan. Il descendra dans la rue au moment, et seulement à ce moment, où la volonté révolutionnaire l'aura pénétré et imprégné entièrement et que le seul déploiement de sa masse armée à la volonté inébranlable suffira à rendre vaine, impossible et irréalisable toute résistance de la part de la bourgeoisie. Et ce seront les travailleurs qui choisiront le moment. Une révolte à brève échéance et à date fixée serait certes plus commode pour la classe dominante, mais c'est justement parce que la chose

serait agréable à la bourgeoisie que le prolétariat l'évitera. Donc, le 1^o Mai ne sera pas la date de la révolution, mais seulement une importante affirmation pacifique qui servira à intensifier et à élargir à des couches toujours plus profondes du prolétariat la conscience de ses destinées en train de mûrir ... ».

Entre temps, pendant le printemps 1919, la crise économique se précipite et elle conduit le prolétariat par la force des choses sur un nouveau terrain de luttes. Le prix de tous les produits de première nécessité, des aliments aux vêtements, s'élève de manière vertigineuse et insoutenable pour la bourse des moins riches, alors que dans le même temps on s'aperçoit de l'impossibilité de suivre la ruine de la valeur d'achat de l'argent en arrachant une augmentation des salaires qui se révèlent toujours plus dérisoires.

De violents mouvements, qui prennent le nom de « luttes contre la vie chère », éclatent dans les principales villes. Des foules menaçantes se concentrent devant les magasins et les marchés et imposent la réduction de moitié des prix des marchandises. Les commerçants effrayés subissent les prix fixés par la Chambre du Travail ou, par crainte de pis, apportent leurs marchandises aux sièges des organisations ouvrières qui font des distributions sommaires. Les journaux bourgeois et bien pensants parlèrent de pillages, de vols et autres choses semblables, mais le fait est que le mouvement n'avait pas de perspectives pratiques une fois réalisé l'épuisement rapide des stocks. Les incidents souvent graves et les affrontements avec la police ne manquèrent pas, cette dernière avait pour consigne de rétablir l'ordre et la liberté du commerce, mais elle dut au bout du compte laisser faire.

Des comités intéressés à la défense du consommateur surgirent, ils n'avaient rien de révolutionnaire, même s'il y eut des cas de violence que l'on peut qualifier, tout du moins extérieurement, d'« expropriatrice ». On prétendait que toutes les classes avaient un intérêt commun au retour illusoire du « marché juste » et on fit à ce sujet d'énormes compromis. Les révolutionnaires ne pouvaient pas ne pas désapprouver cette forme d'action absurde, et ils le dirent sans craindre d'être impopulaires. Nous trouvons dans le « Soviet » du 29 juin un bel article d'un de nos vaillants camarades qui, un jour, pourra être reporté intégralement. Il y dénonce courageusement l'hypocrisie des partisans de la guerre, jusqu'à la Confédération des industriels qui entre en lutte contre le renchérissement de la vie parce que... les patrons ont intérêt à ce que les ouvriers mangent à prix réduit. Il démontre que la tentative de brouiller la conscience des irréductibles antagonismes de classe était vaine et il stigmatise la Confédération du Travail qui fait stupidement écho à l'appel des patrons. De plus, il condamne encore une fois la Confédération du Travail pour le fait d'empiéter sur un domaine qui appartient au parti seul.

Après avoir mis en évidence comment le renchérissement des prix, particulièrement pour les denrées alimentaires, est inévitable en régime capitaliste et spécialement après la guerre, l'article conclut ainsi : « Quand nous aurons démontré que les coûts élevés sont indissolublement liés à tout le système capitaliste de production et d'échange, il sera facile de conclure que seule l'élimination d'un tel système sera un remède efficace aux maux qui tourmentent l'humanité ».

De la fin mai au début de juin une grandiose grève des travailleurs de la laine a lieu à Biella. Toutes les catégories ouvrières entrent en lutte ; les femmes se distinguent surtout, la police procède à des arrestations en masse, la troupe est appelée contre les grévistes. On assiste à des agitations des ouvriers du gaz, des travailleurs de l'hôtellerie et de la restauration, des ouvriers des tramways et des cheminots. Le 8 et 9 juin c'est la grève de solidarité, dont nous avons parlé, avec les métallurgistes à Naples.

Le 10 juin, des mouvements contre la cherté de la vie explosent à La Spezia ; la foule assaille le marché et lors d'affrontements avec la police deux personnes sont tuées et 25 sont blessées. Il s'ensuit une grève générale très violente ; députés et chefs confédérés accourent comme *pacificateurs*, la foule, comme toujours à cette époque, les accueillent au cri de « pompiers ! ». Le 12 un mouvement analogue a lieu à Gênes et à Turin où, durant la grève générale, policiers et escouades fascistes donnent l'assaut à la Maison du Peuple. Le 16 juin éclate la grève des métallurgistes de Dalmine qui occupent l'usine, et Mussolini tient son

fameux discours. L'habile politicien se pose en défenseur des revendications ouvrières, approuve la grève, fait l'apologie d'un mouvement syndical lié au parti fasciste. Seul un « expert » des mouvements des travailleurs pouvait être utile à la bourgeoisie pour organiser sa propre dictature pour conjurer la menace de la dictature rouge.

Le discours illustre le nouveau syndicalisme noir et développe le programme de San Sepolcro du 23 mars. Non seulement il vaut celui de la confédération réformiste, mais il contient différents points qui seront repris par des courants de gauche impurs comme celui de l'« Ordine Nuovo » : suffrage universel, suppression du Sénat, constituante (éventuellement républicaine), journée des huit heures, participation des ouvriers à la gestion des usines, impôt progressif avec un caractère d'expropriation des richesses ; célèbre phrase démagogique : « que paient les riches ! ».

Il y a plus : Mussolini anticipe à ce moment toute la débauche actuelle de la politique opportuniste avec sa somme d'ignorance rhétorique et de légèreté saltimbanque et intrigante. Il déclare se moquer des étiquettes et des définitions idéologiques ; les fascistes ne sont ni socialistes ni anti-socialistes, et selon les nécessités ils décident de marcher sur le terrain « de la collaboration de classe, de la lutte de classe et de l'expropriation de classe ». Ils sont, comme leur Duce l'annonce, des « problémistes » et leur parti est un *antiparti* qui n'a pas de principes fixes et qui n'a pour norme que l'action du moment. Mussolini en 1919 ne pouvait pas encore avoir oublié les polémiques qu'il avait conduites, jusqu'en 1913, avec la gauche du parti, contre le révisionnisme italien et international caractérisé par la fameuse formule de Bernstein « Le but n'est rien, le mouvement est tout ». Les chefs dégénérés contemporains du faux parti communiste, qui se vantent du seul mérite qui leur reste : celui d'avoir tué le fascisme et son chef, ne voient pas qu'ils ont été élèves à la même école que ce dernier. Quand après la seconde guerre mondiale nous en avons eu quelques-uns dans les pieds et que nous avons eu la faiblesse d'échanger avec eux quelques plaisanteries, la phrase avec laquelle ils nous ont tourné le dos a toujours été la même : « Vous n'allez pas encore vous mettre à déballer des questions de principes devant les masses ! ». De nombreuses années après que nos chemins se sont séparés, ils en sont arrivés à tenir le même langage que celui de Mussolini à Dalmine : principes, fins, solutions générales de la lutte sociale, ils n'en énoncent jamais et ils les laissent aux « dogmatiques » ; ce sont, comme Benito le voulait, seulement des « problémistes » - et ceci depuis que Gramsci les voulut « concrétistes », car la thèse est la même ; - ils nous ont laissé les abstractions, et leur « problématique » découvre chaque matin un domaine séparé dans lequel conduire leur basse agitation en tant que partisans des réformes de *structure* de la société bourgeoise, et cette agitation aurait fait vomir Turati lui-même. Nous faisons allusion, on le comprend, autant au parti monstrueux qui a pour guide (2) Palmiro qu'à l'autre qui est dirigé par Nenni et dont le chef n'a pas dû faire un si long parcours pour revenir à Mussolini : il était parti avec lui en 1914 avec les faisceaux interventionnistes de combat ; c'est un champion de la cohérence.

Tous ces gens, comme Benito, Palmiro et Pietro, ne pourraient pas naviguer s'ils avaient une boussole ; ils ont en commun de ne pas se lier les mains avec un quelconque article de foi parce qu'au cours de leur vie ils fabriquent à nouveau facilement cent fois leur doctrine en mettant les voiles où va le vent.

Problémistes : le brevet de ce terme qui définit tous les mufles et tous les charlatans d'aujourd'hui revient au grand Benito. C'est une autre preuve que la méthode fasciste est sortie fondamentalement victorieuse de la seconde guerre mondiale, la fin tragique de Mussolini et Hitler n'étant que des faits secondaires. La leçon de l'histoire est toujours dialectique et on le sait depuis le « Graecia capta ferum victorem coepit », c'est-à-dire : la Grèce domina et guida son vainqueur romain.

Vous n'auriez pas pu détruire Benito sans faire litière des principes, c'est votre excuse obscène. Mais, avec votre tactique ignoble du front antifasciste, le résultat est que Benito vous a assujettis et humiliés ! Le principe socialiste a été jeté dans la fange, le « problémisme » que Benito enseignait a triomphé en vous comme il l'a fait dans le monde bourgeois dont vous êtes une digne partie.

En juillet 1919 la violence de l'agitation contre la cherté de la vie, dont nous résumerons les phases, atteignit des proportions extrêmement graves et entre temps on programmat une grande grève internationale pour arrêter les opérations militaires contre la Russie et la Hongrie le 20 juillet.

Le caractère délicat de la situation des batailles prolétariennes et les dangers qui résultaient de l'orientation douteuse de nombreux comités de lutte contre la vie chère, qui firent qu'en certaines villes on parla carrément de gouvernement prolétarien, alors que dans d'autres villes la foule mettait en fuite des bataillons entiers de carabiniers, et de l'attitude de l'État qui avait été jusqu'à utiliser l'aviation pour aider la police, rendirent nécessaires une nouvelle réunion de la Direction du parti le 10 juillet.

La discussion ne devait pas permettre vraiment une clarification, comme on le voit en lisant la résolution votée sur proposition de Gennari dans laquelle :

la Direction reconnaissant « comme justifiée l'explosion de la colère du peuple contre tous les affameurs et les spéculateurs » et montrant en exemple « les camarades et travailleurs organisés qui guidèrent et disciplinèrent, en les coordonnant, les agitations ... les transformant de simples et aveugles exaspérations en des formes ordonnées et plus efficaces, plus conscientes du grave problème de l'alimentation du peuple », invite le parti à éclairer les masses sur les causes et les remèdes à l'actuelle situation, à refuser « toute forme de collaboration » dans des comités mixtes, et à constituer « des conseils de travailleurs formés seulement de représentants directs du Parti et des organisations économiques et de la Ligue prolétarienne des mutilés » pour « discipliner et coordonner les agitations contre la cherté de la vie... Leur action se déroulera exclusivement sur le terrain de la lutte de classe, et sera conforme au projet d'une prochaine lutte finale du prolétariat qui portera celui-ci à la conquête du pouvoir économique confié entièrement, sur la base de sa dictature, aux organismes de la classe travailleuse. »

On décida aussi de convoquer au plus vite le conseil national du Parti avec l'intervention des délégués des Fédérations. Il se réunit le 13 juillet.

Les délégués de la gauche prirent une vive part à la discussion sur tous les sujets. À propos de la grève générale, ils soutinrent qu'elle devait être menée à outrance pour obtenir que les forces militaires de l'Entente fussent réellement retirées des fronts russes et de la Hongrie où elles appuyaient l'action réactionnaire déchaînée par les Roumains. La Direction s'y opposa en rétorquant qu'il n'était pas possible d'obtenir autant des socialistes français et anglais qui avaient accepté de participer à la grève non pas sur une position de solidarité avec les républiques soviétiques mais plutôt sur une vague formule bourgeoise de non-intervention dans les affaires des autres pays. On peut déduire la position de la gauche le 13 juillet à Bologne de cet extrait du « Soviet » :

« Les camarades ont pu comprendre à partir de l'« Avanti! » le déroulement des discussions à la Réunion Socialiste de Bologne à laquelle les sections de la région de Naples étaient représentées.

De plusieurs côtés on a vivement discuté le critère de la Direction de faire une grève purement démonstrative de seulement 48 heures. On a au contraire pratiquement ignoré les questions dont nous avons amplement débattu dans les numéros précédents et qui touchaient à l'organisation internationale du mouvement et aux objectifs que les socialistes anglais et français lui donnaient.

La réunion de Bologne, qui n'avait pas de pouvoirs délibératifs, une fois examinée la situation politique, conclut unanimement en faveur de la réalisation dans la discipline des modalités établies par la Direction du Parti.

Aujourd'hui donc il ne reste plus qu'à travailler pour que la grève réussisse complètement et que la démonstration de force soit imposante.

Le prolétariat socialiste italien réaffirme sa force et sa foi en s'abstenant de travailler le 20 et le 21 avec une signification précise : solidarité avec les républiques Soviétiques

communistes des Soviets de Russie, de Hongrie et des autres pays où le communisme a triomphé, contre la politique d'agression militaire, de sabotage et de blocus économique menée par les gouvernements bourgeois pour affamer la population.

Nous n'avons pas besoin de rappeler aux camarades qu'ils doivent entièrement accomplir leur devoir pour la pleine réussite du mouvement et dans le même temps obéir avec la plus stricte discipline aux décisions des organes directeurs du Parti ».

La grève n'eut pas un grand succès en Europe, surtout à cause du sabotage organisé par la confédération et le parti français ; et même en Italie le syndicat des cheminots fit une très grave défection. On peut en tirer le bilan en lisant le manifeste louable de la Direction du parti lancé le 22 juillet, à peine le mouvement terminé, et adressé « aux camarades des Gouvernements communistes de Russie et de Hongrie » :

« Au lendemain de la manifestation prolétarienne de solidarité pleine et complète avec vos Républiques Communistes, nous sentons le besoin de reprendre et d'interpréter ce que les masses travailleuses ont voulu signifier lors de ces journées et de vous envoyer, par nos propres moyens, le salut ému du Prolétariat d'Italie dans son entier.

La grève générale du 20-21 de ce mois ne devait pas avoir, de par notre volonté, d'autre caractère que celui d'être solidaire avec vous, camarades, qui avec l'instrument de la dictature du prolétariat traduisez en acte notre Idéal de libération de l'humanité. Nous avons voulu qu'elle constituât un avertissement et une menace aux bourgeoisies qui retournent les armes contre vous, ou qui au moyen de blocus inhumain tourné contre les civils tentent de vous affamer, ou organisent, incitent, soutiennent et protègent les menées contre-révolutionnaires dans vos pays ; bourgeoisies qui, pourtant, agissent au mépris des normes de leur propre droit international et interviennent dans les pays étrangers pour étouffer violemment la volonté des peuples. Ce n'était pas le début de notre bataille. Ce devait tout au plus en être le préambule. Cette grève devait, en somme, exprimer l'âme des foules de notre pays qui entendent manifester toute l'admiration pour votre œuvre, toute la solidarité et le désir intense de suivre le sillon ouvert et tracé par vous, et, dans le même temps, elles veulent s'interposer entre vous et l'arme dirigée contre vos poitrines par la bourgeoisie capitaliste exploiteuse internationale. Voici le but que nous nous étions proposé : et c'est pour celui-ci seulement que nous sommes prêts à passer des accords avec les prolétaires des autres pays.

Malgré toutes les manœuvres, les pièges, les mensonges, les intimidations de toutes les forces gouvernementales et bourgeoises ; malgré la mobilisation de toutes les forces gouvernementales et capitalistes qui agissent comme si elles devaient soutenir le heurt suprême des énergies prolétariennes, malgré la faiblesse coupable de quelques dirigeants d'une catégorie de travailleurs des services publics, malgré l'inexplicable et l'inexcusable défection de la C.G.T. française - défection annoncée et diffusée par les soins du Gouvernement au dernier moment, alors que le Prolétariat français s'apprêtait à se mobiliser pour agir - malgré tout le Prolétariat italien des usines et des campagnes répondit unanime et compact à notre appel ; la vie économique et civile fut arrêtée dans toute l'Italie. La bourgeoisie, peureuse, prit peur en entendant la voix puissante et menaçante de notre Prolétariat.

Le Prolétariat d'Italie a désormais compris que ses luttes ne sont qu'un aspect, qu'un détail de la lutte qui se livre au quatre coins du monde et que ses luttes doivent se coordonner et se diriger vers l'objectif unique de la révolution mondiale pour le renversement de la domination capitaliste et pour l'instauration de la dictature prolétarienne. Il ne juge pas de la nécessité et de l'issue de ses batailles dans le strict cadre national, mais à la lumière des nécessités internationales de la révolution prolétarienne. Il est convaincu qu'il n'existe dans le monde que deux races qui sont des ennemis irréconciliables : celles des exploités et celles des exploités. Il se sent pour cela toujours plus solidaire du Prolétariat mondial et toujours plus strictement lié avec lui, il voit chaque jour se creuser l'abîme qui le sépare de la bourgeoisie de son propre pays comme de la bourgeoisie internationale. Il se convainc chaque jour plus et mieux de la nécessité

et de l'urgence de se préparer à l'ultime bataille pour briser et pour anéantir le système de l'exploitation capitaliste bourgeoise.

Le Proletariat d'Italie endolori et exaspéré par les mille blessures, par les deuils, par les douleurs, par les misères, par les ignominies apportées par le fléau épouvantable qu'est la guerre, n'entend pas et ne veut pas être enseveli avec la bourgeoisie dans l'écroulement économique et moral que celle-ci, aveuglément, apprête et prépare. Il sait que, en régime bourgeois, la paix est toujours en danger, toujours menacée ; il sait que l'on prépare et que l'on recherche de nouveaux et plus sanglants massacres, que les conflits économiques, la lutte féroce, impérialiste, de concurrence industrielle, des tarifs, d'accaparement des matières premières aggraveront toujours plus - jusqu'à les rendre incurables - le marasme et la paralysie économique qui envahit déjà le monde bourgeois et qui sera fatale et mortelle pour les pays économiquement faibles et pauvres comme le nôtre. Il aspire et veut l'égalité et la paix entre tous les peuples : paix civile et paix économique. En revanche, il déclare une guerre sans quartier à tous les exploiters et à tous les oppresseurs. Il rassemble toutes ses énergies, toutes ses forces pour le salut de l'Humanité, salut qui ne peut se réaliser que dans l'ordre nouveau : avec la conquête révolutionnaire du pouvoir politique de la part du Proletariat, avec la substitution de sa propre dictature à la dictature bourgeoise, avec l'œuvre de reconstruction économique socialiste.

C'est tout cela, ô camarades des Gouvernements Communistes de Russie et de Hongrie, que le Proletariat d'Italie vous dit, vous promet et il en prend l'engagement solennel. Le Parti Socialiste Italien se porte garant de tout cela, il vous envoie ses vœux et ses souhaits de réussite pour la victoire finale du Socialisme International ».

Les débats sur l'agitation contre la cherté de la vie furent également vifs à la réunion du 13 juillet, et ici aussi la Gauche s'opposa vivement non seulement à la droite réformiste mais aux positions très désordonnées de quelques-uns des fameux « maximalistes ». Alors que le parti était entièrement dominé par la campagne électorale triomphale à laquelle évidemment les forces de la droite ouvertement contre-révolutionnaire avaient donné un apport décisif, le centre maximaliste parlait d'*ordre* à donner au mouvement révolutionnaire comme s'il s'agissait d'un acte que l'on aurait pu accomplir d'un moment à l'autre ; et de nombreux côtés le slogan démagogique et malheureux de « grève expropriatrice » retentissait. L'« Avanti! » rapporta de façon incorrecte l'intervention du représentant de Naples sur ce point, et à ce propos, il est bon de se reporter à sa lettre de rectification dans "Il Soviet" du 20 juillet :

« Cher « Avanti! »

le compte rendu de ce que j'ai dit brièvement à Bologne mérite un éclaircissement. Je voulais montrer le danger contenu dans la formule « grève expropriatrice » trop synthétique et inexacte en rappelant que l'acte et le fait révolutionnaire revêtent un caractère politique et consistent dans le passage violent du pouvoir de la bourgeoisie au prolétariat.

La grève n'est que la mesure tactique indispensable pour la mobilisation des forces prolétariennes pour cet objectif de la prise du pouvoir.

Le passage du régime économique capitaliste au régime économique communiste commence immédiatement après la réalisation d'une série de mesures au moyen desquelles les nouveaux organismes politiques procèdent graduellement aux expropriations économiques.

En ce sens on doit parler *de révolution politique mais d'évolution économique*, certes très accélérée, qui ne se détermine *qu'après* avoir détruit les obstacles que les vieilles institutions politiques mettaient au développement des formes de production.

Voilà comment l'on doit parler dans le langage marxiste et dans le déroulement des révolutions communistes auxquelles nous assistons.

La conception d'une expropriation simultanée à l'insurrection et réalisée capricieusement par des individus et des groupes, implicite dans le slogan de « grève expropriatrice », est un concept anarchoïde qui n'a rien de révolutionnaire.

Merci et salutations ».

À partir de ce moment deux positions émergèrent : d'un côté la position nettement contre-révolutionnaire de la droite, très forte dans le Groupe parlementaire socialiste et chez les cadres de la Confédération du Travail, et de l'autre côté les positions peu claires de la Direction du parti et de sa majorité qui pourtant s'était déclarée, avant même que la guerre ne finisse, solidaire de la révolution bolchevique et partisane d'une action offensive en Italie contre le régime bourgeois.

La tâche de la gauche communiste fut de lutter contre ces deux positions dangereuses, c'est-à-dire l'action de sabotage ouvert de l'avancée prolétarienne que conduisaient les réformistes parlementaires et les confédérés, et le grave désordre de programmes et de méthodes des maximalistes. Les deux dangers se sommaient dans le danger unique suivant : que la phase objective d'élan prolétarien vers la lutte générale ne se terminât *avant* qu'un parti capable de diriger la révolution italienne ne se fût formé en se libérant de ses graves déficiences et hésitations et en rompant pour toujours avec le courant social-démocrate que, en Russie, les bolchéviks avaient su battre avant la victoire finale d'octobre 17.

Nous cherchons ici à suivre parallèlement la pression de classe des travailleurs et les luttes entre les orientations opposées au sein de leurs organisations et dans leur parti. La fertilité, la chaleur et l'ardeur de la situation se laissent voir dans les chiffres de la statistique des agitations syndicales.

La Confédération du Travail qui avait toujours accueilli la grande majorité des travailleurs organisés en eut un maximum de 384 mille en 1911. Il y eut ensuite un léger fléchissement, accentué en 1916, jusqu'à 234.000 ; et en 1918, dernière année de la guerre, les organisés furent 201.000. L'élan de l'après-guerre fut tel qu'en 1919 on sauta à 1 million 159.000, et durant la flamboyante année 1920 on atteignit le maximum de 2.150.000. Déjà en 1921 la descente commença et les organisés ne furent plus que 1.076.000. En 1922, année du fascisme, ils tombèrent à 400.000 en restant à tel score médiocre jusqu'à 1925, date à partir de laquelle les organisations de masse furent pratiquement détruites.

Quant aux agitations, les grèves dans l'industrie de 27 en 1880 s'élevèrent à 810 en 1913, et les grévistes de 22 mille à 384.700. L'année du déclenchement de la guerre il n'y eut que 539 grèves et 132.100 grévistes puis de moins en moins jusqu'en 1918. Alors arrivent les chiffres formidables de 1919 l'année rouge : 1.663 grèves et 1.049.000 grévistes. En 1920 la situation est encore ardente : 1.881 grèves et 1.268.000 grévistes, bien que les journées de grève fussent tombées de 18.888.800 à 16 millions 398.000.

À partir de ce moment l'intensité de la lutte diminua : en 1921, 1.045 grèves, 645.000 participants, 7.773.000 journées de grève. En 1922 les chiffres montrent une position de défense : seulement 552 grèves et 443.000 grévistes, mais toujours 6.586.000 journées de grève ; la durée moyenne de chaque lutte est de douze à quinze jours. Ensuite les chiffres descendent encore bien plus.

La participation des travailleurs agricoles à ces luttes est impressionnante. À 286 grèves avec 173.000 grévistes en 1908 correspondent en 1918 (pendant la guerre) seulement 10 grèves avec 657 grévistes. Mais en 1919 on a 208 grèves et 505 mille grévistes. En 1920 on atteint le maximum avec 189 grèves mais 1.046.000 grévistes ce qui représente plus des trois quarts du nombre des grévistes de l'industrie ; rapport encore plus important pour les journées de grève (3).

À partir de 1921 les chiffres descendent ; cette année-là un peu plus d'un dixième des grèves et des grévistes sont agricoles ; il est connu que l'action fasciste commença d'abord dans les campagnes (Avec cette allusion au fascisme nous ne voulons pas dire qu'il fut la seule cause du recul prolétarien ; la principale cause ce fut les néfastes opportunistes).

Dans une situation si objectivement favorable, les erreurs et les défauts du mouvement organisé et du parti furent très graves.

Nous sommes en train de prouver que, dès les premiers signes, la Gauche les dénonça et anticipa en les prévoyant leurs effets délétères.

Alors qu'en juillet 1919 Direction et Conseil National du parti discutaient de difficiles problèmes tactiques et que, malheureusement, la confusion des vues dominait, on peut tirer une chronique des mouvements en dépouillant l'«Avanti!».

3 juillet : À *Forlì* la foule assaille les commerces et transporte les marchandises réquisitionnées à la C.d.L.I. Les « conseils des ouvriers réunis » reçoivent des commerçants les clés des magasins.

4 juillet : À *Imola* les carabinieri tirent à l'aveuglette sur la foule : 4 morts.

5 juillet : Grève générale à *Florence* : réquisitions comme ci-dessus. « L'après-midi, la foule est maîtresse de la ville ». Constitution de « Soviets de ravitaillement » en Émilie, Romagne, Marches et Toscane. À *Prato* et *Pistoia* : grève générale.

6 juillet : « L'insurrection contre les affameurs est en train de s'étendre à toute l'Italie ». La grève générale paralyse *Florence* où des escouades de « commissaires rouges » font rouvrir les commerces ; les carabinieri et les soldats patrouillent dans la ville et, ici et là, tirent sur la foule : deux morts et de nombreux blessés. La nuit du 6, les organisations politiques et syndicales suspendent la grève. À *Empoli*, l'approvisionnement est dirigé par un comité populaire ; à *Sienna*, des ouvriers organisés de la C.d.L. (4) procèdent à la réquisition des denrées alimentaires dans les fermes.

À *Palerme* : grève générale proclamée par les métallurgistes ; réquisition de nombreux magasins ; arrestations en masse de la part de la police qui « rétablit l'ordre ».

À *Brescia* : grève générale et réquisitions ; cavalerie et carabinieri tirent sur la foule. Agitation à *Ancône*.

7 juillet. Malgré la suspension de la grève, à *Florence* l'agitation continue ; les carabinieri attaquent (2 morts, 8 blessés, 200 arrestations ; avec les précédents le nombre des arrestations s'élève à environ 700). À *Milan* la foule réclame la réduction de 50 pour cent des prix des denrées alimentaires ; après les premiers heurts sporadiques sur les marchés de quartier, divers commerces sont pris d'assaut et des rideaux de fer abaissés sont arrachés. Les membres du P.S. et de la C.d.L. interviennent pour « calmer » les manifestants ; quelques marchands détaillants exposent un écriteau où l'on pouvait lire : « Marchandises à la disposition de la Chambre du Travail ».

8 juillet : À *Gênes*, tumultes et heurts avec les forces de l'ordre : 1 mort et de nombreux blessés. À *Naples* les ouvriers des usines des quartiers populaires proclament la grève qui s'étend à d'autres catégories. Un cortège qui se dirigeait vers le centre de la ville est attaqué par des charges violentes des forces de police.

9 juillet : À *Brescia* l'agitation atteint son apogée ; la foule rassemblée devant la C.d.L. demande la libération des manifestants incarcérés. Un escadron de carabinieri tire sur la foule qui réagit en les contraignant à la fuite. Un contingent de soldats intervient et, tard dans la soirée, les chasseurs-alpins interviennent avec des mitrailleuses. Des avions survolent la ville pratiquement en état de siège.

6-10 juillet : À *Barletta*, du 6 au 10 juillet, les Conseils du Travail se donnent les pleins pouvoirs pour effectuer la réquisition et la taxation des denrées alimentaires ; l'«Avanti!» parle de « deux journées de gouvernement socialiste ». Dans la soirée du 10, la citadelle est assiégée et enfin soumise.

9 juillet : 4 morts et de nombreux blessés parmi les ouvriers à *Tarente*.

10 juillet : arrestations en masse à *Foggia*.

13 juillet : affrontements à *Lucera* (8 morts et 30 blessés dans la foule) et à *Rio Marina* dans l'île d'Elbe (1 mort et de nombreux blessés). Une partie du syndicat des cheminots repoussa la décision du comité central du SFI de révoquer l'ordre du jour pour la journée de solidarité internationale.

20-21 juillet : pleine réussite de la grève générale de solidarité avec les républiques soviétiques de Russie et de Hongrie, malgré la défection d'une partie des cheminots (employés, etc.) ; le fait que la CGT française se soit abstenue de participer à la grève est sévèrement condamné.

28 juillet : grève des métallurgistes à Milan qui, le septième jour, s'étend aux sidérurgistes et le 9 août devient générale en Lombardie, Ligurie et Émilie ainsi que dans des villes de Toscane.

Notes :

(1) « Irredenti » : les irrédents sont les partisans de la récupération - libération des terres italiennes encore sous le joug de puissances non italiennes (en 1915 c'était particulièrement la monarchie autrichienne qui était visée et pourtant Nice, la Savoie et la Corse aussi avaient été terres italiennes !) (ndt)

(2) Bordiga emploie le mot « duce » (ndt).

(3) Cf. N. Cilla, Effets économiques du fascisme, Bibliothèque du Comité syndical du P.C. d'I., Milan, 1925.

(4) Il s'agit bien sûr de la Confédération du Travail, Confederazione del Lavoro (ndt).

28. LE GRAVE CONFLIT DES ORIENTATIONS DANS LE PARTI.

Pour donner une idée de la façon dont, au sein du parti socialiste et alors que la dynamique de la lutte prolétarienne était devenue si intense, le heurt des positions opposées était devenu toujours plus âpre, nous faisons immédiatement référence à un communiqué du secrétariat de la Confédération du Travail en date du 17 juillet, lequel, très curieusement, est diffusé par l'« Avanti! » sans commentaires.

Le texte justifie les « explosions irrésistibles » des masses indignées par l'aggravation des conditions matérielles d'existence, mais il se met immédiatement à dénoncer, en affirmant à juste raison que le mouvement doit avoir une directive unique et commune à toutes les localités, l'activité de groupes « sécessionnistes » pas bien définis qui prétendent assumer la responsabilité d'actions locales extrémistes ; et qui s'opposeraient par le fait à la tâche du parti et de l'organisation syndicale unitaire. Il n'est pas précisé quels sont ces « organismes sécessionnistes spéciaux (?) » qui sont accusés d'avoir « très peu d'influence dans les masses organisées », la représentation des « masses » étant l'expédient habituel toujours évoqué par les forces de la droite.

On fait hypocritement allusion à la liaison internationale qui se serait établie à Paris en défense des républiques soviétiques (nous savons que les organisations françaises trahiront par la suite), et là aussi il est étrange que l'« Avanti! » n'ait pas protesté contre cette fausse spéculation sur l'habituelle discipline et l'habituelle unité. Et le texte conclut encore par la nécessité de « démasquer toute tentative d'abus de pouvoir de la part des organismes sécessionnistes ».

Qui étaient les sécessionnistes ? D'un point de vue syndical, les sécessionnistes étaient les anarcho-syndicalistes de l'Union Syndicale Italienne qui s'était détachée de la Confédération avant la guerre et qui était maintenant divisée en deux tronçons : celle de Parme, interventionniste et celle de gauche de Bologne. Il s'agissait d'une scission qui avait déjà eu lieu il y a plusieurs années et donc de forces déjà en dehors de l'unité confédérale. On ne faisait pas non plus allusion au Syndicat des cheminots, non adhérent à la Confédération, qui fit défaut durant la grève de juillet, il est vrai, et qui, même s'il fut plus tard conquis aux tendances de gauche, n'avait pas alors d'attitude combative dans les mouvements de rue.

L'allusion vise l'extrême-gauche du parti qui était très active au sein des organisations syndicales. Nous sommes face à une première manifestation des mensonges des socialistes d'extrême-droite qui avaient horreur de la gauche avec juste raison puisqu'ils savaient que celle-ci voulait les mettre à la porte du parti ; ils proclamaient partout que l'abstentionnisme électoral n'était qu'un retour aux positions des anarchistes et des syndicalistes d'avant-guerre, et ils attribuaient à la nouvelle gauche marxiste et communiste la méthode prônant la scission des syndicats qu'elle n'avait jamais proposée, comme elle ne fit jamais alliance avec les anarchistes qui alors dédiaient leurs forces en Europe à diffamer la dictature prolétarienne dans sa réalité russe et dans son principe. Les pompiers confédérés ignoraient pareillement notre position sur la

nécessité de former le parti de la dictature en éliminant les sociaux-démocrates avec le maximum d'énergie avant que n'advienne l'heure des affrontements suprêmes.

Il est bien vrai que dans le parti, parmi les fameux « maximalistes », il y avait des éléments extrémistes qui, dans les mouvements de rue, se montraient favorables à une entente avec des groupes anarchistes et syndicalistes révolutionnaires, ce qui dans l'action n'aurait pas été pernicieux, mais avait des effets catastrophiques dans le domaine des principes et des programmes politiques, substituant à la vision historique de la lutte européenne pour la dictature communiste une banale tendance à la rébellion petite-bourgeoise qui héritait de la stérilité du localisme et d'une apologie vide de la violence individuelle. Nous avons déjà montré en ces pages comment la vision marxiste de la gauche authentique était loin de ce courant, nous avons aussi fréquemment polémique avec de bons anarchistes ; il nous suffira de rappeler notre condamnation des agitations informes contre la cherté de la vie, notre position sur le Premier Mai et la mise au point de ces derniers jours à propos du fameux *slogan* de Bombacci de la « grève expropriatrice ».

On doit cependant donner acte à la Direction de l'« Avanti! » d'avoir à cette période réagi à la manœuvre de la droite parlementaire du parti. Celle-ci, déjà en 1919, esquissait une tactique de trahison qui, dans le fond, est la même que celle que nous verrons adopter par le Parti Communiste peu d'années après quand, malheureusement, l'irréparable processus dégénératif commencera cinq ou six ans après sa formation.

On voyait progresser le mouvement de Mussolini et l'on prévoyait qu'il allait tenter de s'emparer de la direction de l'État. Francesco Ciccotti, anciennement membre de la fraction intransigeante, défendait des « voies nouvelles » que le parti aurait dû prendre grâce à une alliance parlementaire gouvernementale avec les partis de Nitti et de Giolitti ainsi qu'avec le parti catholique à peine né qui tous avaient été « contre la guerre ».

Dans le numéro du 26 juillet, l'« Avanti! » on trouve un article de fond au ton peut-être naïf mais indigné de façon louable et dont le titre était *Notre voie immuable*. Pas besoin de le citer plus avant : combien de « voies nouvelles », depuis que le prolétariat socialiste s'est organisé en parti, ses amis lui ont-ils conseillées au fil des ans !

En effet Bonomi peu avant son expulsion lors du congrès de Reggio d'Émilie en 1912 avait écrit un livre : *Les nouvelles voies du socialisme*. Et, un demi-siècle après, les traîtres d'aujourd'hui n'éditent-ils pas la revue « Voies Nouvelles » ? L'article de 1919 explique qu'il s'agit toujours de la même impasse répugnante qui conduit à la ruine, et que le parti prolétarien s'est sauvé quand il a su, dans chaque tourmente, rester solidement sur l'« ancienne voie » de la lutte de classe. L'article rappelle justement les étapes du transformisme politique de la misérable bourgeoisie italienne dont le songe incurable est encore aujourd'hui de s'« ouvrir en direction des socialistes », bourgeoisie qui possède des moyens encore plus venimeux que ceux de la dictature clairement proclamée, il flétrit le ... de l'époque par lequel la « Stampa » de Frassati avait applaudi Ciccotti ; sa proposition n'était que l'anticipation de formules plus modernes encore plus honteuses : les Comités de Libération de 1945 ou le centre-gauche des élections de 1963 !

Le directeur de l'« Avanti! » d'alors faisait partie de ceux qui n'ont jamais compris que la tactique électorale et parlementaire a des conséquences inexorables auxquelles il est vain d'essayer de se soustraire et qui historiquement ne changent jamais.

Nous avons déjà fait référence aux points cardinaux de la tendance de gauche ; la lutte organisée contre l'aile réformiste du groupe parlementaire et de la direction confédérale se déroule jusqu'à la revendication logique de la division du parti qui ne peut tolérer en son sein des éléments opposés à la perspective révolutionnaire. La question des élections est posée dès les premiers numéros du « Soviet » ; par exemple dans le numéro 27 du 29 juin 1919, le premier article a pour titre : *Ou élections ou révolution*. La revendication d'un congrès national pour décider de ce point vital est immédiatement formulée. Le texte prend son point de départ dans des phrases de Lénine, citées par la « Riscossa » de Trieste et largement censurées. Lénine établissait qu'« il fallait en finir avec le parlementarisme bourgeois » et il rappelait l'utilisation

de l'action parlementaire de la part des socialistes « dans un but de propagande tant que la lutte doit se dérouler nécessairement dans les limites de l'ordre bourgeois ».

Pour le « Soviet », appeler le prolétariat aux urnes signifiait proclamer que la lutte devait se dérouler « nécessairement dans les limites de l'ordre bourgeois » et donc allait à l'encontre de toute préparation révolutionnaire visant à la prise du pouvoir sous forme dictatoriale et soviétique.

Les maximalistes les plus légers avaient l'habitude de répondre : la révolution est mûre et pour cette raison nous n'arriverons pas aux élections ! Le « Soviet », ayant horreur de toute superficialité soi-disant de gauche, répond (et il s'agissait d'une prophétie facile !) :

« Alors que la bourgeoisie s'apprête à étrangler les républiques soviétiques ... amis pratiques ! nous y arriverons aux élections, et alors que le sacrifice et l'honneur de sauver la révolution resteront entièrement aux prolétaires russes et hongrois qui, sans regrets, versent leur sang, en ayant confiance en nous, nous conduirions au symposium de Montecitorio une centaine de députés, héros de la pacifique bataille électorale, dans l'oubli joyeux de toute dignité et de toute foi que les orgies électorales produisent ! Réussira-t-on à le conjurer ? ».

Dans le même numéro on donne la nouvelle de nombreuses adhésions à la thèse abstentionniste de sections et de fédérations de jeunesse ainsi que celle du congrès d'Émilie-Romagne.

On comprit vite la nécessité d'organiser la fraction à l'échelle nationale. Le « Soviet » du 13 juillet informe de la première réunion de camarades de toute l'Italie tenue à Bologne et de la première rédaction du programme qui est adopté et « qui sera présenté au prochain congrès pour remplacer celui de Gênes de 1892 ». Il est connu en effet que la Direction s'était déjà réclamé d'un tel programme.

Dans la seconde partie nous donnerons le texte complet du programme de la fraction. Nous citerons ici le passage suivant : « *Quand la période historique de la lutte révolutionnaire entre prolétariat et bourgeoisie est ouverte, la tâche du parti prolétarien est d'abattre par la violence la domination de la bourgeoisie et d'organiser le prolétariat en classe dominante. À partir de ce moment, il ne doit plus y avoir d'envoi de représentants du Parti dans les organismes de système bourgeois...* ».

Dans ce texte, la participation des communistes aux syndicats ouvriers est exposée clairement et le travail de formation des Soviets même avec des comités provisoires à la veille du heurt révolutionnaire est bien décrit.

Après ce premier raccourci des positions bien tranchées et organiques des communistes abstentionnistes et après quelques allusions à leurs rapports avec la fraction maximaliste favorable à la méthode électorale, il est temps de parler du groupe qui était en train de se former à Turin autour de l'hebdomadaire « Ordine Nuovo », mais qui, comme l'admettent même ses historiens contemporains, commit l'erreur de ne pas comprendre à temps qu'il fallait se donner une organisation nationale.

Nous reviendrons longuement sur la méthode défendue par l'« Ordine Nuovo » et ce sera l'occasion de bien montrer et de bien distinguer l'apport d'un tel groupe et celui du « Soviet » à la formation du Parti Communiste à Livourne en janvier 1921.

Les deux méthodes s'éloignent nettement l'une de l'autre en théorie et en pratique dès le début et pendant tout le cours défavorable de l'histoire du parti, donnant lieu à des déductions très utiles sur la méthode consistant à fonder les partis à partir de « forces » politiques qui « convergent » et qui souvent apparaissent proches alors qu'elles ne le sont pas.

Nous donnons maintenant le texte du « salut » avec lequel le « Soviet » du 15 juin 1919 annonça la sortie du journal turinois pour qu'on réfléchisse à l'importance des doutes qui avaient été élevés, quoique de la façon la plus cordiale, dès le début.

« *L'Ordine Nuovo* est une nouvelle revue hebdomadaire des camarades de Turin, dont le premier numéro est sorti le 1^o juillet dernier, et nous lui envoyons tous nos vœux chaleureux.

La tâche de la nouvelle publication, dont le secrétaire est Antonio Gramsci, sera, si nous avons bien compris, principalement l'étude des réalisations les plus grandes de l'Ordre Socialiste dans leur caractère concret imminent.

C'est une tâche difficile et grandiose, un dessein qui a notre approbation, nous ferons une seule observation qui n'est pas une réserve.

L'approximation de la mise en pratique du Programme Socialiste doit être considérée en tenant toujours présente la barrière qui nous en sépare nettement dans le temps : l'établissement d'une condition préalable, c'est-à-dire la conquête de tout le pouvoir politique par la classe ouvrière, problème qui précède l'autre et sur le processus duquel il y en a encore tant à résoudre et à définir.

L'étude concrète des applications socialistes vitales pourrait entraîner certains à les poser en dehors de l'oxygène de la dictature du prolétariat qui l'alimente et à les considérer comme compatibles avec les institutions actuelles, glissant ainsi vers le réformisme.

Le maximalisme voit sous une lumière parfaitement réaliste la totalité du cours de la transformation de l'économie capitaliste en économie communiste qu'il fonde sur une base là aussi réelle et concrète : la révolution politique, se refusant d'avoir, jusqu'au triomphe de celle-ci, une autre tâche concrète que celle de préparer les masses prolétariennes à cette révolution.

C'est un danger possible que nous avons voulu signaler plus par ... scrupule orthodoxe que par peur que les camarades de l'« Ordine Nuovo » n'y succombent ».

Dans le même temps les mois d'août et de septembre furent marqués par des luttes ouvrières aussi étendues que celles des mois précédents.

On signale d'imposantes grèves des *ouvriers du textile* (30.000 dans la région de Côme entre le 31-7 et le 1-8), des *typographes*, des *ouvriers des constructions navales*, et surtout la grève grandiose et victorieuse des *métallurgistes de Lombardie, de Ligurie et d'Émilie*, qui se déroule de façon compacte du 9 août au 27 septembre (signature de l'accord de Rome sur les salaires minimums), donnant lieu à des manifestations de solidarité d'une rare puissance et entraînant dans la lutte plus de 200.000 salariés d'industrie.

Durant toute cette période la direction de la grève n'a ni hésitations ni doutes ; les communiqués ont le ton de bulletins de guerre (aux grévistes, aux non grévistes, aux travailleurs de toutes les catégories, à la population, aux organisations de ravitaillement pour les grévistes, aux meetings et cortèges de solidarité). On aperçoit un premier symptôme des propositions qui se concrétiseront l'année suivante : à Milan, le 6 septembre, le « meeting des métallurgistes ... déclare que la classe ouvrière est disposée et prête ... à assumer la gestion des industries non plus au bénéfice du profit patronal et individuel, mais pour le bien-être du pays et de la collectivité ».

Le 4 août à *Trieste*, on assiste à un des épisodes de l'attaque par les bandes armées blanches des cercles socialistes et syndicaux : carabiniers, ardiiti et policiers assaillent et dévastent les sièges réunis des organisations ouvrières, en procédant à environ 420 arrestations et en blessant 20 personnes. La grève générale est déclarée.

À mi-septembre, c'est la grande et heureuse grève des *travailleurs de la terre* dans la province de Pavie et de Novarre pour les 8 heures et un nouveau bail à ferme.

Cette phase sert de prologue au congrès socialiste de Bologne et voit une très vive polémique se dérouler dans tout le parti. Nous ne pouvons certes pas reporter ici les innombrables articles de l'« Avanti! » et du « Soviet ».

Le quotidien du parti du 21 août 1919 débat à propos du texte : *Préparation révolutionnaire ou préparation électorale ?* Luigi Salvatori répond pour le journal à ce texte qui a été écrit par un camarade de la fraction abstentionniste (1). C'est justement parce que Salvatori est un élément incontestablement révolutionnaire, quoique défenseur de l'électoratisme, qu'il est intéressant de donner quelques extraits de son argumentation opposée à la nôtre. Salvatori, qui était un homme loyal et pas démagogique, nous sert ici de témoin excellent du fait que les abstentionnistes n'étaient pas des barricadiers extrémistes, des agités violents et hystériques, mais bien des révolutionnaires marxistes qui suivaient correctement le cours de l'histoire et

comprenaient le déterminisme. Salvatori se dit plus volontariste ; il est certain que nous, nous ne l'avons jamais été. La volonté ne peut jamais faire les révolutions, ni le parti les créer, il peut les favoriser et il doit le faire avec son action consciente en barrant à temps les fausses directions dans lesquelles l'opportunisme entraîne la foule généreuse et forte des prolétaires. La ressource que l'histoire offrait alors et que le parti laissa échapper, par manque déplorable de maturité théorique marxiste, était de barrer la voie à la manœuvre de l'ennemi qui savait comment conjurer le heurt de la multitude révolutionnaire en détournant le flux vers les urnes. Si le prolétariat, en se libérant des illusions démocratiques, avait brûlé derrière lui le vaisseau parlementaire, la lutte aurait fini bien autrement. Le parti révolutionnaire avait le devoir de tenter de réaliser cette possibilité grandiose en se jetant en travers de l'autre. Mais révolutionnaire le parti ne l'était pas.

L'auteur de l'article développe cette conception :

« Même si le fait de rester sans représentants parlementaires, plutôt qu'un avantage - comme nous, qui avons une longue expérience du vote, le croyons fermement - était un danger, un tel danger ne serait pas du tout comparable à celui de compromettre et même de seulement retarder la préparation révolutionnaire du prolétariat à la conquête de sa propre dictature ». (cf. dans la seconde partie, le texte 56).

Le commentateur dit :

« Ce n'est pas que nous voulons éloigner la révolution (parce que nous avons en la matière des concepts plus simples, plus casse-cou, plus volontaristes (sic) que ceux rigidement et froidement théoriques du camarade auteur de l'article) mais si la révolution, qui est une chose [peut-être était-il plus juste de dire un fait] et non une volonté, se trouvait encore à l'état potentiel sans avoir atteint sa phase dynamique ... serait-il approprié à la sereine objectivité marxiste que de lancer le parti dans le négativisme électoral? ».

Il est idiot et stupide de se focaliser sur les noms et les personnes des révolutionnaires ou des marxistes ! Nous, membres de la Gauche, face au jugement de l'histoire et des mouvements collectifs, nous acceptons volontiers le qualificatif de *froids*, nous le revendiquons même expressément, et nous renonçons volontiers à celui de *casse-cou*. Le parlementarisme a mis à l'actif de la révolution manquée quarante autres années de dévastations infâmes.

La faute du maximalisme électoral est évidente, même si par objectivité marxiste nous l'avons fait parler par la bouche d'un de ses plus loyaux représentants.

Note :

(1) Il s'agit bien sûr de Bordiga lui-même (ndt).

29. INTERMÈDE EN ATTENDANT LES VOLUMES À VENIR (1).

En partant des premières origines du mouvement prolétarien international et des vicissitudes complexes de sa diffusion en Italie, nous avons vu un courant révolutionnaire de gauche se dessiner aux alentours de 1880 et prendre corps solidement à partir de 1910 ; ce courant, dans la période qui précéda immédiatement la guerre mondiale de 1914-1918, s'appuyait sur des bases théoriques sûres et il livra une incessante bataille pratique contre le double révisionnisme réformiste et « syndicaliste », en remettant en ordre les concepts fondamentaux comme le rapport entre parti et organisations économiques immédiates, programme maximum et revendications minimales, centre dirigeant du parti et organismes périphériques, socialisme et culture, socialisme et religion (et, a fortiori, Églises constituées), socialisme et Franc-Maçonnerie, ou comme les questions brûlantes des blocs électoraux, des limites de l'action parlementaire, de l'attitude du parti face à l'irréductibilité, et ainsi de suite.

L'éclatement de la première guerre mondiale non seulement n'entama pas la combativité de l'extrême-gauche mais il la revigora et lui donna un caractère urgent, ainsi que lucide et passionné. Les citations contenues dans cette première partie qui exposa le sujet, et plus encore les textes reproduits dans la seconde partie, servent à prouver comment, face au « neutralisme » de la Direction, honnête mais indécis et dans tous les cas théoriquement insuffisant, et face aux lâches débandades d'une droite refusant d'obéir aux directives centrales du parti, la gauche communiste défendit dans la presse « adulte » et jeune, et dans de fréquentes réunions de parti, les thèses que la gauche internationale de Zimmerwald et de Kienthal proclama et soutint dans la même période dramatique, malgré l'absence de liens directs par-delà les frontières d'État.

C'est grâce à la continuité de cette bataille théorique et pratique que, dès les premiers jours de la « paix », la gauche put, tant dans la presse centrale et dans les réunions nationales du parti que dans son organe combatif, « Il Soviet » de Naples, lancer une offensive ardente tant contre la droite ouvertement et franchement réformiste et démocratique que contre le « centre » maximaliste équivoque et encore plus dangereux, retentissant et confus dans ses velléités révolutionnaires comme mal disposé à se séparer de la droite et à accepter sans réserve le programme de la Troisième Internationale en refusant irrévocablement et définitivement la méthode respectueuse de la légalité.

Face à une situation *internationale* et nationale dans laquelle d'un côté les masses prolétariennes se plaçaient sur le terrain de la lutte ouverte contre l'adversaire de classe souillé des lauriers cruels de l'épouvantable carnage de la guerre, et de l'autre le parti socialiste courait après le fantôme de succès électoraux en leur sacrifiant la préparation révolutionnaire du prolétariat à une prise du pouvoir que le courant du « Soviet » ne crut jamais proche, tout en étant convaincu qu'elle n'aurait pu avoir lieu tant que perdurerait l'équivoque d'un parti révolutionnaire en paroles mais légaliste dans les faits, la gauche communiste vit dans la revendication de l'abstentionnisme électoral – sur des bases non seulement différentes mais opposées à celles de l'idéologie anarchiste ou syndicaliste – le catalyseur le plus efficace du procès de séparation tant des réformistes que des faux révolutionnaires maximalistes. Mais cette revendication de caractère, si l'on nous permet l'expression, *instrumental*, était bien loin de constituer le trait distinctif et le véritable contenu du courant d'extrême-gauche, et, dans la lutte de celle-ci, les élections de 1919 furent le dernier de ses soucis. Comme les pages précédentes, mais surtout les textes que, pour la période allant de l'automne 1918 à l'été 1919, nous reproduisons dans la deuxième partie, le démontrent : le point crucial, pour nous, n'était pas de détourner à cette époque le parti de la maladie chronique des élections, mais de chercher par quelles voies on pourrait mettre en évidence avec clarté pour l'avenir une possibilité pour la classe ouvrière italienne, partie de la classe ouvrière européenne, de livrer sa bataille de classe et d'en sortir non pas vaincue mais vainqueur. Les points fondamentaux, dont le recueil de textes qui suit (surtout mais pas seulement pour 1918 et 1919) est le témoignage éclatant, de ce qui s'appelait alors la « Fraction Communiste Abstentionniste » étaient (et ils seront le thème des batailles ardentes de Bologne en 1919, de Moscou en 1920, de Livourne en 1921 et de tous les jours et mois écoulés entre ces deux dates et auxquels sera dédié un volume à venir) les suivants :

1) Affirmation des bases théoriques du marxisme révolutionnaire et de sa perspective du passage du pouvoir capitaliste au pouvoir ouvrier et, lors d'un développement historique ultérieur, de l'économie privée au socialisme et au communisme :

2) Affirmation que la doctrine et le programme de la Troisième Internationale de Moscou n'étaient pas un résultat nouveau et original de la Révolution russe, mais s'identifiaient avec les canons marxistes du point précédent ;

3) Affirmation de la nécessité que le nouveau mouvement succédant à la Deuxième Internationale qui avait fait faillite naisse à l'échelle nationale et internationale à travers une sélection impitoyable et une scission des éléments révisionnistes et sociaux-démocrates ;

4) Position prise par la Gauche contre les multiples énonciations erronées et démagogiques des maximalistes de l'époque et contre leur ridicule perspective de l'action

révolutionnaire auquel en réalité ils ne croyaient pas (la « grève expropriatrice » !); et également contre la proposition prématurée de former artificiellement des Soviets et contre la construction non moins erronée des ordinovistes de Turin qui voyaient la société déjà construite cellule par cellule dans les conseils industriels d'usine ;

5) Démonstration qui, malgré les références banales à l'abstentionnisme des anarchistes, les communistes repoussaient et considéraient comme anti-révolutionnaires toutes les positions courantes de l'anarcho-syndicalisme, particulièrement parce qu'ils refusaient la dictature étatique de la part du parti politique de classe ;

6) Jugement sur la politique italienne qui ne consistait pas dans la proposition grossière de déclencher *illico et immédiate* (2) la révolution armée, justement parce que la phase historique préalable à celle-ci aurait dû être la constitution du véritable Parti communiste et une conquête indispensable d'influence sur le prolétariat ; prévision que la meilleure perspective pour la conservation du pouvoir bourgeois était la persistance dans les partis prolétariens d'une position indéfinie entre la préparation des moyens révolutionnaires et l'utilisation de moyens légaux ainsi que la tentative d'attirer – qui finit au bout de plusieurs décennies par triompher – un groupe important de prétendus représentants de la classe ouvrière d'abord dans le parlement et ensuite dans la machine gouvernementale étatique.

Au-delà de la polémique sur l'abstentionnisme, voici quels furent les points clés du II^e Congrès de l'Internationale en 1920, les points sur lesquels s'affrontèrent Lénine et les bolcheviks d'une part et cette gauche que stupidement les historiens appelaient et appellent « italienne ».

Notes :

(1) Ce paragraphe 29 de l'édition de 1964 a disparu dans l'édition reprint de 1972 (ndt).

(2) En français dans le texte (ndt).